

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13455 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine - MARDI 3 MAI 1988

**SERVICES**

Abonnement...  
 Réimpression...  
 Distribution...  
 Publicité...

## Paris

**Après pris par M. Pasqua**

Le ministre de l'Intérieur, Jean-François Pasqua, a annoncé hier que le régime d'urgence sera maintenu jusqu'au 15 mai. Il a également déclaré que le gouvernement ne se prononcera pas sur la proposition de loi de M. Pasqua relative à la dérogation des étrangers à l'entrée en France.



## Volontés pacifistes

**Volontés pacifistes**

Les députés socialistes ont voté hier à l'Assemblée nationale une motion de soutien à la conférence de paix de Genève. Ils ont également condamné l'usage de la force et appelé à un dialogue entre les belligérants.

## Rendez-vous manqué pour l'OPEP

L'Arabie saoudite a fait échouer, le dimanche 1<sup>er</sup> mai à Vienne, une occasion historique d'élargir le cercle des pays disposés à stabiliser le marché du pétrole. Sept exportateurs indépendants regroupés sous le sigle NOPEP (Non-OPEP), à savoir l'Égypte, le Mexique, la Colombie et Oman, avaient accepté de réduire leurs exportations de 5 % pendant deux mois à la condition que les treize pays membres de l'OPEP en fassent autant.

Cet effort n'aurait peut-être pas suffi, mais le marché aurait pu le considérer tout de même comme significatif. Les prix, qui ont chuté d'environ 3 à 4 dollars depuis quatre mois par rapport au tarif officiel de l'OPEP de 18 dollars le baril, auraient retrouvé une certaine stabilité.

L'Arabie saoudite avait des raisons d'ordre pétrolier pour refuser, malgré les pressions exercées au plus haut niveau, notamment par l'Algérie. L'offre des NOPEP revenait à couper leur propre production de 180 000 barils par jour et celle de l'OPEP de 700 000. Le fardeau a été jugé inégalement réparti. Les pays indépendants ayant généralement accru leur part de marché ces dernières années.

On peut se demander si le refus de Ryad ne s'explique pas aussi par la crainte de voir le cartel des producteurs s'élargir « de facto » de treize à vingt membres. Le pouvoir du royaume se trouverait dilué dans une structure élargie où le monde arabe serait moins puissant. Les pressions exercées pour l'amener à réduire sa propre production plus que les autres, avec pour argument que sa faible démographie et ses forts revenus pourraient lui permettre, seraient plus intenses. Une logique de solidarité économique - la riche payant pour les pauvres - risquerait de mettre à mal, dans une « OPEP à vingt », l'actuelle suprématie saoudienne, et donc le poids diplomatique et financier qu'en tire Ryad dans le monde arabe.

Les canons de la guerre Iran-Irak se sont d'ailleurs fait entendre à Vienne. Nombre d'observateurs sont persuadés que, depuis le début de l'année, les Saoudiens veulent empêcher une remontée des cours qui profiterait au régime khomeiniste. La rupture des relations diplomatiques avec Téhéran, pendant que les ministres pétroliers discutaient en Autriche, laissait déjà entrevoir la stratégie saoudienne. A quoi s'ajoute que l'Allié américain a clairement énoncé son opposition à tout élargissement du cartel en direction de la Chine et de l'Angola, et plus encore de l'URSS, dont un observateur a été, un moment, annoncé à la réunion.

Il n'est pas certain que les sept NOPEP acceptent d'améliorer leur proposition et de poursuivre dans cette voie. Les consommateurs auraient tort de s'en réjouir trop vite. Certes, l'échec risque de provoquer une nouvelle baisse des cours. Mais, à moyen terme, la baisse des prix du pétrole décourage les efforts de prospection et l'investissement dans les énergies concurrentes. La conséquence, à terme, pour l'Occident, risque de se trouver dans une dépendance accrue à l'égard du Golfe, qui regroupe les premiers puits de pétrole du monde. (Lire nos Informations page 26.)

## La campagne pour le second tour de l'élection présidentielle L'évolution des rapports entre le RPR et l'extrême droite trouble la majorité

M. Jean-Marie Le Pen n'a pas attendu le lendemain du second tour de l'élection présidentielle pour se poser en recours de la droite. Le dimanche 1<sup>er</sup> mai, devant ses sympathisants, le chef de file de l'extrême droite, pour qui la défaite de M. Jacques Chirac est acquise, a appelé à rejeter « Mitterrand le pire » sans pour autant cautionner « Chirac le mal ». Les responsables d'une majorité désormais en ébullition ont multiplié, ce week-end, les déclarations contradictoires. Un pôle de résistance au rapprochement avec le Front national paraît s'organiser autour des centristes. MM. Michel Noir (RPR) et Claude Malhuret (PR) ont joint leurs voix à celles de MM. Pierre Méhaignerie ou Charles Millon pour expliquer que, contrairement aux déclarations de M. Charles Pasqua, les valeurs du FN ne sont pas proches des leurs.

Quelles « valeurs » tenaient le haut du pavé à Paris, le 1<sup>er</sup> mai ? Celles de la décomposition de la droite. Pendant que M. Le Pen brandissait les sinécures, lors d'une manifestation aux allures mussoliniennes dans les jardins des Tuileries et alentours, le débat s'est engagé, et pas seulement à la Nation (CFDT-FEN) ou sur les grands boulevards (CGT), où les « antiracistes », voire « antifascistes », ont scandé massivement leur inquiétude. Ce débat secoue la droite classique, défaite le 24 avril, ébranlée par le « tremblement de terre » Le Pen : M. Charles Pasqua partage les « valeurs » du FN, dont d'autres, à l'UDF et au RPR se défont avec vigueur. (Lire la suite page 10.)

## La droite indéfinie

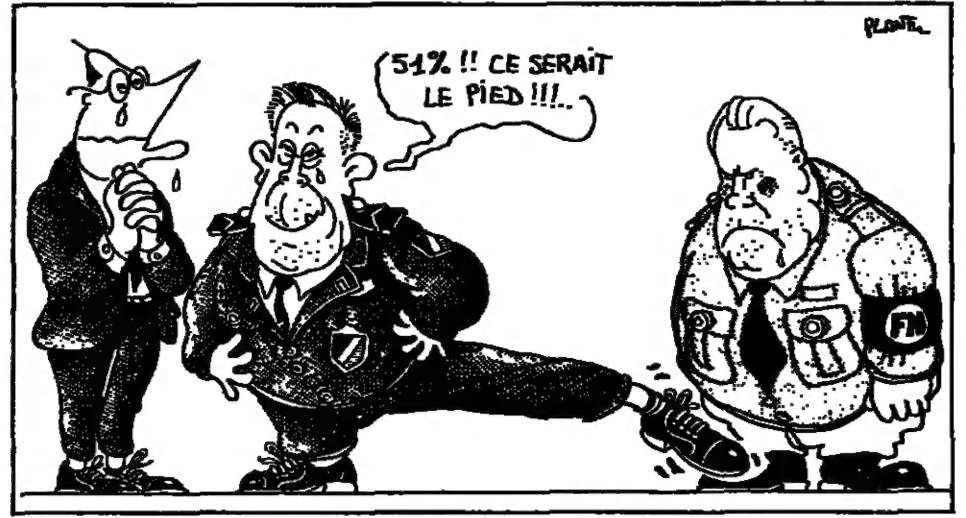
par Jean-Marie Colombani

Le 1<sup>er</sup> mai du FN et les manifestations hostiles à M. Le Pen Pages 8 et 9

Les déclarations de M. Pasqua et l'avenir de la majorité parlementaire Page 10

La campagne électorale à gauche Page 11

Débats : « Face à Le Pen, un projet républicain », par Jean-Pierre Chevènement Page 2



## Peur, harcèlements, rumeurs, intimidation

### Drôle de guérilla en Nouvelle-Calédonie

Le bureau politique du FLNKS a rejeté, le lundi 2 mai, les offres de médiation faites par l'archevêque de Nouméa et par les parlementaires RPR du territoire. Une certaine confusion règne sur le terrain, où les autorités civiles et militaires paraissent impuissantes à obtenir la libération des vingt-trois otages retenus sur l'île d'Ouvéa et à rétablir le calme en plusieurs points du territoire.

Nouméa de notre envoyée spéciale

Sur la plage de Pouébo, un village de mille cinq cents habitants de la côte nord de la Nouvelle-Calédonie, la gendarmerie avait repéré « un campement » indépendantiste surmonté d'un « mirador ». La marine nationale est intervenue contre cette « position » le samedi 30 avril, pour la première fois en Nouvelle-Calédonie. Sept gendarmes, selon des témoins, ont débarqué du patrouilleur la Moqueuse, dans un Zodiac, et se sont lancés à l'assaut de la pointe Saint-Mathieu. Le bâtiment les a couverts par un tir à l'arme automatique. Bilan de ce débarquement : une CB saisie...

Au lendemain de l'opération, les indépendantistes de Pouébo vauquent à leurs barreaux, machettes dans les mains, écusson à l'effigie de Bob Marley sur la manche, serviette-éponge autour de la tête. Le maigre peloton de vingt-cinq gendarmes installé à Pouébo a dégagé la route le matin, mais les troncs de cocotiers et les parpaings ont été remis en place dès que le dernier véhicule a disparu sur la route. Les militants affirment qu'ils ne sont pas armés. D'ailleurs, ils n'ont « pas lâché un coup de feu » quand les gendarmes - qui, eux, assurent avoir essayé des tirs - ont débarqué. Un hélicoptère Alouette, disent-ils, a survolé le matin Pouébo et Balade, à huit kilomètres. Les gendarmes, selon eux, ont tiré de l'appareil des chevrotines et des balles à silex sur leur Toyota de « liaison » et les bateaux de pêche de la coopérative. Car les indépendantistes de Pouébo sont aussi pêcheurs.

CORINNE LESNES. (Lire la suite page 12.)



**VIVRE**

André Comte-Sponville

«Vivre se lit avec allégresse». Robert Maggiori - Libération.

«Une œuvre étrangement singulière». Roger-Pol Droit, Le Monde.

«Une audace qui mérite d'être saluée». Globe

Trilogie de l'Espoir et de la Mémoire.

Tome 1 : Le mythe d'Icare - 320 pages - 50 F. Tome 2 : Vivre - 304 pages - 50 F. Collection « Perspectives Critiques » dirigée par R. Jaccard.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

## Idéologie, économie, succession Les trois crises de la Hongrie

A moins de trois semaines de la conférence nationale du Parti communiste hongrois, sur lequel règne M. Janos Kadar depuis 1956, le premier ministre, M. Karoly Grosz, vient de lancer un appel à un « nouveau consensus » et à une « nouvelle unité nationale ».

BUDAPEST de notre envoyée spéciale

Ici, les hauts dignitaires roulent en Mercedes noire dernier modèle et l'on appelle le comité central « la Maison Blanche ». Mais, derrière les murs bien gardés de cet austère bâtiment de pierre claire qui borde le Danube, c'est une lutte implacable et sourde, comme savent en produire les vrais régimes communistes, qui se livre ces temps-ci. Au centre de ces manœuvres, un vieillard, dont le bureau trône au premier étage de la « Maison Blanche » : Janos Kadar, soixante-quinze ans, secrétaire général du Parti socialiste

ouvrier hongrois depuis bientôt trente-deux ans. Et qui reste apparemment sourd aux appels à céder la place.

En réalité, cette lutte au sommet n'est qu'une manifestation d'un mal beaucoup plus profond, vous dit-on à Budapest, qui ronge actuellement la Hongrie. Incertitude, crise, décomposition, désaffection... C'est à celui qui trouvera le mot le plus imagé pour décrire ce mal, dans un haut lieu, ne songe à nier l'existence.

Le comité central lui-même, réuni en plénum les 23 et 24 mars à moins de deux mois de la conférence nationale du parti - la première depuis 1957, - n'a pu que déplorer l'« incertitude idéologique » qui prévaut sur certaines questions-clés. Une incertitude qui n'épargne pas, visiblement, les rangs du comité central, puisque, a reconnu à la télévision un membre du bureau politique, M. Janos Berezic, ses membres n'ont pas su se mettre d'accord sur l'évaluation de la situation ni même sur le terrain de « crise ».

M. Berezic, qui est précisément chargé des questions de propagande et d'idéologie et que l'on considère généralement comme le principal candidat à la succession de M. Kadar, préfère, lui, parler « de tension, de contradictions et de préoccupation », tandis que le numéro un rejette totalement l'idée de « crise » : de sérieux problèmes, tout au plus.

Quelques jours plus tard, le comité central publie un « projet de prise de position », document de travail pour la conférence nationale qui s'ouvre le 20 mai. Remarquable avec de faiblesse, ce texte parle de « jugement erroné » émis par le parti sur l'évolution économique, du « mécontentement montant au sein de la population devant le piètement du développement économique et social et la multiplication des difficultés ».

SYLVIE KAUFFMANN. (Lire la suite page 4.)

## Fin de la crise en Belgique

Près de cinq mois après les élections, M. Martens va se succéder à lui-même à la tête d'une nouvelle coalition. PAGE 4

## La tension en Pologne

Violents incidents à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai. PAGE 6

## Attentat de l'IRA

Trois militaires britanniques tués aux Pays-Bas. PAGE 4

## Un évêque maronite assassiné au Liban

Le cadavre de Mgr Khoreiche retrouvé dans la montagne chrétienne. PAGE 3

## Le Monde ÉCONOMIE

La CEE face au tiers-monde. L'innovation financière dans les pays en développement. La chronique de Paul Fabra : les lieux de la guerre civile. Pages 21 à 24

## Retraités : le retour à la ville

La campagne et le soleil du Midi déçoivent les « migrants » du troisième âge. PAGE 13

## SPORTS

Automobilisme : le triomphe des McLaren à Imola. Page 25

Le sommaire complet se trouve en page 32

M 0147 - 0503 0 - 4,50 F

3790147004500 05030

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 160 dr. ; Inde, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suisse, 1,60 fr. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 1,75 \$.



# Débats

## DÉMOCRATIE

### Face à Le Pen, un projet républicain

**L**e Pen est une souffrance pour tous ceux qui n'aiment pas voir leur peuple défiguré et la France enlaidie.

Il va désormais empoisonner la vie politique française pendant longtemps. Dans une période de crise prolongée, sa capacité d'expansion ne comporte pas de limite définie à l'avance. L'estant lourdement le RPR, il exerce déjà sur lui un chantage d'où peuvent résulter toutes les dérives. Divisés aujourd'hui, les droites pourraient demain entraîner ensemble une révolte en régression de la démocratie.

par JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT (\*)

lèges, sont l'envers et l'endroit d'une même médaille.

Un profond fossé s'est ainsi creusé entre les élites plus ou moins « libérales-libertaires » et les couches populaires, en proie au chômage et à la précarité, entre le jargon technocratique et le vécu quotidien de millions de gens. Un électeur de Belfort n'écrit aujourd'hui : « *Rassurez-vous : j'ai voté Le Pen ainsi que toute ma famille pour alerter le futur gouvernement du malaise qui règne en France... Ne vous faites pas de souci pour le prochain tour* ». L'immigré n'est bien souvent que le bouc émissaire d'un malaise plus profond. Il permet aux exclus, toujours plus nombreux, d'exclure à leur tour.

#### Trois causes trois réponses

1) Tout d'abord faire reculer le chômage.

On ne rendra pas confiance en la démocratie si on laisse s'accumuler dans des réserves d'Indiens des millions de jeunes « entre deux stades ». Il faut désengorger le système vers l'aval. Il n'y a aucune raison que la France soit le seul pays de l'OCDE à ne pas créer d'emplois. Simplement il faut cesser de traiter le chômage comme le résidu inévitable d'autres politiques : lutte contre l'inflation, défense du franc, etc. La lutte contre le chômage est aujourd'hui l'objectif premier d'une politique de progrès. Nous savons que seule une croissance plus forte peut permettre à la fois de reconquérir l'emploi, de sauvegarder notre système de protection sociale et de rattraper notre retard d'investissement.

A cette nécessité répond l'exigence d'une société civile en panne, dès lors qu'elle est en manque de politique. La France est ainsi faite qu'elle attend beaucoup de ses dirigeants. La conversion de Chirac au raisonnement et à un européisme même de façade laisse toute la France traditionnelle en désérence. Le nationalisme est toujours une crise du patriotisme. Quoi d'étonnant à ce qu'elle soit, dans les marches de l'Est, plus profonde ?

En troisième lieu, le vote Le Pen traduit une aspiration à l'ordre et à la sécurité dans un monde de plus en plus incertain et incompréhensible.

Dans une économie qu'un pesant système de « contraintes extérieures » a enfermée dans une déflation de longue durée, la xénophobie rampante dans les masses est l'envers de la xénophilie des élites. Je veux dire cette soumission aveugle au mouvement de multinationalisation du capital que déguise — si mal d'ailleurs — « l'idéologie nationale ». La « préférence nationale » chère à Le Pen — nous euphémisons pour flatter le racisme — et le libéralisme, autre euphémisme pour désigner la préférence pour les privi-

De même, n'y a-t-il pas d'autre perspective juste que l'intégration dans la France des garçons et des filles nés de l'immigration, à égalité de droits et de devoirs.

Ce serait donc une grande naïveté pour la gauche que d'abandonner à Le Pen les symboles de patriotisme républicain : la *Marseillaise* — le drapeau tricolore — qu'il a encore moins de raison de s'approprier que Jeanne d'Arc, la pauvre ! qui avait certes d'étranges compagnons, mais n'avait pas mérité celui-là !

Rendre confiance en la France c'est faire le pari de la démocratie.

3) Un gouvernement de progrès doit enfin savoir affirmer l'autorité de l'Etat républicain.

Comme toujours dans les périodes de crise se fait sentir le besoin d'une ferme direction. Ce que Roosevelt et Churchill jadis symbolisèrent, la France l'attend aujourd'hui de François Mitterrand. Lui seul peut incarner cette capacité de relever les défis d'une période difficile en faisant prévaloir, en tous domaines, à la fois la justice sociale et une vraie préférence pour le long terme.

Face à l'idéologie de la mode et de l'instantanéité qui est la forme moderne du régime de l'argent, il s'agit d'opérer une vraie révolution culturelle :

— en réhabilitant les valeurs de la longue durée : mémoire, effort, patience, volonté ;

— en revalorisant l'enseignement qui, parce qu'il vise à la transmission du patrimoine des connaissances et des valeurs, est systématiquement déconsidéré dans les sociétés « médiatiques » productrices de vide ;

— et, bien sûr, en donnant une vraie priorité à l'investissement.

Notre pays a surtout besoin de repères et de cadres de référence solides.

#### L'affaïssement des valeurs

L'affaïssement des valeurs morales traditionnelles et l'étiollement des réseaux sociaux qui structureraient la vie collective commandent une double démarche : une impulsion venue d'en haut et une dynamique venant d'en bas, l'une nourrissant l'autre. Le principal risque pour les forces de progrès serait de « bricoler » quelques gadgets politiques et, sous prétexte de « non-directivité », de ne pas poser clairement d'embûche l'équation de la réussite : l'Etat républicain a le devoir d'intervenir pour assurer la justice sociale, pour garantir les libertés, et donc l'ordre républicain, pour aider concrètement à résoudre les problèmes de la vie quotidienne des gens : réhabilitation des quartiers dégradés, priorité au logement social, solide formation de base, remise à niveau et qualification des laissés-pour-compte — contrats de services avec les collectivités locales pour les aider à revitaliser le tissu social et associatif — revenu minimum d'insertion, — développement des emplois sociaux et, bien sûr, condition de tout le reste, réamusculation de l'appareil productif.

Cela n'ira pas sans un meilleur partage de l'effort qu'il faudra savoir imposer aux privilégiés.

Bien sûr, il faudra du temps. Mais ce qui ne sera pas engagé vite risque ensuite de ne plus pouvoir l'être. Un gouvernement vraiment républicain ne saurait se contenter d'invocations rituelles aux valeurs de la République. Pour les faire passer dans sa politique, il doit être capable d'aller aussi à la rencontre des aspirations légitimes de ceux qui, traditionnellement, ne se reconnaissent pas dans la gauche ou qui ont de la peine à se reconnaître dans le « discours de la mode ».

Un gouvernement de progrès doit mettre en œuvre en tous domaines des politiques qui répondent à la fois aux intérêts de la masse et à l'intérêt national. C'est cela, à mes yeux, le socialisme de gouvernement.

La République, encore une fois — j'en suis sûr, — triomphera de ses adversaires et relèvera le défi que Le Pen lui jette à la face.

Je n'ai rien dit du Parti socialiste mais il est concerné au premier chef. Son rôle, sur le terrain, sera capital pour parler aux gens, pour organiser la résistance à Le Pen, pour redonner au tissu social une « tenue » et pour faire reculer le spectre de la barbarie au quotidien.

Ce combat commencé dès aujourd'hui. En votant massivement pour François Mitterrand, en sanctionnant Chirac, le peuple français peut enclencher le réajustement dynamique républicain. Sachons en saisir la chance et la faire fructifier !

(\*) Député (PS), maire de Belfort.

## FORMATION

### Le pari des trois écoles

**L**e « plus de formation », le « plus de qualification » pour tous les jeunes Français promis par les deux candidats à l'Elysée — et par les « disparus » — sont-ils les signes d'un puissant consensus politique sur l'éducation, de même force que celui sur la construction européenne ? Ouvrez-le donc, après tant d'épuisantes guerres scolaires à la française, une possibilité d'action au gouvernement de demain ?

Les textes « gaullio-chiracien » et « socialo-mitterrandiste » ne disent mot de l'enseignement privé subventionné par l'Etat. Ce consensus du silence convient, semble-t-il, aux défenseurs des établissements catholiques. Quant ils ne sont pas satisfaits, ils savent le dire haut et fort : avec deux millions de manifestants en 1984. Le court échange sur l'école privée lors du débat télévisé du 28 avril a confirmé qu'il s'agissait, pour les deux candidats, d'un problème enterré !

Ce discours muet sur la « seconde école » est « enrichi » d'affirmations apparemment convergentes sur l'importance de l'apprentissage et, plus largement, sur le rôle de l'entreprise dans la formation professionnelle. Voici la formulation socialiste (« Propositions pour la France ») :

« L'existence de filières techniques, au sein du système éducatif et sous beaucoup de liens avec le monde de l'entreprise, constitue un spécifique français. En Allemagne prévaut une autre approche, elle conduit à mettre très tôt en relation les jeunes et l'entreprise, et 53 % des élèves suivent une formation alternée en entreprise. (...) C'est une pédagogie qui associe deux partenaires complémentaires ».

Ce manifeste en appelle à des changements profonds de la mentalité des enseignants à l'égard des entreprises et « des acteurs de l'entreprise qui devront accepter de mieux prendre en charge leur responsabilité de formation à la profession ».

Nous voilà loin du « grand service public unifié et laïque de l'enseignement » réclamé naguère par les socialistes... Ceux-ci accepteraient-ils aujourd'hui un système éducatif à trois écoles, le troisième étant l'entreprise ? Y aurait-il, enfin, un consensus sur la légitimité éducative de l'entreprise ? Pas encore.

La relative longueur et la qualité de l'argumentation de ce texte socialiste ont le sens d'un appel à l'égard du camp laïque qui s'est à nouveau fortement manifesté pour s'opposer — sans succès — à la récente loi sur l'extension de l'apprentissage.

La brièveté, à ce propos, du texte des gaullistes — « il faut continuer à promouvoir l'apprentissage » — a peut-être le même objectif d'apaisement à l'égard de leur important électeur « enseignement public ».

#### Entreprises : engagement limité

Quels peuvent être les effets de ces prudentes audaces dans ce contexte de « bond en avant » de la formation de tous les jeunes que nous annoncent les deux candidats ?

Le premier constat, et il peut surprendre, est qu'il n'y a aucun signe d'appétit de conquête de la part de ces « nouveaux invités » du système éducatif. Les grandes entreprises modernes faisant un large appel aux technologies de pointe manquent d'un nouveau type d'ouvrier professionnel très qualifié. Et c'est pour en former qu'elles reviennent à l'apprentissage. Mais, interrogées, elles affirment n'avoir nullement l'intention de former, comme les firmes allemandes, des centaines de milliers de jeunes. Tout au plus quelques milliers.

Si elles critiquent depuis des années les préparations scolaires aux métiers, les firmes françaises ne sont pas prêtes à renoncer à l'avantage de la gratuité des diplômés « livrés » par l'éducation nationale. Elles savent qu'une grande entreprise allemande débourse environ 20 000 francs par an par apprenti. C'est pourquoi le nouvel investissement d'un

par BERTRAND GIROD DE L'AIN (\*)

petit nombre d'entre elles dans ce domaine est très limité. Il s'agit, en quelque sorte, d'un apprentissage de luxe.

La « seconde école », c'est-à-dire les établissements privés subventionnés par l'Etat paraît très prudente en ce qui concerne sa participation à l'expansion massive des effectifs scolaires. Elle accorde la priorité à la qualité de l'éducation qu'elle offre, au maintien de classes à effectifs réduits.

Les objectifs pour la formation des jeunes des deux candidats ainsi que des organisations qui les soutiennent sont considérables : notamment 400 000 lycéens supplémentaires. Même réduits à des dimensions un peu plus réalistes, ils seront très difficiles à atteindre, surtout qualitativement. Par exemple, pour accroître massivement le nombre des bacheliers, il est prévu par les experts :

— d'interdire la sortie du collège en fin de classe de cinquième vers le pré-apprentissage.

— de prolonger jusqu'au baccalauréat professionnel la scolarité des élèves qui quittent actuellement l'école avec un diplôme de l'enseignement technique court.

#### Scénario catastrophe

Cela réclame un véritable saut de l'innovation pédagogique, une nouvelle capacité de faire réussir les études longues à des élèves qui en étaient jusqu'à présent jugés incapables. Mais qui va-t-on mobiliser pour ce combat de la qualification ?

Les choix des deux camps sont assez semblables :

— le manifeste socialiste prévoit, pour atteindre les « 80 % de la classe d'âge niveau bac », « l'ouverture de 400 lycées en quinze ans, soit en moyenne un (\*) Professeur à l'université Paris-Dauphine.

par an et par académie ». L'expansion des effectifs est donc en totalité « réservée » à l'enseignement public.

— les textes électoraux de l'actuelle majorité restent, à ce propos, dans le vague. Le « Plan pour l'avenir de l'éducation nationale » présenté par René Monory en décembre 1987 l'est moins. La forte expansion des effectifs n'est « attribuée » qu'aux différents types d'établissement scolaire. Une simulation du service de prospective de l'éducation nationale prévoit la stabilité des effectifs de l'enseignement privé, et élimine l'apprentissage de son scénario.

Pour des motifs en partie semblables, en partie différents, les deux candidats, à propos de ce sujet sensible, convergent vers un objectif non formulé. L'expansion massive des effectifs scolaires pour gagner le « pari de l'intelligence » sera uniquement assurée par l'enseignement public. Il ne serait rien exigé (thèse de la droite) ou attendu (celle de la gauche) des deux autres écoles.

Mission exaltante pour l'école publique ? Risquons une « prévision catastrophe ». Submergé par ces effectifs supplémentaires, l'enseignement public va être en manque constant d'enseignants et de classes. La qualité pédagogique va se détériorer, les taux d'échecs s'accroître, ce qui augmentera encore le besoin en enseignants. L'insatisfaction des parents et des élèves ne pourra qu'augmenter. Les enseignants du public seront placés en position d'accusés. Et, « naturellement », les queues s'allongeront aux portes des établissements privés et des centres d'apprentissage d'entreprise.

Il faut que ce scénario ne se réalise pas. La condition : la mobilisation des trois écoles par les deux candidats afin de réussir le pari de la formation pour tous.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télex MONDPAR 650672 F  
Télécopieur : (1) 45-23-00-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauret (1969-1982)  
André Larroque (1982-1983)

Date de la société :  
cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprise,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wonts.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vertet.

Correspondant en chef :  
Claude Siles.

## Le Monde PUBLICITE

5, rue de Monthenay, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-83 ou 45-55-91-71  
Télex MONDPUB 206 136 F

## Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 35-15 - Tape LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037

#### ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE TUNISIE	AUTRES PAYS valeur normale
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois  6 mois  9 mois  1 an

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



**Demi-tour à droite, demi-tour à gauche, en avant, marche !**

**LA PSYCHOLOGIE POLITIQUE**  
Par M.-L. Rouquette.

Il y a deux façons de considérer la politique : comme une invention ou comme un destin. Selon la première, les sociétés sont maîtresses de leur devenir ; pour la seconde, la marche de l'histoire n'est que l'effet de nécessités acquises. La psychologie politique peut nourrir sinon fonder une analyse concrète des systèmes de gouvernement et des pratiques de pouvoir. « Que sais-je ? » n° 2401. 28 F.

Autres Nouveautés : LA PHYTOTHERAPIE, par Maurice Rubin, n° 2404 • LA MORT, par Louis-Vincent Thomas, n° 236 • LE RUGBY, par Christian Paciello, n° 952 • LES CENTRALES NUCLEAIRES, par Collette Lewiner, n° 1037.

**pufl**

COLLECTION "QUE SAIS-JE ?"

Encyclopédie au format de poche

سكوا من الأصل



# Etranger

LIBAN : enlevé il y a une semaine

## Un évêque maronite a été assassiné dans la montagne chrétienne

BEYROUTH  
de notre envoyée spéciale

Pour la première fois depuis le début de la guerre civile au Liban en 1975, un dignitaire religieux de l'Église maronite a été assassiné au cœur de la montagne chrétienne de Kesrouan, au nord de Beyrouth. Enlevé de son domicile de Ghadir, dans la nuit du samedi 23 avril, Mgr Albert Khoreiche a été retrouvé, dimanche 1<sup>er</sup> mai, le corps criblé de balles et portant de nombreuses blessures au visage, à Chuanir, non loin de chez lui.

Depuis une semaine, aucune véritable indice n'est venu éclaircir cette affaire sur laquelle la police et le patriarcat maronite gardaient un silence prudent. Vendredi, la voiture du prélat avait été retrouvée entre Broummana et Baabda, dans une zone contrôlée par les fidèles du président Gemayel. Mais elle y avait été, semble-t-il, déposée cinq jours après la disparition du prélat, et aucun élément susceptible de faire avancer l'enquête n'y avait été découvert. Ce sont des chasseurs qui, attirés par l'odeur dégagée par le cadavre en décomposition d'Albert Khoreiche, ont, dimanche en fin d'après-midi, prévenu la police et le patriarcat. Selon les premiers éléments de l'enquête, le décès remonterait à cinq jours.

Cette affaire grave, compte tenu de la personnalité de la victime - cinquante-trois ans, professeur de droit international à l'université de Saint-Espirit, juge au tribunal religieux et ancien du cardinal Antoine Boutros Khoreiche, ancien patriarche maronite remplacé, en 1986, par Mgr Nasrallah Sfeir - va sans doute alourdir encore un peu plus le climat très tendu qui règne dans le pays chrétien. Mgr Sfeir, qui n'a pas encore réagi, a convoqué, lundi, une réunion des maronites à Bkerké, siège du patriarcat.

A quelques mois de l'élection présidentielle libanaise, prévue normalement entre le 23 juillet et le 23 septembre, on ne maronite doit succéder au président Gemayel, les aussi grandes au sein de cette communauté, la plus nombreuse des communautés chrétiennes du Liban, et qui assure de facto le leadership chrétien. S'il est encore trop tôt pour émettre des hypothèses, il ne fait pas de doute que les accusations mutuelles vont se multiplier. Cela d'autant plus que les trente balles dont était criblé le corps du prélat et les tortures qu'il a sans doute subies paraissent exclure l'hypothèse un

moment avancé d'un crime d'origine privée.

Pour s'en tenir aux faits, l'enlèvement et l'assassinat du prélat ont eu lieu dans une zone contrôlée par la milice chrétienne des forces libanaises, vers qui les regards se tournent déjà. A cela il y a plusieurs raisons, dont la principale est sans doute la grande médiocrité des rapports entre le patriarcat maronite et les Forces libanaises (FL).

Le patriarche Sfeir qui, sous l'impulsion du Saint-Siège, tente de s'affirmer avec plus de vigueur sur la scène politique, en prêchant notamment en faveur d'un accord fondé sur la réconciliation islamochrétienne, ne s'est jamais privé de dénoncer publiquement le comportement des forces libanaises. Le patriarcat a été notamment condamné avec vigueur l'exécution par les FL de deux miliciens accusés de complicité avec M. Elias Hobeika, ancien chef de la milice, détroqué par M. Samir Geagea après de très sanglants combats en janvier 1986, au lendemain de la signature de l'accord inter-milice de Damas qui avait entraîné pour le camp chrétien M. Hobeika.

Une rencontre a eu lieu il y a une dizaine de jours entre le patriarche et M. Geagea, mais il ne semble pas qu'elle ait donné beaucoup de résultats. Les forces libanaises ne voient pas d'un très bon œil les « ambitions politiques » du patriarcat maronite, dont l'influence sur la scène libanaise et au sein de cette communauté ne peut être négligée. De là toutefoix à assassiner un prélat, il y a un pas que rien pour l'instant ne permet de franchir.

### Les FL sur la sellette

Les FL sont aussi sur la sellette dans la mesure où leur nervosité, à la veille d'une échéance importante, les a conduites, ces dernières semaines, à procéder à une nouvelle vague d'arrestations et à des liquidations sous le prétexte de complicités avec M. Hobeika. Le scénario dont tout le pays chrétien parle n'affirme-t-il pas qu'une nouvelle infiltration du chef des FL, soutenu aujourd'hui par Damas, pourrait servir de détonateur à une intervention de l'armée chargée de l'occurrence de mettre au pas la milice considérée dans son rôle actuel comme un obstacle à toute solution politique qui ne peut passer que par un accord avec la Syrie.

Les incidents se multiplient d'ailleurs entre l'armée et la milice chrétienne, chacune accusant l'autre d'être responsable de l'escalade.

Dans la mesure où le général Anoum, commandant en chef de l'armée, fait figure de candidat potentiel, les Forces libanaises l'accusent de vouloir offrir aux Syriens leur liquidation en échange de l'appui de Damas à sa candidature. Une accusation que réfute avec vigueur le général Anoum, qui souligne que « l'armée représente la nation dans toutes ses composantes et que les Forces libanaises ne peuvent se substituer à l'autorité légale ».

Le fait que la voiture du dignitaire religieux a été retrouvée dans une zone sous contrôle des fidèles de M. Gemayel a aussi été interprété par certains comme une tentative de diversion, les rapports entre le président et les Forces libanaises étant empreints d'une grande méfiance réciproque, même si la conjoncture actuelle les amène à une certaine collaboration pour faire front aux desiderata syriens.

FRANÇOISE CHIPAUX.

● Décès d'un député chrétien. - Un député chrétien libanais, Salim Maslouf, est décédé mercredi 27 avril, portant à 22 le nombre de sièges vacants au Parlement, qui compte normalement 99 députés. Salim Maslouf était député de la ville de Zahle, dans la région orientale du Liban, depuis le contrôle syrien en 1972, date des dernières élections législatives au Liban. Il est décédé à l'âge de soixante-cinq ans des suites d'une longue maladie. Depuis le début de la guerre du Liban en 1975, les députés, qui doivent être un nouveau président de la République en septembre, ont reconduit leur mandat, initialement de quatre ans, pour deux périodes de deux à trois ans. Le 1<sup>er</sup> décembre 1987, le Parlement a prorogé son mandat jusqu'en 1990. - (AFP.)

ISRAËL : les troubles dans les territoires occupés

## La bataille du drapeau

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

La scène tenait de la tragédie, entre le drame et le ridicule. Au pied de la mosquée du village de Yatta, une vingtaine de soldats, casqués et armés, avaient rassemblé, pour interrogatoire, avec force cris et menaces, une bonne partie de la population adulte du lieu. Hôlé de la manœuvre ? Tout en haut du minaret, au bout d'une baguette, pendait un misérable morceau de chiffon, ornement de fortune, à peine visible, décoloré par le vent et la pluie, mais d'un symbolisme qui figurait les couleurs du drapeau palestinien.

C'était il y a quelques semaines. Yatta, une bourgade désolée dans la banlieue de Hébron, dans le sud de la Cisjordanie, ne doit pas compter plus d'un millier d'habitants, ni sans doute peser d'un grand poids dans le déroulement du « soulèvement ». Mais peu importe, on se battait pour un symbole, un principe, quelques centimètres carrés de tissu qui résumaient la « cause » de tous et de la peur des autres. Yatta avait son emblème, et il ne serait pas dit que l'armée israélienne était le tolérer.

Rien n'a changé. On se bat toujours pour le drapeau. Ces dix derniers jours, les scènes du type de celle de Yatta se sont multipliées, preuve que le soulèvement n'est pas fini, comme si les Palestiniens des territoires occupés voulaient, en hissant les couleurs, démentir une « défaite » que les autorités proclament quotidiennement. La semaine passée, à plusieurs reprises, des villageois ont affronté l'armée à coups de pierres et de cocktails Molotov lorsque les soldats se sont pré-

sentés pour décrocher les drapeaux palestiniens. Bilan : au moins deux morts et plusieurs blessés par balles.

Dimanche 1<sup>er</sup> mai, même scénario : une unité est dépêchée dans le village de Fakus, près de Jérôme, dans le nord de la Cisjordanie, afin d'arracher les dangereux emblèmes. Jets de pierres, cris ; un Palestinien a été tué. Cette fois l'état-major a estimé que le commandant de la patrouille avait ouvert le feu « sans justification » et l'a relégué à ses fonctions. Au total, en Cisjordanie et à Gaza, les incidents de la journée ont fait un mort et plus de dix blessés, dont un enfant de dix ans grièvement atteint.

### « Le soulèvement continue »

Au-delà de l'aspect symbolique de la bataille du drapeau, ces affrontements témoignent au moins d'une chose : après bientôt cinq mois, le soulèvement, quoi qu'en dise le gouvernement, ne s'est pas épuisé. En dépit d'une répression massive, d'une attention des médias beaucoup plus relâchée et d'une lassitude que les Palestiniens ne cachent pas, il se trouve toujours des dizaines, voire des centaines de jeunes gens et de moins jeunes, pour descendre dans la rue et affronter l'armée - qu'il s'agisse de dénoncer l'assassinat d'Abou Jihad, de défendre le drapeau ou d'empêcher des arrestations. Les batailles rangées de ces derniers jours, ponctuelles, sporadiques, isolées même, auraient paru impossibles il y a encore un an.

Certes, les manifestations sont plus rares qu'il y a quelques mois ; les territoires ont été rou-

verts à la circulation, et le plupart des Palestiniens occupant un emploi en Israël sont de plus en plus nombreux à reprendre le chemin du travail. Le chef d'état-major, le général Dan Shomron, en conclut dimanche que « la population des territoires a fini par comprendre que les émeutes de la manifestation n'ont servi à rien ». Telle est bien la ligne suivie depuis le début par le gouvernement, le message explicite qu'il entend signifier par la répression : l'État ne négociera jamais sous la pression de la violence.

Appréciation erronée, répondent les Palestiniens interrogés par la presse, et qui ont beau jeu de faire valoir qu'il n'y avait guère plus de perspectives de négociation « avant » le soulèvement. Le mouvement va continuer, disent-ils, parce qu'il est impossible de s'arrêter tant qu'on n'aura pas au moins l'impression d'avoir obtenu quelque chose. La référence la plus couramment évoquée est celle de la grève de 1936, qui dura plus de six mois...

Cité à la « une » du *Jerusalem Post*, le semaine dernière, « une importante source militaire » déclarait : « Le soulèvement continue ; en dépit de l'énorme pression que nous exerçons sur les habitants des territoires, en dépit d'une vague d'arrestations massives sans précédent (plus de 8 000 personnes ont été arrêtées depuis décembre et quelque 4 500 sont encore en prison), en dépit d'un nombre de tués qui dépasse les 165 (et augmente chaque semaine), les Palestiniens estiment toujours que le soulèvement est en marche. Et ce qui compte avant tout, c'est cette perception qu'ils ont du soulèvement. »

ALAIN FRACHON.

## A TRAVERS LE MONDE

### Arabie saoudite

#### Riyad refuse l'inspection de ses missiles chinois

Le ministre saoudien de la défense, le prince Sultan Ben Abdel Aziz, a déclaré que l'Arabie saoudite avait rejeté une demande des États-Unis pour « inspecter » les missiles sol-sol chinois acquis par Riyad, afin de s'assurer que ces engins n'étaient pas dotés de charges nucléaires ou chimiques.

Dans un entretien accordé à l'hébdomadaire libanais *Al-Sayyid*, le prince Sultan a précisé : « Les Américains nous ont informé de leur désir d'inspecter ces missiles pour s'assurer qu'ils ne sont pas dotés de charges nucléaires ou chimiques. Nous leur avons répondu qu'ils ne seront jamais autorisés à le faire. »

Le ministre saoudien a encore indiqué que les missiles chinois, de type CSS-2, avaient été livrés et montés sur leur site depuis deux ans. Il a ajouté que son pays possédait depuis plusieurs années d'autres types de missiles, mais dont la portée est inférieure aux engins chinois. Ceux-ci ont une portée de 3 000 kilomètres et peuvent être équipés de charges nucléaires, mais Riyad a affirmé à plusieurs reprises qu'il ne comptait pas équiper ces engins de têtes nucléaires. - (AFP.)

### La tension dans le Golfe

#### L'Irak met en garde Washington contre un « nouveau Vietnam »

Téhéran. - L'Irak a marqué, dimanche 1<sup>er</sup> mai, le début de la mise au projet de Washington d'une extension de la protection militaire américaine aux navires non belligérants dans le Golfe. Evocant les déclarations faites à ce propos par M. Frank Carlucci, le secrétaire américain à la défense (le Monde 2 mai), le président du Parlement, M. Rafsanjani, a accusé les dirigeants américains de vouloir entraîner les États-Unis vers un nouveau Vietnam et a menacé d'étendre le conflit « en dehors du Golfe » en cas de nouvel incident.

Le projet américain, selon M. Rafsanjani, « vise à lier les mains de la République islamique, en laissant toute liberté d'action à l'Irak ». La radio iranienne, dans son commentaire, a développé la même argumentation. « Ce projet, a-t-elle dit, autorise l'Irak à attaquer les navires et les objectifs iraniens dans le Golfe, tout en veillant à ce que, en contrepartie, les intérêts et les navires des pays alliés de l'Irak restent à l'abri de toute attaque. » Cela équivaut,

a-t-elle ajouté, à « un renforcement de l'intervention militaire américaine » dans le Golfe et « à la création de deux zones dans le Golfe, l'une dépourvue de sécurité pour l'Iran, l'autre, sûre, pour les autres ». « La riposte des forces iraniennes à l'attaque américaine, le 18 avril dernier, a conclu le commentateur, prouve que l'Irak défendra à n'importe quel prix ses intérêts et ne répondra pas à l'agression par la sou-

### Nigeria

#### La grève s'étend

La grève de protestation contre la hausse des prix du carburant, partie du nord du pays, s'est étendue à Lagos, la capitale, puis à l'est du pays. Grève totale dans les banques, les professions paramédicales et les services techniques publics. Selon les syndicats, le secteur pétrolier pourrait être touché cette semaine. Une entrevue entre les pouvoirs publics et les syndicalistes non grévistes à la veille du week-end n'a rien donné. « Pas question de revenir sur la hausse, des prix », a déclaré le porte-parole de la présidence. Des rumeurs de couvre-feu et de loi martiale ont circulé dans la capitale avant le

week-end mais le gouvernement a fait savoir qu'il reprendrait le contact avec les grévistes au début de cette semaine. - (AFP.)

### Bolivie

#### Cent blessés au cours de violentes manifestations

Plus de cent personnes ont été blessées, dont quatre grièvement, plusieurs véhicules incendiés et un bâtiment public détruit au cours d'affrontements entre policiers et manifestants qui ont eu lieu vendredi 29 avril et le lendemain dans la ville de Potosi, dans le sud-ouest du pays. Ces heurts ont également fait six blessés parmi les policiers.

La Centrale ouvrière bolivienne (COB) - qui a lancé mardi un mot d'ordre de grève de la faim, observé jusqu'à présent par quatre mille personnes - a estimé que les affrontements ont été provoqués par les policiers. En effet, ceux-ci seraient intervenus alors que la manifestation d'étudiants et de professeurs organisée vendredi à Potosi n'avait d'autre but que d'apporter un soutien aux grévistes de la faim, qui demandent entre autres des augmentations salariales. - (AFP.)

## ÉGYPTE : la baisse du niveau du lac Nasser

### M. Moubarak prédit un éventuel rationnement de l'électricité

Le Caire (AFP). - Le président Hosni Moubarak a confirmé, dimanche, dans un discours prononcé au Caire à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai, que des régions d'Égypte pourraient être privées de courant électrique si le niveau de retenue du lac Nasser, derrière le haut barrage d'Assouan (Haute-Égypte), tombait en juin à moins de 147 mètres. L'Égypte produit de la puissance par les turbines de ce barrage, construit avec le concours de l'Union soviétique, assure entre 20 % et 25 % des besoins du pays.

M. Moubarak a indiqué que l'amenuisement du débit du Nil depuis plusieurs années, phénomène imprévisible selon lui, affecterait, cet été, s'il se poursuivait, aussi bien le potentiel électrique que par le fait même la production industrielle - que l'agriculture.

« Nous pourrions recourir alors au rationnement et à la modification de la répartition du courant. Nous pourrions même être amenés à priver de courant des régions et des villages. Nous n'aurions plus d'autre solution », a-t-il dit.

Après avoir affirmé que les pouvoirs publics avaient pris toutes les mesures pour pallier le manque d'eau et d'électricité, le président Moubarak en a appelé au civisme de la population pour qu'elle s'abstienne de gaspiller l'eau et le courant, dont les prix sont subventionnés.

Le président a appelé les Égyptiens à changer leurs habitudes de consommation en général et alimentaires en particulier, soulignant, chiffres à l'appui, que ceux-ci avaient, entre autres, les plus hauts taux de consommation de sucre et de farine au monde.

Il a souligné à cet égard que la boulimie des Égyptiens gravait le budget de l'État, des produits tels que le sucre, la farine, l'huile végétale et le thé étant subventionnés.

M. Moubarak a cité à titre d'exemple la farine, dont la subvention coûte annuellement à l'État, selon lui, 1,7 milliard de livres égyptiennes (1 dollar = 2,27 livres).

S'agissant du pétrole, il a précisé que si la totalité de la production était exportée, elle rapporterait 4,2 milliards de dollars. Or, a-t-il dit, « nous consommons l'équivalent de 3,1 milliards de dollars (aux prix internationaux), que nous payons environ 800 millions de dollars seulement. Cela équivaut à une subvention de fait d'environ 2,3 milliards de dollars », a-t-il dit.

Le président égyptien a enfin mis en garde contre l'accroissement « effrayant » de la population au système, selon les experts, de près d'un million d'âmes tous les neuf mois. Cette augmentation, a-t-il souligné, outre les charges supplémentaires qu'elle entraîne pour l'État, nécessite tous les ans la création de 400 000 à 500 000 emplois.

● Reprise des accrochages interpalestiniens à Chetila. - Deux Palestiniens du camp de Chetila ont été tués et quinze autres blessés, dimanche 1<sup>er</sup> mai, dans des combats qui ont opposé, pour le second jour, les combattants du Fath, principale composante de l'OLP, aux dissidents pro-syriens de ce mouvement. Samedi soir, quatre habitants de Chetila avaient été blessés lors d'échanges de tirs entre les dissidents du colonel Abou Moussa et les partisans de M. Yasser Arafat. De sources palestiniennes concordantes, on attribue un « caractère individuel » à ces accrochages, qui interviennent une semaine après les retrouvailles syro-palestiniennes, consacrées par la rencontre au sommet, le 25 avril, à Damas, entre le chef de l'OLP et le président syrien Hafiz El-Assad. - (AFP.)

## EN BREF

● AUSTRALIE : Elisabeth II a inauguré l'Exposition mondiale de Brisbane. - L'Exposition mondiale 1988, intitulée « Les loisirs à l'âge de la technologie », a été inaugurée, samedi 30 avril, à Brisbane, par la reine Elisabeth II. Cette exposition, organisée à l'occasion du bicentenaire de l'Australie, sera ouverte pendant six mois. Pendant que se déroulaient les cérémonies, deux mille Aborigènes ont défilé dans les rues en réclamant le respect de leurs droits. - (AFP.)

● INDE : Seize morts au Pendjab. - Plusieurs affrontements armés ont fait seize morts au Pendjab, dont cinq séparatistes sikhs, a annoncé, dimanche 1<sup>er</sup> mai, le police de Chandigarh. Le premier ministre, M. Rajiv Gandhi, a déclaré à propos de ces nouveaux affrontements qu'il « n'y avait pas lieu de paniquer » et que l'état d'urgence ne s'imposait nullement. Seule une « poignée » de séparatistes sikhs sont les auteurs des troubles, a-t-il dit. - (AFP. Reuters.)

● MEXIQUE : Seize de 7 tonnes de marijuana. - 7 tonnes de marijuana, d'une valeur de 80 millions de dollars environ, ont été

découvertes, vendredi 29 avril, par la police mexicaine dans une mine désaffectée au nord de Mexico. La drogue avait été transportée de Colombie au Mexique à bord d'un avion DC-8 abandonné. Il y a quelques jours, dans le sud-est du pays, les autorités n'ont pas précisé si des arrestations avaient été effectuées mais ont indiqué que la drogue était déjà prête pour être distribuée aux États-Unis. - (AFP.)

● PANAMA : selon un sénateur, les États-Unis se réserveraient la possibilité d'intervenir militairement. - Tandis que le département américain du Trésor prévoit certaines mesures d'assouplissement des sanctions économiques prises à l'encontre de Panama, le sénateur républicain de l'Indiana, M. Richard Lugar, très influent à la commission des affaires étrangères du Sénat, a déclaré, dimanche 1<sup>er</sup> mai, que « l'administration Reagan se réserverait la possibilité d'intervenir militairement pour chasser du pouvoir M. Noriega ». Le sénateur devait cependant ajouter qu'il ne fallait avoir recours à une telle solution qu'en dernier lieu. - (Reuters.)

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

# La rencontre des talents

Un cursus national ou un cursus multinational à Paris, New-York, Berkeley et Tokyo

Concours d'entrée : Juillet et Septembre.

3<sup>ème</sup> cycle : pour IEP, DEA, DESS, pharmaciens, ingénieurs, maîtrise...

2<sup>ème</sup> cycle : pour licence, DEUG, DUT, BTS, Math Spé, Khâgne,...

Etablissement libre d'enseignement supérieur - 8 rue de Lota 75116 Paris - Tel. 45 53 60 00

## La clef de la réussite



## FORMATION

### Le tri des trois écoles

Le tri des trois écoles... (Text is very faint and partially obscured by noise and artifacts.)

Le tri des trois écoles... (Text is very faint and partially obscured by noise and artifacts.)

Le tri des trois écoles... (Text is very faint and partially obscured by noise and artifacts.)

Le tri des trois écoles... (Text is very faint and partially obscured by noise and artifacts.)

Le tri des trois écoles... (Text is very faint and partially obscured by noise and artifacts.)

Le tri des trois écoles... (Text is very faint and partially obscured by noise and artifacts.)

Le tri des trois écoles... (Text is very faint and partially obscured by noise and artifacts.)

Le tri des trois écoles... (Text is very faint and partially obscured by noise and artifacts.)

Le tri des trois écoles... (Text is very faint and partially obscured by noise and artifacts.)

Le tri des trois écoles... (Text is very faint and partially obscured by noise and artifacts.)

Le tri des trois écoles... (Text is very faint and partially obscured by noise and artifacts.)

Le tri des trois écoles... (Text is very faint and partially obscured by noise and artifacts.)

Le tri des trois écoles... (Text is very faint and partially obscured by noise and artifacts.)

Le tri des trois écoles... (Text is very faint and partially obscured by noise and artifacts.)

Le tri des trois écoles... (Text is very faint and partially obscured by noise and artifacts.)

Le tri des trois écoles... (Text is very faint and partially obscured by noise and artifacts.)



# Europe

## Aux Pays-Bas

### Trois militaires britanniques ont été tués par l'IRA

Trois militaires britanniques ont été tués dans la nuit du samedi 30 avril au dimanche 1<sup>er</sup> mai, au cours de deux attentats quasi simultanés dans la province néerlandaise du Limbourg. Trois autres ont été blessés, dont deux grièvement.

Il était environ 0 h 30, indique notre correspondant René Ter Steege, quand trois militaires en permission dans la ville de Roermond, près de la frontière allemande, montèrent dans leur Volkswagen pour être immédiatement mitraillés de très près. L'un d'eux fut tué sur le coup. Ses compagnons furent blessés. Environ une demi-heure plus tard, dans le village de Nieuw-Beren, à 50 kilomètres au nord de Roermond, avait lieu le second attentat. Trois militaires britanniques qui venaient de quitter une discothèque montaient dans leur voiture. Celle-ci explosa au moment où ils démarraient. Deux d'entre eux furent tués sur le coup.

### Un « message simple » adressé à M<sup>me</sup> Thatcher

LONDRES de notre correspondant

L'IRA a reconnu le double attentat des Pays-Bas dans un communiqué publié dimanche à Dublin. Celui-ci présente cette action comme un « message simple » adressé à M<sup>me</sup> Thatcher. « Quittez l'Irlande et il y aura la paix, sinon il n'y aura d'abri nulle part pour vos militaires, et vous attendrez régulièrement vos morts sur des aéroports », affirme ce texte. Ces mots font écho à ceux prononcés récemment par le premier ministre, selon lesquels « les meurtriers de l'IRA ne trouveront aucun endroit pour se cacher ».

Après la série d'échecs de ces derniers mois, l'IRA veut démontrer qu'elle est toujours capable de frapper l'armée britannique, elle-même infaiblement décrite comme une « force d'occupation en Irlande du Nord ». Tel était l'objectif de l'attentat avorté de Gibraltar le 6 mars dernier. La démonstration n'avait pas été concluante puisque les trois membres du commando du Gibraltar avaient été abattus sans sommations par des tireurs d'élite britanniques, avant même d'avoir posé leur bombe. Il s'agissait, pour l'IRA, de rétablir son prestige d'organisation militaire « clandestine et froidement efficace. L'allusion aux cercueils de soldats britanniques est sans doute destinée à impressionner l'opinion en Grande-Bretagne. L'IRA estime que, à la longue, celle-ci finira par se lasser.

Selon des experts de la lutte antiterroriste cités lundi dans la presse britannique, l'attentat des Pays-Bas a été commis par une unité « dormante » installée depuis plusieurs années sur le continent, probable-

ment en RFA, et qui n'avait jamais été repérée jusqu'ici.

L'IRA a commencé à frapper les représentants du pouvoir britannique en Europe il y a dix ans. En août 1978, des bombes explosèrent en une seule nuit dans huit bases militaires en RFA, en mars 1979, l'ambassadeur à La Haye, Sir Richard Sykes, est assassiné; en août de la même année, une bombe a retardement placée sous une estrade à Bruxelles blessa sept membres d'un orchestre militaire britannique et onze civils belges.

Les attentats avaient repris l'an dernier. Dix personnes avaient été blessées en mars 1987 par l'explosion d'une voiture piégée au quartier général des forces britanniques en RFA, à Roehampton.

Le double attentat de dimanche est le plus meurtrier jamais commis par l'IRA en Europe continentale. Il révèle cependant la faiblesse fondamentale de l'organisation. Celle-ci ne dispose que d'un nombre très limité d'unités actives « capables d'accomplir des actions de ce genre. La plupart de leurs membres sont identifiés depuis longtemps par les services secrets britanniques.

L'organisation républicaine n'ose donc plus s'en prendre à des cibles au Royaume-Uni même. Mais les actions sur le continent risquent d'être plus difficiles à l'avenir, en raison de la collaboration accrue entre les polices européennes. Le « groupe de Trevi », qui réunit les ministres de l'intérieur européens, a décidé, en septembre 1986, d'établir une liste des « terroristes les plus recherchés » en Europe occidentale.

L'échec du commando de Gibraltar est dû à la police espagnole, qui a, longtemps à l'avance, averti les Britanniques de ce qui se préparait.

DOMINIQUE DHOMBRES.

### BELGIQUE : près de cinq mois après les élections

### M. Martens va se succéder à lui-même à la tête d'une nouvelle coalition

BRUXELLES de notre correspondant

M. Wilfried Martens - « Wilfried de évidente » comme le surnomme un journal flamand - devrait donc, selon toute probabilité, diriger le prochain gouvernement belge qui pourrait être formé à la fin de cette semaine. Près de cinq mois après les élections générales du 13 décembre, qui avaient vu la victoire des socialistes francophones et la défaite des sociaux-chrétiens flamands (CVP), le parti de Wilfried Martens, celui-ci va donc prendre la tête de son huitième gouvernement depuis 1981. Mais, après la coalition sociale-chrétienne libérale, c'est une « équipe » groupant socialistes, sociaux-chrétiens et fédéralistes flamands qui devrait prendre les rênes du pays.

C'est, semble-t-il, sur une demande expresse du roi Baudouin que l'ancien et le futur premier ministre a accepté de diriger la prochaine coalition en dépit de ses engagements préélectoraux. En fait, tous les partis qui vont arriver au pouvoir sont, ouvertement ou non, favorables à la présence au 16 rue de la Loi de Wilfried Martens car ce dernier, qui reste l'homme politique le plus populaire du pays, sera le gage d'une certaine stabilité.

Or le futur gouvernement qui sera formé après les congrès des partis devra - c'est le moins que l'on puisse dire - faire fièche de tout bois pour survivre. Les négociations en vue de la définition d'un programme de gouvernement ont en effet montré par leur durée et leur appétit à quel point les cinq partis de la coalition étaient éloignés les uns des autres. Ils ont néanmoins réussi à s'entendre sur un texte qui pourrait constituer, s'il n'est pas rapidement remis en question, comme cela s'est déjà passé dans l'histoire récente du pays, une base raison-

nable pour une réforme profonde des institutions du royaume.

Pour l'essentiel, ce programme accélère, en effet, le processus de fédéralisation du pays en accordant aux régions flamandes et wallonnes de nombreux pouvoirs supplémentaires et les moyens de les financer. Il définit aussi un nouveau statut pour Bruxelles, qui, pour le moment, était resté en pointillé. Quant à la commune des Fourons et à son bourgmestre, M. José Happart - qui refuse de « prouver » ses compétences en néerlandais tant que sa commune, rattachée administrativement à la Flandre en dépit de la volonté de ses habitants, ne retourne pas à la province de Liège, - elle restera en Flandre et bénéficiera d'un statut particulier.

Mais José Happart n'a pas fini de faire parler de lui. A l'origine, par son intransigence, de la chute du précédent gouvernement, il est maintenant en guerre contre son propre parti, le Parti socialiste, qu'il accuse d'avoir trahi ses engagements en faveur des Fourons et de la Wallonie. Ainsi à Liège, lors des élections du 1<sup>er</sup> mai, le numéro deux du Parti socialiste, M. Philippe Monreux, a été sérieusement chahuté par un groupe de militants fouronnais.

Judi, à Bruxelles, le président du PS, M. Guy Spitaels - qui devrait devenir vice-premier ministre dans le prochain gouvernement, - devra convaincre la base de son parti de la valeur de l'accord gouvernemental. Pour faire voter certaines des lois prévues par cet accord, la majorité des deux tiers est, en effet, nécessaire et les cinq partis devront alors servir les rangs pour éviter des votes discordants. Le programme de gouvernement laisse aussi ouvertes certaines questions - la dépenalisation de l'avortement, le tracé du TGV, la réforme de la fiscalité... - qui pourraient à terme compromettre aussi l'équilibre entre les partis.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

## Ideologie, économie, succession

### Les trois crises de la Hongrie

(Suite de la première page.)

Il constate « le pessimisme, la déception » des Hongrois, ainsi que « la propagation de conceptions irréelles et mal fondées ». Au grand dam de l'aile réformiste du parti et, semble-t-il, de la base, l'autocritique ne va cependant pas jusqu'à désigner les coupables: le document se contente d'attribuer une « part de responsabilité » au comité central et au gouvernement.

Ce constat, les Hongrois l'avaient déjà fait d'eux-mêmes. Certains chiffres publiés par la presse suffisaient à révéler l'ampleur de la désaffection du public à l'égard des organisations dites de masse. Plus de 5 % des membres du parti ont rendu leur carte à l'occasion du renouvellement des adhésions cet hiver, soit deux fois plus que lors de la précédente opération, en 1976. A Budapest, ce chiffre a même atteint 10 %. Parallèlement, le syndicat officiel, le SZOT, a perdu plus de 6 % de ses membres en janvier dernier, lors du versement des cotisations. Quant aux Jeunesses communistes, le KISZ, elles ont carrément perdu 12 % de leurs membres dans la seule année de 1986.

Face à cette débandade, on ne s'étonne plus que des chercheurs des instituts d'histoire et de sociologie de l'académie des sciences tentent de créer le premier syndicat indépendant, ou que des étudiants de Budapest lancent, début avril, une « union de jeunes démocrates » (FIDESZ) qui se veut l'alternative non communiste du KISZ. Le même KISZ a d'ailleurs reconnu fin janvier que le consensus entre la jeunesse et le régime était « brisé », sous les effets conjugués de la baisse des revenus, de l'apparition du chômage et de la pénurie de logements.

#### « Discipliner l'appareil »

« Nous souffrons maintenant de trois crises superposées, explique un intellectuel non communiste: la crise générale du socialisme, la crise hongroise, qui est la crise de l'endettement, et la crise de la succession à la tête du parti. En fait, la société hongroise de Kadar repose jusqu'ici sur le consensus du trio - les Hongrois laissent faire le parti tant qu'on leur assure un certain niveau de vie. Aujourd'hui, ce n'est plus possible ! »

Interrogés au moment du renouvellement des cartes, les membres du parti ont fait part sans gêne aucune du « doute » qui les envahissait, du « fossé qui se creuse » entre la base et la direction du PSOH, « surtout au plus haut niveau », et ont expliqué qu'ils en avaient assez des « décisions prises dans leur dos ».

La population, elle, paraît à mille lieues de « l'incertitude idéologique »: elle voit les prix augmenter, son pouvoir d'achat baisser, la TVA et l'impôt sur le revenu - que l'on croyait jusque-là réservés à l'opulence occidentale - faire leur apparition. Et la grogne avec.

« Au printemps-été 1987, résume un journaliste de Budapest, tout s'est mis à bouger... sauf le parti. Un nouveau premier ministre [M. Karoly Grosz, cinquante-sept ans] a été nommé, mais le remaniement du gouvernement a été limité au minimum. » Ceux que l'on appelle les

« réformistes », c'est-à-dire des personnalités libérales ou rénovatrices au sein du parti s'agitent, eux, de plus en plus. Leur chef de file, M. Imre Pozsgay, a même participé en septembre à Lakitelek, dans le sud-est du pays, à une réunion de cent cinquante intellectuels indépendants qui va déboucher sur la création d'un mouvement d'opposition, le Forum démocratique.

Des projets de réformes politiques, économiques et sociales fusent d'un peu partout. A l'Assemblée nationale, un jeune député, M. Zoltan Kiraly, élu en 1985 en battant un vieil appareil-cadre au système des candidatures multiples (toutes affiliées, s'entend), réclame la liberté de la presse, une réforme du système politique et la démocratisation au sein du PSOH. Aux yeux de tous,

leté politique depuis l'intervention des chars soviétiques en 1956, déclenche maintenant une contre-offensive au sein du parti. Pour le philosophe Janos Kis, l'un des chefs de file de l'opposition illégale, cette contre-offensive « vise à intimider la base, à séparer les mécontents des réformistes et à discipliner l'appareil avant la conférence du parti, pour pouvoir la contrôler ». Subitement, les coups pleuvent de toutes parts: une autre personnalité réformatrice du parti, M. Reszo Nyers (1) se fait réprimander lors du plénum de mars pour avoir voulu publier un programme qu'il vient de lancer, baptisé le « Nouveau Front de Marx », auquel ont déjà souscrit dix-neuf personnes, dont les trois quarts sont membres du parti. Les étudiants du FIDESZ reçoivent des mises en garde de la police qui les avertit que leur mouvement est illégal.

jours la révolte grondé parmi les intellectuels du parti. L'organisation du PSOH à l'université Karl-Marx de Budapest réclame la démission du bureau politique, de multiples cellules protestent contre les exclusions, l'académie des sciences demande des modifications substantielles au document du comité central. Loin de déposer les armes, M. Pozsgay et ses amis se prononcent, dans les colonnes de *Magyar Nemzet*, le 23 avril, pour une nouvelle Constitution et des ouvertures politiques.

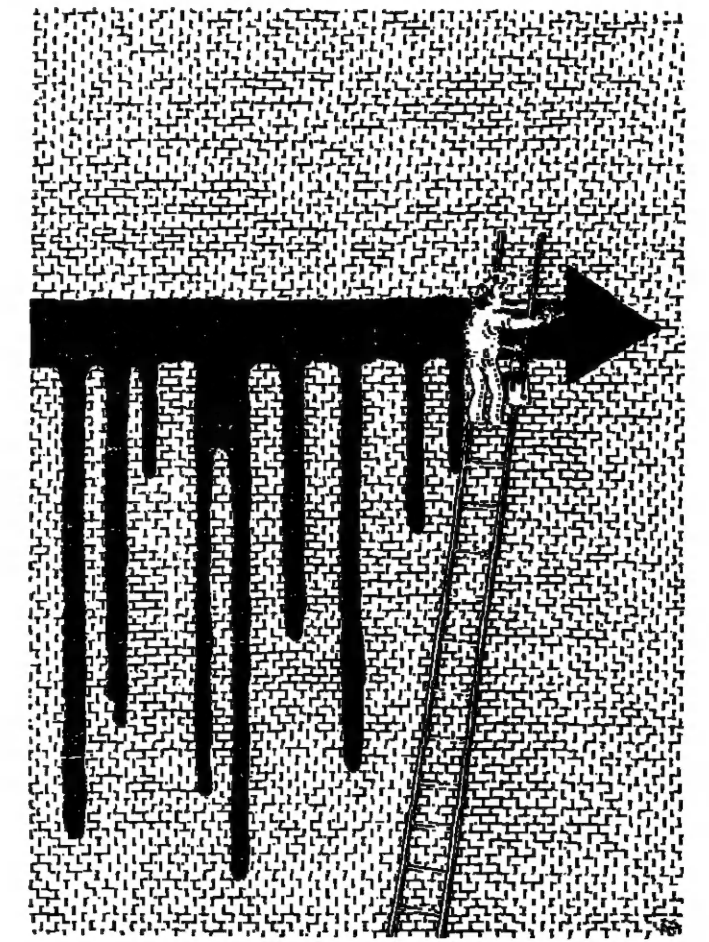
Offensives et contre-offensives vont sans doute se poursuivre d'ici au 20 mai, sous les yeux d'un Kadar qui semble disposé à garder les rênes du pouvoir. « La pire éventualité pour le pays, observe Janos Kis, c'est que Kadar reste », car plus il attend pour partir, plus les chances de rebâtir un consensus sont minces. En attendant, les spéculations vont bon train sur ce qui a bien pu donner un tel coup de fouet au vieux dirigeant. Serait-ce le passage à Budapest, fin février, d'un autre ancien, Andrej Gromyko, maintenant chef de l'Etat soviétique? Au parti, on ne le dément pas, en laissant entendre que si la succession du numéro un hongrois n'a pas été clairement évoquée lors des entretiens Kadar-Gromyko, M. Gromyko a souhaité que tout cela se règle « de façon rassurante ». Et qu'est-ce qui peut mieux rassurer M. Gromyko que le statu quo? La direction hongroise aurait quand même informé les Soviétiques des changements à prévoir, dans le sens d'un renouveau, au bureau politique (où les vieux kádariens sont majoritaires) et au comité central.

Les récents succès enregistrés à Moscou par M. Mikhail Gorbatchev sur les conservateurs et sur M. Egor Ligatchev pourraient aussi avoir encouragé les réformistes hongrois à plus d'audace. « Ils ont placé des espoirs démesurés en Gorbatchev, commente un ancien de 1956, ils se font des illusions... La manière dont s'est déroulée la crise arménienne ne leur a pas suffi pour comprendre que Moscou ne laissera pas les choses aller bien loin. » Paradoxe du gorbatchévisme, puisque certains estiment que sans l'arrivée de la « glasnost » à Moscou, les appels au pluralisme politique en Hongrie n'auraient pas été lancés aussi fort.

La population, elle, reste superbement à l'écart de ce débat, dans lequel les dissidents tentent de trouver leur place. « Nous sommes très isolés », reconnaît Gabor Demszky, leader des éditions clandestines hongroises. « Le gouvernement a peur de nous, mais la population ne sait même pas qu'on existe. »

SYLVIE KAUFFMANN.

(1) Reszo Nyers est l'auteur de la réforme économique introduite en 1968. Tombé en disgrâce en 1974, il est revenu sur la scène politique avec la réforme, à la fin des années 70.



Dessin paru dans le numéro de janvier de la revue hongroise non conformiste *Mozgó Világ* (« Le monde qui bouge »).

la direction du parti a totalement perdu l'initiative.

Il faut « accélérer les processus de réforme », décrète soudain le comité central au lendemain de sa réunion plénière de mars. Le document publié en vue de la conférence met donc une série de propositions qui tentent de parer au plus pressé en lâchant le moins de lest possible. Remodelage du « rôle dirigeant du parti » en séparant mieux les organes de l'Etat et du parti, développement du système électoral au sein du parti (candidatures multiples et scrutin secret), limitation de la durée des mandats pour les cadres, réforme économique. Rien de tout cela, relèvent les critiques, ne pose les questions fondamentales. Dans les discussions aussitôt ouvertes au sein des cellules, on observe candideusement « que si l'on mentionne des erreurs du parti, il faudrait aussi établir les responsabilités ».

Sur le plan idéologique, le projet a des accents de fermeté peu novateurs. Il souligne la nécessité de maintenir l'unité du parti, « organisation politique et idéologique ». « Les membres du parti n'ont pas le droit, en dehors des forums compétents du PSOH, de faire des déclarations dans un état d'esprit différent de celui des résolutions adoptées, pas plus que d'organiser des groupes ou des factions pour soutenir leur opinion à part », proclame le texte. Celui-ci constate aussi « un regain de prestige des vues boulangères, conservatrices et anti-socialistes, aussi bien qu'une indifférence politique et idéologique ». Dans une formule un tantinet sibylline, le document affirme « prendre en compte les opinions qui diffèrent de celles des marxistes », mais demande aux organisations de « se démarquer de tout ce qui est incompatible avec leurs principes socialistes ».

Les kádariens paraissent cependant bien surs d'eux. C'est que, dit-on à Budapest, le vieux Kadar a repris du poil de la bête. Loin d'être sénile, selon ceux qui le connaissent, cet homme, qui a su faire preuve d'une grande habi-

M. Kadar, que la rumeur disait prêt à passer la main il y a quelques mois, est tout à coup en présence, talonné de près par M. Grosz, qui passe lui aussi pour un prétendant à la succession. La rumeur s'inverse: Kadar n'est pas encore disposé à prendre sa retraite. Le 9 avril, il frappe un grand coup: la presse annonce l'exclusion pure et simple du parti de quatre intellectuels connus pour leurs positions réformatrices, le député Zoltan Kiraly, l'économiste Laszlo Lengyel, l'universitaire Mihaly Bihari et un responsable de la Bibliothèque nationale, Zoltan Biro. Tous quatre ont en commun d'avoir pris la parole ou participé à des réunions du Forum démocratique - c'est ce qui leur est reproché officiellement - et d'être des proches de M. Imre Pozsgay.

Cette mesure sème la consternation dans les milieux intellectuels de Budapest. « C'est un geste passionnel, c'est quelque chose de nouveau chez Kadar, qui était plutôt froidement calculateur », relève un homme politique hongrois. « Là, il a mal joué, il a voulu faire peur et il a exagéré. » Les dirigeants du Forum démocratique, dont les écrivains Istvan Csaruka et Sandor Csorji, se déclarent « choqués », dans un communiqué transmis à la presse étrangère, par cette décision « anachronique, dirigée contre l'aile réformatrice du parti, et qui bloque un nouveau consensus, tel qu'il est possible, entre la société et le pouvoir ».

#### Les « illusions » de la « glasnost »

Pour beaucoup, à travers les quatre exclus, c'est bien M. Pozsgay qui était visé. Mais Imre Pozsgay est à la fois un « trop gros morceau » à attaquer de front et un précieux lien potentiel entre le parti et l'opposition si le vent venait à tourner.

### Le Réseau pour la libre initiative

Sentant le moment propice pour s'introduire dans le jeu politique hongrois, quarante-six personnalités indépendantes représentant la majorité des courants de l'opposition démocratique ont lancé le 17 mars un nouveau mouvement, le Réseau pour la libre initiative.

En un mois, le Réseau a recueilli quelque six cents signatures d'adhésion, affirme l'un de ses fondateurs, le philosophe Gáspár Mikos Tamas, mais la tendance « populiste » du Forum démocratique, qui passe pour nationaliste et antisémite, est restée à l'écart, de même que l'aile la plus radicale de l'opposition démocratique.

Le Réseau, qui va bientôt élire des organes dirigeants, ambitionne de devenir « un vrai mouvement démocratique », susceptible de servir d'« agent de transition », car « il va falloir changer de régime », assure M. Tamas. « Tout ça s'effondre lentement... »

Parmi les noms des fondateurs, on relève des gens de la génération de 1956 (Miklos Vasarhelyi), des leaders de l'opposition actuelle (Janos Kis), des économistes réformistes (Marton Tardos), des écologistes, des chrétiens ou encore les jeunes étudiants du FIDESZ.

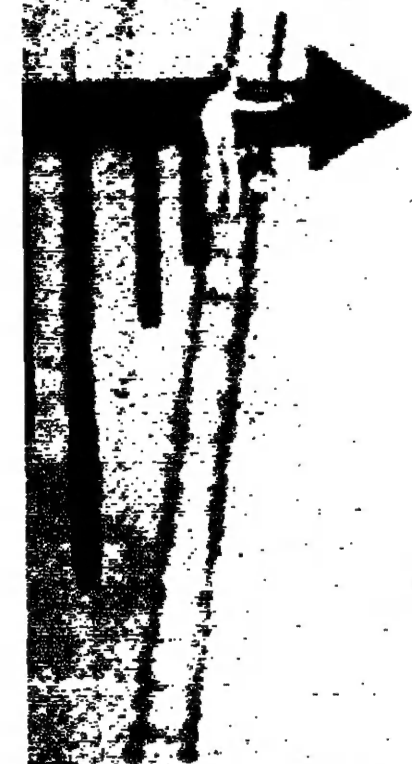
هكذا من الأصل



REVUE, DISCUSSION

es de la Hongrie

Les intellectuels de la Hongrie... (faded text)



M. Kertész... (faded text)

# WUNSCH:

# DÉSIR

# GOÛT

# SOUHAIT

# ENVIE

# FAIM

# ATTIRANCE

# VŒU

# CONCUPISCENCE

# DÉSIRANCE

# VOLONTÉ

# ETC...

Commentant le texte d'une lettre de Freud à Fliess datée du 6 décembre 1896, Jean Laplanche note avec intérêt - "Freud compare l'évolution de l'appareil psychique à une série d'inscriptions successives, dont chacune traduit la précédente dans un idiome différent et assimile le processus du refoulement à une "Versagung der Übersetzung", un "refusement de traduction". - L'épigraphe psychanalytique est ainsi la meilleure introduction à la terminologie freudienne. La traduction est ainsi la plus belle récompense de l'analyse.

L'ART de la traduction n'était pas étranger à Freud qui traduisit Stuart Mill, Charcot et Bernheim. La force de l'édition anglaise des Œuvres Complètes de Freud reposait sur l'ambition unitaire de James Strachey et il n'est pas certain que les critiques de Bettelheim soient toujours fondées. La force de l'édition française repose sur l'idée d'un Strachey pluriel, sur l'idée qu'une communauté de pensée, une communauté stylistique et une communauté terminologique sont à portée de plume. Janine Altounian, André Bourguignon, Pierre Cotet, Jean Laplanche, Alain Rauzy et François Robert incarnent aujourd'hui le seul vrai néologisme de cette aventure éditoriale et scientifique : un "Strachey collectif".

L'ÉQUIVOQUE et l'ambiguïté sont le premier et le dernier ennemis de l'unification terminologique de la langue psychanalytique allemande en un français freudien. La principale difficulté réside ici dans les changements plus ou moins forts que Freud lui-même opère dans le vocabulaire commun pour lui donner une densité scientifique propre. De même que la création poétique, fille de Mallarmé, donne "un sens plus pur aux mots de la tribu", de même la psychanalyse investit la langue de chaque jour pour y déposer et

retrouver la fertilité originelle de l'être. Aussi convient-il, pour que la traduction soit une recherche en mouvement, d'aller du plus concret au plus abstrait, du vo-

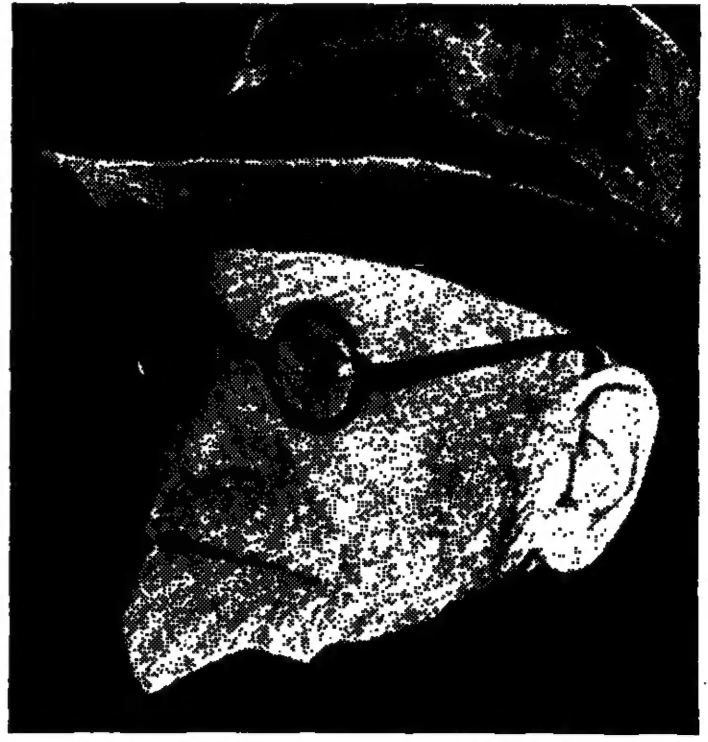
cabulaire le plus courant à celui de la métapsychologie. Mais cette démarche est encore insuffisante : il faut sans cesse confronter une occurrence à une autre puis à toutes les autres, c'est-à-dire, comme l'exige tout travail scientifique, découvrir la loi qui explique les faits, le sens que dévoilent les mots.

DANS cette perspective, la question du néologisme devient secondaire. André Bourguignon rappelle, non sans malice, que Clémence Royer, la traductrice de Darwin, regrette d'avoir dû recourir au mot "sélection", simple translation de l'anglais... mais aussi du latin. Le terme "fantaisie"

au sens ancien que lui reconnaît le Dictionnaire de Furetière est, comme l'avait proposé Lagache, une excellente traduction du terme "Phantasie" : il ne s'agit pas de néologisme, mais une fois encore, de réhabilitation. Quant à l'innovation terminologique proprement dite, elle est à l'évidence légitimée par la plupart des traductions de la philosophie allemande : est-il encore nécessaire de rappeler que Hegel et Heidegger n'étaient pas des disciples fervents de Malebranche ? Traduire "Hilflosigkeit" par "désaide" quand il s'agit du nourrisson privé de l'aide maternelle représente une telle plus-value de sens qu'il autorise la création sémantique. Le verbe "désaider" existait d'ailleurs en vieux français. "Le néologisme, dans la traduction, constitue un modèle privilégié pour concevoir le processus de sublimation" (Jean Laplanche).

DANS cette perspective aussi, la rigueur terminologique a pour but d'éviter toute perte de sens : "Seele", autrefois traduit par "psychisme", retrouve son vrai sens, "âme"; "Wunsch" n'est plus "désir", mais "souhait"; "Zwangsneurose" n'est plus "névrose obsessionnelle", mais "névrose de contrainte". La présence d'un glossaire et d'un index est la meilleure invitation au voyage dans le nouveau continent freudien. Les utilisations plus ou moins opportunes du vocabulaire psychanalytique dans la langue quotidienne sont d'ailleurs mises à l'épreuve : "le retour du refoulé" ne se cachera plus dans les alcôves de la traduction. Scientifique dans ses ambitions, l'unité terminologique contribue autant à la rigueur du discours psychanalytique qu'à la force de son influence.

Sigmund Freud, Œuvres Complètes.  
Direction de la publication: A. Bourguignon, P. Cotet.  
Direction scientifique: J. Laplanche.  
Traduit de l'allemand. Publié avec le concours du CNL.  
21 volumes avec index et glossaire.  
Vient de paraître: volume XIII. Une névrose infantile. Métapsychologie (1914-1915).



Copyright Almy Bress / Sigmund Freud.

# ŒUVRES COMPLÈTES DE FREUD

Pour la première fois au monde, l'intégralité de l'œuvre de Freud, dans une édition scientifique et critique.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



# Le 1<sup>er</sup> Mai dans le monde

## RD A : malgré les précautions officielles

### Incidents à Berlin-Est

BERLIN-EST  
de notre envoyé spécial

Une seule chose importait pour les dirigeants de RDA : que le traditionnel défilé du 1<sup>er</sup> mai sur la Karl Marx Allee ne soit pas perturbé par les contestataires ou les candidats à l'émigration comme ce fut le cas le 17 janvier dernier lors de la manifestation en l'honneur de Rosa Luxemburg.

Traumatisés par ces événements - un groupe de manifestants s'était glissé dans le cortège officiel avec une banderole portant la fameuse citation de Rosa Luxemburg : « La liberté, c'est toujours celle de celui qui pense autrement » - les autorités avaient cette fois-ci pris toutes les précautions nécessaires : l'accès au cortège était sévèrement contrôlé par des policiers et un service d'ordre du parti et de la jeunesse communiste, les contestataires repérés avaient été convoqués à la police et menacés de poursuites s'ils bougeaient, la date d'incorporation dans l'armée avait

été avancée de quelques jours pour les jeunes gens candidats au service civil et ceux ayant déposé une demande d'émigration. Une présence massive de policiers de la sécurité d'Etat en civil sur les lieux habituels de rassemblement des opposants, la célèbre avenue Unter den Linden, le parvis des églises du centre-ville, devait décourager toute velléité de perturbation des cérémonies officielles.

Et pourtant, il y eut des incidents. Le plus spectaculaire s'est produit devant l'église Sainte-Marie, au plein centre-ville. Un homme s'était enchaîné à une croix de pierre dressée devant l'église, portant au dos une pancarte demandant plus de liberté. Au bout de quelques minutes, des policiers en uniforme armés d'une grosse pince coupante vinrent s'emparer du contestataire.

A quelques centaines de mètres de là, devant l'église Sainte-Sophie, où se rassemblait chaque dimanche les candidats à l'émigration, quelques dizaines de personnes vinrent à l'issue du service religieux s'adresser

aux journalistes occidentaux pour se plaindre des tracasseries dont ils sont victimes.

Un autre contestataire et sa petite fille de cinq ans ont également été interpellés sur l'Alexanderplatz : opposant repéré, il avait été filé par la police depuis son domicile, situé à une dizaine de kilomètres du centre, et il fut interpellé avant qu'il ait pu se manifester devant la foule qui envahissait à cette heure la grande place.

Au total, selon des sources proches de l'Eglise protestante, une douzaine de personnes auraient été interpellées ou retenues par la police avant même d'avoir pu accéder aux églises. Pendant ce temps, plusieurs centaines de milliers de personnes défilaient devant le numéro un de la RDA, M. Erich Konecny, et le bureau politique au grand complet, sous un soleil radieux. Un rite qui, depuis presque quarante ans, donne l'impression aux Berlinois de faire une promenade familiale.

LUC ROSENZWEIG

## A MOSCOU

### Triomphe du kitsch sous une brise de renouveau

MOSCOU  
de notre correspondant

Lorsque les membres du bureau politique, M. Gorbatchev en tête, sont apparus sur cette terrasse du manoir de Léningrad où ils présentaient aux grands défilés de la place Rouge, les premiers rangs du cortège leur ont fait deux ou trois ovations passives et se sont mollement ébranlés.

C'était si distrait, formel et presque distant qu'on aurait pu en conclure que la direction du parti, chapeaux gris et manteaux gris, souffrait d'impopularité. A bien regarder pourtant, ces honnras asphéniques ne faisaient que refléter l'essoufflement général de ce médiocre spectacle trop longtemps joué. Car, perestroïka ou pas, un défilé du 1<sup>er</sup> mai à Moscou n'exprime plus rien d'autre que l'argent besoin de renouveau auquel est confronté tout le pays.

Ce défilé n'est pas une manifestation. C'est encore moins une fête populaire, et contrairement à celui du 7 novembre, ce n'est pas même une démonstration de force. Ce n'est qu'un rituel dont le sens s'est perdu dans les soixante-dix années d'une histoire convulsive et menteuse, et si une brise de renouveau soufflait néanmoins dimanche 1<sup>er</sup> mai 1988 sur la place Rouge, ce n'est pas dans le cortège qu'elle se sentait.

C'était dans les tribunes où, aussitôt interviewé par l'agence Tass, avait par exemple pris place un membre du saint synode de l'Eglise orthodoxe, Mgr Filaret, métropolitain de Minsk et de Biélorussie. Sa seule présence rappelait que M. Gorbatchev et le patriarche Pimène s'étaient entretenus l'avant-veille au Kremlin et qu'un changement s'amorçait dans les relations entre l'Eglise et l'Etat. Autre présence très remarquable : celle des ambassadeurs des pays de l'alliance atlantique, qui avaient, pour la première fois depuis l'invasion de l'Afghanistan en décembre 1979, accepté d'assister au défilé.

partout, en gris, en vert, en marron, souriants ou gaisants, épaules contre épaules et en civil pour encadrer le cortège, et en grand attirail du KGB (boîtes noires et pas de l'œil) pour encadrer tous les civils agents et cortège.

On croirait assister à la parade de la police, mais il y a tout de même un cortège, compact, long de deux heures, noyé dans les ballons, les fleurs et les sourires ravés d'enfants perchés sur les épaules de leur père. Mais si des haut-parleurs de l'enceinte du Kremlin tombent les slogans : « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! », « Camarades ! toutes les forces pour la perestroïka, la démocratisation et la réforme économique radicale ! », le cortège ne les reprend que rarement.

Tonitrueuse, la musique ne parvient pas à donner au spectacle une quelconque vigueur. Tout d'ailleurs est sirupeux, comme les couleurs des bouquets et des ballons. Et lorsqu'on croit avoir atteint l'essence même de l'opérette viennoise, il manque encore le clou : les gymnastes agitant, nus dans leurs maillots bleus à bretelles, des poids de carton doré et les lourdes jeunes filles s'exerçant, en survêtement, aux figures chorégraphiques.

Juste - et certainement pas par hasard - sous les travées de la presse étrangère, les épouses des membres du bureau politique font corbeille autour de M<sup>me</sup> Gorbatchev, manteau noir serré à la taille sur une robe violette, sobres bijoux fantaisie et du métier à rendre jalouse la reine Elizabeth. On bavarde, bras dessus, bras dessous, consolant un enfant au ballon crevé, commandant des cafés à la petite buvette sur roues. Et M<sup>me</sup> Chevardnadze, chaleureuse comme toute la Géorgie, galope soudain à l'arrière, tout à l'heure, embrasser un couple d'amis.

Au complet, ils avaient ainsi anticipé de deux semaines sur le début du retrait soviétique, et cette marque de confiance dans l'engagement pris par Moscou, ce nouveau signe de la détente générale des relations Est-Ouest, faisaient rayonner de bonheur les fonctionnaires du ministère soviétique des affaires étrangères. Et puis il y avait aussi M. Eltsine, l'ancien premier secrétaire de Moscou limogé en novembre dernier pour radicalisme réformateur. Autrefois, les dignitaires en disgrâce ne refaisaient pas surface, mais M. Eltsine, lui, vient de donner une interview aux *Nouvelles de Moscou*, et il s'arrête même pour répondre (oui, sa santé est meilleure) aux questions d'un journaliste occidental.

Les réformateurs ont décidément le vent en poupe, mais que ce défilé est kitsch ! D'abord, il y a des agents

qui se font photographier par les journalistes occidentaux. Et puis il y a aussi M. Eltsine, l'ancien premier secrétaire de Moscou limogé en novembre dernier pour radicalisme réformateur. Autrefois, les dignitaires en disgrâce ne refaisaient pas surface, mais M. Eltsine, lui, vient de donner une interview aux *Nouvelles de Moscou*, et il s'arrête même pour répondre (oui, sa santé est meilleure) aux questions d'un journaliste occidental.

Le vent en poupe, mais que ce défilé est kitsch ! D'abord, il y a des agents

BERNARD GUETTA.

## CHINE

### Pas de défilé, mais la fête

PÉKIN  
de notre correspondant

Lundi matin 2 mai, place Tiananmen. Les Chinois savourent leur « récupération » pour un jour férié tombé un dimanche, qui aura consacré la victoire du bled sur le militant. Pas un défilé, pas une manifestation publique... Pour seule marque de la « fête », les travailleurs ont entendu le vice-premier ministre Yao Yilin, au cours d'une soirée pour ouvriers de choc, les exhorter à augmenter leur faible productivité...

Sur l'immense place où défilèrent jadis les « masses » et par où les militaires, c'est le régime absolu de la famille en conop, du paysan andimanché, de l'« enfant-empereur ». On se photographie à qui mieux mieux, on tire les fils des cerfs-volants. Les jeunes élégantes arborent leur nouveau tailleur, leurs petits amis leur nouveau trois pièces-cravate. Aux apothéoses nuptiales des gens du Nord se mêle le bruyant apogée cantonal des amis venus de Hongkong : 11 heures, on sort le casse-croûte, les buvettes sont prises d'assaut.

La mausolée de Mao Zedong est fermé, ce n'est pas jour de visite malgré la fête. Les citoyens méritants, on les voit seulement descendre en grappes innombrables les marches du Palais du peuple, au sortir de la visite. C'est plutôt là que le régime veut, aujourd'hui, que la population voie le siège de sa légitimité. Face à la Porte de la Paix céleste, l'entrée de la Cité interdite, les portraits géométriques des « quatre pères historiques » du marxisme - Marx, Engels, Lénine et Staline - sont revenus prendre du service pour quelques jours, dans l'indifférence générale. Face à eux, le portrait de Mao n'en paraît pas moins assés, comme jamais face à son peuple.

Samedi, les autorités ont annoncé la cessation définitive de la publication du bi-mensuel *Drapeau rouge*, l'organe du parti, que Mao avait créé en 1958 pour donner une façade théorique à ses initiatives. La bible du parti était devenue l'un des derniers camps retranchés des idéologues orthodoxes. La revue sera remplacée par un nouveau titre, *Chercher la vérité* (sous-entendu : « dans les faits »), comme le prône sur tous les tons le régime de M. Deng Xiaoping. Une fondation nationale des sciences sociales nouvellement créée va dépenser, au cours des trois prochaines années, 10 millions de yuans (15 millions de francs) pour la recherche théorique. En tête de ses cent quatre-vingt-dix-sept projets : une nouvelle étude du socialisme, art annoncé sans responsables.

FRANCIS DERON.

## POLOGNE

### Violence et poursuite de la grève

Des manifestations illégales dans dix-neuf villes et des heurts violents dans plusieurs d'entre elles ont marqué les célébrations du 1<sup>er</sup> mai en Pologne, où l'atmosphère sociale demeure tendue, lundi 2 mai, avec la poursuite de la grève aux forges Lénine de Nowa-Huta, près de Cracovie.

Le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a estimé, au cours d'une conférence de presse, que les manifestations organisées par l'opposition n'avaient rassemblé « que » douze mille personnes. Cinquante-sept personnes, a-t-il ajouté, ont été appréhendées au cours de ces rassemblements. Au nom de l'opposition, M. Zbigniew Romaszewski, ancien responsable de Solidarité, a affirmé, pour sa part, qu'au moins deux cents personnes avaient été interpellées. Selon l'agence PAP, neuf millions de Polonais ont défilé dans les cortèges officiels.

Les rassemblements ont parfois pris un ton très violent, en particulier à Varsovie et à Gdansk. Un imposant dispositif de forces de l'ordre avait été mis en place dans ces villes, mais ce sont des policiers en civil, mêlés à la foule, qui ont subitement intervenus en sortant des matraques ou des grenades à gaz lacrymogènes et en tombant à bras raccourcis sur des manifestants, quel que soit leur âge.

A Gdansk, à l'issue de la messe à l'église Sainte-Brigitte, plusieurs centaines de jeunes qui tentaient de se diriger vers le port ont été pris en sandwich par les forces de l'ordre. Le bruit des grenades lacrymogènes a retenti dans toute la ville, alors que commençaient des affrontements à coups de pierres et de matraques. Deux policiers qui avaient pénétré à l'intérieur de l'église pour y débusquer des lanceurs de pierres ont été désarmés et rossés par les fidèles. Des témoins ont vu des manifestants essant-glantés emmenés dans des fourgons policiers.

Les interventions musclées de la police avaient été précédées par une ferme mise en garde par le général Jaruzelski : le pouvoir « ne permettra pas le retour à l'anarchie et au désordre », a-t-il averti lors de la manifestation officielle à Varsovie.

« Que personne ne mise sur notre lassitude », a-t-il ajouté, avant de dénoncer « l'offensive des forces adversaires et destructrices » en Pologne.

De son côté, le chef du syndicat dissous Solidarité, M. Lech Walesa,

a de nouveau appelé les Polonais, depuis Gdansk, à la solidarité avec les grévistes de Nowa-Huta, tout en se gardant de lancer des consignes précises. « Montrez-moi de quoi vous êtes capables, a-t-il dit. Si vous avez une armée, le général Walesa est à votre disposition ».

Les grévistes des aciéries de Stalowa-Wola, qui avaient cessé le travail jeudi 28 avril, ont mis fin à deux semaines de grève, après avoir obtenu satisfaction pour leurs revendications salariales. En revanche, les métallurgistes de Nowa-Huta entament lundi leur septième jour de grève, après avoir adressé, dimanche soir, une lettre au vice-premier ministre chargé de la réforme économique, M. Zdzislaw Sadowski, l'invitant à venir parler directement avec eux, devant « la totale incompetence » de la direction de l'entre-

prise. Les grévistes ont assisté, dimanche, à deux messes dites à l'intérieur de l'usine par un prêtre qui s'y était faufilé subrepticement, le Père Janeczak, et ont rencontré leurs familles et des journalistes aux grilles du combinat. Autre geste qui n'est pas sans rappeler les scènes d'août 1980 aux chantiers navals de Gdansk : ils ont envoyé un télégramme au pape Jean-Paul II.

Par ailleurs, à la suite de discrètes tractations entre l'Eglise catholique et le pouvoir, deux responsables du groupe dissident Solidarité combattant, emprisonnés depuis l'an dernier, ont été libérés samedi et mis dans un avion pour Rome, où ils devraient « recevoir des soins ». Ils seraient apparemment libres de revenir en Pologne.

Les réformateurs ont décidément le vent en poupe, mais que ce défilé est kitsch ! D'abord, il y a des agents

## Asie

### L'armée soviétique en Afghanistan

### Les ennus des « chouravis » à Kaboul

La mission de bons offices de l'ONU (JONGOMAP), chargée de veiller à l'application de l'accord de Genève du 14 avril sur l'Afghanistan, est arrivée, dimanche 1<sup>er</sup> mai, à Kaboul après un séjour de cinq jours à Islamabad. De son côté, M. Najibullah, chef du régime de Kaboul, se rendra cette semaine en Inde à l'invitation de M. Rajiv Gandhi, a annoncé Radio-Kaboul.

Entre-temps, la résistance a affirmé avoir attaqué, avec succès, un convoi gouvernemental dans la province orientale de Paktia. Le convoi blindé tentait de rejoindre, à proximité de la frontière pakistanaise, une garnison isolée, sans doute pour l'évacuer.

Enfin, le chargé d'affaires français à Kaboul a rendu, samedi, sa visite men-

suelle à Alain Guillo à la prison de Poul-E-Charik, près de Kaboul. Cinquante-deux journalistes étrangers, actuellement présents à Kaboul, ont, de leur côté, adressé une lettre à M. Najibullah, lui demandant une mesure de grâce en faveur des journalistes français et de son collègue italien, M. Fausto Bisatovo, tous deux condamnés pour « espionnage ».

La sécurité de Kaboul s'est nettement améliorée ces derniers mois. Certes, dans la nuit du 28 au 29 avril, trois ou quatre roquettes sont tombées sur le centre, tout près du palais présidentiel, mais cela ne s'était pas produit depuis près de six mois. « Les moudjahidins savaient que soixante journalistes étaient en ville, ils ont probablement voulu vous souhaiter la bienvenue », ironise un diplomate.

La lac de Kharga est le seul endroit où « villégiature » pour les Kabouliens, notamment pour la colonie occidentale, essentiellement diplomatique. Sur les bords du lac, de jeunes Afghans pêchent à l'aide de lignes rudimentaires. Un peu plus loin se trouve le terrain de golf - un bien grand mot pour cette étendue pierreuse où l'herbe est rare et parsemée de boîtes de conserve vides. Les chèvres débarrassent les lieux des restes laissés par les pique-niqueurs dominicaux. Sur la rive opposée du lac, on aperçoit plusieurs villages. C'est la région de Pargham, située à moins de 10 kilomètres de Kaboul et qui n'a jamais été contrôlée par les Soviétiques. L'armée rouge y lance de temps à autre des opérations punitives, et la route qui y mène est assez souvent minée par les moudjahidins. Les Soviétiques et l'armée afghane se sont, semble-t-il, fait une raison, une trêve ayant même été instaurée le vendredi, de 7 heures du matin à midi. « Un officier afghan a dit un jour à des diplomates qui jouaient au golf : « Messieurs, veuillez vous retenir, il est 12 heures, la guerre va reprendre. » Vraie ou fautive, l'anecdote donne à réfléchir : à 10 kilomètres de l'endroit où elle a amassé une concentration de moyens militaires sans précédent, l'armée rouge est tenue en échec.

La sécurité de Kaboul s'est nettement améliorée ces derniers mois. Certes, dans la nuit du 28 au 29 avril, trois ou quatre roquettes sont tombées sur le centre, tout près du palais présidentiel, mais cela ne s'était pas produit depuis près de six mois. « Les moudjahidins savaient que soixante journalistes étaient en ville, ils ont probablement voulu vous souhaiter la bienvenue », ironise un diplomate.

La lac de Kharga est le seul endroit où « villégiature » pour les Kabouliens, notamment pour la colonie occidentale, essentiellement diplomatique. Sur les bords du lac, de jeunes Afghans pêchent à l'aide de lignes rudimentaires. Un peu plus loin se trouve le terrain de golf - un bien grand mot pour cette étendue pierreuse où l'herbe est rare et parsemée de boîtes de conserve vides. Les chèvres débarrassent les lieux des restes laissés par les pique-niqueurs dominicaux. Sur la rive opposée du lac, on aperçoit plusieurs villages. C'est la région de Pargham, située à moins de 10 kilomètres de Kaboul et qui n'a jamais été contrôlée par les Soviétiques. L'armée rouge y lance de temps à autre des opérations punitives, et la route qui y mène est assez souvent minée par les moudjahidins. Les Soviétiques et l'armée afghane se sont, semble-t-il, fait une raison, une trêve ayant même été instaurée le vendredi, de 7 heures du matin à midi. « Un officier afghan a dit un jour à des diplomates qui jouaient au golf : « Messieurs, veuillez vous retenir, il est 12 heures, la guerre va reprendre. » Vraie ou fautive, l'anecdote donne à réfléchir : à 10 kilomètres de l'endroit où elle a amassé une concentration de moyens militaires sans précédent, l'armée rouge est tenue en échec.

La sécurité de Kaboul s'est nettement améliorée ces derniers mois. Certes, dans la nuit du 28 au 29 avril, trois ou quatre roquettes sont tombées sur le centre, tout près du palais présidentiel, mais cela ne s'était pas produit depuis près de six mois. « Les moudjahidins savaient que soixante journalistes étaient en ville, ils ont probablement voulu vous souhaiter la bienvenue », ironise un diplomate.

La lac de Kharga est le seul endroit où « villégiature » pour les Kabouliens, notamment pour la colonie occidentale, essentiellement diplomatique. Sur les bords du lac, de jeunes Afghans pêchent à l'aide de lignes rudimentaires. Un peu plus loin se trouve le terrain de golf - un bien grand mot pour cette étendue pierreuse où l'herbe est rare et parsemée de boîtes de conserve vides. Les chèvres débarrassent les lieux des restes laissés par les pique-niqueurs dominicaux. Sur la rive opposée du lac, on aperçoit plusieurs villages. C'est la région de Pargham, située à moins de 10 kilomètres de Kaboul et qui n'a jamais été contrôlée par les Soviétiques. L'armée rouge y lance de temps à autre des opérations punitives, et la route qui y mène est assez souvent minée par les moudjahidins. Les Soviétiques et l'armée afghane se sont, semble-t-il, fait une raison, une trêve ayant même été instaurée le vendredi, de 7 heures du matin à midi. « Un officier afghan a dit un jour à des diplomates qui jouaient au golf : « Messieurs, veuillez vous retenir, il est 12 heures, la guerre va reprendre. » Vraie ou fautive, l'anecdote donne à réfléchir : à 10 kilomètres de l'endroit où elle a amassé une concentration de moyens militaires sans précédent, l'armée rouge est tenue en échec.

La sécurité de Kaboul s'est nettement améliorée ces derniers mois. Certes, dans la nuit du 28 au 29 avril, trois ou quatre roquettes sont tombées sur le centre, tout près du palais présidentiel, mais cela ne s'était pas produit depuis près de six mois. « Les moudjahidins savaient que soixante journalistes étaient en ville, ils ont probablement voulu vous souhaiter la bienvenue », ironise un diplomate.

La lac de Kharga est le seul endroit où « villégiature » pour les Kabouliens, notamment pour la colonie occidentale, essentiellement diplomatique. Sur les bords du lac, de jeunes Afghans pêchent à l'aide de lignes rudimentaires. Un peu plus loin se trouve le terrain de golf - un bien grand mot pour cette étendue pierreuse où l'herbe est rare et parsemée de boîtes de conserve vides. Les chèvres débarrassent les lieux des restes laissés par les pique-niqueurs dominicaux. Sur la rive opposée du lac, on aperçoit plusieurs villages. C'est la région de Pargham, située à moins de 10 kilomètres de Kaboul et qui n'a jamais été contrôlée par les Soviétiques. L'armée rouge y lance de temps à autre des opérations punitives, et la route qui y mène est assez souvent minée par les moudjahidins. Les Soviétiques et l'armée afghane se sont, semble-t-il, fait une raison, une trêve ayant même été instaurée le vendredi, de 7 heures du matin à midi. « Un officier afghan a dit un jour à des diplomates qui jouaient au golf : « Messieurs, veuillez vous retenir, il est 12 heures, la guerre va reprendre. » Vraie ou fautive, l'anecdote donne à réfléchir : à 10 kilomètres de l'endroit où elle a amassé une concentration de moyens militaires sans précédent, l'armée rouge est tenue en échec.

La sécurité de Kaboul s'est nettement améliorée ces derniers mois. Certes, dans la nuit du 28 au 29 avril, trois ou quatre roquettes sont tombées sur le centre, tout près du palais présidentiel, mais cela ne s'était pas produit depuis près de six mois. « Les moudjahidins savaient que soixante journalistes étaient en ville, ils ont probablement voulu vous souhaiter la bienvenue », ironise un diplomate.

La lac de Kharga est le seul endroit où « villégiature » pour les Kabouliens, notamment pour la colonie occidentale, essentiellement diplomatique. Sur les bords du lac, de jeunes Afghans pêchent à l'aide de lignes rudimentaires. Un peu plus loin se trouve le terrain de golf - un bien grand mot pour cette étendue pierreuse où l'herbe est rare et parsemée de boîtes de conserve vides. Les chèvres débarrassent les lieux des restes laissés par les pique-niqueurs dominicaux. Sur la rive opposée du lac, on aperçoit plusieurs villages. C'est la région de Pargham, située à moins de 10 kilomètres de Kaboul et qui n'a jamais été contrôlée par les Soviétiques. L'armée rouge y lance de temps à autre des opérations punitives, et la route qui y mène est assez souvent minée par les moudjahidins. Les Soviétiques et l'armée afghane se sont, semble-t-il, fait une raison, une trêve ayant même été instaurée le vendredi, de 7 heures du matin à midi. « Un officier afghan a dit un jour à des diplomates qui jouaient au golf : « Messieurs, veuillez vous retenir, il est 12 heures, la guerre va reprendre. » Vraie ou fautive, l'anecdote donne à réfléchir : à 10 kilomètres de l'endroit où elle a amassé une concentration de moyens militaires sans précédent, l'armée rouge est tenue en échec.

LAURENT ZECCHINI.

(Publicité)  
**HASSAN DE JORDANIE : APPEL À L'EUROPE**  
Le prince héritier espère promouvoir le Proche-Orient grâce de se transformer en une immense braderie. L'Europe, directement concernée, doit agir sans tarder.  
Dans le numéro de mai d'ARABIES en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy, 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14.

AU RENDEZ-VOUS DE LA POLOGNE SUR MINITEL  
**3615 - POLK**  
Rencontres Internationales — Traductions  
Manifestations culturelles  
Infos de « SOLIDARNOSC »  
**3615 - POLK**  
Le stade messagerie bilingue franco-polonaise

سكرا من الأصل



de

A MOSCOU

Cher sous une brise de renouveau

On ne peut pas dire que Moscou soit une ville nouvelle. Mais elle est en train de se reconstruire. Les rues sont plus larges, les immeubles plus modernes. On sent une certaine vitalité. Les gens ont l'air plus heureux. C'est peut-être parce qu'ils ont enfin une certaine liberté. Ils peuvent aller où ils veulent, faire ce qu'ils veulent. C'est un changement important. C'est un signe de renouveau. C'est un signe d'espoir. C'est un signe de vie.

Les rues de Moscou sont plus larges, les immeubles plus modernes. On sent une certaine vitalité. Les gens ont l'air plus heureux. C'est peut-être parce qu'ils ont enfin une certaine liberté. Ils peuvent aller où ils veulent, faire ce qu'ils veulent. C'est un changement important. C'est un signe de renouveau. C'est un signe d'espoir. C'est un signe de vie.

le

Des Afghans

suravis à Kaboul

Les Afghans qui ont survécu à la guerre sont de retour à Kaboul. Ils ont souffert beaucoup pendant ces années. Mais ils sont maintenant de retour. Ils ont retrouvé leur pays. Ils ont retrouvé leur famille. Ils ont retrouvé leur vie. C'est un miracle. C'est un signe de renouveau. C'est un signe d'espoir. C'est un signe de vie.

Les Afghans qui ont survécu à la guerre sont de retour à Kaboul. Ils ont souffert beaucoup pendant ces années. Mais ils sont maintenant de retour. Ils ont retrouvé leur pays. Ils ont retrouvé leur famille. Ils ont retrouvé leur vie. C'est un miracle. C'est un signe de renouveau. C'est un signe d'espoir. C'est un signe de vie.



Soupir d'amour.

la bière qui fait aimer la bière.

Ayez soif de modération

ESBIO



# Politique

## La campagne présidentielle : le 1<sup>er</sup> mai du Front national

### Les VUES de Raymond Depardon



1<sup>er</sup> MAI 1988  
rue de Rivoli à Paris

Jean-Marie Le Pen est debout devant la statue de Jeanne d'Arc, l'ange blanc, son garde du corps, le protège, avec Nabucco de Verdi en boucle sonore ininterrompue, il regarde passer ses supporters comme un chef d'Etat. Il y a beaucoup de caricatures pour journalistes étrangers en mal d'exotisme mais surtout une foule

terriblement banale, avec des têtes de Français de tous les jours. On est plusieurs photographes à être mal à l'aise. Messe, discours. Il termine en parlant de Jeanne, comme il l'appelle. Miracle ! Il s'arrête de pleuvoir. « Évitez l'Opéra », dit une voix au micro, il y a une autre manifestation.

Cinquante mille personnes selon la police — deux cent mille personnes selon les organisateurs — sont descendues le dimanche 1<sup>er</sup> mai dans les rues de Paris pour célébrer, avec une semaine d'avance, la fête de Jeanne d'Arc et parader devant M. Jean-Marie Le Pen aux côtés de ses 14,39 % de voix au premier tour de l'élection présidentielle. Fédération par fédérations, rangés sous des centaines de drapeaux tricolores, scandant le slogan favori « La France aux Français ! », ces milliers de manifestants, qui avaient reçu de sévères consignes de discipline, ont défilé toute la matinée et souvent sous la pluie de la place de l'Opéra à la Concorde en remontant la rue de Rivoli.

A 13 heures, une messe traditionnelle était dite dans le jardin des Tuileries, précédant le discours attendu du président du Front national. Celui-ci a appelé ses quatre millions d'électeurs à ne pas donner « une voix » à M. François Mitterrand au second tour. Mais il ne les a pas invités explicitement à apporter leurs suffrages à M. Jacques Chirac, « le candidat résiduel » de la majorité, leur laissant la responsabilité de choisir « entre le pire et le mal ». Intervenant le soir sur

la Cinq, M. Le Pen s'est refusé à indiquer quel bulletin il mettrait personnellement dans l'urne le 8 mai. La veille, il n'avait cependant pas permis à ses parlementaires et aux cadres du Front national de débiter à huis clos de ces consignes électoraux. Deux conseillers régionaux de Nouvelle-Aquitaine ont osé s'en plaindre, sans obtenir gain de cause. Au cours de cette même intervention télévisée, M. Le Pen a encore indiqué qu'en cas de réélection de M. Mitterrand il s'associerait « certainement » à toute initiative de censure. En revanche, il a précisé que si une nouvelle loi électorale introduisant une dose de proportionnelle était proposée au vote du Parlement son groupe la voterait « sans aucun doute ».

D'autre part, la CFDT, la FEN et l'UNED-UD a réuni dimanche quelque 15 000 manifestants de Belleville à la Nation qui scandaient « F comme fasciste, N comme nazi, a bas le Front national » ; à la manifestation de la CGT, de la Bastille à l'Opéra qui a regroupé environ 35 000 personnes, M. Krawczuk a dénoncé « les forces bestiales qui misent sur le racisme ». Toutes ces manifestations se sont déroulées dans le calme.

### Entre le « pire » et le « mal »...

« Non, non, non, pas une voix pour François Mitterrand, pas un Français de cœur ne peut apporter sa voix à cet homme-là », a lancé sous la pluie M. Jean-Marie Le Pen, dimanche 1<sup>er</sup> mai. Ovationné par la foule, scandant « Mitterrand, fous le camp ! », le président du FN a appelé ses quatre millions d'électeurs à ne pas donner « une voix » au premier ministre. A aucun moment, il n'a cité le nom de M. Chirac, et c'est du terme de « candidat résiduel » qu'il l'a désigné.

« Il nous reste une formalité à accomplir. Le 8 mai appartient au passé républicain. Nous sommes placés devant un choix alternatif — nous sommes en droit de le penser — entre le pire et le mal », a ajouté M. Le Pen, en expliquant que le pire était à l'Elysée, et le mal à l'hôtel Matignon. « J'ai déjà dit que le pire n'était pas possible, qu'il n'était pas souhaitable ».

qui auraient voté pour moi s'ils n'avaient été trompés. » a-t-il poursuivi avant d'en appeler à la « réaction nationale contre le déclin ».

M. Le Pen s'en est pris une nouvelle fois aux médias, responsables selon lui de la « désinformation du peuple ». « Une fois informé, le peuple français nous fera une confiance majoritaire. » « Vous êtes l'avant-garde du peuple français », a-t-il encore lancé à la foule secouée de « Le Pen ! Le Pen ! ». A nouveau, le leader d'extrême droite a récusé les accusations de xénophobie, de racisme, d'extrémisme. « Notre programme est cohérent. Il est basé sur le respect des cellules fondamentales de la société : sur le respect de l'homme, de l'individu, de la famille, du travail, de la cité, de la nation. » Respect aussi « de la France, de son patrimoine, de son

identité, de sa langue, de son âme ». La foule hurle « La France aux Français ! ».

Ce n'est pas « l'exclusion que nous proposons », a ajouté M. Le Pen, mais « un grand amour de notre peuple, de notre patrie, de notre passé glorieux ». « Le centre de gravité politique s'est fortement déplacé vers nos valeurs », a-t-il souligné en rappelant que le FN avait aujourd'hui un poids électoral double du parti communiste. « Partout ils ont été écrasés par les forces des électeurs. » Clameurs dans l'assistance, les drapeaux s'agitent. M. Le Pen s'est pris également à « saluer les militants » de la FEN, aux syndicats, représentants de la « nomenklatura et du pouvoir syndicaliste ».

P. S.

### La procession émerveillée

« Jeanne, si tu voyais ta France ». Mais laquelle ? Celle du chant diffusé sans cesse ni répit place des Pyramides, sorte d'hymne à la haine, ce méchant tube de la Pucelle : « Jeanne, si tu voyais ta France pleurer sa déchéance [...], Jeanne, cette France tant aimée, droguée, aigrie, cette France tant aimée, qu'on a prostituée, tu serais l'arme [...]. Ton peuple est à genoux, ton peuple est dans la boue. [...] On chante douce France, aux accents de Byzance ».

Qu'est-ce autre France, paraissant agaçant, le cœur bleu-blanc-rouge, balancé entre Jeanne et Jean-Marie, entre statue et tribune ? Le chef du Front national est là, debout sur le socle d'une estrade bleu azur, sur la plus haute marche, entre Bruno Mégret et Jean-Pierre Stirbois, entre sa gauche et sa droite, si l'on ose dire. Il est là, affirme le chant, « celui qui a la France qui coule dans ses veines ». Et, devant lui, pendant plus de deux heures, se France à lui va lentement le cœur, province par province, pour un hommage simultané à la sainte et au vainqueur.

Parade pour un succès électoral. Entre ce 1<sup>er</sup> mai voté à la Saint-Joseph pour devenir celui de Jeanne et du muguet tricolore, le Front national s'est offert un défilé et le cœur de Paris entre Opéra et Tuileries, entre deux tours d'élection, l'un mémorable, l'autre déjà « résiduel ». Depuis des heures, dès le matin à Saint-Augustin, la foule s'était rassemblée, et, sagement rangée région par région, fédération par fédération, accant par accant. Comme un pays au rendez-vous de son heureuse surprise. De toute évidence, les consignes avaient été données pour gouverner les esprits trop voyantes, les slogans trop extrêmes, les gestes trop équivoques. Il ne devait point s'agir d'une manifestation d'extrême droite, mais d'un mouvement de joie populaire, de l'affirmation d'un force nouvelle et presque tranquille, avec laquelle chacun devrait désormais compter.

Les hommes en blazer bleu et écusson vert de la Détection, Protection, Sécurité (DPS), service d'ordre en tenue de police, y veilleront constamment, écartant tout ce qui pourrait détonner, séparant le skin-head du bon grain, et le mauvais royaliste de l'ami monarchiste. Les scouts d'Europe, les croisés de Mgr Lefebvre, les petits groupes néo-fascistes étrangers avaient été dérogés, et priés de se

fonder dans cette masse bleu-blanc-rouge.

« Ce ne fut pas le raz de marée espéré ou craint, mais, incontestablement, une grosse manifestation, quartier de Paris par quartier, tranche de France par tranche, longue procession s'émerveillant sans cesse de se voir si nombreux. Jean-Marie Le Pen les applaudissait. Ils l'applaudissaient. Paris d'abord, et ses vingt arrondissements, ses vingt électors suffisamment séparés pour démontre la variété sociale du phénomène. Et, derrière, les banlieues, hier rouges encore, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne, ou plus blanches encore, les Versailles en force, les Yvelines et les Hauts-de-Seine ».

« Bon c'est fini ? »

Jean-Marie Le Pen avait, dans une boucledée, déposé une gerbe de fleurs à son nom, aux pieds de Jeanne. Après lui, tous y vinrent, devant ces petits enfants de France, habillés comme pour les noces de la patrie et de la famille. La famille, justement, plus que symboliquement illustrée par les militantes du Cercle national des femmes d'Europe, lancées en tête, derrière, l'Auvergne, le Bourgogne, la Franche-Comté. Jusqu'à la Bretagne, biniou en tête, « Un Breton à l'Elysée ». Jusqu'à la Lorraine. « Jeanne, voici ta Lorraine ». Jusqu'au Nord-Pas-de-Calais « cas dix gueules noires » et « bas les syndicats agités par la débauche de Roubaix ». Jusqu'à la Normandie, Haute et Basse. « Merci Jean-Marie ». Jusqu'aux gros bataillons marseillais et provençaux, languedociens et roussillonnais. Jusqu'à la Corse et le vieux militant arrivé au pied de l'estrade pour signifier au patron qu'il avait bien couru pour la

cause. « A Sarthe, Jean-Marie, on a fait 271 voix ! »

La pluie, cette pluie dont Jean-Marie Le Pen remercia le bon Dieu plus tard d'avoir ainsi « arrosé » ce qui avait été « semé », annonçant « de belles récoltes », cette pluie commença à noyer le bel ordonnance. Sur son estrade, il n'en pouvait plus de lever les bras en V, d'applaudir, de remercier, de donner d'un pied sur l'autre. Il demandait, impatienté : « Bon, c'est fini ? On va rater la messe ».

Ce n'était pas fini. Il lui fallait encore sourire, et applaudir, répéter sans arrêt « C'est formidable, c'est super ! » Il lui fallait attendre les autres, les vingt pèlerins italiens du MSI, et autant d'Espagnols. Il lui fallait encore entendre le Chant des Africains, lorsque passèrent, au pas, bérets rouges, bérets verts, képis blancs de la légion, ou casques de la colonie, les militants du Cercle national des combattants, conduits par le torseur député Roger Holéindre. Et, derrière eux, les « cadets » du CNC sous leur drapeau et leur devise : Qui ose gagner. Rien ne lui fut épargné, pas même une maigre honnête délégation des indépendants. « Ils ne sont que vingt, souffla Bruno Mégret. C'est quand même Philippe Malouin au portemiroir ».

Philippe Boggio et Pierre Georges.

### Les catholiques intégristes dans le défilé

#### « Dieu protège la France »

Ils étaient venus, ils étaient tous là en procession, les fantassins fidèles de toutes les batailles intégristes, ceux de Saint-Nicolas du Chardonnet, de la salle Wagram, de Saint-Louis de Port-Marly, de Saint-Genève d'Argentan, de Saint-Jean-Marie l'Auxerrois de Fontainebleau, etc. ; autant de noms d'églises, de chapelles et de messes à l'ancienne arrachées à la convoitise des « évêques modernistes » ou des « curés en djellaba, façon Taité... ».

« A Port-Marly, les CRS ont traité un curé en soutane moins bien qu'un Canaque », s'insurge encore, un an après, M. Philippe Colombani, conseiller régional du Front national. Tous vitupèrent les évêques de France — accusés de confondre le magistère de l'Eglise avec le socialisme — et M. François Mitterrand, pour ses « œufs d'œil de « Jérusalem » en direction du christianisme ».

« Quel autre homme politique que Le Pen commence ses discours par une messe solennelle ? », exclame, admiratif, un enfant de chœur de Saint-Nicolas du Chardonnet, scout d'Europe, réquisitionné aujourd'hui pour vendre *Anti-89*, le journal des catholiques contre-révolutionnaires. Quarante-vingt-dix pour cents des fidèles de son église, occupée depuis onze ans par les intégristes, ont voté pour le président du Front national. Expliquant ce choix, le jeune homme dit gravement : « Parce que nous craignons la libération de la France... » Près de lui, au stand de Christianité-Solidarité, mouvement qui regroupe les catholiques intégristes, les livres sur les choux ou sur Jeanne d'Arc voisinent avec les chants traditionnels, en disques ou en cassettes, de la fleur de lys des troupes coloniales et des parats.

« Un jeune diacre en soutane, ordonné à Echié, ne voit dans les théories du Front national « rien d'incompatible » avec l'Evangile, dit-il, citant d'un air convaincu les

noms de Mgr Gaillot, évêque d'Evreux, de Mgr Villet, évêque de Lille, de Mgr Decourtray, archevêque de Lyon, quand, dans son homélie, le célébrant, l'abbé Tourniol-Duclos dénonce les « déviations » commises par les évêques de France. Celui-ci récite la messe en latin dans la forme, précise le père intégriste, « où elle a été célébrée devant Jeanne d'Arc et devant Louis XVI ». Il rend grâce « au roi des cieux qui est aussi le roi de France ». Dans la fumée de l'encens, misel et calice sous la pluie, il appelle Jeanne d'Arc « pierre d'angle de notre nationalisme » — au second de la France pour qu'elle lui évite le sort réservé au Liban et aux nations sous le joug totalitaire. « Le salut d'un pays n'est pas dans l'amalgame des partis mais dans l'affirmation de la foi religieuse et patriotique », conclut-il. L'argent de la quête ira au comité d'organisation du Front national.

Devant le trop-plein, les fidèles ne pourront pas communier, mais ils auront vibré et prié ensemble pendant près de deux heures. Après l'Incense, et l'entrée en scène à grand spectacle de Jean-Marie Le Pen, ils reprendront force en suppliant, une dernière fois, la Vierge Marie qu'elle entende « le cri de la patrie : catholiques et Français toujours ».

HENRI TINCO.

La France est-elle à nouveau menacée par l'extrême-droite ?

Ariane Crebel d'Appollonia

L'EXTRÊME-DROITE EN FRANCE

De Maurras à Le Pen

QUESTIONS AU JOUR

448 P. 65 FF

EDITIONS COMPLEXE

سكزا من الأصل



1<sup>er</sup> mai du Front national  
Le Raymond Depardon



1<sup>er</sup> MAI 1988  
PARC DE MONTAIGNEY (Paris)

Dieu protège la France

Le Front national...  
Dieu protège la France...  
Le Front national...

Le Front national...  
Dieu protège la France...  
Le Front national...

Le Front national...  
Dieu protège la France...  
Le Front national...

Politique  
et les manifestations hostiles à M. Jean-Marie Le Pen

Parfum de revanche

M. JEAN-MARIE LE PEN relevé, d'avoir donné au candidat RPR, surveillé en permanence par les centristes, et le baiser qui tue... En fait, M. Le Pen ne croit plus utile aujourd'hui de se tirer sur une ambulance... Le deuxième tour du 8 mai n'est plus, selon lui, qu'une « formalité ».

Mais, coincé entre un état-major lui-même divisé et des troupes « mercenaires » venues d'horizons différents... « Pas une voix » à M. Mitterrand... « la pire », a-t-il lancé, en précisant que cet appel s'adressait aux « hommes de cœur ».

Il mélange de la sorte son flanc droit et se lave pour l'avant de toutes accusations de tricherie... Sous bénéfice d'inventaires complets, M. Le Pen ne déconseille pas à ses amis de voter dimanche pour M. Chirac.

La CGT a regroupé plus de 35 000 personnes à Paris

Bien cravatés, les cheveux courts et la tenue chic, ces deux jeunes hommes d'environ vingt-cinq ans n'ont pas revendus à leur sortie du métro République... La CGT occupait bien ce pavé-là de Paris. Le centrale de M. Henri Krasucki a réussi sa manifestation parisienne du 1<sup>er</sup> mai... « Et hop! Capillon, on veut notre pogon; et hop! général, on veut nos 1 500 balles! ».

Le « coup du père François » La manifestation de la CGT n'a pas témoigné le moindre soutien à M. Mitterrand... « Chirac ou Mitterrand, pour le SMIC à 6000 F! ».

solides hampes. Elle était également soucieuse d'occuper le terrain de la revendication syndicale... Tandis que des militants du SNES... « Contre le fascisme, contre le racisme, manifestons dans l'unité! ».

Quatre Prix Nobel français lancent un appel antiraciste

Quatre Prix Nobel français, plusieurs professeurs au Collège de France et des personnalités du monde scientifique ont signé un appel dirigé contre le Front national et contre tout compromis entre ce parti et M. Chirac.

« Les sciences, la littérature et les arts font la dignité de l'homme et ont pour ambition ultime le progrès de l'humanité... Leur démarche, leurs résultats comme leurs finalités s'opposent à toutes les idéologies d'exclusion et de mépris qui portent en elles la haine et donc le germe de la violence ».

M. Mitterrand : « Cris de joie et cris de haine... » « Combattre le fascisme montant »

Les rassemblements en province

En province, plusieurs manifestations se sont déroulées « presque dans l'unité » avec une forte connotation antiraciste... A Lyon, 4 000 personnes ont emprunté un même parcours, à l'appel de la CGT, de la CFDT et du MRAP.

Le cortège presque unitaire de la CFDT et de la FEN

Est-ce la tristesse du ciel ou les ratés de l'union? La manifestation partiellement unitaire, du SNUJ (impôts), et de l'UNED-ID, de la CFDT, de la FEN et de la FGAF... « Contre le racisme et les enseignements du SNES, pour lutter contre le racisme ».

L'Organisation juive de combat réapparaît

La mystérieuse Organisation juive de combat (OJC), qui avait revendiqué la mise à sac des locaux de National Hebdo, organe du Front national, le 20 décembre dernier, et celle de deux librairies d'extrême droite, le 27 janvier, s'est manifestée, de nouveau, le dimanche 1<sup>er</sup> mai.

M. Mitterrand : la « bête immonde » n'aura pas droit de cité

Dans le périodique Légende du siècle, édité par M. Roland Castro, M. Mitterrand évoque les causes de la montée du racisme. Le président-candidat déclare : « La crise, les chômeurs, la démographie, ce sont des faits. Il y a aussi l'ignorance, l'entassement urbain, l'irritation du voisinage ».

Un « comité d'éthique politique »

Plusieurs personnalités ont créé un « comité d'éthique politique » qui se donne pour tâche de mettre en échec les tentatives qui visent, comme celle du Front national, à introduire chez nous le ferment de la discrimination raciale... « Combattre le fascisme montant »

M. Rocard : la vie est ailleurs

Dans la même publication, M. Michel Rocard écrit : « Pour une part, le vote Le Pen vient moins des flux migratoires du tiers-monde que des incertitudes de la vie quotidienne... »

PARLEMENT? ...c'est page 350 du Dictionnaire de la CONSTITUTION CUJAS 640 p. 98 F.

L'ACTUALITÉ EN DIRECT LE TITRE DU JOUR Suivez les événements heure par heure ACTUALITÉ 36,15 LEMONDE

GOVERNEMENT? ...c'est page 234 du Dictionnaire de la CONSTITUTION CUJAS 640 p. 98 F.



# Politique

## Avant le second tour de l'élection présidentielle

### L'« effet Pasqua » trouble la majorité

Avec sa manifestation à Paris le dimanche 1<sup>er</sup> mai, avec les déclarations de M. Charles Pasqua à l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*, selon lesquelles, « sur l'essentiel », le FN se réclame des « mêmes valeurs que la majorité » (le Monde du lundi 2 mai), M. Jean-Marie Le Pen est parvenu, une nouvelle fois, à être le sujet principal des déclarations politiques de la fin de semaine.

Puisque M. Le Pen s'emploie à « récupérer » l'histoire à son profit, grâce à son « hommage à Jeanne d'Arc », les dirigeants du PS lui répondent sur le même terrain, en déclenchant un tir de barrage, à coup de références historiques évoquant un passé plus récent, et plus précis. Dimanche à La Rochelle, M. Michel Rocard a affirmé que le président du FN « livre aujourd'hui son message aux Français dans une forme provocatrice qui voudrait transformer le Paris de 1988 en Nuremberg des années 30 (1) ».

M. Mauroy, lui aussi, a évoqué les années 30 et la montée des fascismes en Europe, pour affirmer dimanche à Tours, comme nous le signale notre correspondant, que M. Le Pen « représente l'anti-France, [...] soulève les valeurs de la République » et que « Hitler et Mussolini sont venus au pouvoir démocratiquement élus ». Plus optimiste, M. Henri Nallet saute à pieds joints par-dessus les années noires. Il a souhaité dimanche à Saint-Jean-de-Braye (Loiret), que « le 8 mai 1988 soit digne du 8 mai 1945 » (2).

Evidemment, comme M. Nallet, l'ensemble des dirigeants socialistes trouvent une « raison supplémentaire » de voter pour M. François Mitterrand, qui, comme l'a dit M. Laurent Fabius en Corse la semaine dernière, représente, aux yeux du PS, un « rempart » contre la « morde montante » du lepénisme. Mais les dirigeants socialistes s'accordent aussi pour s'abstenir de toute critique à l'égard de l'électorat de M. Le Pen. Tout au plus M. Rocard observe-t-il que « les électeurs de M. Le Pen souffrent ni plus ni moins des mêmes maux que

les autres Français mais y réagissent plus mal ».

Si le grand rabbin Siruk a, lui aussi, fait appel à l'histoire en affirmant, lundi, sur Radio-J que la communauté juive est « inquiète de ce que les gens puissent oublier tout ce qu'il y a de négatif dans le parti de M. Le Pen », M. François Léotard a jugé, dimanche, au « Club de la presse » d'Europe 1, que l'on a vu défilier « la France de l'inquiétude, que certains souhaitent transformer en France de la peur ». M. Léotard a ajouté : « Je souhaite [...] que nous n'exploitions pas cette peur mais que nous y répondions ».

Avant le défilé « sacrilège », selon l'expression de M. Mauroy, c'est la petite phrase de M. Pasqua sur la communauté de valeurs entre le FN et la majorité parlementaire qui avait suscité à gauche comme à droite, un certain émoi.

Au PS, pas de surprise : on crie haro sur les convergences honteuses. M. Louis Mermoz juge que « Pasqua vient d'être son masque à Chira » et M. Mauroy assure que le ministre de l'intérieur « part en éclaircie ». M. Jospin prédit l'échec de cette « stratégie » qui consiste à « additionner la droite et le lepénisme », car deux mouvements « en sens contraire » vont se produire : des électeurs de droite et du centre refuseront le « rapprochement » avec M. Le Pen, tandis que « des centaines de milliers d'électeurs qui ont émis un vote de protestation [...] et compris en votant pour Le Pen, ne voteront pas pour la politique antisociale de Chira ».

#### « Rien à voir... »

Dans la majorité, les réactions sont plus nuancées, et plus embarrassées. Seul M. Camille Cabanis, proche de M. Chirac et secrétaire d'Etat aux rapatriés, a soutenu samedi à Nice que « les valeurs dont se réclament M. Le Pen [lui] semblent mieux incarnées par Jacques Chirac que par l'autre candidat ». Lui aussi membre du gouvernement et membre du RPR,

M. Michel Noir a affirmé samedi : « Nous n'avons rien à voir avec la philosophie du Front national ». A l'UDF, M. Bernard Stasi (CDS) vient à sa rescousse, en lançant dimanche soir sur TF 1, que « si Jacques Chirac doit évidemment prendre en compte certaines des préoccupations des électeurs du FN, il doit résister avec vigueur des valeurs du Front national ». Même tonalité chez le ministre CDS Pierre Méhaignerie — « nous ne partageons ni la plupart des idées ni les valeurs de M. Le Pen » — ou chez le secrétaire d'Etat PR Claude Malhuret, pour qui « il n'est pas possible » de prétendre que la majorité partage avec le FN « des valeurs communes pour l'essentiel ».

En revanche, M. Charles Millon, lieutenant de M. Barre, tourne autour du pot, en soulignant, samedi sur RTL que M. Pasqua « explicite rapidement sa pensée pour éviter tout malentendu » et en affirmant sur Pacifique FM que le ministre de l'intérieur fait « une analyse » et qu'il n'y a « rien de choquant dans son expression » dès lors qu'il parle de « valeurs communes à toute la communauté nationale ».

Reste la vraie-fausse consigne de vote de M. Le Pen. M. André Rossinot, ministre radical, renvoie la balle au président-candidat. Pour lui, M. Le Pen est un « allié objectif de François Mitterrand ». Des considérations électorales que le grand rabbin de France voudrait voir dépassées lorsqu'il émet un vœu : « Si l'on voulait l'intérêt de la France, j'en aurais très bien vu que toutes les forces démocratiques et républicaines s'unissent dans un mouvement très vaste. La grandeur d'une démocratie, c'est que chacun peut être ce qu'il est tout en se reconnaissant dans un idéal commun ».

J.-L. A.

(1) Cette ville allemande était le lieu de présidence d'Adolf Hitler pour regarder défilier ses troupes à ses pieds lors des grands parades nazies.  
(2) Le 8 mai 1945 est le jour de la capitulation de l'Allemagne nazie.

### M. Chirac accuse M. Mitterrand de mensonge à propos de l'affaire Gordji

RENNES de notre envoyé spécial

M. Olivier Guichard, député (RPR) de la Loire-Atlantique, président du conseil régional des pays de Loire, a remercié M. Jacques Chirac d'avoir « décidé de repartir en campagne pour le second tour », d'être « présent sur le terrain à travers la France » et d'être « l'incarnation de l'essentiel » face à M. François Mitterrand. C'est ce qui s'appelle ne pas se raconter d'histoires. La tournée provinciale de M. Chirac, le samedi 30 avril, a été marquée au coin du réalisme.

Certes, il y avait, au déjeuner du palais de la Baugerie, à Nantes, comme au meeting de Rennes, le soir, ce qu'il fallait de jeunes enthousiastes pour crier « Chirac président ! » et « On va gagner ! ». A quoi le premier ministre a répondu, sobrement, par des « sans doute », « c'est probable », voire « je le pense », en ajoutant : « Mais je n'afficherai pas, sur ce sujet, la certitude de mon adversaire, ne croyant pas aux vertus de la méthode Coué ». Cette prudence était partagée par ses hôtes. Les discours entendus samedi faisaient autant de part aux raisons de l'échec qu'à celles qui peuvent inspirer l'espoir pour le 8 mai.

C'était M. Guichard, assurant que la droite n'est pas touchée par « le bénéfice du doute » en faveur de M. Mitterrand. C'était M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, délégué général du PR, dénonçant en M. Mitterrand « la voix qui nous dit : dormez tranquilles » et qui « nous berce d'illusions », et affirmant : « Peut-être voudrait-il mieux dire que Jacques Chirac ne rassemble pas, mais qu'il entraîne ». C'était, à Rennes encore, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, président du CDS, estimant : « Les électeurs nous savent plus efficaces, mais 1986. Pendant deux ans, M. Chirac et M. Pasqua ont d'ailleurs battu les estrades en expliquant que la majorité avait déceus mais creusé un écart « historique » avec la gauche. Ils sont, sans doute, historiquement parlant, tombés de haut.

La majorité a réalisé que l'axiome qui lui avait permis d'éviter tout véritable débat sur l'extrême droite — imputant à la gauche et à la proportionnelle la montée de M. Le Pen — est à revoir, à moins de rendre irréversible la résistible ascension du chef de file de l'extrême droite.

La majorité a enfin découvert qu'elle est, elle, en panne de leader. Toutes les stratégies — personnelles ou collectives — élaborées pour le 9 mai — et dont bien peu, pourtant, intégraient une victoire de M. Chirac — sont, en effet, caduques.

La « primaire » au sein de la majorité n'a pas permis de désigner un chef de file incontesté : M. Chirac devra attendre le soir du 8 mai, et l'écart qui le sépare de M. Mitterrand, pour savoir s'il peut toujours y prétendre. Car l'échec électoral de M. Barre n'implique pas, bien au contraire, sa disparition politique. Or le thème le plus solide installé, à droite, était bien celui du retrait du cher professeur au bord de la Méditerranée. Le rêve caressé par l'ancien président Guichard d'Estaing, d'une réapparition magique, au soir du second tour, appuyé sur la perspective d'une seconde collaboration, plus convenable celle-là et conduite cette fois par lui-même, s'estompé.

La prime à la jeunesse, sur laquelle comptait M. Léotard, n'est pas davantage assurée : le secrétaire général du PR s'est trop investi sur

M. Raymond Barre, évoquant « ces valeurs qui nous rassemblent et dont nous savons que vous serez le garant lorsque vous aurez été élu président ».

Comme de bien entendu, M. Mestre disait, en fait, le contraire de ce qu'il voulait dire. Les valeurs, on l'a bien vu ce samedi, ne rassemblent pas la droite, mais la divisent. Les déclarations de M. Charles Pasqua au bien nommé *Valeurs actuelles*, sur les « valeurs » communes au Front national et à la majorité parlementaire, étaient dans toutes les têtes. « Pasqua parle trop », jugeait M. Edmond Alphandéry, député (UDF-CDS) du Maine-et-Loire. « Ça me foue en l'air », s'écriait M. Jean Arthuis, élu (CDS) de la Mayenne, secrétaire d'Etat à la consommation. « Je n'en pense pas vraiment du bien », confiait M. François Fillon, député (CDS) de la Sarthe, président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale.

#### Les « valeurs »

M. Méhaignerie n'en a pas fait mystère à la tribune du meeting de Rennes. « Nous ne partageons », a-t-il déclaré en s'adressant à M. Chirac, « la plupart des idées ni les valeurs de Jean-Marie Le Pen. Je suis sûr que vous nous confirmez les engagements que nous avons pris ensemble. » Il ne saurait être question d'abandonner ne serait-ce que l'ombre de nos valeurs, cher Pierre Méhaignerie », a assuré le premier ministre candidat après avoir affirmé la « force de l'union de notre majorité », qui, elle, est bien debout et qui est fondée sur des valeurs qui nous sont communes, dans notre cœur, dans notre esprit et dans nos tripes ». Mais « ceux qui considèrent qu'une certaine France, à laquelle nous sommes tous attachés, est aujourd'hui défigurée » en raison de « phénomènes excessifs en matière d'immigration ou de présence des étrangers », ont, selon le premier ministre, « le droit de le dire » et « nous devons les comprendre aussi ».

Bien sûr, il n'est pas question de « combinaisons », ni de « négocier avec qui que ce soit », a affirmé M. Chirac. M. Méhaignerie a jugé le propos « ambigu ». « Un coup par-ci, un coup par-là », observait-il après le meeting. Il avait dit en privé à M. Chirac son désaccord avec les propos de M. Pasqua : certaines idées du Front national, passe encore, mais les « valeurs », non ! « Ce n'est pas si grave que ça », lui a répondu le premier ministre.

Les « valeurs » entraînent la discorde, et celle-ci se fraie un chemin détourné jusqu'au discours. M. Chirac, à Nantes, attaqué le président de la République, dépourvu, disait-il, de la « modernité » nécessaire pour diriger le pays dans les années qui viennent. « Ce n'est pas seulement par la ruse, l'invocation, la référence au passé, que l'on peut considérer le pays », affirmait-il. Conclusion : « C'est pourquoi je ne fais pas confiance à Ray... à Mitterrand ». Murmures parmi les convives. Le visage de M. Mestre se rembrunissait. « Un trou d'air, suivi d'un trou noir », dira M. Philippe de Villiers, élu vendéen, autre collaborateur de M. Barre.

A Rennes (après un détour par Rouen où il a été reçu par le maire, M. Jean Loquec, président de l'UDF), M. Chirac, revenant sur son face-à-face télévisé avec M. Mitterrand, a déclaré : « J'ai, tout à coup, eu devant moi un homme qui, avec un sang-froid et une audace incroyables, affirmait une contre-vérité en sachant parfaitement, car il n'y avait aucune ambiguïté possible, que ce qu'il disait était un mensonge ». Le premier ministre se rétractait sur l'affaire Gordji. « Je me suis souvenu alors, a-t-il continué, d'épisodes de sa vie passée. [...] Il a toujours traité ses adversaires de menteurs. Il y a à là quelque chose de freudien. » De lapsus (sur les noms) en transerts (de voix), la psychanalyse deviendrait-elle, pour la droite, la valeur... refuge ?

PATRICK JARREAU

### La droite indéfinie

(Suite de la première page.)

Où est la droite ? Où va-t-elle ? Où peut-elle aller ? A dire vrai, elle s'interroge elle-même sur le contenu de ses discours et sur son avenir. Bousculée par M. Pasqua, elle mesure la difficulté qu'entraînent ceux qui voudront le résoudre. Sous le choc du 24 avril, tous les plans tirés sur le comble de l'après-8 mai ont été broyés.

Ce choc recouvre, en fait, pour la majorité, une multitude de découvertes, plus dures les unes que les autres. Ainsi du fameux « 36 % » dont se flatte M. Jacques Chirac, comme si ce chiffre était un succès. Alors qu'il marque le rétrécissement de la base électorale d'une droite qui pesait encore 46 % au premier tour de l'élection de 1981, 45 % derrière M<sup>me</sup> Veil, au scrutin européen, et 43 % derrière la plate-forme « pour gouverner ensemble » du RPR et de l'UDF, en mars 1986. Pendant deux ans, M. Chirac et M. Pasqua ont d'ailleurs battu les estrades en expliquant que la majorité avait déceus mais creusé un écart « historique » avec la gauche. Ils sont, sans doute, historiquement parlant, tombés de haut.

La majorité a réalisé que l'axiome qui lui avait permis d'éviter tout véritable débat sur l'extrême droite — imputant à la gauche et à la proportionnelle la montée de M. Le Pen — est à revoir, à moins de rendre irréversible la résistible ascension du chef de file de l'extrême droite.

La majorité a enfin découvert qu'elle est, elle, en panne de leader. Toutes les stratégies — personnelles ou collectives — élaborées pour le 9 mai — et dont bien peu, pourtant, intégraient une victoire de M. Chirac — sont, en effet, caduques.

La « primaire » au sein de la majorité n'a pas permis de désigner un chef de file incontesté : M. Chirac devra attendre le soir du 8 mai, et l'écart qui le sépare de M. Mitterrand, pour savoir s'il peut toujours y prétendre. Car l'échec électoral de M. Barre n'implique pas, bien au contraire, sa disparition politique. Or le thème le plus solide installé, à droite, était bien celui du retrait du cher professeur au bord de la Méditerranée. Le rêve caressé par l'ancien président Guichard d'Estaing, d'une réapparition magique, au soir du second tour, appuyé sur la perspective d'une seconde collaboration, plus convenable celle-là et conduite cette fois par lui-même, s'estompé.

La prime à la jeunesse, sur laquelle comptait M. Léotard, n'est pas davantage assurée : le secrétaire général du PR s'est trop investi sur

le bilan d'une « expérience » sanctionnée par le corps électoral ; il a trop suscité de rancœurs chez les baristes pour prétendre, à l'élection, « renouvellement » nécessaire, empêcheur du moroccan.

Enfin, le projet d'une grande confédération RPR-UDF, libérale, conservatrice et classiste, lui assés du plomb dans l'aile. M. Pasqua lui préfère un retour aux sources du bonapartisme et du populisme lorsqu'il impuote au ministre d'Etat l'« embourgeoisement » du RPR.

Signe des temps : en 1978, c'est M. Pasqua lui-même qui avait bloqué, au nom d'une pure logique d'appareil, le projet de M. Jérôme Monod, alors secrétaire général du RPR, qui proposait — déjà — de redonner à son mouvement des racines populaires en mêlant thèmes de gauche et discours d'ordre.

La question posée aujourd'hui est bien, en tout cas, celle de la stratégie de reconquête : comment, avec qui, et sur quels thèmes ?

Deux conceptions — radicalisation à droite, autonomie au centre — se dessinent ; elles peuvent, chacune, ouvrir la voie à une OPA fatale.

La comparaison qui est faite le plus souvent est celle de la reconstruction du PS dans les années 70 et de conquête du pouvoir grâce à l'alliance avec le PCF. De là à penser qu'il faut aujourd'hui sinon s'allier avec le FN, du moins lui donner des gages, il y a naturellement un pas que franchissent sans seulement M. Pasqua et Cabanis, mais aussi une bonne part du réseau des élus locaux de la majorité, qui craignent de devoir se battre sur deux fronts, aux municipales de mars 1989, contre la gauche et contre l'extrême droite, alors même que celle-ci tient sous sa pression bon nombre de maires.

Ceux-là postulent, comme l'a d'ailleurs suggéré le ministre de l'intérieur dans sa présentation des résultats du 24 avril, que le pays est à droite (51 % pour la droite classique et l'extrême droite). Conclusion : gouvernant seul avec lui-même, M. Mitterrand, qui est un socialiste incorrigible, se retrouvera bimoté — « dans trois mois », dit M. Léotard — aussi impopulaire qu'en 1984.

L'inconvénient de ce schéma est triple : il permet à M. Le Pen de sortir de l'extrême droite. M. Pasqua et ses amis prennent aussi le risque — « historique », là aussi — d'ouvrir grandes les portes aux fermentations de haine que véhicule le FN, alors même que le bon M. Pasqua accuse, par avance, M. Mitterrand d'être

porteur des germes de la « guerre civile ». Il ferme ainsi la « parenthèse » du gaullisme et annonce lui-même la résurrection de cette « culture de droite » qui, selon l'éditorialiste du *Figaro*, « n'a pas cessé de renaitre depuis la Libération ».

En second lieu, la partie est loin d'être jouée. Ce qui est, dans l'esprit du ministre de l'intérieur, une OPA du FN sur le RPR. Car un Le Pen dédoublé peut fort bien devenir dominant au sein d'une droite redevenue dure. Celle-ci peut être, du même coup, privée d'alternance, comme la gauche l'a été pendant un quart de siècle, pour cause d'alliance avec le diable !

La mise en œuvre de cette stratégie peut, d'ailleurs, créer les conditions de la seconde, celle qui mise sur l'autodétermination des centristes, ou plutôt des baristes, qui pourraient ainsi avancer à visage découvert. Ceux-là souhaitent voir le centre, les démocrates-chrétiens et les modérés de tous bords (la frontière passant au sein de l'UDF comme du RPR) s'organiser, si nécessaire au moyen d'une réforme de la loi électorale, pour faire, un jour prochain, un bon de chemin avec les socialistes, sur le modèle de ce que fut la grande coalition SPD-CDU en Allemagne entre 1969 et 1972.

L'inconvénient de ce schéma — outre que l'on peut douter de ses chances de réussite, tant l'indécision est combatsionnelle aux centristes — est d'offrir à M. Mitterrand le « jeu de... rénovateur de la droite, plutôt que de lui rendre la vie impossible, et d'ouvrir ainsi la voie à la réussite de son second septennat.

Cette perspective peut conduire le chef de l'Etat, s'il est rétiné, à retarder la dissolution de l'Assemblée, pour permettre à quelques-uns d'organiser un parti du centre. Mais il peut aussi choisir, les d'attendre un centre qui tarderait trop de passer à fond son avantage du moment, quitte à obliger le PS à gouverner au centre.

Pour l'heure, trois logiques sont à l'œuvre qui servent le président-candidat : l'une, purement mécanique, qui autorise M. Mitterrand, au vu des résultats du premier tour, à compter sur sa réélection ; l'autre, qui pousse les baristes à se détacher d'une droite que le FN conduirait à l'isolement ; la dernière, enfin, qui est propre à l'effet Le Pen, poussé à Mitterrand de donner corps à la frontière qui sépare les « démocrates » et les autres ; celle-là restitue, pour la droite, la plus dangereuse.

JEAN-MARIE COLOMBANI

(Publicité)

## LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES SUR RADIO J (94,8 FM)

# HENRI HAJDENBERG

## PRESIDENT du RENOUVEAU JUIF

MARDI 3 MAI à 7 h 55

RADIO J: 42-41-99-00

هكذا من الأصل



# Politique

## Avant le second tour de l'élection présidentielle

### Les oppositionnels du PCF entre l'abstention et le renvoi de la direction

Le PCF appelle à voter pour M. François Mitterrand en marchant à reculons. Il ne décourage pas ses militants de s'abstenir. M. Georges Marchais a même déclaré publiquement que personne ne surveillera les électeurs communistes dans les isolements. Pour leur part, les oppositionnels de toujours se divisent en deux tendances.

Ceux qui sont classés comme « vermessiens », du nom de M<sup>me</sup> Jeannette Vermeersch, veuve de Maurice Thorez, qui a donné sa démission du bureau politique du PCF en 1968 pour marquer son désaccord avec la condamnation de l'invasion de la Tchécoslovaquie, appellent à l'abstention, le 8 mai. Réunis dans le Groupement communiste unifié, ces militants se recrutent essentiellement dans les Bouches-du-Rhône, les Alpes, le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis. Ils sont très minoritaires.

Une autre tendance oppositionnelle interne, également réduite, conduite notamment par M. André Moroni (1), appelle à voter « contre la droite » - représentée cette fois par Chirac - poussée par Le Pen afin de s'opposer à la « montée des idées fascistes, xénophobes et racistes ». Assurant que l'affili-

### Les comités de soutien au président-candidat s'élargissent

Depuis le premier tour de l'élection présidentielle, de nouvelles personnalités ont déclaré leur soutien à M. Mitterrand, pour le scrutin du 8 mai. Ainsi, plusieurs grands noms de la médecine et de la recherche médicale se sont ajoutés, après le 24 avril, aux médecins, chercheurs et membres des professions de la santé qui s'étaient déjà fait connaître. Ils sont, au total, huit cent soixante et un professionnels de la santé à apporter un soutien public à M. Mitterrand.

Parmi les noms publiés, on relève ceux de M<sup>me</sup> Jacques Benveniste (INSERM); Pierre Carnillot, professeur de médecine; Pierre Corval (Cochin); Jean de Kervassoul, ancien directeur des hôpitaux; Jean-Paul Escande, professeur de médecine; René Frydman, professeur de médecine; Jean-Louis Funck-Brentano, professeur de médecine; François Gros, professeur au Collège de France; Albert Hirsch, professeur de médecine, chef de service; Gilbert Husault (Kremlin-Bicêtre); Pierre Hugonard, professeur de médecine, chef de service; Axel Kahn (INSERM Cochin); Marcel-François Kahn (Bichat); Henri Kora, médecin; Henri Kreis (Necker); Jean Marsac (Cochin); Emile Papiernik, professeur de médecine, chef de service; Jean Rosa, professeur à la faculté de médecine; Maxime Seligman, professeur de médecine; Daniel Widlocher, professeur de médecine.

D'autre part, quatre-vingt-trois chercheurs et enseignants, travaillant dans des universités, au CNRS, ou à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), apportent leur soutien à M. Mitterrand. Parmi les signataires de ce texte figurent les noms de M. Jean-Pierre Azéma (Fondation des sciences politiques); M<sup>me</sup> Danièle Blondel (Paris-Dauphine); M<sup>me</sup> Jean-Claude Bouvier (université de Pro-

### Essentielle

## M. Mitterrand de mensonge sur de l'affaire Gordji

Le président de la République, François Mitterrand, a déclaré mardi à son retour de la capitale algérienne qu'il n'avait jamais rencontré le général Gorbachev. Cette déclaration a été jugée mensongère par certains observateurs.

M. Mitterrand a déclaré qu'il n'avait jamais rencontré le général Gorbachev. Cette déclaration a été jugée mensongère par certains observateurs.

### Les « récents »

Le président de la République, François Mitterrand, a déclaré mardi à son retour de la capitale algérienne qu'il n'avait jamais rencontré le général Gorbachev. Cette déclaration a été jugée mensongère par certains observateurs.

### La droite indéfinie

Le président de la République, François Mitterrand, a déclaré mardi à son retour de la capitale algérienne qu'il n'avait jamais rencontré le général Gorbachev. Cette déclaration a été jugée mensongère par certains observateurs.

### Le PCI : la politique de M. Mitterrand « ouvrirait la voie au fascisme »

Officiellement, M. Pierre Bousset, candidat qui a obtenu 0,38 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle, ne donne aucune consigne de vote pour le second tour. Dès sa désignation par le deuxième congrès du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), le 15 novembre 1987, il avait d'emblée annoncé - son credo était - « l'unité des travailleurs et des organisations » - qu'il ne provoquerait pas de division « entre ceux qui s'abstiennent et ceux qui voteront pour le candidat du PS » le 8 mai.

Beaucoup plus discrètement, M. Bousset tient un langage un peu différent à l'intérieur du Parti communiste internationaliste (PCI), l'organisation qui se réclame du trotskisme et dont il est le chef. Ainsi, une résolution qui a été adoptée par le secrétariat du comité central du PCI le mardi 26 avril se présente comme un argumentaire brutalement anti-socialiste, à vantage interne. Destinée aux cadres du parti, il est censé dissuader les militants de voter pour M. François Mitterrand.

« Il faut que nous sachions expliquer aux masses, dit ce texte, que le caractère politique et social de la politique de Mitterrand ouvrirait la voie au fascisme. (...) Rien ne serait plus insidieux que de se ranger sous le drapeau de Mitterrand pour lutter contre Le Pen, cela alors que tous les faits prouvent que c'est délibérément Mitterrand qui a construit le marchepied à Le Pen. » Cette résolution du PCI souligne que « la politique du moindre mal qui nous conduirait à appeler à voter Mitterrand devrait être considérée comme une manifestation évidente de la prise de conscience sur nous la vague de Front populaire », alors même que « Mitterrand trompe les masses en spéculant sur leur haine légitime du fascisme qui se constitue en France ». L'organisation de M. Bousset-Lambert engage ses militants à ne faire « aucune concession au Front populaire, quelles que soient les phrases et les considérations « pratiques » sur la menace réelle que représente le Front national ».

« Il faut expliquer, certes avec des formes, mais ouvertement, conclut la résolution, que le gouvernement Mitterrand sera un gouvernement de choc contre la classe ouvrière, un gouvernement où tout le pouvoir réel est entre les mains du grand capital, un gouvernement utilisant la haine légitime du fascisme pour poursuivre et amplifier les mesures anti-populaires. »

Le PCI, qui avait appelé à voter pour M. Mitterrand, dès le premier tour, en 1981, est la seule force organisée constitutive du MPPT.

### Un démenti de M. Delors

A la suite de la publication d'une interview de M. Pierre Bousset, candidat du MPPT à l'élection présidentielle, dans le Monde du 20 avril, nous ayons reçu le démenti suivant : « Le cabinet de M. Jacques Delors apporte un démenti catégorique aux propos attribués au président de la Commission des communautés européennes selon lesquels il aurait décidé, malheureusement, de remettre en cause quarante à cinquante années de droits sociaux. »

(Interrogé par le Monde sur l'origine de la déclaration faite par M. Bousset à M. Delors, le MPPT s'est référé à un article du journal belge Combat en date du 22 février 1988. Cet article est consacré à une intervention du président de la Commission des communautés européennes devant le comité national du syndicat FGTB. Les propos cités par M. Bousset ne sont ni dans notre guillemet et semblent être une interprétation libre donnée par le journal Combat.)

PIERRE JOUVE/ALI MAGOUDI  
Les dits et les non-dits de Jean-Marie Le Pen  
Enquête et psychanalyse

Un livre pour mieux combattre l'effet Le Pen

L'Effet Le Pen  
D'Edwy Plenel et Alain Rollat  
En collaboration avec Le Nouvel

Le mérite du livre, c'est de discuter avec l'efficacité factuelle d'un dossier la nature constitutive du phénomène Le Pen.

LA DÉCOUVERTE

**fil à fil**

AIX-EN-PROVENCE  
AIX-LA-CHAPELLE  
ANVERS  
AUTUN  
AVIGNON  
BERLIN  
BESANCON  
BEZIERS  
BILBAO  
BORDEAUX  
BOULOGNE  
BOURGOIN-VALENTIGNEY  
BRUGES  
BRUXELLES  
CAEN  
CHANTILLY  
CLERMONT-FERRAND  
COLOGNE

COMPIEGNE  
COPENHAGUE  
DUSSELDORF  
ENGHIEN-LES-BAINS  
GAND  
GRENOBLE  
HAMBURG  
KIEFELD  
LILLE  
LISBONNE  
LONDRES  
LYON  
MALINES  
MARSEILLE  
MUNICH  
NEW YORK

NICE  
OSLO  
PARIS  
PAU  
PERIGUEUX  
POISSY  
RENNES  
RUTIL-MAISON  
STIERVAL-EN-LAYE  
SAUMUR  
SCHAUX  
STRASBOURG  
TOULOUSE  
TRIEVES  
VERSAILLES

Adresses détaillées des boutiques sur demande au 42 36 08 89

CHEMISIER

C.A.A.E. IAE

Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises  
D.E.S.S. Diplôme National de 3<sup>e</sup> cycle  
9 mois à temps plein ou 18 mois à temps partiel  
CADRES D'ENTREPRISE  
La formule adaptée à vos besoins  
☎ 45 54 40 10 - 45 57 62 52

ÉTUDIANTS  
La formation complémentaire indispensable  
☎ 45 54 40 10

Test d'entrée le 24/9/88  
Inscriptions avant le 21/7/88  
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES  
Université de Paris 1 - Panthéon Sorbonne  
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15

LE SAVOIR-FAIRE DE L'IAE

Philips Pocket Mémor  
Votre Bloc-Notes Electronique

Sur le vif, en réunion, juste après un entretien, votre bloc-notes électronique, enregistreur des idées, les réfléchit, les note instantanément et les classe. Avec un Pocket Mémor Philips, vous avez jusqu'à une heure par cassette pour sauvegarder vos souvenirs. Grâce à votre temps précieux, augmentez votre efficacité en portant à votre Pocket Mémor Philips, votre mini-bloc de poche.

Philips - le Spécialiste des Appareils à Diodes.

Form de plus simple, plus pratique, utilisez votre bloc-notes électronique pour retrouver le contenu.

Nom \_\_\_\_\_ Fonction \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_

TOUT V. Dep. Grande Diffusion S. Square Mar Hymanne - 75741 Paris Cedex 15. LAM 0

PHILIPS



# Politique

## Situation bloquée en Nouvelle-Calédonie

### Le FLNKS se déclare prêt à maintenir le « statu quo » jusqu'au résultat de l'élection présidentielle

Dix jours après l'attaque de la brigade de gendarmerie de Fayonou, sur l'île d'Ouvéa, le 22 avril, par un « commando » du FLNKS, la situation en Nouvelle-Calédonie apparaît, le lundi 2 mai, bloquée. Quatre autres gendarmes ont été blessés, samedi, à Canala, sur la côte est, où les militants indépendantistes ont constitué un véritable « camp ». Depuis le début de ces violences, le bilan est lourd : sept morts (quatre gendarmes, un jeune métis, une jeune Mélanésienne, l'un des métis anti-indépendantistes acquittés au terme du procès des auteurs de la fusillade de Hémaphysse en décembre 1984), de nombreux blessés (dont treize gendarmes) et toujours vingt-trois otages (dont le commandant du GIGN et un magistrat) retenus dans une grotte difficilement accessible du nord d'Ouvéa.

A ce statu quo sur le terrain correspond un blocage politique.

Le FLNKS considère comme « un pseudo médiateur » l'archevêque de Nouméa, Mgr Michel Calvet, auquel le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, a demandé de prendre contact avec le « commando » d'Ouvéa. L'état-

major indépendantiste considère que ce choix n'engage pas le gouvernement.

De même, le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibou, a accueilli avec ironie la proposition faite, lundi, par les trois parlementaires RPCR du territoire, MM. Jacques Lafleur, Maurice Nouou, députés, et Dick Ukeiwé, sénateur, de s'offrir en otage à la place des vingt-trois hommes retenus à Ouvéa. « C'est du cinéma et des jarnes de crocodiles », a-t-il déclaré au micro de la radio du FLNKS. Ce n'est pas pour faire sortir les gendarmes qu'ils font ce geste ; c'est pour faire pleurer les Français, essayer de faire remonter la cote de Chirac et rattraper la gaffe de Pombou. S'ils veulent être logiques, il faut discuter avec le FLNKS ou alors envoyer comme otage le haut commissaire de la République ou encore le ministre des DOM-TOM... », a ajouté M. Tjibou, en soulignant que les trois parlementaires ne représentaient pas l'Etat français.

Le LKS (Libération kanak socialiste, indépendantiste modéré) a demandé la démission de M. Pons : « Sa présence est devenue, selon lui, un

obstacle à la recherche d'une politique de paix. Sa démission est le plus grand service qu'il peut rendre aujourd'hui au peuple kanak et aux différents communautés du territoire. »

Au nom du FLNKS, M. Léopold Jorédié a fait savoir, pour sa part, que le mouvement indépendantiste avait « très bien entendu » l'appel lancé vendredi par M. Mitterrand, mais il a ajouté : « On ne va pas relâcher les otages gratuitement. Ce sont eux, contre un médiateur nommé par le premier ministre et le président de la République pour discuter d'un référendum d'autodétermination. Le gouvernement nous a craché dessus depuis le 16 mars 1986 chaque fois qu'on a fait appel au dialogue. Aujourd'hui, nous avons les moyens de discuter. Le rapport de forces actuel permet de l'annuler à la table des négociations. La situation à Ouvéa risque, en fait, de ne pas évoluer avant le deuxième tour de l'élection présidentielle s'il n'y a pas de médiateur. C'est le statu quo et c'est insupportable. On veut ainsi éviter un retour de manivelle et avoir des garanties sur ce qui se passera après la libération des otages. »

Dans l'immédiat, le bureau politique du FLNKS demande à l'ONU d'envoyer en Nouvelle-Calédonie une mission d'enquête. Dimanche, à Nouméa, il a qualifié de « prisonniers de guerre », les gendarmes détenus en otage et a envisagé la possibilité d'un « échange éventuel de prisonniers », en faisant allusion aux nombreux militants indépendantistes détenus au Camp Est, prison du territoire.

Le chef de file des broussards apparentés au Front national, M. Justin Gaillennard, dont la liste a obtenu plus de 28 % des suffrages sur la côte ouest, aux élections régionales du 24 avril, a déclaré, pour sa part : « Si François Mitterrand est réélu, les Calédoniens n'auront pas le choix : soit il leur faudra répondre à la violence par la violence, soit ils devront faire leurs valises. » « Notre seule chance, a-t-il dit, à l'instar des dirigeants du FLNKS, c'est d'être en position de force quel que soit le président élu. Le FLNKS veut nous chasser par les armes, pourquoi pas nous aussi. On verra qui gagnera. »

### Drôle de guérilla

(Suite de la première page.)

Les trous sont visibles, palpables, vus, sentis, effectivement, du ciel. Bilan de cette opération hélicoptère : une jeep et deux bateaux de pêche endommagés.

Qu'on ne s'y trompe pas, la guerre n'est pas déclarée. Elle ne l'a été que l'espace d'une journée, par accident, lorsque M. Philippe Bergès, directeur de cabinet du haut commissaire, annonçant l'intervention de la marine contre les « rebelles », a trouvé que la situation en prenait « les allures ». Devant les protestations venues notamment de Paris — « seul le premier ministre n'a pas écarté », confiait un proche de M. Bernard Pons — la guerre a disparu, en même temps, d'ailleurs, que les points de presse de M. Bergès. Les marousins du 3<sup>e</sup> RIMA de Vannes patrouillaient dans les rues de Nouméa, des gendarmes brûlent des cases indépendantistes à Canala, mais il n'y a pas de guerre. Pas plus, bien entendu, que de black-out sur l'information ou de confusion sur le terrain.

Dans ce non-état de guerre, la situation des indépendantistes prend des allures de victoire politique. « Nous sommes dans la seringue », reconnaît-on dans l'entourage du ministre des DOM-TOM. Les vingt-trois otages retenus depuis dix jours dans leur « taupinière » d'Ouvéa ne semblent pouvoir être libérés ni par la force, ni, dans l'immédiat, par la négociation, les indépendantistes refusant de discuter avec M. Pons.

Après avoir laissé parler les « comités de lutte » pendant une semaine, l'état-major du FLNKS a fait entendre sa voix. Le bureau politique réclame un échange de « prisonniers de guerre » : il en appelle à l'ONU, multiplie communiqués et points de presse et

ironise sur « l'armée coloniale » qui a tout essayé sauf « les armes nucléaires ». Il attend, comme tout le monde, les lendemains du 8 mai. « Le prochain gouvernement aussi sera dans la seringue », se console-t-on à peine dans l'entourage de M. Pons. Les indépendantistes réclament un nouveau médiateur envoyé par l'Elysée et Matignon, mais, à moins d'une semaine du deuxième tour de l'élection présidentielle, le ministre dépeché par le gouvernement après l'attaque de la gendarmerie de Fayonou semble condamné à rester. Préoccupé par la situation des otages — les hommes du GIGN, à l'exception du capitaine Legorjus, seraient condamnés tout spécialement à rester dans l'obscurité de la grotte, M. Pons s'efforce d'obtenir des concessions sur le plan humanitaire.

L'archevêque de Nouméa, Mgr Michel Calvet, a été sollicité pour une mission de bons offices. Les rumeurs, a-t-on en effet appris de source proche du ministre, ne sont pas protestants mais catholiques, et l'un d'eux, Alphonse Dianov, responsable des jeunes de l'Union « calédonienne », est même un ancien séminariste. M. Calvet s'est rendu dimanche à Ouvéa mais la radio du capitaine Legorjus était en panne, et il n'a pas pu communiquer avec le groupe. Il a seulement pu faire parvenir un message aux ravisseurs.

Le ministre des DOM-TOM a tenu à faire savoir par un communiqué qu'il ne s'occupait que de l'affaire des otages. Il a été pour le moins surpris, indique-t-on, par le débarquement de Pombou. Le général Jérôme, arrivé de métropole il y a une semaine seulement, ne semble pas encore avoir trouvé de réponse adaptée à la guérilla décentralisée menée par les indé-

pendantistes. Les troupes de gendarmerie réparties sur le territoire pour assurer la protection des bureaux de vote ont dû ensuite être concentrées sur les points chauds. Les brigades se savent la cible privilégiée des indépendantistes qui ne s'en tiennent pas à leurs barrières — femmes et enfants en avant — de 84. Pour certaines, elles semblent atteintes du syndrome d'Ouvéa. Les gendarmes sortent les poubelles ou vont poster la courrière en convoi, mitraillettes pointées au-dessus des véhicules, y compris dans des localités où aucun coup de feu n'a été entendu.

#### « Des milliers de balles par jour »

Sur la route de Canala, le samedi 30 avril, une quinzaine d'hommes sont pétrifiés en position de combat. Ils sont en train de contrôler un jeune Mélanésien à véloporteur. Les barrières ont été déblayées, les indépendantistes se trouvent à leur QG, fusils le long du mur.

Les « comités de lutte » comme dit l'un de ses responsables, attendent des « consignes » du bureau politique, tout autonomes qu'ils soient dans le choix des actions. Mais les gendarmes se savent épiés depuis ces hautes herbes, de chaque côté de la route qu'ils ne traversent jamais.

Un capitaine met en garde contre les barrières piégées (un seul aurait été découvert jusqu'à présent, mais l'existence de ces barrières piégées a fait le tour de l'île). Les gendarmes craignent, quelques jours plus tôt, une voiture piégée. Ils reprochent aux journalistes jusqu'à présent mieux accueillis grâce à leurs laissez-passer établis par le FLNKS, de mettre la sécurité des forces de l'ordre en danger. « Il faudrait bien que les militaires viennent nous aider », grogne le capitaine.

Quelques kilomètres plus loin, dans la cour de leur bâtiment, les militaires bavardent. Ils sont souriants. Dans la localité, ce jour-là, la secrétaire de mairie jardine et, devant la gendarmerie en état de siège, des Mélanésiens anti-indépendantistes jettent au boules. Le lendemain, dimanche 1<sup>er</sup> mai, quatre gendarmes montés

pour une intervention dans la tribu de Mia, seront blessés par balles. Même à Canala, poche de résistance « obstinée », la guerre est insaisissable.

« Des gendarmes tirent des milliers de balles tous les jours et il n'y a pas de blessés », remarque un militaire. Les otages sont là et certains responsables préféreraient que les gendarmes se fassent encore plus discrets dans leurs brigades. Après l'intervention à Pombou, le ministre des DOM-TOM aurait d'ailleurs demandé, indique-t-on de bonne source, au commandement de mettre une sourdine à des opérations de maintien de l'ordre qui s'apparentent parfois à des actions de pure intimidation. « On se pose des questions sur leurs intentions. On ne vit que de la pêche ici », dit un habitant de Pombou, devant le bateau de la coopérative sur lequel huit pêcheurs sortent par roulement tous les trois jours... D'habitude, pour « exporter », et par ces temps de routes bloquées, pour se nourrir. Le « comité de lutte » de Pombou s'interroge d'autant plus qu'il est loin d'être aussi bien armé et entraîné que celui de Canala.

Comme la plupart des dirigeants indépendantistes, M. Nidohé Naisseline, le chef du LKS, a passé le week-end avec ses troupes à Maré. Des barrières étaient prévus sur l'île pendant deux jours, jeudi et vendredi, puis il avait été décidé avec le FLNKS, un arrêt du mouvement pour que le LKS puisse organiser tranquillement la campagne de M. Mitterrand. Le chef de la brigade était venu voir M. Naisseline, qui est également le grand chef coutumier de l'île : la gendarmerie ne serait pas attaquée. Cinq automitrailleuses légères ont pourtant débarqué. Des tirs ont été entendus, semble-t-il, de part et d'autre. « Mais, demain matin, tout rentrera dans l'ordre », proteste M. Naisseline. Quelques jours plus tard, les gendarmes ont pénétré dans deux tribus et, selon lui « effrayé les gens ». « Je ne réponds plus de rien si une telle opération se renouvelait », a-t-il mis en garde.

CORINE LESNES.

### Des ordres en tout sens

« C'est de la multidirectionalité », dit-il, et comme tout le monde le dit, aussi, la grosse tête, c'est de la macrocéphalie du commandement. Ce jugement sévère d'un officier supérieur sur l'organisation du commandement en Nouvelle-Calédonie reflète, en réalité, une opinion largement répandue dans les milieux militaires depuis le début des affrontements sanglants sur ce territoire français.

Trop de responsables ont leur mot à dire, leurs conseils à donner sur le nombre de ministres, l'ordre : un haut commissaire qui, comme les textes l'y autorisent, a pouvoir de réquisition des forces ; un général, commandant supérieur des forces en Nouvelle-Calédonie (le général Vidal) ; un général de gendarmerie qui coordonne les opérations de son arme (le général Jérôme) ; et,

aux côtés de M. Bernard Pons, le ministre des territoires et départements d'outre-mer, le chef du cabinet militaire du premier ministre (le général Bernard Norlain).

A la différence de ce que présente, sur le terrain éventuel des opérations, la tradition militaire symbolisée par le principe « un chef, une mission », la Nouvelle-Calédonie est, en outre, de nombreux militaires qui contestent l'organisation actuelle du commandement de l'ordre, le théâtre des « duplications » de consignes, des ordres donnés et des contre-ordres qui suivent, des directives qui se contredisent, voire de la diarchie du commandement préjudiciable à son efficacité en toutes circonstances.

J. L.

### Sombres références

C'ÉTAIT il y a treize ans, en juin 1975. M. Yann Céron Uregui venait d'être élu président de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie. Dirigeant de l'Union multiraciale, cet ancien instituteur canaque à la barbe blanche n'était pas encore un admirateur du colonel Kadhafi et il ne se doutait pas qu'il deviendrait un jour le « ministre des affaires étrangères » du FLNKS. Pour la simple raison qu'il faisait alors confiance à M. Valéry Giscard d'Estaing, nouveau président de la République française.

Et en ce printemps de 1975, M. Uregui était venu à Paris solliciter une audience du chef de l'Etat, auquel il souhaitait présenter un projet de référendum sur l'autonomie de la Nouvelle-Calédonie, dont le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Olivier Stirn — qui, lui, n'était pas encore socialiste — ne voulait pas entendre parler.

M. Uregui et les cinq autres élus territoriaux qui l'accompagnaient ont attendu deux semaines une réponse de l'Elysée. En vain. De retour à Nouméa, fin juin, le mouvement de M. Uregui, vexé, humilié, se convertissait à l'indépendance. C'était la première fois qu'une formation politique calédonienne optait ouvertement pour une éventuelle rupture avec la France, en réclamant l'organisation d'un référendum d'autodétermination.

#### Un risque d'OAS

En sa qualité d'héritier politique du gauchisme, M. François Lécroix, secrétaire général du Parti républicain, n'était donc pas le mieux placé pour reprocher à M. François Mitterrand, dimanche soir, sur Europe 1, d'avoir entretenu jusqu'à présent les meilleures relations avec les représentants politiques de la communauté canaque.

Si, dans le proche passé, les élus mélanésiens avaient toujours été unis par le pouvoir exécutif avec le même respect que celui qu'un accord généralisait aux élus locaux de métropole, la Nouvelle-Calédonie comparait aujourd'hui moins d'indépendantistes et elle ne souffrirait peut-être pas d'une telle fracture entre ses deux principales communautés.

Si l'UDF, dont M. Lécroix est l'un des fleurons, avait été moins pusillanime à l'égard des orientations du RPR dans l'expression de ses réserves sur la politique menée depuis deux ans par le gouvernement, le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, ne se serait peut-être pas cru autorisé à pratiquer libéralement le coup de force permanent contre les élus les plus représentatifs de la communauté canaque.

En sacrifiant de cette façon à la politique électorale, le secrétaire général du Parti républicain va, en outre, à l'encontre des appels au dialogue lancés par son chef de file, M. Raymond Barre.

Le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Lionel Jospin, était fondé, en revanche, à évoquer, samedi soir, à Tarbes, « une réunion de l'affaire algérienne ». Non seulement les images qui illustrent les opérations militaires menées sur le terrain contre le FLNKS traduisent un véritable état de guerre en plusieurs points du territoire — où l'on parle de « rebelles » à propos des

insurgés — mais l'état-major du FLNKS lui-même se réfère à la guerre d'Algérie.

Dans son numéro du 14 avril, l'organe de l'Union calédonienne, l'Avenir, publiait une enquête sur « le combat du FLN pour l'indépendance, de 1954 à 1968 », qui était conclue par le rappel de la déclaration faite à Tunis, par Ferhat Abbas, le 12 mai 1960. Une déclaration « au peuple algérien » dont certains passages coïncident — et ce n'est évidemment pas un hasard — avec la position adoptée aujourd'hui par le FLNKS au moment où se mettent en place en Nouvelle-Calédonie, sous le pouvoir hégémonique du RPCR, les institutions officiellement validées par les élections régionales du 24 avril : « Des soi-disant élus à la solde du colonialisme siègent déjà dans différentes assemblées françaises. Demain, d'autres « marionnettes » de services sont grosses le lot de domestiques dont le rôle essentiel est de tenir notre idéal d'indépendance et de liberté [...]. Pour n'avoir pas négocié avec les représentants authentiques d'un peuple en combat, le gouvernement français tourne le dos au droit à l'autodétermination et, par voie de conséquence, à la paix [...]. Comment, dans de telles conditions, peut-on rejeter sur nous la responsabilité de la poursuite de la guerre ? [...] Pour mettre fin à la guerre, le moyen le plus court est de faire la guerre aux fausses solutions et aux solutions truquées. Le seul chemin qui mène à une paix véritable est celui qui passe par la négociation... »

Une déclaration qui prend, vingt-huit ans plus tard, en Nouvelle-Calédonie, une étrange résonance. Car il y a bien, en effet, du Ferhat Abbas en M. Tjibou.

Mais ces références, accomplies par l'épreuve de force imposée depuis dix jours par le FLNKS à des autorités déboussolées, ouvrent d'autres perspectives très inquiétantes.

Sur place, en effet, tout le monde — y compris le ministre des DOM-TOM — paraît maintenant se situer dans l'hypothèse de la réélection de M. Mitterrand. Et l'on entend déjà l'extrême droite calédonienne, sortie renforcée du scrutin régional du 24 avril, menacer de reprendre à son propre compte la directive donnée par M. Pons aux forces de l'ordre : « Répondre aux armes par les armes. »

Compte tenu de la psychologie qui règne dans tous les milieux calédoniens, le risque est plus grand que jamais de voir les anti-indépendantistes — qui disposent déjà de milices d'auto-défense et qui ont gagné qu'un nouveau succès de M. Mitterrand n'aboutisse à l'octroi de l'indépendance se lancer dans une aventure désespérée analogue à celle de l'OAS en Algérie.

Il faut espérer que dans un tel cas de figure les dirigeants nationaux du RPR ne pousseront pas l'esprit de revanche jusqu'à encourager à la « résistance », comme ils l'ont fait de 1981 à 1986, les ultras d'une communauté européenne de plus en plus tentée par une indépendance blanche « à la rhodésienne ». En Nouvelle-Calédonie, malheureusement, le pins est souvent sûr...

ALAIN ROLLAT.

### Les réactions en métropole

- M. LÉOTARD : « rougir »
- M. JOSPIN : « un processus fou »

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, secrétaire général du Parti républicain, qui était dimanche soir 1<sup>er</sup> mai l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a notamment reproché à M. Mitterrand d'avoir eu, à l'égard des dirigeants indépendantistes, « une pratique qui consiste à recevoir dans les lambris de la République ceux qui préfèrent la machette à l'isoloir. Je ne suis pas sûr que M. Mitterrand puisse se regarder sans rougir quand on voit ce qu'il a fait dans ce domaine-là. Il est en grande partie responsable de la dégradation d'aujourd'hui dans les territoires et les départements d'outre-mer ».

Les dirigeants socialistes, en revanche, n'ont pas eu de mots assez durs pour condamner le politique du gouvernement. Le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, a affirmé, samedi à Tarbes : « On s'engage là-bas dans un processus fou et absurde, comme s'il s'agissait d'une véritable guerre et comme si certains nostalgiques, avec Le Pen, rêvaient de nous faire, à 20 000 kilomètres de la métropole, dans un petit territoire de cent cin-

quante mille habitants, je ne sais quelle resuscité de l'affaire algérienne. »

Selon M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre, « M. Pons est aujourd'hui un ministre dangereux pour les intérêts supérieurs de la nation. Il a été depuis deux ans un ministre bouffon en imposant un statut partial qui a attisé la violence ; il a agi comme un apprenti sorcier et ses excès verbaux accentuent le caractère d'irresponsabilité de son comportement ».

A quoi M. Georges Sarre, député socialiste de Paris, a ajouté, au cours d'une réunion à Châlons-sur-Marne : « La politique Pons s'achève sur un drame. L'apprenti sorcier continue pourtant à servir. C'est un triste parti qui, sur place, tente d'éteindre les brazières qu'il a allumées. Il demande la dissolution du FLNKS. Chirac n'est pas de ces avis. Ils sont d'accord uniquement pour nous respecter le dossier. Le spectacle est crispant. Leur politique s'étend sous nos yeux. Il se faut-ils reprendre l'affaire calédonienne de zéro... »



هكذا من الأصل



nic

« statu quo » dentelle

Dans l'immédiat, le bureau politique du P.N.S. décide de...

Le chef de file des travaillistes apparaît en fin de compte...

Sombres références

Après 10 ans de silence, un livre de référence...

Le plus grand laboratoire de drogue jamais découvert en Colombie...

En outre, vingt personnes, dont des Italiens et des Colombiens...

Dans le cadre de cette enquête la police a découvert près de Savone...

Chasse Double manifestation en Médoc

Quelques centaines de chasseurs de touristes ont bravé la pluie...

Espace Prochain accord Chine-Bésil

Les ministres chinois et brésiliens des affaires étrangères ont établi...

Religions Un forum catholique à Montpellier

Au cours du week-end de Pentecôte, les 21, 22 et 23 mai, se tiendra à Montpellier...

Selon une étude épidémiologique

La vente libre des seringues a modifié le comportement des toxicomanes

La mise en vente libre des seringues a-t-elle modifié le comportement des toxicomanes ? Un an après cette décision...

Passant de mains en mains et de bras en bras sans désinfection préalable, les seringues sont un redoutable facteur de transmission du SIDA.

Des laboratoires clandestins de cocaïne découverts en Colombie et en Italie

Le plus grand laboratoire de drogue jamais découvert en Colombie a été démantelé...

Situé à environ 170 km au nord-ouest de Bogota...

En outre, vingt personnes, dont des Italiens et des Colombiens, viennent d'être arrêtées...

Dans le cadre de cette enquête la police a découvert près de Savone un important trafic de cocaïne...

en pharmacie. Reculant devant leur prix élevé, nombre d'entre eux avaient recouru au vol dans les hôpitaux, ou dans les pharmacies.

Le SIDA a probablement contribué à modifier la situation dès 1983 mais, survenant dans ce climat d'incertitude...

Aujourd'hui 52 % des toxicomanes déclarent qu'ils achètent leurs propres seringues et ne les prêtent jamais.

Un changement qui n'est pas radical puisque 48 % des personnes interrogées continuent de prêter leur matériel ou d'utiliser des seringues appartenant à d'autres.

Les services de santé américains doivent publier prochainement un rapport classant la nicotine parmi les produits créant une dépendance, au même titre que le drogue.

tre à cinq fois avant de le jeter ; seuls 31 % d'entre eux affirment ne l'utiliser qu'une fois.

Le partage des seringues n'a donc pas disparu, mais le comportement des drogués s'est sensiblement modifié. Le rituel de l'échange des seringues est peu à peu abandonné et parmi les toxicomanes s'instaurent progressivement de nouvelles règles de partage.

En tout état de cause, la libéralisation de la vente des seringues permet aujourd'hui à ceux qui le souhaitent de mieux se protéger contre l'épidémie.

RAPHAËLE RÉROLLE

Un rapport officiel américain

La nicotine est une drogue

Les services de santé américains doivent publier prochainement un rapport classant la nicotine parmi les produits créant une dépendance, au même titre que le drogue.

MÉDECINE

Un virus du SIDA a été découvert chez des chimpanzés

Une équipe de chercheurs français et gabonais pense avoir découvert chez des chimpanzés apparemment indemnes de toute maladie, et vivant à l'état sauvage, un virus a priori très proche de celui responsable du SIDA chez l'homme.

L'annonce de cette découverte a été faite au Centre international de recherche médicale de Franceville au Gabon.

L'équipe, dirigée par le docteur Eric Delaporte, a découvert chez ces chimpanzés toutes les preuves immunologiques (présence d'anticorps) d'une contamination par le virus du SIDA ou VIH 1.

En tout état de cause, la libéralisation de la vente des seringues permet aujourd'hui à ceux qui le souhaitent de mieux se protéger contre l'épidémie.

« Le chaînon manquant »

Encore préliminaires, ces résultats ne manquent pas de passionner les scientifiques et les médecins spécialisés dans l'étude et le traitement du SIDA.

J.-Y. N.

« Les déçus de la Côte d'Azur »

Des retraités remontent à Paris

Sur proposition de M. Jacques Chirac, le Conseil de Paris va modifier prochainement les règles d'attribution des avantages sociaux accordés aux Parisiens âgés.

Confirmation des promoteurs de résidences urbaines et des spécialistes des appartements spacieux : l'âge du rapatriement se situe au-delà de soixante-dix ans.

Le bureau d'aide sociale n'est pas le seul à faire cette constatation. Les promoteurs spécialisés dans la construction de résidences pour personnes âgées notent qu'en région parisienne 10 % à 20 % de leurs clients reviennent de province.

Après des années à Cannes, Simone, soixante-deux ans, a opté pour l'une d'entre elles, située dans une banlieue résidentielle de l'Est parisien.

Quand il croise dans les rues de Cannes les Fontaines (Vaucluse) de futurs retraités en quête d'une bicoque à retaper, Claude Solomon, soixante-six ans, les met en garde.

« Quand il croise dans les rues de Cannes les Fontaines (Vaucluse) de futurs retraités en quête d'une bicoque à retaper, Claude Solomon, soixante-six ans, les met en garde. « Moi, je suis dans ma maison de famille. Pas de problème. Mais j'ai connu plusieurs couples descendus à Lille, Lyon, ou Saint-Etienne, qui ont acheté des mas dans les collines pour leurs vieux jours. Une fois installés, ils n'ont pas supporté d'être considérés comme des étrangers. Et puis l'hiver est dur, »

Après des années à Cannes, Simone, soixante-deux ans, a opté pour l'une d'entre elles, située dans une banlieue résidentielle de l'Est parisien.

« Quand il croise dans les rues de Cannes les Fontaines (Vaucluse) de futurs retraités en quête d'une bicoque à retaper, Claude Solomon, soixante-six ans, les met en garde. « Moi, je suis dans ma maison de famille. Pas de problème. Mais j'ai connu plusieurs couples descendus à Lille, Lyon, ou Saint-Etienne, qui ont acheté des mas dans les collines pour leurs vieux jours. Une fois installés, ils n'ont pas supporté d'être considérés comme des étrangers. Et puis l'hiver est dur, »

Raymond, soixante-huit ans, qui a fait toute sa carrière dans la capitale, a su résister à la tentation de la retraite en province. Il a eu la chance d'hériter d'une maison de famille au Pays basque, mais il a conservé un pied-à-terre à Paris où habite sa fille. Sa femme et lui partagent leur temps entre l'île-de-France et le Sud-Ouest. « Pour nous, dit-il, ni l'œil, ni la déception, ni le retour. Mais j'ai bien conscience que nous sommes des privilégiés. » En effet...

MARC AMBROISE-RENDU.

REPÈRES

Chasse Double manifestation en Médoc

Quelques centaines de chasseurs de touristes ont bravé la pluie, le dimanche 1<sup>er</sup> mai en Gironde, pour occuper symboliquement leurs pylônes de tir et manifester leur intention de pratiquer la chasse de printemps malgré les directives européennes et son interdiction par la loi française.

Espace Prochain accord Chine-Bésil

Les ministres chinois et brésiliens des affaires étrangères ont établi, samedi 30 avril, un projet de coopération spatiale entre les deux pays qui sera signé en juillet prochain. Cet accord concerne la construction d'un satellite d'observation de la Terre et de son rechange d'une valeur de 150 millions de dollars dont 45 millions à la charge du Brésil.

La mauvaise surprise de saint Janvier

Le sang de saint Janvier, martyr du quatrième siècle, patron de Naples, ne s'est pas liquéfié le samedi 30 avril, contrairement à la tradition selon laquelle le miracle se produit à la veille du premier dimanche de mai. Déjà, la procession annuelle des reliques du saint - dont le fameux ampoule remplie d'une substance rouge foncé que les Napolitains attribuent au sang de Janvier - n'avait pas pu avoir lieu en raison d'un violent orage.

Les Napolitains craignent un signe du ciel. On rapporte que c'est grâce à saint Janvier et à son précieux sang qu'une éruption du Vésuve a été arrêtée en 431.

Religions

Un forum catholique à Montpellier

Au cours du week-end de Pentecôte, les 21, 22 et 23 mai, se tiendra à Montpellier le deuxième Forum des communautés chrétiennes, organisé par l'Union des œuvres catholiques de France (UOCF). Le premier avait eu lieu à Lyon en 1984.

Ce forum est destiné à devenir l'un des principaux lieux de réflexion et d'expression des catholiques en France. Neuf grands débats sont prévus à Montpellier sur des thèmes aussi divers que le mariage de la vie et de la mort, le choc des cultures, le mariage et la famille, la formation, la gestion du temps, la rencontre des autres religions, etc.

Renseignements et inscriptions : UOCF-Forum, 21, Rue du Faubourg Saint-Antoine, 75550 Paris cedex 11 ; tél. : 40-02-63-00.

Reliques

Le saint suaire est-il d'époque ?

La datation du saint suaire de Turin va être faite dans trois laboratoires différents (en Suisse, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis) par la méthode du carbone 14. Le pape, à qui l'ex-roi d'Italie Umberto de Savoie a fait don du saint suaire en 1983, a donné son accord. Les techniques actuelles permettent, en effet, de dater un tissu à partir d'un échantillon grand comme un timbre poste.

Les prélèvements nécessaires à la datation ont été faits, le 21 avril dernier, à Turin. Apparu avec certitude dans l'histoire en 1357, ayant appartenu à la maison de Savoie de 1452 à 1983, le saint suaire soulève de multiples questions. On ne peut toujours pas expliquer comment le double image sépia tréma d'un homme vu de face et vu de dos a pu s'imprimer sur le tissu. De toute façon, la datation ne permettra que de situer l'époque où le tissu a été fait. La tradition veut que le saint suaire porte la double image du Christ mort. Mais aucune méthode scientifique de datation ou d'analyse ne donnera jamais l'identité de la personne dont l'image figure sur le saint suaire.

Advertisement for Peugeot 405 Diesel. Text: 'Votre 405 Diesel en livraison immédiate c'est possible chez NEUBAUER'. Includes image of the car and contact information for Neubauser Peugeot.

Advertisement for 'Le rapport Lesourne' by Marc Ambroise-Rendu. Text: 'EDUCATION & SOCIÉTÉ LES DEFIS DE L'AN 2000'. Includes contact information for La Découverte.



# Société

Econduit par l'OFPPRA

## Un ressortissant du Bangladesh est reconnu réfugié politique par la justice

Sayed Solaiman n'en est pas encore revenu : après cinq ans de vaines démarches auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPPRA) et de la Commission des recours, ce ressortissant du Bangladesh vient de se voir reconnaître la qualité de réfugié par... la douzième chambre correctionnelle du tribunal de Bobigny.

Une voie des plus surprenantes : aux termes d'une loi de 1952, une telle décision échoit sans aucune ambiguïté aux autorités administratives. Le tribunal de Bobigny n'en a eu cure. Dans ses audiences, il estime, en effet, qu'il lui appartient d'apprécier la qualité de réfugié dont se prévaut le prévenu. Une petite audace qui a suscité les humeurs de l'OFPPRA et de la Commission des recours, subitement dépossédés de leur « monopole » : la reconnaissance du statut de réfugié politique.

qui mettra fin à quatre ans et demi de séjour irrégulier ? Une semaine plus tard, confiant, il se rend tranquillement à la préfecture de Bobigny muni de son récépissé et d'une lettre de son avocat afin de régulariser sa situation administrative. Mais les autorités lui laissent à peine le temps d'expliquer son cas : il est immédiatement l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière. Le lendemain, le 8 avril 1987, épouvanté à l'idée de regagner son pays, Sayed Solaiman refuse de monter dans l'avion qui doit le rapatrier vers Dacca. Il est alors déféré devant le tribunal de Bobigny pour « refus d'embarquement ».

### Recherche d'une traduction

Six mois plus tard, le jour de l'audience, Sayed Solaiman n'a toujours pas obtenu sa carte de réfugié. Et la Commission a rejeté son recours. L'arrêt de jugement du Bangladesh n'étant accompagné d'aucune explication sur la nature des infractions qui lui sont reprochées. « La Commission souhaitait vérifier qu'il s'agissait bien de délits politiques, rien de plus normal. Mais les articles de loi du Bangladesh sont publics ! Il suffisait donc d'exiger un complément d'information ou de nous demander une traduction de ces articles. Mais on ne classe pas un dossier quand il y a une pièce décisive. Surtout quand elle est si facile à trouver... »

D'ailleurs, quelques semaines suffirent pour trouver une traduction de ce fameux article de loi. Le caractère politique des délits ne fait alors guère de doute. Est incriminée « l'encouragement à l'attaque contre un officier supérieur ». Mais il est trop tard. La Commission a déjà tranché. Le statut de réfugié échappe à une nouvelle fois à Sayed Solaiman. Pour une banale histoire de traduction...

Le tribunal de Bobigny se trouve alors dans une situation singulière : Sayed Solaiman a tout du réfugié politique... à l'exception de l'essentiel : la carte de l'OFPPRA. Cette carte et ce statut qui, justement, le mettraient à l'abri des poursuites pour séjour irrégulier en France... Les magistrats hésitent. Peuvent-ils décommander renvoyer vers le Bangla-

desh un Bangladaï condamné dans son pays pour des délits politiques ? La convention de Genève définit le réfugié comme « une personne craignant, avec raison, d'être persécutée ». N'est-ce pas le cas de Sayed Solaiman ?

Le temps d'un jugement, le tribunal de Bobigny se substitue donc à l'OFPPRA et à la Commission des recours. Le 17 mars 1988, il estime que « le terme de réfugié au sens de l'article premier de la convention de Genève s'applique bien à lui » et que « cette qualité de réfugié doit lui être reconnue ». Une décision qui fera date : si certains tribunaux sont parfois amenés à se prononcer sur des dossiers en cours dans l'attente d'une décision définitive, il est extrêmement rare de les voir ainsi prendre le contre-pied de conclusions de l'OFPPRA et de la Commission des recours.

Les responsables de l'Office ne dissimulent d'ailleurs guère une certaine irritation. « Malgré ce jugement, nous ne sommes absolument pas tentés de délivrer à l'intéressé une carte de réfugié. Bien sûr, il peut demander un réexamen de son dossier et y joindre cette nouvelle pièce. Mais rien de plus. Ce jugement ne s'impose pas à nous. Dans ce domaine, nous jouissons d'une compétence exclusive ».

Quant à la Commission des recours, qui avait éconduit Sayed Solaiman il y a à peine quelques mois, elle fait preuve aujourd'hui d'un certain embarras. Sa tâche n'a toutefois rien d'aisé : le nombre des recours, qui se montait à six cents en 1978, est brutalement passé à deux mille cinq cents, l'année suivante, et aujourd'hui elle doit examiner quatre-vingt mille dossiers par an, alors que sa capacité de jugement n'excède guère neuf mille affaires (1).

Résultat : les demandeurs doivent attendre en moyenne deux ans et demi avant d'être fixés sur leur sort. Sayed Solaiman en sait quelque chose : durant ces cinq années de démarches administratives en France, il aura au moins appris une chose : la patience.

ANNE CHEMIN.

(1) Ces chiffres sont extraits du livre de Frédéric Thébaudin, *La Protection des réfugiés en France*. Presses universitaires d'Als-Marselle.

Ancien juge de l'affaire de Bruay

## M. Henri Pascal devient avocat

M. Henri Pascal, qui avait pris sa retraite de magistrat en 1987 avec le grade de conseiller à la cour d'appel de Douai, devait prêter, mardi 3 mai, le serment d'avocat, après sa décision de s'inscrire au barreau de Béthune (Nord).

Agé de soixante-huit ans, M. Pascal reste pour l'opinion, « le juge Pascal ». Il le doit à la façon personnelle dont il appréhende certaines affaires à l'époque où il occupait au tribunal de grande instance de Béthune les fonctions de juge d'instruction, de 1970 à 1984. Il fut chargé notamment de deux dossiers qui concernent de grands échos : celui concernant le meurtre de Brigitte Dewèvre, commis à Bruay-en-Artois en 1972, et celui ouvert après

la catastrophe minière de Liévin qui avait causé la mort de quarante-deux personnes en 1974. Mais tant pour l'affaire de Bruay que pour le drame de Liévin, les conclusions auxquelles arriva M. Pascal entraînent, en raison du recours à des méthodes originales de ce magistrat, deux décisions de dessaisissement.

Dans l'affaire Dewèvre, le juge avait inculqué un notaire de Bruay qui devait finalement bénéficier d'un non-lieu et obtenir en outre une condamnation du magistrat pour violation du secret de l'instruction.

M. Pascal n'en avait pas pour autant fait amende honorable et continua de se montrer un partisan de l'instruction « ouverte » pour une « transparence de la justice ». Lorsqu'il avait été nommé conseiller à la chambre sociale de la cour d'appel de Douai, promotion aussi tardive que modeste, il avait déclaré : « Ce n'est pas parce qu'on me donne une corvée qu'on changera ma façon de faire ».

Aujourd'hui, las d'une retraite qui lui pèse, M. Pascal estime que dans l'exercice de la profession d'avocat il aura de nouveau l'occasion de se battre pour une justice contre l'injustice.

Les attentats de 1986

## L'avocat d'un des inculpés demande l'annulation de MM. Mitterrand et Chirac

L'avocat d'Anwar Jomaa, Libanais inculpé et écroué depuis avril 1987, dans le cadre de l'enquête sur les attentats parisiens de 1986, demande l'annulation, par le juge d'instruction Gilles Boulogne, de MM. François Mitterrand et Jacques Chirac. M. Jomaa Ouseidik réagit ainsi au vif échange entre le président de la République et le premier ministre en exercice, lors de leur débat télévisé du jeudi 28 avril. Il demande au juge d'instruction d'établir, grâce à ces auditions, « dans quelles circonstances Wahid Gerdji, malgré les charges qui pèsent sur lui, a pu quitter la France » et dans quelle mesure « le pouvoir exécutif est intervenu dans la procédure instruite par M. Boulogne ».

Anwar Jomaa, ajoute M. Ouseidik, est incarcéré depuis un an, et ce malgré le peu de charges qui pèsent sur lui et ses constantes dénégations. Il ne comprend pas que des charges graves, selon M. Chirac, ayant été établies à l'encontre de Wahid Gerdji, celui-ci ait été mis dans la possibilité de retourner en Iran. [...] S'il était exact qu'il y ait eu intervention de l'exécutif dans le déroulement de l'action judiciaire, cela constituerait le crime de forfaiture. Inculpé d'association de malfaiteurs, dans le cadre de la loi antiterroriste, Anwar Jomaa fréquentait Mohamed Moulajer, récemment remis en liberté.

Incendie criminel dans le Val-de-Marne

## Un entrepôt de Flammarion détruit par le feu

Les dix mille mètres carrés de l'entrepôt de l'un des deux centres de distribution parisiens du groupe Flammarion, situé à Chevilly-Larue (Val-de-Marne), ont été entièrement détruits par un incendie criminel, samedi matin 30 avril vers trois heures. Deux heures plus tôt, le gardien avait reçu un coup de téléphone anonyme annonçant qu'une bombe allait exploser dans l'entrepôt. Il avait prévenu le directeur du centre, qui s'était rendu sur les lieux, accompagné de policiers. Rien n'avait été découvert.

Plus tard, sans que l'on sache encore comment, le feu s'est pourtant déclaré et tous les livres entreposés - des dizaines de milliers d'ouvrages qui devaient être livrés en vente rapide aux libraires - ont brûlé. Il apparaît que l'on a utilisé un système perfectionné de mise à feu, à l'intérieur du bâtiment proprement dit. Il est en effet difficile de faire brûler entièrement des livres empilés, serrés et liés dans un emballage qui les protège. Seul l'équipement informatique - programmes et fichiers - est intact. La direction de Flammarion précise, en outre que « les nouveautés de mai, étant entreposées ailleurs, seront livrées normalement » et que « toutes les mesures ont été prises pour garantir, grâce aux autres dépôts, la poursuite de la distribution des ouvrages diffusés par le groupe ».

Comme toujours lorsque des livres brûlent, on cherche le symbole. Mais cette action n'a pas été revendiquée et, aux éditions Flammarion, le sentiment dominant est l'incompréhension : on n'a, pour l'instant, aucune piste, pas plus sur le mobile de ce geste que sur ses auteurs.

Jo. S.

Ecoutes téléphoniques et ventes d'armes

## Une lettre de M. Georges Starckmann

Après notre article (Le Monde du 27 avril) sur la saisie au siège d'une station de radio locale, Radio Zones, d'un enregistrement d'écoutes téléphoniques relatives à des ventes d'armes, M. Georges Starckmann, dirigeant la société helvétique Star Productions S.A. nous a adressé la lettre suivante :

« Dans votre édition du 27 avril 1988, page 16, vous avez relaté des faits concernant des écoutes téléphoniques illégales, diffusées par une radio locale. Il y a un fait important qui n'a peut-être pas été porté à votre connaissance, que cette écoute clandestine a été adressée à Radio Zones

après que j'ai refusé de céder à un chantage. Il m'avait été, en effet, demandé, par une lettre anonyme, de verser une somme de 150 000 francs suisses, faute de quoi toute la publicité désirable serait donnée à ces écoutes.

Les motivations des auteurs de ce délit ne sont donc pas dénuées de nous sommes loin des prétendues raisons philosophiques qui les feraient agir.

Je m'étonne d'autant plus de cette diffusion sur les ondes que j'avais averti les dirigeants de Radio Zones de la tentative de chantage dont j'avais été victime. »

## Les Espagnols n'ont pas attendu le Marché Commun pour conquérir de nouveaux marchés.



Statue équestre de Francisco Pizarro (Trujillo).

L'Espagne n'est pas un lieu commun.

Avouez qu'avec Pizarro et Cortés, les Espagnols ont pris une bonne avance dans la compétition économique. Et ces grands chefs d'entreprise sont nés en Estremadure. Un ciel toujours bleu, des collines de chênes verts, de hautes sierras, cette province ne manque pas de souffle. Partout, on rencontre des sangliers et des moutons et les restaurants de village vous proposeront du ragout de perdrix ou de la soupe au chorizo pour vous remettre de

vos émotions. Et ne vous étonnez pas si après quelques jours, vous vous sentez l'énergie d'un conquérant. Pour tous renseignements, contactez l'Office National Espagnol du Tourisme : 43 ter, avenue Pierre 1<sup>er</sup> de Serbie - 75381 Paris Cedex 08. L'Espagne. Tout sous le soleil.



سكوا من الاصل

la Fnac



**Le Palais de Brany**  
**cal devient avocat**

Le compositeur et chef d'orchestre de Libera qui avait passé la nuit de Noël à Brany, est devenu avocat. Il a été nommé avocat général de la Cour de cassation.

**Incendie dans la cathédrale**  
**La cathédrale de Flammes détruite par le feu**

Un incendie a éclaté dans la cathédrale de Flammes, détruisant une partie de l'édifice.

**Une lettre de M. Georges Starek**

M. Starek a écrit une lettre au président de la République concernant la situation économique.

## TVA sur le disque

# Chers présidentiabiles, 7% la victoire en chantant.

A la Fnac, il existe un 7% qui déplace les foules: le taux de la TVA appliqué à tous les nouveaux enregistrements pendant deux mois après leur sortie (au lieu des 18,6% en vigueur). Une avance sur la loi que la Fnac paie de sa poche.

Aujourd'hui, s'engager à faire baisser le prix du disque peut conduire à la victoire en chantant.

Cette mesure, les jeunes l'attendent avec impatience. Le marché du disque en dépend, la création musicale aussi. Signe de rassemblement, le badge disponible dans toutes les Fnac s'accroche aussi bien sur les vestes que sur les blousons.



la Fnac fait baisser le prix du disque.

thé Commun  
rchés.



ANDRÉ BOUQUIN



# Culture

## MUSIQUES

### Un Festival international à Sarrebourg Sur l'axe Prague-Boston...

Un festival international de musique, avec un programme ambitieux et la redécouverte d'un instrument bizarre, l'harmonica, dans une petite métropole, Sarrebourg.

Sarrebourg, quinze mille habitants, une petite métropole entourée de verdure, avec un vaste arrière-pays ; difficile, a priori, d'y faire beaucoup au point de vue culturel. Pourtant, sous l'impulsion de Pierre Messmer, la ville est sortie de l'anonymat. C'est grâce à lui que Marc Chagall a doté l'antique chapelle des Cordeliers du plus grand et du plus admirable peint-écrivain de ses vitraux : un immense bouquet multicolore qui jaillit comme une flamme du terrain de Sarrebourg, « l'arbre de vie », entouré de personnages bibliques qui symbolisent la paix.

Avec son adjoint à la culture, le Dr Alain Marty, le maire a ensuite créé une école de musique (trois cents cinquante élèves) et une bibliothèque publique pour enfants et adultes (cinq mille abonnés), dans des locaux avoués et lumineux. Mais la vie culturelle n'a pas besoin seulement d'institutions : il lui faut des événements pour l'animer et éveiller les esprits. D'où, après le succès de différentes actions musicales avec l'Institut lorrain des musiques anciennes, la décision de créer un Festival international de musique !

Pas un festival-bateau où l'on rassemble des morceaux célèbres, mais un programme ambitieux embrassant la période 1750-1850, « du siècle des Lumières au romantisme », la formation du langage et de l'orchestre classiques.

Un public de tous âges et de tous milieux a suivi assidûment pendant quatre jours ces concerts qui en auraient ébloui plus d'un à Paris, telles les Cantates de Hesse et

Métastase, chantées par Véronique Dietschy et l'Ensemble Stradivari dans les salles baroques de l'église de Hoff, ou la guirlande de ces compositeurs tchèques (Zach, Benda, Bria, Mysliveček...) interprétés par l'Ensemble Giola della Musica de Prague, qui nous faisaient passer sans heurt du style de Vivaldi à celui de Mozart, comme l'expliquaient très clairement les conférences des docteurs Tomislav Volek et Zdenka Pilková.

Après Prague, c'était de Boston que nous venait Vera Mayer avec son instrument insolite qui polarisait l'attention : « l'harmonica de verre », inventé par Benjamin Franklin en 1761 (après diverses formes plus rudimentaires). Il comporte trente-cinq verres, disposés dans l'ordre chromatique, qui sont peints et plus aigus à droite, au plus gros et grave à gauche, et tournent autour d'un axe (entraînés aujourd'hui par un moteur électrique).

L'artiste en joue avec la pulpe des phalanges, humidifiées, en frottant le bord des verres, et peut atteindre à une certaine agilité, bien que les doigts doivent traîner davantage que sur les touches d'un clavier, par exemple pour obtenir des sons : d'où ces frémissements mystérieux, supraterrains, qui sont si impressionnants, par exemple, dans le divin *Quintette K.617*, de Mozart.

L'harmonica fit fureur à l'époque et l'on compte quelque quatre cents partitions écrites pour lui. Il semble avoir disparu à la suite de l'utilisation qu'en fit un médecin pour mettre ses patients en état d'hypnose. Le médecin s'appelait Franz Mesmer. L'histoire se souviendra que l'instrument a été remis en honneur, en 1988, à Sarrebourg, grâce à Pierre Messmer.

#### Concert champêtre

Parmi les souvenirs les plus beaux du festival, on retiendra encore un concert Beethoven donné par le jeune orchestre anglais du Hanover Band, qui recourt uniquement aux instruments anciens (avec un diapason en laiton), et un concert de Mozart (joué par la Grande Ecurie et la Chambre du Roy). Et soudain on se croyait transporté à Prague, dans le parc de la maison des Dusek, où tout le monde se presse en cette saison pour oublier ses soucis ; c'est là que Mozart a écrit de belles pages pour sa charmante épouse.

Le privilège de ces quatre jours de festival, c'est à leurs côtés que les habitants de Sarrebourg le doivent, ainsi qu'à la participation de l'Etat, des collectivités locales et de divers mécènes. Mais ce programme si original, unique en France, ne pouvait être que dans la tête d'Alain Paquier, le directeur de cet Institut lorrain des musiques anciennes que personne, semble-t-il, n'a été capable de sauver d'un déficit assez modeste (le *Monde* du 15 décembre) ; même la manifestation, qui a réuni un nombre public et beaucoup d'artistes, le 2 avril, dans les salons de l'hôtel de ville de Metz, n'y a rien fait.

A défaut de la ville, le département de la Moselle et la région lorraine (sans parler de l'Etat !) laisseront-ils couler corps et biens un tel animateur de la vie culturelle, un de ces « agitateurs » si nécessaires et si rares dans nos régions ?

JACQUES LONCHAMPT.

et d'accord. Et cela suffisait à renouer complètement le charme de cette musique qu'on croyait découverte.

Pour recréer fidèlement le climat de l'époque, Paul Badura-Skoda était arrivé de Vienne avec son pianoforte Conrad Graf de 1830, un peu faible parfois sous les brillantes et bruyantes couleurs de l'Hanover Band. Même si les touches manquaient parfois d'acidité, le grand pianiste autrichien en tirait des germes de sonorités languoureuses un peu passées, qu'il faisait bondir et reverdir comme des vieilles dames au « bal des ressuscités », dansant tel un vigneron dans sa cave, regardant un Concerto en ut mineur de Beethoven en sa veste et sa vignette primésitaires.

Un autre beau moment du festival (en attendant la Messe en ut mineur de Mozart que Malgoire dirigeait dimanche soir), ce fut, en est après-midi du 1<sup>er</sup> mai un concert champêtre sur la pelouse de l'école de musique. Deux cents personnes écoutaient, visiblement enchantées, des musiques tchèques et prussiennes, et puis l'adorable *Trio pour cors de basset* et la splendide *Sérénade en ut mineur pour vents* de Mozart (joués par la Grande Ecurie et la Chambre du Roy). Et soudain on se croyait transporté à Prague, dans le parc de la maison des Dusek, où tout le monde se presse en cette saison pour oublier ses soucis ; c'est là que Mozart a écrit de belles pages pour sa charmante épouse.

Respecté, célébré dans la communauté du jazz qui s'en agace parfois, Steve Lacy n'a jamais déshérité un public plus restreint, c'est évident, que celui de Madonna, mais quel public, quelle ferveur, quelle amitié. De toute façon, à cet air de modestie infatigablement aimable qu'il promène de petites scènes en grands festivals (lesquels ne dédaignent d'ailleurs pas de l'oublier très régulièrement), on voit mal ce que Steve Lacy ferait du tapage et des plateaux de télévision. Que sa musique, plus proche en sa démarche des grands poètes et des peintres de ce

### « Paris Blues », par Gil Evans et Steve Lacy « Réincarnation d'un oiseau d'amour »

Steve Lacy vivait à Paris, Gil Evans y a joué tant qu'il pouvait. Un disque les réunit : Paris Blues, bien sûr.

Passons, si vous le voulez, sur la perfection de l'interprétation de *Paris Blues*. Où même, sur le goût si fin de sa présentation : l'emballage du disque, le lettrage de la pochette, le soin du moindre détail. Cet enregistrement vient d'être monté, mixé, travaillé, à Paris, par Jean-Jacques Pussieu.

Il réunit, sans autre accompagnement, Steve Lacy, qui vit à Paris depuis vingt ans, et Gil Evans, qui s'y sentait si bien qu'il y jouait tant qu'il le pouvait. *Paris Blues* reprend son titre d'une composition connue de Duke Ellington. La moitié du répertoire vient de Mingus : *Orange Was the Colour of Her Face*, *Then Blue Silk*, *Goodbye Pork-Pie Hat* (en hommage à Lester Young), et *Reincarnation of A Lovebird* (pour Charlie Parker).

Pas un accord, pas une note de ce duo traversé d'émotion qui ne résonne comme une couleur. *Paris Blues* manifeste sans suspension cette délicatesse d'expression qui en rend la modernité très familière. Jamais le son ténor de Steve Lacy n'a été aussi touché de si près l'absolu. Son soprano, dont on sait la difficulté de maîtrise et de justesse, se fonde et se détache sur les impressions de piano (acoustique ou électrique) enchaînées par Gil Evans.

L'un et l'autre, même au bord du silence, au bord du souffle sans le savoir, sont hautes par le même geste du rythme comme un souffle de vie : dans le phrasé ou du bout des doigts. Il y a plus de swing dans ces unissons ouatés ou les amonciés de ce disque que dans toute la musique de ces cinq dernières années. C'est cela sans doute qui met au bord des larmes.

Respecté, célébré dans la communauté du jazz qui s'en agace parfois, Steve Lacy n'a jamais déshérité un public plus restreint, c'est évident, que celui de Madonna, mais quel public, quelle ferveur, quelle amitié. De toute façon, à cet air de modestie infatigablement aimable qu'il promène de petites scènes en grands festivals (lesquels ne dédaignent d'ailleurs pas de l'oublier très régulièrement), on voit mal ce que Steve Lacy ferait du tapage et des plateaux de télévision. Que sa musique, plus proche en sa démarche des grands poètes et des peintres de ce

siècle, échappe aux trivialités du bagout et du « zapping » doit être tenu pour précieux. Une chance irremplaçable.

Et Gil Evans ? Sa sensibilité est de même nature, sa subtilité et sa discrétion aussi. Leur duo, juste après sa *Collaboration* avec Helen Merrill, marque la saison d'une pierre blanche. Cette entrée ensemble, feutrée du piano électrique et doucement acide, ailée, déchirante du soprano, cette entrée si douloureusement pais, pacifique, qu'elle chavire, porte le titre que lui avait donné Mingus : *Reincarnation of A Lovebird*, réincarnation d'un « inséparable », soit, en ornithologie, l'agapornis, l'oiseau de l'amour. Derrière les harmonies enlées de Gil et Steve, on devine « quelque chose de bleu qui paraissait une aile » : l'ombre de Parker, *The Bird*, celle de Mingus, et celle de l'amour, ce qui est tout un.

Gil Evans vient de disparaître (*le Monde* du 23 mars). Le blues de Paris commence.

FRANCIS MARMANDE.  
\* Paris Blues, OWL 049CD.

#### DISQUES

##### Candid en compact

La marque Candid n'aura duré qu'un an (1960). Sa légende est plus durable. Avec ses enregistrements surprenants, cassants, Candid fait figure de mythe. Harmonia mundi lui rend hommage, en diffusant une compilation ou une anthologie, selon qu'on est plus critique ou plus compréhensif. De Fes Russell à Charles Mingus, rien n'y manque. Le catalogue illustre est bien illustré. L'ambition est générale et le prix relativement bas. Mais l'objet manque trop ouvertement de références et d'indications (personnels, dates) : même pour un non-spécialiste.

\* Candid CCD 79000.

##### News for Lulu

C'est inattendu, gonflé, agaçant, et, finalement, on bascule, sous le charme. John Zorn, George Lewis et Bill Frisell, improvisateurs intraitables, semblent lancés, tête baissée, dans la nostalgie de l'époque « free-free ». Mais non : ces nouvelles pour Lulu sonnent plutôt comme les polyphonies du *Hot Five* d'Armstrong, revues sans complexe et avec gaieté.

\* Hat Art, CD 6005.

#### COULISSES

##### Sommet de cuivres à Narbonne

Le deuxième concours international de quintettes de cuivres de Narbonne, manifestation de ce type unique au monde, a lieu du 7 au 14 mai dans la salle des Synodes du Palais des archevêques. Des demandes d'inscription sont parvenues d'Europe, de Chine, du Japon, de Hongkong, du Canada. Dix-huit formations européennes ont été retenues pour cette année, représentant dix nationalités.

Ce concours a lieu tous les deux ans. Le premier prix en 1986 a été décerné à l'Anonymus Brass Quintet, formé par les étudiants de l'académie Ferno-Liszt, invité cette année pour le concert d'ouverture au château de Lastours. D'autres concerts accompagneront le concours.

##### Rendez-vous d'organistes près du Mont-Saint-Michel

Plusieurs stages sont proposés en août aux organistes débutants, ou déjà chevronnés, en l'abbaye de La Lucerne, à quelques kilomètres de la baie du Mont-Saint-Michel.

Du 1<sup>er</sup> au 6 août, François Lombard, ancien élève de Michel Chapuis, d'André Isoir, de Gaston Litaize, et titulaire de l'orgue de Saint-Pierre-de-Calais, dirigera une école d'initiation. Deux niveaux sont prévus. Le niveau A s'adresse à des candidats ayant déjà une grande pratique du piano. Le niveau B intéresse ceux qui ont déjà joué de l'orgue.

Ensuite, du 8 au 13 août, François-Henri Houbart, titulaire du grand orgue de la Madeleine à Paris et professeur au conservatoire d'Orléans, dirigera l'académie : pour la troisième année consécutive, avec des séances d'initiation à l'improvisation, à l'harmonisation de chorales, etc. Le dernier jour, les stagiaires donneront un concert. Le lendemain, ils pourront assister au concert de Michel Chapuis pour l'inauguration de l'orgue de la localité voisine de Saint-Pair-sur-Mer.

\* Renseignements : abbaye de La Lucerne d'Outre-Mer, 50320 La Haye-Pesnel.

##### Paul McCartney enregistre à Moscou

L'ancien Beatle Paul McCartney a signé un contrat avec la maison de disques soviétique Melodia pour l'enregistrement de trois chansons classiques du rock n'roll.

Le quotidien *Komsomolskaïa Pravda* a indiqué, dans son numéro paru samedi 30 avril, qu'une série d'interviews du chanteur seraient publiées à Moscou après le 15 septembre, date de sortie de l'album en Union soviétique.

##### Un roman d'André Hodeir récompensé

C'est finalement à Muskrat (éd. du Seuil), l'excellent roman d'André Hodeir, qu'a été attribué le premier prix Orphée de littérature musicale doté, cette année, à l'initiative du Crédit Industriel et commercial, de 30 000 F. Le jury, composé de spécialistes, a salué dans ce texte en partie autobiographique et l'expres-

#### Le violon solo de l'orchestre de l'Opéra passe au National

Maxime Tholence, un Parisien de vingt-neuf ans, a été nommé à l'unanimité premier violon solo et super-soliste de l'Orchestre national de France. Il partagera le pupitre de premier violon solo avec Bertrand Watrel, récemment nommé.

Dix-sept candidats, de plusieurs nationalités, étaient en lice devant un jury auquel participait le chef américain Lorin Maazel, directeur musical de l'Orchestre national de France. Elève de Pierre Dukan au Conservatoire national supérieur de musique de Paris, Maxime Tholence a obtenu, en 1971, le premier prix de l'Union européenne des conservatoires nationaux ; en 1973, le premier prix du concours international junior de Glasgow et, en 1975, le premier prix, à l'unanimité, du Conservatoire de Paris, où il a suivi dès 1976 des études de troisième cycle. Lauréat, également en 1986, du prix d'interprétation à Son (Suisse), il était depuis 1984 violon solo, premier soliste, à l'Opéra de Paris.

#### La vague zoulou en France

Paul Simon, avec son album *Graceland*, et Johnny Clegg ont ouvert les portes de l'Occident à la musique sud-africaine, à son incroyable précision rythmique et à la richesse de ses harmonies. La firme française Celluloid vient de signer un contrat de licence avec Gallo Records, le plus important label de musique noire et africaine du Sud et présente une première livraison d'albums : ceux de l'artiste livronnais d'origine, Inxuku Endakla, Lucky Dube, celui aussi d'une chorale (Ladysmith black Mambazo) dirigée par Joseph Shabalala et qui participe à l'enregistrement de *Graceland*, enfin le compact de Mahlatini et les Mahotella Queens, un éminent groupe zoulou qui effectuera sa première tournée en France ce mois-ci (le 13 à Rennes, le 14 au Festival d'Amiens, le 15 au Festival d'Angoulême, le 22 à la Fête de Nîmes).

#### Un orchestre pour le Limousin

Le Limousin a désormais son orchestre symphonique. Le concert inaugural aura lieu le vendredi 6 mai. L'OSRL s'est constitué autour de l'orchestre du Grand Théâtre de Limoges, qui traditionnellement spécialise dans l'opéra et l'opéra depuis quelques années de plus hautes ambitions : il a notamment monté cette année le *Vaisseau fantôme*, de Richard Wagner.

Cette formation étoffée par les professeurs des conservatoires régionaux, ainsi que par des musiciens du cachet, débute avec un effectif de soixante-quinze musiciens.

L'orchestre, dirigé par Guy Couderc, le directeur du Grand Théâtre de Limoges, est financé par le conseil régional, qui a voté, pour la première saison 1988-1989, un crédit de 965 000 francs. Pour se développer il devra aussi faire appel au mécénat privé.

#### DANSE

##### « L'Impromptu de Hambourg »

##### Neumeier vu par Béjart

Pour la troupe de Hambourg et son directeur, John Neumeier, Béjart vient de régler un ballet inspiré de Ionesco. Les relations passionnelles d'un chorégraphe et de ses danseurs.

Quand un chorégraphe règle un ballet pour un autre chorégraphe (c'est rarissime), qu'est-ce qu'il s'agit ? Des histoires de chorégraphes.

C'est-à-dire ? D'abord, communs à tous les créateurs, l'angoisse de la page blanche, les moments d'exaltation et les moments de doute, de désespoir. Et puis, si le chorégraphe se double d'un directeur de troupe, les liens très forts qui se tissent entre celle-ci et lui, au cours d'une vie quotidiennement partagée : amour, enrichissement mutuel, mais aussi coexistence, moments de haine, envie de tout laisser tomber.

John Neumeier ayant réglé pour le Ballet du vingtième siècle deux symphonies de Mahler, Maurice Béjart lui avait promis depuis longtemps un ballet pour la troupe de Hambourg. Il y a deux ans, il renoua avec Neumeier et Marcia Haydée Ionesco (ballet qu'il avait lui-même créé en Bréil avec Laura Proenza). Pourquoi pas monter une autre œuvre inspirée par Ionesco, afin de dédier une soirée entières à l'écrivain ?

Béjart lit *l'Impromptu de l'Alme* : ce n'est pas une très bonne pièce de Ionesco, mais elle parle du mécanisme de la création à travers une polémique entre l'auteur, qui se met lui-même en scène, et un critique à trois têtes. « Le domaine de la critique ne m'intéresse nullement », dit Béjart. *En revanche, les relations entre l'auteur et ses invités, mes fascinations, d'où l'idée d'un ballet sur John, qui serait aussi Ionesco et moi-même.*

#### « L'Impromptu de Hambourg »

##### Neumeier vu par Béjart



John Neumeier, Maurice Béjart et Marcia Haydée réajustent *l'Impromptu de Hambourg*.

Voici donc *l'Impromptu de Hambourg*. Dans son propre rôle, seul en scène au lever du rideau, John Neumeier. Qui, à quarante-six ans, a repris du service à la barre pour par des films, treize bouillottes en costume noir. Des personnages en quête d'auteur, ou, pour rester chez Ionesco, des pitons de l'air ? Ils s'envoient bien sûr.

Entre « l'Astre » (Ivan Lisko), à la fois bon et mauvais génie. Il y aura aussi « Elle », à la fois mère, fille, épouse, amante et... femme de ménage (Marcia Haydée, maniant le scotch et le balai comme si elle avait fait ça toute sa vie). Une famille protoque et envahissante : les mauvaises idées dont on ne par-

vient pas à se débarrasser. Deux clowns, pour le reste les films dont Neumeier aime à parfumer ses œuvres. Et des personnages échappés de ballets de Neumeier (c'est un peu pour lui) : *la Dame aux camélias*, *Un tramway nommé Désir*, *la Passion selon saint Matthieu*, *As you like it*, *Come-mostrate*, *la Belle au bois dormant*.

Il y a surtout la troupe des danseurs, accouturés à l'appel de son maître sur les subtilités accoutées des retrouvailles de Tristan et d'Isolde (le reste du temps, la musique est de Hugues Le Bars, que ce voisinage wagnérien ne sert pas). Gamal Gouda, Gigi Hyatt, Anna Grabka, Jeffrey Kirk, s'y distinguent. Ecorché vif, tourmenté, enthousiaste, abatta (« J'en ai marre », dit le voir

de Ionesco), l'air d'un enfant aux grands yeux inquiets, John Neumeier fait une création étonnante. Il se soucie peu d'être un virtuose, il est beaucoup mieux : un de ces rares danseurs qui donnent une importance au moindre geste. Il tient une petite fleur entre ses mains, la regarde, c'est tout un roman.

Au-delà de son intérêt chorégraphique (l'écriture en est plus ressassée, plus fine que celle du récent *Souvenir de Hambourg*), *l'Impromptu de Hambourg* nous touche parce que c'est une nouvelle déclaration d'amour de Béjart à la danse et aux danseurs. « Souvent je me révolte contre ma compagnie, dit-il, mais que serais-je sans elle ? »

SYLVIE DE NUSSAC.

سكوا من الأصل







# Spectacles

## théâtre

### SPECTACLES NOUVEAUX

**LECTURES DE LETTRES**  
**TRAMBOUIL** Café de la danse (43-57-05-35), 18 h 30.  
**LES VOISINS** Th. du Marais (42-78-03-53), 21 h.  
**A MONSIEUR O** Café de la danse (43-57-05-35), 22 h.

### Les autres salles

**CAFÉ DE LA DANSE** (43-57-05-35). O A Monsieur O: 22 h.  
**CARTOUCHIERE THÉÂTRE DE L'AQUARIUM** (43-74-72-74). O Occupants: 20 h 30.  
**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-78-44-45). Et vol... la galère L: 21 h.  
**COMÉDIE CAUMARTIN** (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Élysée: 21 h.  
**COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT** (40-50-00-15). O Mascarade Joyelle: 18 h 30.  
**DAUNOU** (42-61-69-14). Monsieur Méandre: 21 h.  
**DEUX ANES** (46-06-10-26). Bysté...: 21 h.  
**EDGAR** (43-20-85-11). Les Balcons: 20 h 15. Nous en fait on nous dit de faire: 22 h.  
**HUCHETTE** (43-26-38-99). La Cantatrice chauve: 19 h 30. La Lope: 20 h 30. Présent: J'avais toujours quatre ans pour elle: 21 h 30.  
**LE GRAND EDGAR** (43-20-90-09). Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît: 20 h. Pierre Fédin: 21 h 45.  
**LUCERNAIRE FORUM** (45-44-57-34). Théâtre réal: Le Petit Prince: 20 h. Nous, Théo et Vincent Van Gogh: 21 h 15. Théâtre rouge. Veuve mariquée cherche catholique chauve: 20 h 15. La Ronde: 21 h 30.  
**MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE** (43-55-25-23). Buffet côté jardin: 16 h et 18 h.  
**OPÉRA - PALAIS GARNIER** (47-42-53-71). Faust: 19 h 30.  
**THÉÂTRE DE LA MAIN D'OE** (48-05-67-89). Salle L. O L'Écume des jours: 20 h 30.  
**THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS O**. Nuit des Molière: 20 h 30.  
**THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE** (43-66-43-60). Grande salle. L'Incantation: 20 h 30. Petite salle. Les Chaises: 21 h.  
**TINTAMARRÉ** (48-87-31-82). Il était temps que j'arrive: 20 h 15. Sésu: 21 h 30.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-04-00). Et Secundo (800 Barrot): 20 h 30.  
**ZINGARO (CHAPITEAU CHAUFFÉ)**  
**ALEXANDRE-DUMAS** (43-21-28-22). Zingaro: 20 h 15.

### Cafés-théâtres

**AU BEC FIN** (42-96-29-35). Devon existe, le tel remonte: 20 h 30. Hâtes au ciel: 22 h 15 et 23 h 30.  
**AU PIED DE LA BUTTE** (46-06-02-86). Moi: 19 h.  
**BLANCS-MANTEAUX** (48-87-15-84). Salle L. Arc: MC 2: 20 h 15. Guitry, quatre pièces on en a: 21 h 30. Laurent Violet: 22 h 30. Salle II. Les Sacrés Moustres: 20 h 15. Bernardin, calvaire: 21 h 30. Un ouvrage de dames: 22 h 30.  
**CAFÉ D'EDGAR** (43-20-85-11). Thea, voilà deux bouffins: 20 h 15. Mangesons d'hommes: 21 h 30. C'est plus show à deux: 22 h 30.  
**EDGAR III** (43-20-85-11). Le Cabaret des chasseurs au poil: 20 h 15. Le Chronosome chatoilloux: 21 h 30.  
**PETTIT CASINO** (42-78-36-50). Les oies sont volées: 21 h. Nous, on sème: 22 h 30.  
**RIKTOU AU CLOITRE** (43-25-19-92). Les Epis noirs: 20 h 30. O Allons bon v'la autre chose: 21 h 30. O Les Nouveaux Barbaquins: 22 h 30.

### Les Opéras

**OPÉRA DE PARIS, Palais Garnier** (47-42-53-71). Faust, 19 h 30. Opéra en cinq actes de C. Goenod. Mise en scène J. Lavelli, dir. A. Lombart, avec A. Cupido, J. Van Dam, G. Benachova, R. Massie.

### Les concerts

**CENTRE MANDAPA** (45-89-01-60). Darius, 20 h 30. Sitar, sarod, tabla, B. Caillat, zarb. Musique traditionnelle persane.  
**ÉGLISE SAINT-ROCH** (42-61-93-26). Orchestre français d'Oratorio, 20 h 30. Isa. Dir. D. Rautis, avec C. Bajac (soprano), A. Aubin (haute-contre), H. Lamy (ténor), J.-L. Jardon (basse). Avec l'ensemble vocal J. Ibert de Tours. Œuvres de Mozart et Beethoven.  
**SALLE GAVEAU** (45-43-20-30). Cyprien Katsaris, Thomas Zebotzky, 20 h 30. Isa. Programme non communiqué.  
**THÉÂTRE LA BRUYÈRE** (48-74-76-99). Ensemble instrumental La Bruyère, 20 h 45. Isa. Œuvres de Mozart et Chopin.

## cinéma

### La Cinémathèque

**PALAIS DE CHAILLOT** (47-42-24-24)  
**CENTRE GEORGES POMPIDOU** (42-78-35-67)  
 Les Bas-Fonds (1919), de Sidney A. Franklin, 15 h; la Provinciale (1952, v.o.s.), de Mario Soldati, 17 h; Romeo et Juliette (v.r.), de Renato Castellani, 19 h.  
**SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU** (42-78-35-67)  
 Trente ans de cinéma espagnol 1958-1988: Nueve cartas a berta (1965, v.o.), de Basilio Martín Patino, 14 h 30; la Tia Tula (1964, v.o.), de Miguel Piñero, 17 h 30; la Verdad sobre el caso Savolta (1978, v.o.), d'Antonio Drove, 20 h 30.  
**VIDÉOTHÈQUE DE PARIS** (48-26-34-38)  
 Reliche.

### Les exclusivités

**L'AFFAIRE DU CANON NOIR** (Chin., v.o.): Utopia Champillon, 9 (43-26-84-65).  
**LES AILES DU DESIR** (Fr.-All., v.o.): Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).  
**LES ANNÉES SANDWICHES** (Fr.): Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30).

### MERCREDI

Mieux encore que dans ses deux premiers films, Mehdi CHAREF va au cœur de la vie et de la poésie, lucidité et compassion, lyrisme et humour. Il nous livre l'esprit de nos simplifications et de nos timidités. C'est un formidable cinéma.  
*Chouchou* © C. CHAREF  
 C'est simple, c'est beau, fier et terriblement vrai. Le cinéma français pour être fier d'avoir Mehdi CHAREF dans ses rangs. Bravo à Mehdi et à ses deux interprètes principaux.  
**PHILIPPINE LEROY-BEAULIEU** **REMI MARTIN**

**L'HISTOIRE D'UN MEC SIMPLE ET D'UNE FILLE COMPLIQUÉE**



**Canonville**  
 le nouveau film de  
**MEHDI CHAREF**

### Lundi 2 mai

**LA BOHÈME** (Fr., v.o.): Vendôme Opéra, 2 (47-43-97-52); UGC Rocoude, 6 (45-74-94-94).  
**BREVEZ RENCONTRES** (Sov., v.o.): Épis de Bois, 9 (43-37-57-47).  
**BROADCAST NEWS** (A., v.o.): Forum Orient Express, 1 (43-33-42-26); Saint-Germain Huchette, 9 (46-33-63-20); Elyées Lincoln, 4 (43-59-36-14); Sept Parisiens, 14 (43-20-32-20).  
**CHINA GIRL** (A., v.o.): Rex, 2 (42-36-83-97).  
**CHOLÉRIAS** (Fr.): UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Normandie, 6 (45-63-16-16); UGC Odéon, 6 (45-74-94-94); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**CORENTIN** (Fr.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Pathe Hausteufille, 6 (46-33-79-38); Pathe Marignan-Concorde, 6 (43-59-92-82); Saint-Lazare-Panor, 6 (43-47-35-43); Parismont Opéra, 9 (47-42-56-31); Les Nations, 12 (43-43-04-67); Fauvette, 13 (43-31-56-66); Gaumont Opéra, 14 (43-27-84-50); Pathe Montparnasse, 10 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-37); Pathe Clichy, 18 (45-79-33-00); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**CEY FREEDOM** (Brit., v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Saint-Michel, 5 (43-26-79-17); Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23); Gaumont Opéra, 9 (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.f.: Brétagne, 6 (42-23-57-97); Parismont Opéra, 9 (47-42-56-31).  
**DANCERS** (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Pathe Hausteufille, 6 (46-33-79-38); George V, 6 (45-62-41-46); Trois Parisiens, 14 (43-20-32-20); Pathe Mayfair, 16 (45-25-27-06); v.f.: Parismont Opéra, 9 (43-27-84-50); La Galaxie, 13 (43-80-18-03); Les Montparnasse, 10 (43-27-52-37); Convention Saint-Charles, 15 (43-43-04-67); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Champ-Élysées, 9 (47-20-76-23); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-25); v.f.: Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33).  
**LIASON FATALE** (A., v.o.): George V, 6 (45-62-41-46); v.f.: Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41); Gaumont Opéra, 9 (43-27-84-50); Les Nations, 12 (43-43-04-67); H. Lamy (ténor), J.-L. Jardon (basse). Avec l'ensemble vocal J. Ibert de Tours. Œuvres de Mozart et Beethoven.  
**MA VIE DE CHIEN** (Sv., v.o.): 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Trois Parisiens, 14 (43-20-32-20).  
**MARVELLUS** (Esp., v.o.): Latina, 4 (42-78-47-86).  
**NEUF SEMAINES ET DEMIE** (A., v.o.): Le Triomphe, 6 (45-62-45-76).  
**PONDICHERY JUSTE AVANT L'OUBLI** (Fr.): Studio 43, 9 (47-70-63-40).  
**PRICE UP YOUR EARS** (A., v.o.): Cinépolis, 6 (46-33-10-82).  
**PRINCE DES TÉNÉRES** (A., v.o.): Forum Orient Express, 1 (43-33-42-26); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Normandie, 6 (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Opéra, 9 (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); UGC Gobelins, 13 (43-43-04-67).  
**PRINCESS BRIDE** (A., v.o.): Saint-Michel, 5 (43-26-79-17); UGC Biarritz, 9 (45-62-41-46); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33).  
**RUNNING MAN** (A., v.o.): UGC Ermitage, 9 (45-62-41-46); Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).  
**SAMMY ET ROSE S'ENVOIENT EN L'AIR** (Brit., v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); La Pagode, 7 (47-05-12-13); Gaumont Champeigne, 6 (43-26-58-00); Gaumont Ambassador, 6 (43-59-19-08); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).  
**SEPTEMBER** (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Gaumont Ambassador, 6 (43-59-19-08); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33).  
**SUR LA ROUTE DE MADRID** (Brit., v.o.): Épis de Bois, 9 (43-37-57-47).  
**TRAQUE** (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Pathe Hausteufille, 6 (46-33-79-38); Pathe Marignan-Concorde, 6 (43-59-92-82); Sept Parisiens, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.f.: Pathe Français, 9 (47-70-33-88); UGC Lyon Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Pathe Montparnasse, 10 (43-20-12-06); Pathe Clichy, 18 (45-79-33-00).  
**36 FILLETTE** (A., v.o.): Épis de Bois, 9 (43-37-57-47).  
**LES TRIBULATIONS DE MON GÉNÉRAL PÈRE** (A., v.o.): Cocom, 6 (45-44-28-80); Le Triomphe, 6 (45-62-45-76); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); L'Europe, 14 (45-43-41-63).

**TWIST AND SHOUT** (Dan., v.o.): Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).  
**UN ENFANT DE CALABRE** (It.-Fr., v.o.): Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).  
**UN ZOO LA NUIT** (Can., v.o.): Forum Orient Express, 1 (43-33-42-26); v.f.: Miramar, 14 (43-20-89-52).  
**URGENTES** (Fr.): Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).  
**LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE** (Fr.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-33-74); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Gaumont Opéra, 9 (43-27-84-50); v.f.: Miramar, 14 (43-20-89-52); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-37); Le Maillo, 17 (47-48-06-51); Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**LE DERNIER EMPEREUR** (Brit.-It., v.o.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-33-74); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-40); Sept Parisiens, 14 (43-20-32-20); v.f.: Pathe Impérial, 2 (47-42-72-52); Fauvette, 13 (43-31-56-66); Mistral, 14 (45-39-52-43).  
**LA DERNIÈRE IMPÉRATRICE** (Chin., v.o.): Brétagne, 6 (42-23-57-97); Gaumont Ambassador, 6 (43-59-19-08).  
**260 CHRONO** (A., v.o.): UGC Normandie, 6 (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).  
**ECLAIR DE LUNE** (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); Gaumont Ambassador, 6 (43-59-19-08); George V, 6 (45-62-41-46); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Gaumont Opéra, 9 (43-27-84-50); v.f.: Parismont Opéra, 9 (43-27-84-50); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-37).  
**ECRIT SUR DU VENT** (A., v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30).  
**EMPIRE DU SOLEIL** (A., v.o.): Forum Orient Express, 1 (43-33-42-26); George V, 6 (45-62-41-46); v.f.: Parismont Opéra, 9 (43-27-84-50); Pathe Marignan-Concorde, 6 (43-59-92-82); UGC Biarritz, 9 (45-62-41-46); v.f.: Pathe Impérial, 2 (47-42-72-52); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).  
**LE FESTIN DE BARETTE** (Dan., v.o.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36); Cluny Palace, 9 (42-71-52-36); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Le Maillo, 17 (47-48-06-51).  
**FRANÇOIS** (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); La Pagode, 7 (47-05-12-13); Gaumont Ambassador, 6 (43-59-19-08); George V, 6 (45-62-41-46); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Escorial, 13 (47-07-28-04); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-25); Kinopanorama, 15 (43-06-50-50); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); Pathe Français, 9 (47-70-33-88); Les Nations, 12 (43-43-04-67); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36); Cluny Palace, 9 (42-71-52-36); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Le Maillo, 17 (47-48-06-51).  
**FRANÇOIS** (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); La Pagode, 7 (47-05-12-13); Gaumont Ambassador, 6 (43-59-19-08); George V, 6 (45-62-41-46); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Escorial, 13 (47-07-28-04); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-25); Kinopanorama, 15 (43-06-50-50); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); Pathe Français, 9 (47-70-33-88); Les Nations, 12 (43-43-04-67); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36); Cluny Palace, 9 (42-71-52-36); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Le Maillo, 17 (47-48-06-51).  
**MASQUE** (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); La Pagode, 7 (47-05-12-13); Gaumont Ambassador, 6 (43-59-19-08); George V, 6 (45-62-41-46); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Escorial, 13 (47-07-28-04); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-25); Kinopanorama, 15 (43-06-50-50); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); Pathe Français, 9 (47-70-33-88); Les Nations, 12 (43-43-04-67); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36); Cluny Palace, 9 (42-71-52-36); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Le Maillo, 17 (47-48-06-51).  
**MASCARA** (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); La Pagode, 7 (47-05-12-13); Gaumont Ambassador, 6 (43-59-19-08); George V, 6 (45-62-41-46); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Escorial, 13 (47-07-28-04); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-25); Kinopanorama, 15 (43-06-50-50); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); Pathe Français, 9 (47-70-33-88); Les Nations, 12 (43-43-04-67); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36); Cluny Palace, 9 (42-71-52-36); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Le Maillo, 17 (47-48-06-51).  
**MATADOR** (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); La Pagode, 7 (47-05-12-13); Gaumont Ambassador, 6 (43-59-19-08); George V, 6 (45-62-41-46); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Escorial, 13 (47-07-28-04); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-25); Kinopanorama, 15 (43-06-50-50); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); Pathe Français, 9 (47-70-33-88); Les Nations, 12 (43-43-04-67); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36); Cluny Palace, 9 (42-71-52-36); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Le Maillo, 17 (47-48-06-51).  
**MASCARA** (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); La Pagode, 7 (47-05-12-13); Gaumont Ambassador, 6 (43-59-19-08); George V, 6 (45-62-41-46); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Escorial, 13 (47-07-28-04); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-25); Kinopanorama, 15 (43-06-50-50); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); Pathe Français, 9 (47-70-33-88); Les Nations, 12 (43-43-04-67); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36); Cluny Palace, 9 (42-71-52-36); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Le Maillo, 17 (47-48-06-51).  
**MASCARA** (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); La Pagode, 7 (47-05-12-13); Gaumont Ambassador, 6 (43-59-19-08); George V, 6 (45-62-41-46); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Escorial, 13 (47-07-28-04); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-25); Kinopanorama, 15 (43-06-50-50); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); Pathe Français, 9 (47-70-33-88); Les Nations, 12 (43-43-04-67); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36); Cluny Palace, 9 (42-71-52-36); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Le Maillo, 17 (47-48-06-51).  
**MASCARA** (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); La Pagode, 7 (47-05-12-13); Gaumont Ambassador, 6 (43-59-19-08); George V, 6 (45-62-41-46); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Escorial, 13 (47-07-28-04); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-25); Kinopanorama, 15 (43-06-50-50); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); Pathe Français, 9 (47-70-33-88); Les Nations, 12 (43-43-04-67); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36); Cluny Palace, 9 (42-71-52-36); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Le Maillo, 17 (47-48-06-51).  
**MASCARA** (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); La Pagode, 7 (47-05-12-13); Gaumont Ambassador, 6 (43-59-19-08); George V, 6 (45-62-41-46); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Escorial, 13 (47-07-28-04); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-25); Kinopanorama, 15 (43-06-50-50); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); Pathe Français, 9 (47-70-33-88); Les Nations, 12 (43-43-04-67); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36); Cluny Palace, 9 (42-71-52-36); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Le Maillo, 17 (47-48-06-51).  
**MASCARA** (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); La Pagode, 7 (47-05-12-13); Gaumont Ambassador, 6 (43-59-19-08); George V, 6 (45-62-41-46); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Escorial, 13 (47-07-28-04); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-25); Kinopanorama, 15 (43-06-50-50); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); Pathe Français, 9 (47-70-33-88); Les Nations, 12 (43-43-04-67); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36); Cluny Palace, 9 (42-71-52-36); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Le Maillo, 17 (47-48-06-51).  
**MASCARA** (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); La Pagode, 7 (47-05-12-13); Gaumont Ambassador, 6 (43-59-19-08); George V, 6 (45-62-41-46); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Escorial, 13 (47-07-28-04); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-25); Kinopanorama, 15 (43-06-50-50); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); Pathe Français, 9 (47-70-33-88); Les Nations, 12 (43-43-04-67); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36); Cluny Palace, 9 (42-71-52-36); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Le Maillo, 17 (47-48-06-51).  
**MASCARA** (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); La Pagode, 7 (47-05-12-13); Gaumont Ambassador, 6 (43-59-19-08); George V, 6 (45-62-41-46); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Escorial, 13 (47-07-28-04); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-25); Kinopanorama, 15 (43-06-50-50); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); Pathe Français, 9 (47-70-33-88); Les Nations, 12 (43-43-04-67); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36); Cluny Palace, 9 (42-71-52-36); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Le Maillo, 17 (47-48-06-51).  
**MASCARA** (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); La Pagode, 7 (47-05-12-13); Gaumont Ambassador, 6 (43-59-19-08); George V, 6 (45-62-41-46); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Escorial, 13 (47-07-28-04); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-25); Kinopanorama, 15 (43-06-50-50); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); Pathe Français, 9 (47-70-33-88); Les Nations, 12 (43-43-04-67); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36); Cluny Palace, 9 (42-71-52-36); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Le Maillo, 17 (47-48-06-51).  
**MASCARA** (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (







# Histoire

Deux ouvrages américains sur la vie de Roy Cohn et le maccarthysme

## Un enfant prodige qui avait mal tourné

WASHINGTON  
correspondance

**« Auriez-vous tous perdu jusqu'au moindre bon sens ? »** s'écria l'avocat Welch, apostrophant le sénateur Joe McCarthy, en plein débat sur la subversion communiste. C'était au printemps 1954 ; rivés à leurs téléviseurs, les Américains vivaient en direct la fin de leur cauchemar, mais ils ne le savaient pas encore.

Depuis quatre ans, le pays tout entier livré à l'hystérie anticommuniste vivait au rythme des scandales et des délations. Après s'en être pris avec succès au département d'Etat, puis à l'administration, McCarthy et ses sbires, non contents d'avoir « épuré » tous les corps de la société américaine, avaient entrepris cette fois de s'attaquer à l'armée. C'était vider trop haut.

Las des excois qui mettaient en péril l'unité du pays et ses institutions, le président Eisenhower et le Congrès allèrent mettre au terme à la « chasse aux sorcières ». Retrouvant leur « bon sens », les sénateurs ne tardèrent pas, en septembre, à censurer McCarthy, par soixante-neuf voix contre vingt-deux. Déchu et désavoué par ses pairs, le sénateur allait sombrer dans l'alcoolisme et mourir deux ans plus tard, presque dans l'anonymat.

Un homme, presque un jeune homme — il avait vingt-six ans — allait survivre à cette débâcle politique. Cet homme, un des plus fervents zélateurs du maccarthysme, au regard dur et aux yeux bleus d'acier, c'était Roy Cohn, l'assistant officiel de McCarthy dans sa lutte contre les « rouges ». Il s'était fait connaître quelques années plus tôt, lorsque visitant l'Europe avec son ami Schine, fils d'hôtelier et surcoube obscur auteur de pamphlets anticommunistes, tous deux avaient « purgé » les bibliothèques américaines de leurs livres « subversifs ».

L'amitié de Cohn avec Schine, qui tantôt de se faire dispenser de ses obligations militaires, allait le conduire à engager une lutte perdue d'avance contre l'armée. C'est cette insistance à vouloir chasser les agents « rouges » présumés infiltrés dans le ministère de la Défense qui précipitera la chute de McCarthy. Roy Cohn, lui, s'en remit très vite. Il reprit tout bonnement sa carrière d'avocat.

Sa réputation d'agressivité, son manque de scrupules, sa méchanceté étaient telles qu'ils lui valurent une seconde notoriété. Equilibriste financier, empruntant des dollars qu'il ne remboursait pas ou tardivement, il vivait au-dessus de ses moyens et cultivait avec art des relations dans tous les milieux. Il devint ainsi une personnalité du tout New York, fréquentant les clubs à la mode, s'affichant aux côtés des célébrités politiques et artistiques.

Ce personnage détestable n'en a pas moins exercé une sorte de fascination sur ses contemporains, comme en témoignent deux livres récents publiés sur la vie scandaleuse de cet anti-héros de grande classe qui opérait au grand jour, sans s'abriter derrière un moralisme hypocrite.

L'ouvrage de M. Sidney Zion (1), un ami personnel, est une biographie récente basée sur les enregistrements des confidences de Cohn mais interrompus par sa mort en août 1986. Ce qui oblige l'auteur à écrire lui-même les derniers chapitres.

L'intérêt du livre réside dans certains détails. On apprend, par exemple, que Cohn, procureur adjoint dans le retentissant procès des Rosenberg, téléphonait quotidiennement au juge Kaufman, chargé de l'affaire (celui-ci lui devait sa promotion). Et, contrairement à l'éthique, il lui faisait les plus vives recommandations sur la conduite du procès et sur les sentences. Il insistait en particulier, à une époque où le monde entier, n'ayant pas encore la preuve de leur culpabilité, était en proie à la plus vive émotion, pour qu'Ethel Rosenberg soit condamnée à mort.

**« Elle est pire que son mari, c'est elle qui organise la trahison »,** déclare Cohn, ajoutant ensuite avec satisfaction « justice est faite ». Dans le livre, Roy Cohn apparaît comme un homme arrogant, très imbu de sa personne, s'estimant un « pur intellectuel », supérieur à « toutes les médiocrités » qu'il combattait. A ceux qui lui demandent

comment il a pu supporter un « salut » comme Cohn, Zion, un libéral, répond en citant le philosophe Meucken : « Un monde sans pécheurs serait ennuyeux pour les hommes gens ».

### Un « Wunderkind » cynique

Le second livre (2), de von Hoffman, bien que trop bouffé et mal construit, est plus complet. Il s'attache à retracer la vie tumultueuse de Roy Cohn, ce fils d'un juge juif du Bronx, dans la banlieue de New York, qui devait sa nomination à des machinations politiques. Ainsi, dès son plus jeune âge, Roy naviguait dans les eaux sales de la politique démocratique locale. Il apprit rapidement comment jouer de son influence, utiliser ses relations, pratiquer le chantage, corrompre ou intimider.

A seize ans, il réussissait à faire annuler les contraventions de ses professeurs, et même à obtenir sa première commission après un contrat douteux. Ce Wunderkind (enfant prodige) en remontra très rapidement en matière de combats à son père, sous l'aile admirative de sa mère qui couvait son « petit prince » assez doué pour entrer à vingt ans au barreau de New York.

Il réussit dans son métier, sachant trouver le « bon juge », le bon « gangster repenti », les relations influentes, et bernait la justice par des demi-vérités assénées d'une voix tonitruante. « Je ne veux pas savoir ce que dit la loi, mais connaître le nom du juge », avait-il coutume de proclamer. Roy Cohn avait de nombreux amis : Edgar Hoover, le chef du FBI, qui participa activement à la chasse aux rouges, le cardinal Spellman de New York, quelques gangsters connus et plusieurs journalistes d'extrême droite. Il avait aussi d'autres amis plus obscurs auxquels il offrit ses services gratuitement.

Mais il s'était fait des ennemis, notamment Robert Kennedy qui avait brigué en vain le poste de conseiller du comité McCarthy. Devenu attorney général, Kennedy poursuivit de sa vindicte son ancien rival. Cohn fut ainsi deux fois inculpé à la suite d'affaires suspectes, mais finalement acquitté. Néanmoins, il devait 7 millions de dollars au fisc et fut finalement radié du barreau quelques semaines avant sa mort. Cette sanction fut le coup de grâce donné à un homme hospitalier et condamné par les médecins. « Roy tourna le dos au monde et son visage contre le mur », écrit l'auteur. Il mourut officiellement d'un cancer, en fait, du sida.

### Un homosexuel honteux

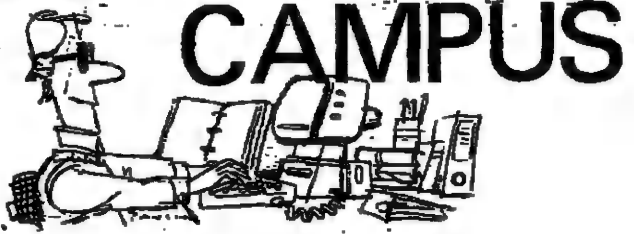
Le livre de von Hoffman s'étend sur la vie privée du personnage qui était un homosexuel honteux, s'affichant avec des femmes connues, comme la journaliste Barbara Walters. Accompagné de ses petits amis, il prit même la parole pour dénoncer les homosexuels devant une organisation de défense de la famille. En fait, il ne se considérait pas comme homosexuel, car, pour lui, « un homosexuel ne pouvait être qu'efféminé ».

Mais l'auteur raconte dans tous ses détails les aventures sordides de Cohn avec des prostituées mâles recrutées dans des bars spécialisés et qu'il recevait à bord de son yacht. Son homosexualité, disent les psychiatres, il la devait à sa mère, une caricature de la « mamma juive », qui vécut avec lui jusqu'à la fin, l'étouffant de sa sollicitude.

Jusqu'à ses derniers jours, il nia tout : son homosexualité, ses nombreux flirts qui lui avaient pourtant laissé des cicatrices, son épaulement dû au SIDA. Il mourut avec courage sans rien se reprocher, sans repentir. Il resta fidèle à lui-même, ne se cherchant aucune excuse, et n'essayait pas plus de se réfugier dans un moralisme tardif. Car Roy Cohn était sans doute tout le contraire d'un Tartuffe et, selon la formule d'un commentateur de l'époque, « il était facile de le haïr, mais difficile de le détester ».

HENRI PIERRE.

(1) *The Autobiography of Roy Cohn*, de Sidney Zion. Ed. Lyle Stuart, 284 pages, 18,95 dollars.  
(2) *Citizen Cohn*, de Nicholas von Hoffman. Doubleday, 483 pages, 19,95 dollars.



## Petits frères italiens

« CAMPUS », le supplément universitaire du Monde, a fait des petits en Italie... A l'occasion d'un débat organisé avec l'université de Gênes à la Foire de Milan, il est apparu que deux quotidiens, le *Sacolo XIX*, qui paraît en Ligurie, et *Italia Oggi*, journal économique publié dans la capitale lombarde, se sont, ces derniers mois, dotés d'un supplément « Campus ». Les représentants de ces deux publications, Carlo Rognoni, directeur du quotidien génois, et Pierluigi Magnaschi, responsable d'*Italia Oggi*, ont très sportivement reconnu en avoir emprunté le titre au Monde — en adaptant la formule : un supplément hebdomadaire de quatre pages, au lieu d'un mensuel de seize pages.

Les participants à la table ronde — professeurs d'université, directeurs ou représentants de journaux consacrant une place régulière à l'information sur l'enseignement supérieur — ont estimé que la péninsule en est encore aux balbutiements dans ce domaine. « De temps en temps un rédacteur en chef décide de faire un « safari Université » à joindre déclaré l'un des journalistes présents pour illustrer le manque de suivi en ce domaine, assez général dans la presse italienne. Aussi les représentants des divers titres à la table ronde de Milan ont-ils indiqué que l'un de leurs objectifs était de créer un patrimoine de connaissances approfondies sur l'enseignement supérieur ».

Pour *Sacolo XIX*, le but premier a été, selon M. Rognoni, de créer un campus pour une université, celle de Gênes, qui précédemment n'en a pas, parce que ses facultés sont dispersées dans toute la ville ». quant à *Italia Oggi*, il entend, a précisé M. Magnaschi, « signaler aux lecteurs, et [surtout] aux responsables d'entreprise, les mérites de certains étudiants, en analysant dans les domaines de notre intérêt journalistique — gestion, jurisprudence, ingénierie... — les thèses qui nous paraissent les meilleures ».

J.-P. C.

**Concours de financiers**  
Le Club des jeunes financiers organise le Concours du meilleur financier 1988, ouvert aux étudiants de troisième année des écoles de commerce, de deuxième et troisième cycles universitaires et de cycles spécialisés à vocation financière. Deux prix récompenseront l'auteur du meilleur mémoire financier (soujet et forme libres) et du meilleur financier à thème : « Les banques face à leurs risques ». Date limite, du dépôt des mémoires : 31 octobre.

(Club des jeunes financiers, 44-46, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris. Tél. : 45-20-70-04.)

**Tradition et modernité**  
ESCP 78, avenue de la République, 75643 Paris Cedex 11. Tél. : 43-68-38-08.

# Le Carnet du Monde

## Naissances

— Patricia et Jean BAKTHEMY partagent avec Guillaume, la joie d'annoncer la naissance de

**Camille-Laure**, le 10 avril 1988, à Tokyo.

King Homes 54-6-5-36, Miami-Aoyama Minato-Ku, Tokyo 107 (Japon).

— Etoile Starlight, a le bonheur d'annoncer la naissance de

**Romain Scott**, le 28 avril 1988, à Paris.

Anne-Marie et Gérard Berland, 14, rue de la Renardière, 94300 Vincennes.

## Décès

— C'est avec un profond chagrin que Jacques, Christiane et Christophe Bassou font part du décès de

**M<sup>me</sup> BASSOUS**, née Antoinette Bouchaud, leur merveilleuse mère, belle-mère, grand-mère, le jeudi 28 avril 1988, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu à Nice dans l'intimité.

Résidence de France, Le Rambouillet, avenue des Chênes, 06100 Nice.

— Le professeur et M<sup>me</sup> P. Blanquet, leurs enfants et petits-enfants, Et toute la famille, font part du décès de

**M<sup>me</sup> Louise BLANQUET**, née Fabre, professeur honoraire de la faculté de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand, officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques,

survécu à Bordeaux le 20 avril 1988, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le 23 avril 1988, à Bordeaux et Chamalères.

P. Blanquet, 92, rue Fauriol, 33000 Bordeaux.

— Jean BRULEY est entré dans la paix de Dieu, le 30 avril 1988, à l'âge de soixante-six ans.

Monique Bruley, Marie-Claire Bruley, Odile et Finn Skjelvaug, François et Margaret Bruley, Anne Bruley, ses enfants, Mathieu, David, Noémie, Maëlle et Aïna, ses petits-enfants, Sa famille, Et ses amis,

vous invitent à vous unir par votre présence au service funéraire qui sera célébré le jeudi 5 mai, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame-de-Beauregard, La Celle-Saint-Cloud (Yvelines).

13, les Fiverts, 78170 La Celle-Saint-Cloud.

## La mort d'un grand écrivain de science-fiction

### Clifford D. Simak, le « romantique »

Clifford D. Simak, l'un des auteurs majeurs de la science-fiction américaine, est mort lundi 25 avril au centre médical de Minneapolis (Minnesota) des suites d'une leucémie. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans. Son décès a été annoncé par le centre médical trois jours après sa mort.

Clifford D. Simak, né le 3 août 1904 dans le Wisconsin, a commencé discrètement sa carrière d'écrivain en 1931. Parallèlement à son métier de journaliste, qu'il exerça jusqu'en 1976 au *Minneapolis Star*. Après une éclipse de près de sept ans, il revint sur la scène littéraire à la fin des années 30 avec une série de nouvelles publiées dans des magazines populaires comme *Amazing*. Jusque dans les années 50, il travaille essentiellement pour des revues de ce type. C'est là qu'il publie notamment le saga qui constituera *Demain les chiens* (1), recueil paru en 1952, qui est sans doute son ouvrage le plus connu. Clifford D. Simak a obtenu trois prix Hugo (l'un des deux principaux prix dans le domaine de la science-fiction) dont l'un dans la catégorie Romans pour *Au carrefour des étoiles* (1).

Auteur de près d'une trentaine de romans et recueils de nouvelles, Simak est l'un des rares « grands anciens » de la science-fiction à avoir poursuivi son œuvre après 1966 au rythme d'un livre par an. Même si sa cadence de production s'était réduite durant ces dernières années, il continuait

## Naissances

— M<sup>me</sup> Germaine Campan-Asquard, M<sup>me</sup> Jean Campan, M. et M<sup>me</sup> François Campan et leurs enfants, M. Bernard Campan, M. Gilbert Campan et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Patrick Guennec et leurs enfants, Et tous ses proches, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jean CAMPAN**, docteur en philosophie, officier des Palmes académiques, officier de l'ordre national du Mérite, lieutenant-colonel de l'armée de réserve, survenu le 28 avril 1988.

Les obsèques sont célébrées ce jour en l'église Saint-Avertin (37).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les enfants de Paul Castaigne, Marie-José, Jean-Paul, Alain, Sylvie, Thérèse, Leurs conjoints, François Delrieu, Edwige, Damienne, Stéphane Vigoreux, Hervé Lutz, et leurs enfants, Le frère de Paul Castaigne, Etienne, Sa femme, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

**Paul CASTAIGNE**, survenu le 29 avril 1988, dans sa soixante-troisième année.

Ils rappellent à ceux qui l'ont aimé le souvenir de leur mère et belle-sœur.

**Suzanne CASTAIGNE**, née Gashlinger, décédée le 25 mars 1966.

Les obsèques auront lieu le jeudi 5 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, Paris-16<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

[Né le 30 mars 1915, à Paris, le professeur Paul Castaigne était le fils du professeur Joseph Castaigne, membre de l'Académie nationale de Médecine de la Seine depuis 1957, il était devenu professeur de clinique des maladies du système nerveux en 1960. Doyen de la faculté de médecine Pitié-Salpêtrière de 1968 à 1974, le professeur Castaigne avait été conseiller médical à la direction des enseignements supérieurs (1970-1974) et conseiller d'Etat en service extraordinaire (1972-1974).]

— Eva et Jean Perrot, Danielle et Michel, sa fille, son gendre et ses petites-filles, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Dörle DORIEL**, née Engler, survenue le 25 avril 1988.

L'inhumation a eu lieu le vendredi 29 avril 1988, dans la plus stricte intimité au cimetière du Montparnasse.

2, rue Emile-Faguet, 75014 Paris.

— M. Frédéric MIOT, M. Philippe MIOT, M<sup>me</sup> Solange MIOT, ont la profonde douleur de faire part du décès de

**M. Jacques MIOT**, officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, survenu le 28 avril 1988, dans sa soixante-dixième année, en son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 3 mai 1988, à 11 heures, en

l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule.

42, boulevard Maillot, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— Colette Moïny, sa femme, Isabelle, Catherine, Bernard et Domingo, ses enfants, Elodie et Gabriel, ses petits-enfants, François, Claude, Anne et Jérôme, ses sœurs, frère et neveux, Sa famille, Et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Gérard MOÏNY**, survenu, à l'âge de cinquante-neuf ans, à son domicile, le 28 avril 1988.

La levée de corps a eu lieu le lundi 2 mai, 23, rue Bruant, Paris-13<sup>e</sup>, suivie des obsèques à Martignac (Lot).

[De septembre 1977 à juin 1984, Gérard Moïny fit partie du service de photocomposition de notre quotidien, où sa compétence professionnelle et sa gentillesse furent appréciées de tous. A sa famille, la direction et le personnel de *Le Monde* présentent leurs condoléances.]

— Michèle Hodemou, sa fille, Gilles et Nathalie Pedrou, ses petits-enfants, font part du décès de

**M<sup>me</sup> Jane POTTIER**, survenue le 29 avril 1988.

L'inhumation a eu lieu le lundi 2 mai, au cimetière de Fresnay-sur-Sarthe (Sarthe).

2, rue Lincoln, 75008 Paris, 36, rue Franklin, 49100 Angers.

— Le comte et la comtesse de Vendevre, M<sup>me</sup> de Vendevre, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 17 avril 1988, de la

comtesse de VENDEVRE, veuve du capitaine Jacques de Vendevre, premier compagnon de la Libération avec son équipage, mort pour la France le 30 juin 1940.

Une messe sera célébrée à son intention le mercredi 4 mai, à 18 heures, en l'église Saint-Ferdinand, 27, rue d'Armaille, Paris-17<sup>e</sup>.

[M<sup>me</sup> de Vendevre avait été présidente du *Comité de Bover* (œuvre de correspondance aux prisonniers).]

## Remerciements

— Le docteur Claude Mouzet, Marie Ouvard, son épouse, Et leurs enfants Sophie, François, Henri-Martin, Antoine, Jean-Baptiste et Pierre-Paul-Gilles, expriment leur gratitude pour les gestes de sympathie reçus après le décès de leur frère, beau-frère et oncle,

**Pierre MOUZET**, ancien élève de l'Ecole centrale de Paris.

Le Couvent, 6, rue de la Tour, à Aimy-le-Château, 03360 Saint-Bonnet-Trois-Allier.

## Anniversaires

— Le 2 mai 1984, quelques jours avant d'avoir vingt ans, Bruno HUBERT, nous quittait.

Nicole et Etienne-Alexis Hubert, Agnès et Denis, demandent à ceux qui l'ont connu et aimé de se souvenir de lui.

— Il y a deux ans, Sophie nous quittait, avec Théo.

Merci à tous ceux qui en gardent vivant l'affection et le souvenir.

## Messes anniversaires

— La messe traditionnelle à la mémoire de

empereur NAPOLEON I<sup>er</sup>, et des soldats morts pour la France, sera célébrée en la chapelle du Dôme des Invalides, le jeudi 5 mai 1988, à 18 heures, en présence de LL. AA. II. le prince et la princesse Napoléon.

Entrée libre. Des places seront réservées aux membres des associations.

Les portes seront fermées à 17 h 45 précises.

## Soutenances de thèses

— Université Paris-I, le jeudi 5 mai, à 14 h 30, salle 308-entrées, 1, rue Victor-Cousin, escalier J.-B. Dumès, escalier L. M. Mohamed Abalagh : « RAF Al-Hijab d'Ibn Al-Banna. Edition critique. Traduction. Etude philologique et analyse mathématique ».

— Université Paris-II, le jeudi 5 mai, à 17 h 30, salle des commissions, M. Beccia Mastar : « Analyse du commerce extérieur de la Tunisie. Etude économétrique et prévision ».

(1) En français aux éditions *J'ai lu*.

**JEU GAGNANT**  
**LOTTO SPORTIF**  
Tableau de jeu avec numéros et résultats.

Une nécessité

كسوة من الأصل



# Le Monde ECONOMIE

## LA CEE FACE AU TIERS-MONDE ASSOCIÉ

### Lomé IV ou l'aide élargie

**Au-delà des opérations sectorielles, la Commission européenne veut contribuer « aux réformes et aux restructurations » en Afrique.**

L'AIDE de la CEE aux ajustements structurels des cinquante-six Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) qui lui sont associés va être le principal enjeu de la prochaine Convention de Lomé. Jusqu'à présent l'Europe n'avait pas participé directement à la formulation des politiques macro-économiques de ses partenaires du tiers-monde.

Dans son projet de mandat pour les futurs pourparlers qui commenceront officiellement en octobre 1988, la Commission de Bruxelles souligne que l'aide communautaire « révèle aujourd'hui ses limites ». En raison de la baisse des prix des matières premières et de l'accroissement de sa dette extérieure (100 milliards de dollars en 1987 contre 90 milliards en 1985), l'Afrique noire n'a pas les moyens budgétaires, explique l'exécutif européen, d'entreprendre les réformes et les restructurations qui s'imposent.

Actuellement, ce sont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) essentiellement qui apportent leur soutien, mais en l'assortissant, dans de nombreux cas, de conditions draconiennes. A telle enseigne que la Communauté, à tra-

vers le Fonds européen de développement (FED), joue souvent le rôle d'« amortisseur social ».

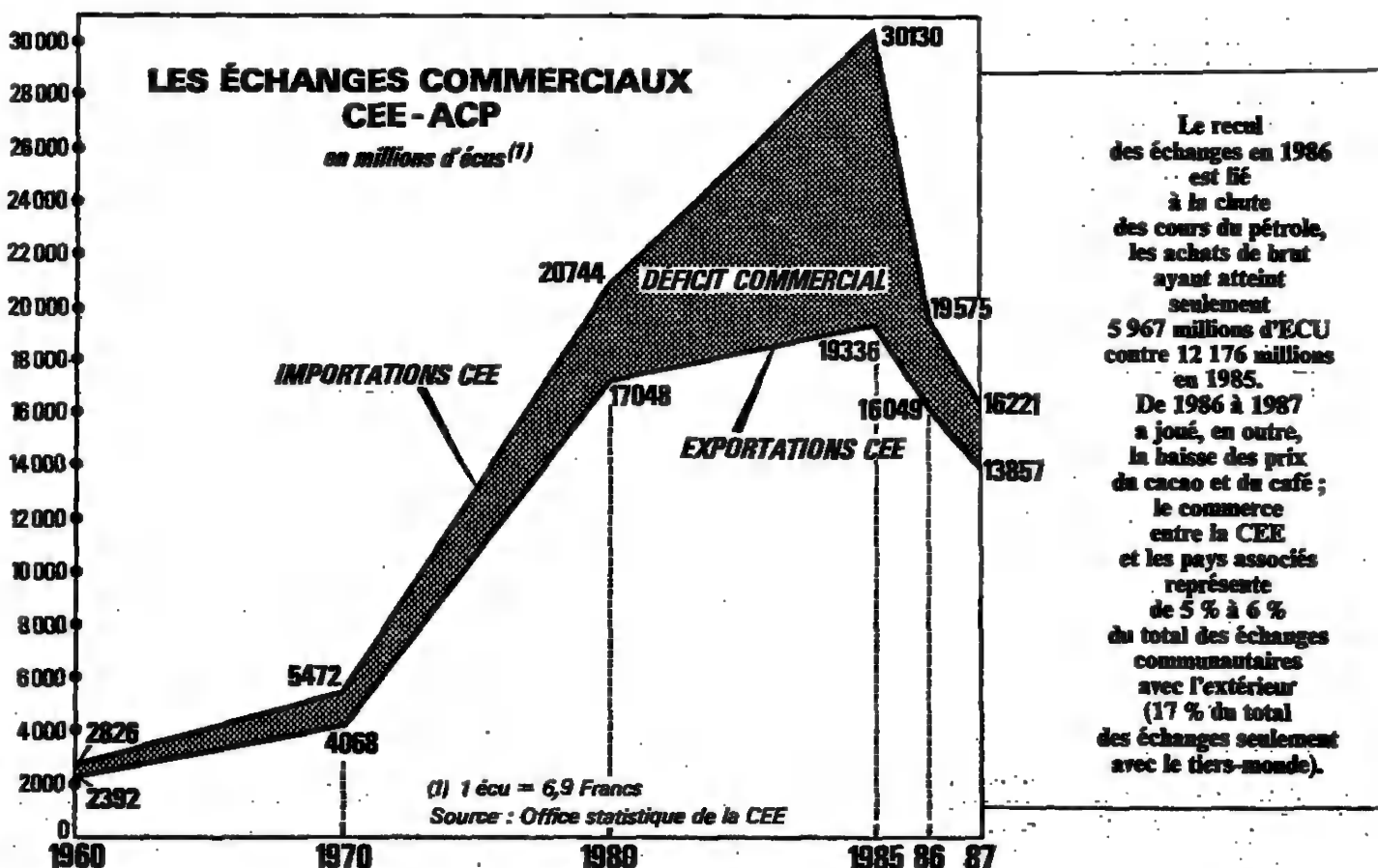
Ainsi, on cite dans les milieux communautaires l'exemple de la Zambie qui vient de se voir refuser un prêt de la Banque mondiale parce que Lusaka n'a pu accepter les exigences de l'organisation internationale. A Bruxelles, on affirme au contraire que la demande zambienne était parfaitement recevable.

Pour l'instant, les interventions de la CEE se limitent à des opérations sectorielles, décidées à l'issue d'une étroite concertation avec les gouvernements des ACP. Dans l'avenir, la Commission souhaite aller au-delà du simple « dialogue sectoriel ». L'idée de M. Lorenzo Natali, le commissaire chargé du dossier, est de créer un fonds spécial, à côté du FED, afin que les Douze contribuent largement à la réforme des économies des ACP.

**A pas feutrés**

Bruxelles ne chiffre pas, à ce stade, l'ampleur de l'effort qui devrait être fourni par l'Europe. En réalité, M. Natali avance à pas feutrés sur cette piste, conscient des difficultés d'un dossier qu'il considère comme traduisant de façon la plus significative la volonté des Etats membres de donner la priorité à leurs associés par rapport aux autres nations du tiers-monde.

La Commission souhaite d'autant moins braquer les choses qu'elle estime également essentielle l'augmentation des ressources du FED (8,5 milliards d'ECU - ou 59 milliards de francs - pour la période 1985-1989, soit 50 % de plus que sous Lomé II). Ces fonds sont répartis au début de chaque convention entre les ACP dans le cadre de « programmes indicatifs » qui portent sur le financement de projets spécifiques.



Le recul des échanges en 1986 est lié à la chute des cours du pétrole, les achats de brut ayant atteint seulement 5 967 millions d'ECU contre 12 176 millions en 1985. De 1986 à 1987 a joué, en outre, la baisse des prix du cacao et du café ; le commerce entre la CEE et les pays associés représente de 5 % à 6 % du total des échanges communautaires avec l'extérieur (17 % du total des échanges seulement avec le tiers-monde).

La coopération macro-économique ne va pas aller non plus sans difficultés avec les partenaires de la CEE qui pourraient craindre d'avoir un FMI ou une Banque mondiale supplémentaire « sur le dos ». Les responsables européens sont convaincus de la nécessité de cette collaboration tant ils sont persuadés que « la crise que traverse la majorité des ACP sera longue ».

Les perspectives internationales risquent fort de leur être défavorables. Les nouvelles négociations commerciales multilatérales (NCM), lancées en septembre 1986 - à Punta-del-Este

(Uruguay), vont réduire immanquablement l'écart entre les avantages consentis aux ACP et les concessions dont bénéficient les autres pays en développement. Malgré les déclarations rassurantes, les milieux communautaires admettent, en privé, que l'Uruguay round sera néfaste pour les exportations des Etats associés.

C'est pour cette raison que la commission prévoit d'ores et déjà un certain nombre d'améliorations au contenu de Lomé III. Parmi les plus significatives figure la réforme du système de

stabilisation des recettes à l'exportation (Stabex). Pour l'heure, seuls les pays les plus pauvres sont dispensés de rembourser les transferts opérés par la CEE pour couvrir la baisse du produit de leurs ventes. Maintenant, Bruxelles propose que tous les signataires de la convention bénéficient de cette facilité.

A la vérité, M. Natali tire les conséquences de la situation actuelle. La dégradation de la situation des pays les moins développés a conduit à proposer aux Douze - dont certains (RFA, Danemark, Pays-Bas, Royaume-Uni) soulèvent de sérieuses

réserve - l'abandon d'une créance de 89 millions d'ECU (623 millions de francs au total) sur le Gabon, le Congo, le Sénégal, Madagascar et le Libéria.

L'accord entre Commission, ACP et gouvernements membres apparaît plus aisé en ce qui concerne l'extension des accords de Lomé à d'autres pays en développement. Ainsi, l'opposition à l'adhésion des Etats d'Amérique centrale est presque unanime.

de Bruxelles  
MARCEL SCOTTO.  
(Lire la suite page 22.)

## L'INNOVATION FINANCIÈRE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

### Une nécessité à gérer

par CHRISTIAN DE BOISSIEU (\*)

La question de l'innovation financière, sous ses multiples aspects, a été principalement abordée dans le contexte des pays développés. C'est seulement récemment que son champ d'application s'est élargi, avec l'essor et le raffinement des formules de conversion d'une partie de la dette des plus gros débiteurs d'Amérique latine en prises de participation, obligations et autres opérations voisines (il s'agit d'ailleurs pour certains techniques éprouvées depuis longtemps plus que de véritables nouveautés).

Toutefois, pour les pays intermédiaires comme pour les pays moins avancés, cette innovation ne peut se réduire à une gestion plus réaliste de l'endettement accumulé. Elle doit s'inscrire dans le cadre d'une stratégie de financement du développement, alors que parmi les contraintes figurent à la fois un défaut de projets d'investissements rentables et une insuffisance d'épargne.

Une politique active de mobilisation de l'épargne ne va pas, du jour au lendemain, effacer le poids de l'endettement passé, mais elle peut prétendre améliorer les conditions de financement pour l'avenir. Encore faudrait-il que l'épargne privée mobilisée ne soit pas principalement absorbée

par le financement des déficits. Cette exigence-là, qui se heurte à la rigidité des déséquilibres budgétaires, concerne aujourd'hui beaucoup de pays, et pas seulement les plus démunis.

**Ajuster le niveau des taux d'intérêt**

Les organismes internationaux (Banque mondiale, FMI...) ont souligné la nécessité de modifier, dans beaucoup de pays en développement, le niveau des taux d'intérêt réels. On ne peut en effet durablement mobiliser l'épargne domestique, l'empêcher de fuir vers des places financières plus sûres et plus avantageuses, à fortiori inciter au rapatriement des capitaux qui se sont envoyés et attirer l'épargne extérieure, avec des taux réels systématiquement négatifs. On ne peut pas non plus prétendre susciter le développement de marchés financiers si la hiérarchie des taux d'intérêt après impôts favorise par trop l'épargne à court terme.

Cela dit, la politique de taux d'intérêt n'a pas toujours eu les résultats escomptés. Certains effets secondaires, non désirés,

ont pu se manifester, ici ou là. L'augmentation parfois plus rapide des taux d'intérêt sur les crédits que sur les dépôts d'épargne signifie que l'investissement risque d'être plus découragé que l'épargne financière n'est encouragée par la montée des taux réels.

En outre, l'incertitude subsiste, pour les pays en développement comme pour les pays développés, sur la sensibilité de l'épargne vis-à-vis des taux d'intérêt. Pour ne considérer que l'épargne prévoyant que son niveau global est sans doute plus influencé par l'évolution à l'égard des revenus réels, alors que sa structure (sa répartition entre monnaie, actifs financiers, actifs réels...) dépend principalement des taux d'intérêt.

La montée des taux réels, si elle est trop marquée, est susceptible, dans les pays en développement comme ailleurs, d'inciter un certain nombre d'entreprises à effectuer des placements financiers (même peu sophistiqués comme des dépôts à terme) plutôt qu'à réaliser des investissements productifs. Là encore, il s'agit de

trouver un bon dosage entre les considérations relatives à l'épargne et celles qui concernent l'investissement.

Quoi qu'il en soit, il est clair que la politique de taux d'intérêt doit, dans l'optique d'une mobilisation plus active de l'épargne, être complétée par une politique de diversification du « menu » d'instruments financiers.

**Encourager l'essor des marchés de capitaux**

La plupart des pays en développement présentent beaucoup de traits d'une « économie d'endettement » : l'intermédiation prédominante, les marchés de capitaux sont généralement inexistantes, ou bien ils se réduisent à des marchés monétaires qui jouent un rôle marginal, comme par exemple dans l'Union monétaire Ouest-Africaine, à des embryons de marchés financiers sur lesquels les émissions du secteur public ont un poids prépondérant, etc. C'est seulement dans la frange supérieure des pays intermédiaires (Brésil, Mexique, etc.) que les Bourses connaissent une certaine activité.

(\*) Professeur à l'université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne).

(Lire la suite page 23.)



LA CEE FACE AU TIERS-MONDE ASSOCIÉ

Lomé IV ou l'aide élargie

(Suite de la page 21.)

Contrairement aux Britanniques, qui avaient fait du sort à réserver à leurs anciennes colonies un volet important des conditions de leur entrée dans le Marché commun, les Espagnols n'ont pas réellement posé le problème de leurs anciens territoires pour ne pas hypothéquer une adhésion, déjà complexe, qu'ils souhaitaient rapide.

Les instances de Bruxelles ne se cachent pas pour dire que rien ne justifie, sur le plan économique, un élargissement à l'isthme latino-américain. Un haut fonctionnaire européen souligne même que « le pays le plus pauvre d'Amérique centrale est plus riche que l'Etat

[mis à part le Gabon et le Nigeria] le plus avancé des ACP.

Bruxelles ajoute que, compte tenu de son niveau de développement, seul Haïti — qui a demandé son adhésion — apparaît éligible à la Convention. La République dominicaine — qui a effectué la même démarche — a, quant à elle, peu de chances d'obtenir une réponse positive des ACP et de la Communauté qui doivent prendre la décision conjointement. Comme si « l'hispanité » ne pouvait faire recette dans la coopération entre l'Europe et le tiers-monde.

La dernière modification significative envisagée par la Commis-

LES MOYENS FINANCIERS

En millions d'ECU	Lomé-I (1975-1980)	Lomé-II (1980-1985)	Lomé-III (1985-1990)
Subventions	2 057,7	2 986	4 860
Prêts spéciaux	445,6	518	600
Capitaux à risques	97	284	600
Stabex	380	557	925
Sysmin	—	282	415
Total FED	2 980,3	4 627	7 400
Total BEI (prêts)	390	885	1 100
	3 457,8 (1)	5 512	8 500

(Source: CEE.)

(1) Ce chiffre comprend les dépenses de fonctionnement des délégations de la Commission dans les pays ACP.

Pour les ACP, l'aide communautaire représente moins de 10 % en moyenne de l'aide totale reçue des Etats membres de la CEE.

Les 66 ACP

- Angola, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bénin, Botswana, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine, Comores, Congo, Côte-d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Ethiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée-Bissau, Guinée-Conakry, Guinée-équatoriale, Guyane, Jamaïque, Kenya, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Malé, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Rwanda, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Salomon, Samoa occidentales, Sao-Tomé-E-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra-Leone, Somalie, Soudan, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tuvalu, Vanuatu, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

sion, à savoir la durée de Lomé, oppose, en revanche, les Douze à leurs partenaires. Bruxelles souhaite conclure un accord pour une période illimitée en prévoyant une adaptation, tous les cinq ans, du protocole financier et de certains volets techniques de la Convention.

Déjà pour Lomé III, les ACP avaient rejeté cette solution, craignant que, sous couvert de bien marquer la pérennité de la coopération, la CEE ne grignote, avec le temps, certaines préférences concédées dans le passé. En somme, les ACP préfèrent à l'évidence une bonne et vraie négociation tous les cinq ans.

A l'inverse, l'exécutif communautaire a renoncé, cette fois-ci, à demander aux gouvernements membres d'inscrire les crédits destinés à Lomé dans le budget européen. Bien lui en a pris : pourquoi mêler les ACP aux querelles financières de la CEE qui n'a toujours pas de budget pour 1988 ?

de Bruxelles  
MARCEL SCOTTO.

Trente ans de coopération

La coopération avec l'Afrique a commencé dès les origines de la CEE. Dans la perspective de l'indépendance des pays africains, le traité de Rome avait prévu une aide aux colonies européennes. Cet engagement s'est traduit par la conclusion des conventions de Yaoundé I et II. L'appartenance de la Grande-Bretagne à la Communauté a conduit à l'adhésion des autres nations africaines et de plusieurs territoires des Caraïbes et du Pacifique.

En 1975, le premier accord de Lomé réunissait quarante-six Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). A la suite de l'accession à l'indépendance de nombreux pays (Angola, Mozambique, Rhodésie, etc.), Lomé III en comptait soixante-six. De sorte qu'aujourd'hui toute l'Afrique noire, à l'exception de la Namibie, est associée aux Douze.

La politique de Lomé est la pièce maîtresse de l'aide européenne au développement. En termes financiers, elle représente — outre l'aide alimentaire qui est budgétisée, alors que le Fonds européen de développement (FED) fait l'objet de contributions spécifiques des gouvernements membres — plus de 50 % de l'effort de la CEE au bénéfice du tiers-monde.

Au début du financement des grands projets d'infra-

structures — des cathédrales dans le désert —, la coopération entre l'Europe et les ACP a évolué vers le développement rural intégré afin d'accroître la production des cultures vivrières, et ainsi de mieux pallier les difficultés alimentaires de l'Afrique. Par rapport à Yaoundé, Lomé a également innové en créant un système de stabilisation des recettes à l'exportation pour les produits de base (Stabex).

Un mécanisme de soutien

Avec l'arrivée des Caraïbes, il a été instauré un « protocole sucre » qui garantit les ventes ACP sur le territoire communautaire. Lomé II a, de son côté, introduit un mécanisme de soutien pour la production minière (Sysmin). Maintenant, les responsables européens songent à étendre la coopération à la définition des politiques économiques des partenaires de la CEE.

Au total, Lomé III, dont l'échéance est fixée au 28 février 1990, dispose de 8,5 milliards d'ECU (59 milliards de francs) de fonds propres sous forme essentiellement de subventions et de prêts spéciaux (remboursement en quarante ans avec un taux d'intérêt de 1%). Seul 1,1 mil-

liard d'ECU (7,7 milliards de francs) est octroyé par la Banque européenne d'investissement (BEI) au taux du marché, mais avec une bonification d'intérêt de 3%. Une somme de 1 milliard d'ECU du FED (7 milliards de francs) est réservée à des projets de coopération régionale entre les ACP.

Les autres dispositions essentielles de la convention sont les suivantes :

• Commerce : la quasi-totalité des produits ACP peuvent accéder librement au marché de la CEE en exemption de droits de douane ou de taxes d'effet équivalent. Pour les produits agricoles dits « sensibles » des Douze, les partenaires de l'Europe bénéficient d'un régime préférentiel par rapport aux autres pays tiers.

• Stabex : dans les limites d'une enveloppe quinquennale (925 millions d'ECU — 6,5 milliards de francs), ce mécanisme compense les pertes de recettes d'une année à l'autre des ACP pour quatre-vingt produits de base (arachide, café, cacao, coton, bois, coprah, bananes, tourteaux d'oléagineux, thé, cuirs, peaux, etc.). Les Etats les moins pauvres sont tenus de rembourser, sans toutefois acquitter d'intérêts, les sommes perçues.

• Sysmin : doté d'une enveloppe de 415 millions d'ECU

(2,9 milliards de francs) sur cinq ans, le système couvre le cuivre, le cobalt, les phosphates, le manganèse, la bauxite, l'alumine, l'étain et le minerai de fer. Les prêts (période de remboursement de quarante ans avec un taux d'intérêt de 1%) sont accordés si les ventes du minerai concerné représentent 15 % des exportations totales du pays bénéficiaire (10 % pour les pays moins avancés ou PMA) et si la baisse de la production atteint 10%. Ces dernières années, le Sysmin a joué principalement pour le Zaïre et la Zambie (cuivre), le Rwanda (étain) et la Guyane (bauxite).

• Protocole sucre : par cet accord, la Communauté s'engage à acheter annuellement 1,3 million de tonnes de sucre de canne à des prix garantis comparables à ceux consentis aux producteurs européens. Ce qui assure aux ACP des recettes stables malgré les fluctuations des cours mondiaux.

En dehors du cadre de Lomé, la CEE fournit aussi des denrées alimentaires aux ACP. Ainsi, en 1987, le budget européen a déboursé 130 millions d'ECU (910 millions de francs) pour la fourniture, pour l'essentiel, de 700 000 tonnes de céréales à ces pays.

M. S.

POINT DE VUE

Pour un plan Marshall du pétrole

par PHILIPPE DE LATOUR (\*)

L'IDÉE d'un plan Marshall en faveur des pays les plus démunis a récemment été évoquée par Valéry Giscard d'Estaing ainsi que par François Mitterrand dans sa Lettre à tous les Français. La conférence des Prix Nobel tenue à Paris du 18 au 21 janvier 1988 avait notamment souhaité le vote d'une loi universelle pour « envoyer la flamme de la solidarité internationale » par des ministres français de l'agriculture, François Guillaume, pour l'organisation des marchés agricoles en coopération avec le tiers-monde.

Ce qui paraît soulever une foule de difficultés sur les plans agricole et alimentaire ne serait-il pas plus

envisageable en considérant un créneau, celui de l'énergie, et, de façon plus précise, en s'en tenant au facteur pétrolier ? Le rôle potentiel du pétrole est en effet considérable pour le rattrapage des traités ou quarante pays les moins avancés, dits PMA, regroupant près d'un milliard d'hommes.

Ce fluide permet au plan agricole la traction motorisée (labours), l'amélioration et l'enrichissement des sols grâce aux engrais, l'irrigation motorisée par pompage d'eau. Sur des plans artisanaux et industriels, le pétrole a évidemment aussi son rôle à jouer dans ces pays, notamment grâce au progrès des transports.

Le prix du pétrole persiste aujourd'hui dans sa déprime. Quelles que soient les péripéties du Moyen-Orient, son niveau en dollars constants est à peu près celui d'avant le premier choc pétrolier de 1973. Ce coût, qui n'arrange que les consommateurs pour une durée incertaine, ne fait bien sûr l'affaire ni des principaux producteurs pétroliers du Moyen-Orient, ni des compagnies pétrolières internationales, ni des concurrents du pétrole, qui supportent de lourds investissements sans les contreparties attendues.

Serait-il en conséquence absurde d'imaginer — à Bruxelles par exemple, ou aux sièges de l'OPEP ou de l'OCDE, ou ailleurs et par exemple, pourquoi pas, à Paris, par le futur président, et dans le cadre de la commémoration de 1979 — un montage tripartite : PMA, pays industrialisés, pays exportateurs de pétrole intéressés ?

Un suivi rigoureux

Des contingents pétroliers seraient proposés à des pays défavorisés à des conditions particulièrement intéressantes, les coûts sur la base d'un baril à 19 dollars valeur 1988, et prix officiel actuel, étant supportés et partagés, par exemple, de la manière suivante : PMA, 6 dollars ; pays industrialisés, 6 dollars ; pays exportateurs volontaires, 6 dollars. (une formule répartitive parmi d'autres bien sûr possibles).

Les pays exportateurs vendraient donc, en principe, dans l'hypothèse ici retenue, des contingents de développement spéciaux, supplémentaires, toujours avec bénéfice mais un bénéfice moindre, au prix de 12 dollars le baril, en accroissant et leurs ventes et leur chiffre d'affaires. L'accord international qui en résulterait contribuerait, en permettant d'accroître la demande, à l'affermissement et à une certaine stabilisation du prix pétrolier, sans pour

(\*) Délégué général du Centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières.

autant correspondre à une fixation, car il s'agirait d'un accord révisable et renégocié chaque année.

Dans son exécution sur le terrain, les parties signataires conviendraient de son suivi rigoureux par un certain nombre d'experts de l'ONU, de la Banque mondiale, de la FAO, des compagnies pétrolières, etc., en vue de l'affectation effective et appropriée de cette manne au développement civil, et non aux usages militaires ou inconsiderés. Un fonds baril-développement serait constitué, assorti de droits de tirages contractuels à la discrétion des PMA, qui pourraient, en outre, bénéficier dans ce contexte d'un réaménagement de leur dette.

Dans un premier temps, il pourrait être procédé à un essai d'application de cet accord sur deux ou trois PMA volontaires, promus pilotes en la matière. Sur les enseignements apportés, l'extension pourrait être progressive. Influent sur le rapport enlèvements/réserves, ces ventes supplémentaires auraient pour effet de raffermir le prix du pétrole dans le sens d'une hausse, qui pourrait a priori être évaluée entre 2 et 4 dollars, soit par rapport aux transactions actuelles à un niveau de prix voisin des 18 ou 19 dollars.

Pour les pays industrialisés, il s'agirait d'abord d'une contribution au rattrapage des moins avancés. Globalement, l'opération pourrait donc aboutir, in fine, à des pays exportateurs de pétrole mieux argentés, à des PMA moins misérables et à de nouveaux débouchés pour les pays industriels (matériels et ingénierie de développement). La croissance mondiale elle-même n'aurait rien à perdre dans cette stimulation volontariste extensible.

Ceci n'est bien sûr qu'une réflexion, seulement susceptible de prolongements dans des instances appropriées. Mais l'utopie — ou le surréalisme — sont parfois de bons stimulants, d'autant plus quand on sait à combien la réalité a bien souvent dépassé la fiction !... Alors, 1789 — 1989, même conquête des droits et des devoirs de l'homme ?

**Vous accorder un prêt immobilier...**

**C'est sensé.**

Acheter, construire, rénover, agrandir... les occasions de faire des projets immobiliers ne manquent pas. Les moyens de les réaliser non plus. Ainsi, vous pouvez vous constituer un capital dans un but bien précis, ou au contraire, avoir un coup de foudre et chercher alors comment financer cet achat... A chaque situation correspond un moyen de financement, en fonction du montant de votre projet, de vos revenus, de l'opportunité dont vous disposez.

Au Crédit Agricole, nous vous indiquons quelle solution est pour vous la plus favorable. Experts dans tous les métiers de l'argent, nous vous disons quel montant vous pouvez consacrer à votre projet et bâtissons pour vous un plan de financement sur mesure.

Au fait, savez-vous que le Crédit Agricole est le premier financier de l'immobilier pour les particuliers ? Alors, pour donner de solides fondations à votre projet, commencez par venir nous en parler.

Le sens de la précision, c'est notre 6<sup>e</sup> sens.

**Vous bâtir un prêt sur mesure...**

**C'est avoir le sens de la précision : c'est notre 6<sup>e</sup> sens.**



Le bon sens en action

2 PIÈCES TRÈS 10<sup>e</sup> RECHERCHE COSTUME TROIS PIÈCES SUR 36.15

30000 affaires Paris Province garanties par la FNAM

Prêts immobiliers et simulation avec le Crédit Lyonnais



IMMOBILIER

36.15 LEMONDE

مركز من الأمل



L'INNOVATION FINANCIÈRE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Une nécessité à gérer

(Suite de la page 21.)

Il serait iréaliste et sans doute dommageable de prétendre transformer radicalement la structure de financement des pays en développement. Il faut plutôt chercher une évolution graduelle, combinant un encouragement à l'essor de certains marchés de capitaux et une diversification des instruments d'épargne et de crédits offerts par les intermédiaires financiers.

L'insuffisance du nombre de guichets bancaires en comparaison de la population et de l'activité peut être, dans certains pays en développement - ou certaines régions - un frein à la mobilisation de l'épargne. Mais le constat n'est ni évident ni général. Observer qu'il y a, compte tenu de l'ensemble des guichets permanents et périodiques, environ 35 000 habitants par guichet au Cameroun ou en Côte-d'Ivoire, près de 30 000 au Maroc contre environ 1 500 en France et en RFA, c'est une chose. En tirer des conclusions définitives sur l'ampleur du rattrapage à effectuer, c'en est une autre.

Mobiliser l'épargne

Un obstacle moins souvent cité mais peut-être moins controversé tient à l'étroitesse de la gamme des produits et des services financiers offerts. L'incorporation de nouveaux instruments financiers est susceptible d'appuyer la stratégie de développement sous plusieurs angles. D'abord, elle permet la mobilisation d'une épargne domestique accrue, et peut ralentir la fuite de cette épargne vers des paradis financiers et/ou fiscaux.

Question cruciale pour la plupart des PVD, y compris africains - même si ce sont surtout le Mexique, l'Argentine, le Brésil,

les Philippines, etc., qui retiennent l'attention - à aborder sans bien sûr prétendre que l'innovation financière règlera le point essentiel de la crédibilité économique et de la confiance politique.

L'expérience suggère que toute innovation financière provoque deux effets combinés: un effet de substitution: une fraction de l'épargne déjà mobilisée se déplace vers les nouveaux instruments jugés plus attractifs; un effet d'apport: l'innovation financière, combinée à une politique de taux d'intérêt, est susceptible d'accroître l'épargne des ménages, des entreprises... Analyser les conséquences de la création, au Maroc et en Tunisie, d'instruments d'épargne contractuelle (épargne-logement, livret d'épargne-entreprise ou formules voisines, etc.), j'ai pu constater l'imbriication de ces deux effets et la variabilité de leur pondération selon le produit et le pays considérés.

Ensuite l'innovation financière permet de réintégrer dans les circuits officiels du financement une part de l'épargne informelle. Dans beaucoup de pays en développement, celle-ci représente une proportion importante de l'effort total d'épargne privée. Il faut trouver des passerelles entre les circuits officiels et l'épargne informelle, afin de canaliser une fraction de celle-ci vers des investissements productifs.

Ainsi, au Cameroun, une partie des liquidités des tontines est placée auprès des banques commerciales, mais la réintégration de l'épargne informelle pourrait être accrue grâce à des instruments financiers plus attractifs offerts par elles et à l'essor des organismes mutualistes (la mutualité est une forme spécialement adaptée à la connexion de l'épargne informelle et de l'épargne mobili-

se). Dans ce domaine, il convient de faire preuve de pragmatisme, car il ne servirait à rien de prendre le risque de diminuer notablement l'épargne informelle (et l'épargne privée totale), sous prétexte de la réintermédiaire.

Enfin, dans un contexte d'ouverture et de concurrence accrues, l'innovation financière est indispensable pour renforcer la compétitivité externe du système bancaire et financier national. Dans la plupart des pays, les filiales de banques étrangères jouent un rôle important dans la propagation de l'innovation financière, en amenant les technologies de paiement et les procédures de financement de leur pays d'origine. Il faut donner aux banques domestiques la possibilité de tenir, grâce à l'accès à l'innovation financière, leurs parts de marché. Mais il ne s'agit pas d'introduire n'importe quoi n'importe où.

Trouver un équilibre entre le privé et le public

La situation présente laisse entrevoir des évolutions contrastées d'un pays à l'autre. Dans quelques cas interviennent des changements qui surprennent par leur ambition et leur rapidité - il en est ainsi de la Tunisie, avec la politique d'ouverture du marché monétaire concrétisée par l'introduction, à partir de janvier 1988, des certificats de dépôts négociables et des billets de trésorerie, - et qui sont susceptibles de soulager des problèmes d'adaptation et de transition. Dans d'autres cas, c'est au contraire le caractère figé de la palette d'instruments financiers qui surprend.

L'instabilité financière en cours renforce le thème d'après lequel il faut éviter des mutations financières débridées. Il convient en particulier de trouver un équilibre

entre les initiatives privées et l'action des pouvoirs publics. Dans de nombreux domaines, l'initiative doit venir des banques, des compagnies d'assurance, etc., et des utilisateurs du système financier.

Ainsi, pour retenir les liquidités des entreprises, en particulier celles des firmes multinationales, le système bancaire de nombreux pays intermédiaires ou moins avancés doit leur proposer des formules attrayantes de gestion de trésorerie. Clairement, en la matière, l'offre de services de la part des banques nationales est insuffisante dans la plupart des pays de la zone franc, ceux du Maghreb... Dans les pays en développement, les autorités doivent accompagner le processus d'innovation financière par certaines mesures (assouplissement progressif du contrôle des changes, déreglementation graduelle des taux d'intérêt, mise en place de procédures monétaires moins administratives).

Un équilibre délicat doit être recherché entre l'alignement sur les systèmes financiers plus sophistiqués, encouragé par l'exigence de compétitivité externe du secteur bancaire et financier national, et la prise en considération des spécificités domestiques. Le même instrument financier peut, selon ses caractéristiques techniques et des variables socio-culturelles, connaître des sorts différents dans des pays comparables du point de vue du niveau de vie. Ainsi, un exemple parmi d'autres, - l'épargne-logement a drainé une part importante de l'épargne des particuliers en Tunisie, alors que le même produit a connu au Maroc des vicissitudes sans parvenir à s'imposer vraiment.

Au-delà de l'extension de la gamme des services proposés par les intermédiaires financiers, deux

axes méritent une attention spéciale:

Il faut réduire la sous-capitalisation de beaucoup d'entreprises, tâche malaisée vu l'insistance ou la carence des Bourses. Pour les PME, l'intérêt d'instruments hybrides, intermédiaires entre l'action et l'obligation et classés dans les quasi-fonds propres, doit être pris en considération. De tels instruments ont l'avantage de permettre une recapitalisation des entreprises, sans modifier la structure de la propriété, ce qui peut être crucial pour les PME de nature familiale.

En outre, il y aurait sans doute intérêt à s'inspirer d'une formule comme le second marché, qui permet à des PME performantes d'ouvrir une fraction limitée de leur capital et de lever des fonds propres additionnels. Sur un tel marché, il faudrait admettre un nombre réduit d'entreprises (pour s'entourer des garanties de sécurité et de la crédibilité difficile à gagner, mais facilement érodée), avant que d'envisager le comparatif plus exigeant de la cote officielle.

Se servir de l'arme fiscale

Graduellement, il faut promouvoir les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (SICAV, fonds communs de placement) et diversifier les titres qui leur sont accessibles. Des projets, plus ou moins avancés, existent par exemple dans plusieurs pays africains (Côte-d'Ivoire, Cameroun, Tunisie, etc.). Dans de nombreux cas, la difficulté est d'accrocher le mouvement. Car si les SICAV sont indispensables à l'essor d'un marché de capitaux, elles supposent pour fonctionner correctement que ce marché ait atteint une certaine taille.

Pour les deux directions évoquées, l'arme fiscale peut servir à amorcer le mouvement. Elle doit cependant être utilisée avec mesure, pour de multiples raisons, et l'innovation financière ne saurait se réduire à des incitations fiscales. Ensuite il convient de s'appuyer sur les banques et les investisseurs institutionnels (compagnies d'assurances, etc.) pour préserver la liquidité des nouveaux instruments, condition essentielle de leur succès.

L'innovation financière n'est pas la cause de l'instabilité financière constatée depuis quelques années et manifeste depuis le 19 octobre. Cette instabilité tient, on le sait, aux déséquilibres internationaux et aux conditions de leur financement. Elle suscite un peu partout, par contre-coup, un renforcement des contrôles pruden-tiels sur les institutions financières et sur certains marchés.

Les pays en développement, concernés eux aussi - même si c'est dans une moindre mesure que les économies industrialisées - par la mise en œuvre de nouvelles technologies de paiement et par le processus de globalisation financière, largement irréversible, sont tenus de continuer à moderniser leurs systèmes financiers. Au-delà d'un certain seuil, ils peuvent être confrontés à de délicats arbitrages.

Car si l'innovation financière accroît sans aucun doute l'efficacité des procédures de financement et si elle doit clairement viser à stimuler la croissance réelle, elle peut aussi, dans certaines circonstances, être non pas la cause, mais un facteur permis-sif d'une instabilité accrue. D'où, à nouveau, l'importance du contenu, du rythme et de l'ordre chronologique des innovations financières.

CHRISTIAN DE BOISSIEU.

**IEA**

Institut Européen des Affaires

En 1989, l'IEA, l'École du Tour du Monde, fête son dixième anniversaire. Ce sera le moment de fixer les orientations et les objectifs d'un nouveau plan de développement. Ce plan sera celui de l'affirmation dans les 12 pays de la communauté d'un modèle original d'École d'Affaires Européennes. Dix années auront été nécessaires à l'Institut Européen des Affaires pour réaliser son projet pédagogique: constituer un réseau de partenaires unique au monde. En effet, 10.000 cadres et dirigeants, 2.500 entreprises, 1.000 représentants de la France à l'étranger, 200 enseignants et formateurs, 130 pays d'accueil auront été les partenaires de 1.000 étudiants pour la réalisation de 5.000 Missions Tour d'Europe et Tour du Monde.

Partenaires de l'IEA, voici vos rendez-vous de 1989.

**1989**

**Création d'IEA Nord.**  
L'IEA a choisi, dans le cadre de son développement vers l'Europe du Nord, de s'associer au projet de la C.G.I. de Valenciennes: réunir au sein d'un des premiers campus européens de formation, des Grandes Écoles d'Ingénieurs, des formations universitaires et consulaires et une école d'Affaires Européennes.

**Décentralisation de CERFA - 3<sup>e</sup> cycle.**  
Le Centre de recherche et de formation de l'IEA ouvrira son premier Centre Régional au cœur géographique des régions de l'Europe, à Collonge la Rouge, un des plus beaux Villages de France (Corrèze-Limousin).

**ouverture de Collège Européen des Affaires.**  
Dès la rentrée 1989, l'IEA accueillera des jeunes étudiants du niveau des classes terminales françaises, pour préparer leur baccalauréat et leur intégration dans l'enseignement supérieur européen.

**ouverture de l'Institut d'Économie Politique - ECO-PO.**  
Centre de formation de haut niveau à l'économie politique, ouvert aux cadres et dirigeants d'entreprises.

**ouverture de l'A.P.P.**  
L'association pour la formation d'un patronat de promotion sociale, populaire et permanente accueillera sa première promotion en 1989.

Bilan de 10 années d'activités IEA

- 5.000<sup>e</sup> Mission Tour d'Europe - Tour du Monde. • 2.500<sup>e</sup> Entreprise partenaire Tour d'Europe - Tour du Monde.
- 50<sup>e</sup> Thèse professionnelle soutenue au sein du 3<sup>e</sup> cycle IEA - CERFA. • 40<sup>e</sup> Forum Européen des Affaires.

**L'Institut Européen des Affaires** **l'École du Tour du Monde.**

**LES ÉTUDES À L'IEA**  
1<sup>er</sup> cycle ouvert aux bacheliers: cycle du Tour d'Europe (2 ans).  
2<sup>e</sup> cycle: admissions parallèles, cycle du Tour du Monde et de maîtrise professionnelle (2 ans).  
3<sup>e</sup> cycle: cycle d'insertion professionnelle, de formation permanente et de thèse professionnelle.  
Établissement privé d'enseignement technique supérieur  
66, Champs-Élysées 75008 PARIS.  
Renseignements et inscriptions: 16 (1) 42 23 22 22.

**Sévère mais stimulant.**

**L'Expansion**  
SPECIAL  
**LA FRANCE DANS LE MONDE**  
NOUVEAU

Le premier atlas économique dynamique: la place de la France dans le monde. Pour connaître les domaines d'excellence, les chances et les handicaps de la France.

Un atlas des entreprises françaises à l'étranger: le panorama.

Le poids des hommes: la démographie, la recherche, la culture et la langue.

Le poids économique: l'industrie, le finance, les parts de marché sectoriel par secteur.

Les marchés de la France dans 70 pays: le guide de l'exportation.

**L'EXPANSION. POUR ACTION.**  
EN VENTE LE VENDREDI 29 AVRIL



La chronique de Paul Fabra

Les lieux de la guerre civile

P OUR peu qu'on veuille bien se rapporter — mais les choses vont si vite ! — aux idées encore reçues au début de cette année et aux résultats des sondages d'il y a quelques semaines, ce n'est pas seulement en France que les élections présidentielles, ou leur préparation, ont pris un tour si inattendu qu'il invite à de graves remises en question. Aux Etats-Unis, rien non plus n'est comme avant. Quand, aux premiers jours du mois de mars, un des membres les plus influents du Parti républicain évoquait devant quelques amis la probabilité d'un « ticket » Dukakis-Jackson, ajoutant que celui-ci sortirait vainqueur de la future compétition, ses propos passaient encore pour une quasi-provocation, et se heurtaient au scepticisme de ses interlocuteurs américains (voir notre chronique du 15 mars « Le futur roi d'Amérique »).

La grande surprise fut incontestablement que la présence d'un Noir à la Maison Blanche, fût-ce à titre de vice-président (appelé en cas d'empêchement du président à lui succéder au pied levé), passe progressivement pour une hypothèse de plus en plus plausible, bousculant ainsi le préjugé qu'on pouvait avoir sur les préjugés ambiants.

Mais autre chose devrait attirer davantage l'attention. Les idées très « progressistes » en matière de politique étrangère des deux candidats les plus en vue du Parti démocrate, celles de Jackson, l'ancien ami de Fidel Castro, mais aussi celles de Dukakis, n'ont pas été, semble-t-il, de sérieux obstacles pour leur ascension. Serait-ce que pour une

moitié, petite ou grosse (on ne sait pas encore) de l'opinion publique américaine le rôle de l'Amérique comme suprême défenseur des démocraties de type libéral serait un thème pratiquement vide de sens, en tout cas étranger à leurs préoccupations ?

C'EST un lieu commun que de supposer l'électorat largement indifférent aux questions extérieures. Ce désintérêt, toutefois, a pris de telles proportions qu'on ne peut encore trouver qu'une seule explication pour en rendre compte. L'opposition entre la sensibilité de droite et la sensibilité de gauche serait devenue si totale aux Etats-Unis qu'elle obnubilait toute autre considération. Voilà qui serait très éloigné de l'idée que beaucoup se font encore d'un pays présenté couramment chez nous comme le lieu par excellence de l'alternance tranquille.

Les Etats-Unis ne seraient-ils pas au contraire devenus insensiblement un des hauts lieux de la guerre civile, heureusement pas toujours sanglante, à laquelle gauche et droite se livrent dès que l'un des deux camps passe sous l'influence prépondérante de son aile extrême ?

La même question doit être posée pour la France, et pour la même raison, à ceci près que, chez nous, c'est l'extrême droite, le néo-fascisme qui menace l'équilibre (dans tous les sens du mot) de la

nation, alors que, de l'autre côté de l'Atlantique, la gauche, sans d'ailleurs annoncer un programme précis, change les données du jeu politique. Mais on apprend que le candidat Bush cherche maintenant à s'assurer l'appui des partisans de la « révolution conservatrice » (toute assimilation avec le Front national français serait des plus hasardeuses), passablement désorientés depuis qu'ils ont pris conscience que Reagan n'a pas su ou n'a pas pu réaliser aucun des changements qu'il avait promis d'introduire pour accomplir ladite révolution : ni réduction des dépenses de l'Etat, ni budget équilibré, ni prière à l'école, ni juge Bork (remarquable juriste de tendance traditionaliste) à la Cour suprême.

C EPENDANT, l'économie américaine entame sa sixième année de croissance. Elle crée en un mois plus d'emplois que l'Europe en douze, ce qui lui a permis de faire quasiment disparaître le chômage pour la population adulte de race blanche, et, dans certaines zones, de le faire reculer pour les autres groupes ethniques. Quel aurait été, si de pareilles conditions régnaient aujourd'hui en France, le score de Jacques Chirac ?

Qu'au terme du second mandat de Reagan, marqué par le retour du quasi-emploi, la population américaine, si l'on en croit les pronostics de tout bord, puisse être disposée à confier le pouvoir exécutif à un démocrate

dont on ne connaît guère les intentions, mais qui dans d'autres temps aurait inquiété par son radicalisme vrai ou supposé, n'est-ce pas une situation propre à confondre l'entendement politique des Français ?

Sans essayer de se lancer dans une analyse de ce défi américain d'un nouveau genre, on se bornera ici à poser une seule question. Huit ans après l'installation à la Maison Blanche du Grand Communicateur, chanteur infatigable des vertus de l'économie de marché, celle-ci a-t-elle ou non consolidé ses positions dans l'esprit des millions et des millions d'hommes et de femmes qui sont censés être ses bénéficiaires, et qui, sans doute, le sont effectivement pour beaucoup d'entre eux ?

Au-delà des définitions à l'emporte-pièce dont la signification est en général aussi vague qu'est tranchée leur expression, sur quel critère peut-on classer un peuple — non pas un système — comme ayant une mentalité capitaliste ?

TOUT bien considéré, il semble qu'il n'y en ait qu'un seul. Une nation de capitalistes en herbe ou en réalité est un pays où la pratique de l'épargne est largement répandue. Plutôt le contraire du règne quasi absolu de la consommation promu aux Etats-Unis au rang de moteur principal de l'activité qu'il faut encourager à tout prix au moindre

signe de ralentissement de la machine, quitte à enfoncer un peu plus les ménages dans l'endettement.

A cette aune, les représentants les plus purs des principes traditionnels du « capitalisme », toujours prêts à relever sa tête multiforme comme Lénine l'avait bien vu, sont aujourd'hui, dans les grandes villes américaines, les innombrables commerçants asiatiques dont les magasins restent ouverts jour et nuit. Il en est de même en France. Les boutiquiers maghrébins, que leurs clients trouvent si obligeants et surtout si commodes, ne comptent que sur eux-mêmes. Ce sont eux — ô ironie — qui incarnent le mieux l'esprit de la petite bourgeoisie, épargnante, véritable vivier de l'économie marchande.

APRÈS huit ans pendant lesquels l'administration républicaine s'est vantée d'avoir laissé les forces du marché jouer pleinement leur rôle, que constate-t-on aux Etats-Unis et de par le monde ? Le sentiment dominant est peut-être celui qui est symbolisé par la frustration éprouvée lorsqu'en tournant le bouton de la radio pour entendre les nouvelles on a laissé passer les informations sur Wall Street et la Bourse de Tokyo. Tout se passe comme si l'on attendait le dernier indice du Dow Jones et le Nikkeï, pour savoir si la Terre continuait à tourner normalement. Faut-il s'étonner, dans ces conditions, en caricaturant à peine la réalité, si le temps n'est plus où l'on élisait un gouvernement de la droite modérée pour jouir d'un peu plus de calme et de tranquillité ?

BIBLIOGRAPHIE

« La fin du social-colbertisme », de Jean-Baptiste de Foucauld

Compétitivité et solidarité

ON n'apprend pas qu'à compter de l'inspection des finances. Jean-Baptiste de Foucauld sait aussi écrire. Dans le sillage de Jacques Delors à l'Echange et Projets, il avait déjà attiré l'attention par sa *Révolution du temps choisi* (Albin Michel, 1980). Voici un autre livre plus ambitieux : *La Fin du social-colbertisme*. En ces temps de remue-ménages électoraux, la vague porte. Jean-Baptiste de Foucauld a un tempérament original, des idées claires et le sens de la formule. Mieux, il combat l'économisme qui envahit notre horizon et masque de plus en plus les vraies valeurs.

Ces mécanismes ne peuvent plus fonctionner aujourd'hui. Il nous faut une tout autre culture pour nous en sortir, fondée sur le sens du réel et sur le sens de l'autre. L'Hexagone à la boutonnière, le « protectionnisme de l'égo », l'attitude schizophrénique des Français à l'égard de leur Etat, simultanément désiré et repoussé, le goût du pouvoir de la classe dirigeante comme fin en soi et son cloisonnement, tout cela doit être bousculé.

Franchir cinq seuils

Faut-il désespérer ? Non. Contrairement aux messages des prophètes de malheur, le chômage n'est pas fatal et, dès aujourd'hui, sur les vingt-quatre pays de l'OCDE, cinq ont un taux de sous-emploi situé seulement entre 1 % et 4 % de la population active (Japon, Autriche, Norvège, Suède, Suisse), et cela va mieux aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Deux maîtres-mots conduisent le parcours de Jean-Baptiste de Foucauld : compétitivité et solidarité. Pour arriver en forme sur ces axes stratégiques, il faut franchir cinq seuils :

- Jouer le jeu de la désinflation contractuelle. Pour compen-

ser rapidement les insuffisances de notre appareil productif, il faut parvenir à une inflation plus faible qu'en Allemagne, grâce à un nouveau pacte social concernant à la fois le patronat, les syndicats, les non-salariés et la société civile.

• Promouvoir sans délai le temps choisi. C'est là une idée chère de Jean-Baptiste de Foucauld. Il s'agit d'autre chose que la formule du temps partiel : les horaires réduits doivent être souhaités par l'intéressé et réversibles, c'est-à-dire que le travailleur doit pouvoir revenir à des horaires à temps plein s'il le souhaite.

• Développer un secteur d'utilité sociale assurant à chacun un minimum d'activité et de revenu. Il s'agirait de parfaire les TUC et de favoriser de nouvelles solidarités face au chômage, notamment par le biais des associations regroupant les chômeurs, les aidant pour rechercher un emploi ou créant directement des emplois temporaires, voire durables.

• Reconstruire l'emploi, car il n'est pas possible de continuer à soutenir une gestion statique du chômage. Il faut raisonner en termes de droits, et non de chiffres. Le marché ne doit pas avoir le monopole de l'organisation des activités économiques. Jean-Baptiste de Foucauld rejoint les vues d'Alfred Sauvy pour souhai-

ter un inventaire très décentralisé des besoins de toutes sortes, qui, par la force des choses, inciteraient les responsables de tous niveaux à y répondre en puisant dans le vivier des chômeurs.

• Donner à nouveau sa chance à l'Europe. « A force de faire et de refaire l'Europe de l'économie, on finira par faire l'économie de l'Europe ».

Cette méfiance de l'économisme, Jean-Baptiste de Foucauld l'avait, au reste, courageusement affirmée dans une partie de son livre consacrée au « poids de l'éthique ». Déployant largement son drapeau chrétien, il rejoint souvent les vues du personnelisme d'Emmanuel Mounier.

La montée de l'individualisme dans nos sociétés soulève pour lui deux questions essentielles : l'urgence d'une conception métaphysique de la personne et la découverte que l'individu a besoin des autres pour être lui-même. On peut à la fois être compétitif et convivial.

Un livre qui redonne du souffle. On en manquait tellement dans ces combats à ras de terre pour la conquête de l'Elysée.

PIERRE DROUIN.

\* *La Fin du social-colbertisme*, de Jean-Baptiste de Foucauld, Belfond, 240 p., 98 F.

**MASTERE ESCP MANAGEMENT SOCIAL**

Diplômés des Grandes Ecoles d'ingénieurs ou de gestion,

Préparez-vous à être des MANAGERS capables de faire la synthèse entre les options stratégiques d'une entreprise, ses choix organisationnels et la gestion de ses ressources humaines.

Inscrivez-vous dans le mastère spécialisé ESCP en MANAGEMENT SOCIAL

M.S., une formation de haut niveau, accréditée par la Conférence des Grandes Ecoles.

Avec le parrainage des ASSURANCES GENERALES DE FRANCE et le Groupe USINOR-SACILOR.

Renseignements et inscriptions : P. Colombert  
Groupe ESCP - 3<sup>e</sup> Cycle,  
79, av. de la République, 75543 PARIS CEDEX 11. Tél. : 43.55.39.08

ESCP CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

**orientations SERVICE**

Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS

si recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, contactez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à :

Orientations Service, 28, rue de la Trémoille, 75006 PARIS (réponse par courrier uniquement).

M. - Mme - Mlle

Adresse

Code postal

Ville

Niveau d'études actuel

Age

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Electronique
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles, Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Formations Artistiques Appliquées
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Gestion, Distribution	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> 3 <sup>e</sup> Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/> Histoire-Pédagogie
<input type="checkbox"/> Administration Militaire : Commandant	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Agro-Alimentaire	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Architecture	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur	<input type="checkbox"/> Langues
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> BTS Automobile	<input type="checkbox"/> Maintenance d'Ordonneurs
<input type="checkbox"/> Cinéma	<input type="checkbox"/> Marché de l'Art
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Par-Médical
<input type="checkbox"/> Communication Publique	<input type="checkbox"/> Professions Libérales
<input type="checkbox"/> Communication audiovisuelle	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Réseaux Informatiques
<input type="checkbox"/> Concours Administratifs	<input type="checkbox"/> Sociologie
<input type="checkbox"/> Création d'Entreprise	<input type="checkbox"/> Sociologie Sociologique
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques
<input type="checkbox"/> Design	<input type="checkbox"/> Tourisme
<input type="checkbox"/> Ecole Normale	<input type="checkbox"/> Systèmes Multimédia-Photographie
<input type="checkbox"/> Expertise Comptable	<input type="checkbox"/> Systèmes de Mode

**M.S. ESSEC**

**TECHNIQUES FINANCIERES**

- Programme intensif d'un an préparant à l'exercice des nouveaux métiers de la finance.
- Les enseignants sont des professeurs de renommée internationale et des experts travaillant dans les banques et les entreprises associées au programme.
- Admission ouverte jusqu'au 15 juin aux titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou de gestion, IEP, DEA ou équivalent.

Informations : Elyane ROSELLO, ESSEC, BP 105, Cergy-Pontoise  
Tél. : (1) 30-38-38-00.

ESSEC - Etablissement d'Enseignement supérieur privé

**ABONNEZ-VOUS REABONNEZ-VOUS**

**LE MONDE ET SES PUBLICATIONS**

Gérez vos abonnements sur minitel  
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

**ABONNEMENTS**

**36.15 LEMONDE**

هكذا من الأصل



# Sports

## AUTOMOBILISME : Grand Prix de Saint-Marin

### Senna et Prost, la roue dans la roue

L'écrasante supériorité des deux McLaren-Honda s'est confirmée, dimanche 1<sup>er</sup> mai, à Imola dans le Grand Prix de Saint-Marin, où le Brésilien Ayrton Senna et Alain Prost, retardé au départ mais finalement deuxième à 2 s 334, ont pris un tour d'avance à leurs plus proches rivaux.

L'espoir du public italien d'assister à un exploit des Ferrari a été déçu. L'Autrichien Gerhard Berger, à nouveau confronté à des

problèmes liés à la limitation de la pression de suralimentation de son turbo, a terminé cinquième, devancé par le Brésilien Nelson Piquet (Lotus-Honda) et le Belge Thierry Boutsen (Benetton-Ford), premiers des moteurs atmosphériques. L'Italien Michele Alboreto, deuxième pilote de la « scuderia », d'abord handicapé par son embrayage défaillant, a dû abandonner, moteur cassé à six tours de l'arrivée.

L'écure Ligier a vécu un sombre week-end. René Arnoux et Stefan Johansson n'ont pu se qualifier pour le Grand Prix. La conception de la nouvelle voiture à moteur très avancé serait en cause.

Notre envoyé spécial, qui passe une saison avec Ferrari (le Monde du 2 et du 5 avril), avait fait un détour par Fiorano, où sont préparées les voitures de la « scuderia ».

### Une saison avec la « scuderia » Pèlerinage à Fiorano

**IMOLA**  
de notre envoyé spécial

C'est dans sa « maison de campagne », une ancienne ferme rénovée, nichée au cœur du circuit de Fiorano, la piste privée de la « scuderia », qu'Enzo Ferrari a suivi à la télévision, comme de coutume depuis la mort de son fils Dino, en 1956, le Grand Prix de Saint-Marin.

Pour continuer à se donner les moyens de ses hautes ambitions sportives, l'ingénieur a vu transformer son entreprise en société par actions en 1960. Après des négociations avec Ford, il avait cédé 50 % de ses actions à Fiat en 1969. Depuis 1984, le conseil d'administration est même présidé par Vittorio Ghidella, le président de Fiat, mais Enzo Ferrari a toujours conservé la direction technique et sportive.

Les malheurs et les ans n'ont pas altéré sa passion pour la compétition automobile et son ambition d'y figurer au premier rang. Dès 1972, il avait doté son écurie de la première piste d'essais privée, à Fiorano. Un circuit de 3 kilomètres, parsemé de dix caméras et de quarante-quatre cellules photo-électriques de chronométrage pour tester et enregistrer le comportement des formules 1 dans différentes conditions de course. Aujourd'hui encore, seuls Honda, à Suzuka, et Lotus, à Ethel, disposent de leur propre piste d'essais.

Avec un accès direct au circuit a été construit ensuite le premier bâtiment de la « gestion scuderia ». C'est là qu'Enzo Ferrari a son bureau, un pièce bleue à l'austérité monacale, à peine agrémentée de la

sculpture d'un cheval cabré. Dans le prolongement du couloir se trouvent ses principaux collaborateurs : Piero Lardi-Ferrari, son fils, directeur exécutif de la « scuderia », en attendant d'assumer un jour la succession ; Mario Piccinini, le directeur sportif et le principal ingénieur.

Seule absence de taille : celle du Britannique John Barnard, le directeur technique recruté chez McLaren à la fin de la saison 1986. Ce dernier a obtenu le privilège de demeurer en Grande-Bretagne, où Ferrari a fait construire l'annexe dans laquelle John Barnard vient juste de terminer le châssis de la Formule 1 à moteur atmosphérique pour 1989.

**Les derniers défenseurs de l'Europe**

Le bâtiment principal abrite aussi l'atelier d'assemblage des monoplace — cinq ou six pour la saison, — où, comme à Maranello, les ordinateurs et la robotique complètent le travail des deux cents employés hautement qualifiés de la « gestion scuderia ».

La volonté de Ferrari de rester à la pointe des techniques expérimentées en formule 1 se retrouve aussi dans le deuxième bâtiment, inauguré en 1986, pour accueillir le département des études et des essais moteurs avec les systèmes de gestion électronique et la soufflerie ultramoderne avec tapis roulant (seule l'écurie Williams dispose aussi de sa propre soufflerie). Ces deux secteurs sont confiés respectivement à Jean-Jacques His et Jean-Claude

Migeod, deux ingénieurs recrutés chez Renault-sport, fin 1985.

Le département moteurs a d'ailleurs été l'un des plus sollicités depuis le premier Grand Prix à Rio-de-Janeiro, où les ingénieurs Ferrari s'étaient parfaitement maîtrisés la nouvelle pression maximum de suralimentation des turbos fixée à 2,5 bars. Michele Alboreto avait dû tourner avec une pression de 2,3 bars et un handicap estimé à une quarantaine de chevaux par rapport aux Honda qui développaient quelque 630 à 640 chevaux.

A Imola, circuit le plus exigeant en consommation, avec ses vallonnements, ses courbes à grande vitesse s'achevant par des virages très serrés, le moteur Ferrari était doté d'une nouvelle centrale électronique encore plus perfectionnée. Mais sans grand résultat. « Dans les confrontations avec les Japonais, nous sommes les derniers défenseurs de l'Europe », dit Michele Alboreto. Mais c'est le combat de David contre Goliath. « Que pouvons faire nos quatre braves ingénieurs motoristes contre les cent cinquante qui travaillent chez Honda ? »

Contrairement à l'idée répandue, Ferrari est loin de disposer de toute la puissance économique et technique de Fiat. « Le dépassement des dépenses du service compétition est pris en compte pour la promotion de l'image Ferrari », explique Marco Piccinini. Mais ce total doit être calculé au plus juste, car il est réparti dans le bilan de la société. « Fiat, actionnaire à 50 %, assume donc de facto la moitié du déficit compétition et, comme d'autres commanditaires, alloue à la « scuderia » un budget publicitaire pour figurer sur les coques des monoplace.

De plus, le géant automobile de Turin peut apporter sa contribution technique dans certains domaines. Ainsi ses ingénieurs mettent-ils au point avec Ferrari une suspension active qui devrait être expérimentée en formule 1 avant son adaptation à des voitures de série.

La recherche des budgets publicitaires est limitée par la volonté de « préserver l'image de Ferrari ». Ainsi, la « scuderia » est la seule en formule 1 dont le nom n'est pas associé à celui du principal commanditaire. Si Marlboro prend en charge les salaires des pilotes, d'autres commanditaires sont directement liés à l'industrie automobile (Fiat, Agip, Magneti-Marelli, Goodyear, Enichem) ou à la compétition (Longines).

Cette volonté de mesurer une politique de sponsoring modérée et la dimension presque artisanale de l'entreprise Ferrari pourraient devenir de lourds handicaps malgré la volonté des responsables de la « scuderia » de perpétuer la tradition sportive (1) du dernier des grands constructeurs — châssis et moteurs — de formule 1.

**GÉRARD ABOUY.**

## FOOTBALL : Le championnat d'Italie

### Naples tombe de haut



Ruud Geuliff a dominé Diego Maradona.

En allant gagner à Naples pour le compte de la vingt-huitième journée du championnat d'Italie sur le score de 3 à 2, le Milan AC a pris le titre de champion et fait un pas important vers le titre.

À deux journées de la fin du Calcio, les joueurs milanais ont fait le plus difficile : aller battre Maradona et ses équipiers dans leur stade de Sao-Paulo devant 90 000 tifosi déchaînés. Grâce à deux buts de l'insaisissable Verdis et un but de Van Basten, le Merlandais remis depuis peu d'une sérieuse blessure, le Milan AC, conduit par Ruud Geuliff, a logiquement dominé son adversaire.

Mépris deux buts de Maradona et Careca, Naples a probablement perdu tout espoir de conserver le Scudetto acquis la saison dernière. Pour le propriétaire du club milanais, Silvio Berlusconi, cette victoire n'a pas de prix. Ou plutôt si : il avait promis à chacun de ses joueurs une prime de 950 000 francs en cas d'issue favorable.

L'entraîneur et les joueurs milanais restent cependant prudents ; ils n'ont qu'un point d'avance et ils reçoivent le Juventus dimanche prochain. Or, si le Milan AC est toujours invaincu à l'extérieur, il a déjà connu quelques ratés à San-Siro.

## VOILE : la Semaine pré-olympique de Hyères

### Femmes et vent compliqués

La vingt-troisième semaine pré-olympique de Hyères s'est déroulée du 22 au 29 avril et a réuni sept cents régatiers venus de quarante pays. Les équipes françaises ont remporté trois victoires : Robert Nagy gagne en planche à voile, François Breauc et Alain Champy en 470 masculin, et Florence Lebrun et Sophie Berge, en 470 féminin. Heureux présage à six mois de la première épreuve de voile olympique réservée aux femmes.

**HYÈRES**  
correspondance

Longtemps les hommes ont considéré la mer comme leur domaine réservé. Accusés d'être des partisans de la puissance, les hommes partagent avec le « cousin du littoral » et la couleur verte le doux privilège de porter malheur siôt embarqués. Quelques pirates en jupons durent se travestir en cruels fiers-à-bras pour continuer leurs bouillottes sanglantes.

Vint le temps du yachting. En 1928, Virginie Herriot, pionnière très garçonne, menait à la diable un équipage masculin vers une médaille d'or. Aujourd'hui, le monde de la plaisance est entré dans l'ère industrielle s'inquiète beaucoup de l'avis de la commission de croisières, déterminant pour l'achat d'un bateau. Mais, en guide d'idées des boules en féminin, il n'a à proposer que quelques cas d'exception. Par exemple, Florence Arthaud, aventurière des océans.

Surprise : en course au large comme en voile olympique, ces fortes femmes aiment à rivaliser d'égalité à égal avec les hommes. Une épreuve à elles réservée ? Ces défricheuses ne l'ont revendiquée que du bout des lèvres.

À Los Angeles, en 1984, deux femmes donnaient la réplique aux hommes. Elles n'ont pas milité pour la création d'une épreuve féminine. L'une, Trine Elvström, la Danoise, n'a rien changé à ses habitudes : elle continue à s'occuper son père Paul en Tornado, série exigeant un mètre. L'autre, Cathy Foster, l'Anglaise, vogue désormais avec un partenaire.

Le souci de différenciation a pris le pas sur la revendication d'égalité. Le virage a été négocié en 1978 par la Fédération internationale de voile, qui crée alors le premier championnat du monde féminin. Acapulco et le Sardinie accueillent alors des régatières décontractées qui ne faisaient pas un métier de ce loisir. On les retrouve aujourd'hui à Hyères, les joues creusées par une pratique

forcené et l'esprit tendu vers une ambition claire : les Jeux de Séoul. Car, en novembre 1984, à Londres, elles ont obtenu gain de cause.

**La vista et l'expérience**

Équipière d'expérience, Claire Fountaine se souvient des résistances qu'il fallut vaincre pour faire admettre que les femmes n'étaient pas condamnées à attendre sur la jetée le retour du marin. En 1975, à Kingston (Canada), elle se vit refouler par le chargé des cérémonies. Le brave homme n'arrivait pas à réaliser que cette dame qui voulait monter sur le podium avait bien remporté l'épreuve des 470 avec son mari, Jean-François, actuel skipper des catamarans *Charente Maritime*.

Comme Claire Fountaine, les meilleures Françaises ont fait leurs classes chez les garçons. Elles y ont appris à ne pas désespérer. En 470 les vitesses s'équivalent, vite et la vista et l'expérience font la différence. Les contre-performances sont légères.

Claire Fountaine fait désormais cause commune avec Christine Briauc, la sœur de Philippe, l'archiviste naval. Depuis quatre ans, elles naviguent tant et plus, délaissant leurs métiers d'expert maritime et de responsable d'une section sportive, joutent avec les aides fédérales et les sponsors privés et possèdent même un compte joint qui étouffe les caissières de supermarchés.

Mais filles et garçons sont soumis à la même règle : en voile, un pays n'envoie qu'un représentant par série. Pour les Rochelaises, les choses se présentent mal. Leurs rivales, Florence Lebrun et Sophie Berge, leur laissent peu d'espoir. Elles viennent de surfer la Semaine de Hyères. Elles n'ont pourtant pas un gabarit de déformateur. Elles rendent 15 kilos aux nouvelles venues qui copient les standards masculins. Mais le petit bout de chou brun et la joviale Bordelaise possèdent un sens tactique aigu. Elles entretiennent avec le vent et ses foudrues une complicité qui fait bien des envieux. Les amères passées à répéter les mêmes gestes et à analyser à chaud les mêmes évolutions météorologiques finissent par payer. Très offensives dans leur choix de route, jamais gagne-petit, elles ont ébréché leurs concurrents par leur culot.

Ces filles ont séduit les sidérurgistes de Fos-sur-Mer qui les commanditent. Pour égarer l'univers des hauts fourneaux, rien de tel que des ambassadrices dans le vent.

**LUC LE VAILLANT.**

## RUGBY : Championnat de France

### Le standing du Racing

Une seule surprise en quarts de finale du championnat de France de rugby, le week-end prochain : la présence de Tarbes — vainqueur de Dax, — qui affrontera Brive. Le match vedette sera la rencontre Toulouse-Toulon, tandis que Narbonne rencontrera Bègles. Autre choc : Agen aura pour adversaire le Racing, qui a éliminé Bayonne.

L'intolérance et d'actualité. Les terrains de rugby s'y échappent pas. En tout cas, si la réaction que provoque en Ovale profonde le Racing Club de France (RCF) n'est pas de la xénophobie, cela y ressemble étrangement.

Samedi, à Colombes, l'Aviron bayonnais chercha à toute force à expulser du championnat les Parisiens pour défilé de facès : « *Parigots, têtes de veau !* » Provocations, intimidations : le registre intégral de l'anti-jeu y passa pour obtenir une qualification en quarts de finale, à commencer par un souverain mépris des règles sur la position des trois-quarts en défense. Mais que faisait l'arbitre ?

Les deux clubs partagent pourtant les mêmes valeurs de jeu, l'attaque et le mouvement. Mais le rugby des biceps fait une réaction de rejet des joueurs en nez papillon. Les sélectionneurs de la Fédération française oublient Laurent Cabannes, le capitaine des ciel et blanc, quand ils composent l'effectif de la tournée estivale en Argentine. Les supporters du Sud-Ouest jubilent quand le RCF est à deux doigts de la relégation dans le groupe B — dernière division de fait — à l'issue de la première phase du

championnat, les poules de cinq ou quatre-vingts équipes sont engagées.

Sport de terroir, le rugby ne se reconnaît pas dans les finalistes du championnat 1987, qui ont leur quartier général dans le dix-septième arrondissement. Leurs factés passent pour des provocateurs. Et si n'en sont pas sans avoir. Les plus marquants ont été le port de nœuds papillons, roses au Parc des Princes ou de biceps basques à Bayonne. Samedi, ils ont fait un pied de nez à Jacques Fouroux.

Le national de l'équipe de France se singularise depuis quelques saisons en faisant jouer les remises en touche non par le talonneur mais par le demi de mêlée. La justification de ce choix tactique n'a jamais été évidente. D'aucuns le jugent même absurde. Eh bien, l'équipe de Robert Papariborde a montré qu'en la matière on pouvait

toujours faire mieux : c'est donc le troisième ligne Genet qui a opéré samedi les remises en jeu. Et, pour aller encore plus avant dans l'expérimentation, lors des phases statiques, le Racing a aussi placé son arrière, Jean-Baptiste Lafond, en position de centre, les ailiers restant alors en retrait.

**De faux dilettantes**

Les résultats de cette dernière opération ne furent d'ailleurs pas assez probants pour être poursuivis jusqu'à la fin de la partie. Mais il y a peut-être une idée à creuser. Et, sur ce plan, on peut faire confiance aux Parisiens.

Membres du « show-biz », ainsi que se surnomment les lignes arrières du RCF, inconditionnelles du rugby-spécialisé, sont de faux dilettantes et de vrais perfectionnistes. Après un début de saison hésitant, ils abordent la phase finale du championnat parfaitement préparés.

L'audace d'Ippolito, qui, à 5 mètres de sa ligne de but, démarra ballon en main entre deux Bayonnais, témoigne du coup d'œil d'un homme en grande forme. Les diagonales de Guillard et les crochets de Lafond sont de la même veine. Et, dans ce débourrage de combats, il faut se garder de minimiser le travail des avants. Le talonneur Dubruielle a notamment écorché dans l'embus un ballon tapé à suivre par un ailier, en passant à travers cinq adversaires, un instant trompés par le rebond.

Au total, le Racing a marqué cinq essais. L'addition aurait pu être plus lourde de sa forme. Blessé il y a trois mois contre Toulouse, l'ouvreur du XV de France faisait samedi sa rentrée. Toujours percutant, il a manqué cependant de rythme et de précision. Toutes choses qui ne pourraient aller qu'en s'améliorant.

Bref, l'essai n'a pas annihilé le jeu du Racing. En dépit de l'absence de la batte Agén, samedi prochain, ses yeux sont ailleurs. Mais la défaite de l'Aviron bayonnais a prouvé, *à contrario*, qu'il ne servait à rien d'appliquer un schéma tactique incompatible avec la nature même de l'équipe.

Car, en privant de ballons leur ailer international Lapsquet — sauf dans des situations désespérées, comme celle qui amena le centre de Cabannes en début de seconde période, — les Basques ont renoncé, de façon suicidaire, à leur meilleur atout.

**ALAIN GIUAUDO.**

### Les résultats

**Automobilisme**

**GRAND PRIX DE FORMULE 1 DE SAINT-MARIN, A IMOLA**

1. Senna (McLaren-Honda) 302,400 km en 1 h 32 min 41 s 26 (195,754 km/h) ; 2. Prost (McLaren-Honda), à 2 s 33 ; 3. Piquet (Lotus-Honda), à 11 s 40 ; 4. Boutsen (Benetton-Ford) ; 5. Berger (Ferrari) ; 6. Nannini (Benetton-Ford).

Classement de championnat des pilotes. — 1. Alain Prost, 15 pts ; 2. Ayrton Senna (Bré.), 9 ; 3. Nelson Piquet (Bré.) et Gerhard Berger (Aut.), 8.

Le total des points marqués par Alain Prost en championnat du monde a atteint 421,5 points. Il améliore ainsi le précédent record de points qui était détenu par l'Autrichien Niki Lauda avec 420,5 points, pour 171 grands prix contre 123 à Prost.

**Basket-ball**

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**

Nationale I (demi-finale, match d'appui)

Choléra bat Nantes, 82-72. Finale Limoges-Choléra les 7 et 14 mai, match d'appui éventuel le 17 mai.

**Cyclisme**

**LE TOUR D'ESPAGNE**

La sixième étape a été marquée samedi 30 avril à Valladolid par une chute collective au moment du sprint. L'Italien Francesco Rostollini, victime d'une fracture du crâne (occipital), est le plus gravement atteint des onze coureurs accidentés.

**Football**

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**

Première division (trente-troisième journée)

Toulouse b. Metz ..... 2-0  
Montpellier b. Auxerre ..... 2-2  
Nice b. Paris-SG ..... 4-0

**Motocyclisme**

**GRAND PRIX DE VITESSE DU PORTUGAL, A JEREZ (Espagne)**

500 centimètres cubes. — 1. Lawson (E.U.), Yamaha, les trente tours en 53 min 47 s 99 (moy. : 136,419 km/h) ; 2. Rainey (E.U.), Yamaha, à 1 s ; 3. Maggee (Aus.), Yamaha, à 7 s ; 4. C. Sarron (Fr.), Yamaha, à 7 s.

250 centimètres cubes. — 1. Gariga (Esp.), Yamaha, les vingt-cinq tours en 22 min 22 s 77 (moy. : 133,539 km/h) ; 2. Shimizu (Jap.), Honda, à 5 s ; 3. Carru (Sui.), Honda, à 8 s ; 4. D. Sarron (Fr.), Honda, à 9 s.

**Rugby**

**COUPE DE FRANCE**

Division I (huitième de finale, retour)

**GROUPE A**

Toulon b. Tynan ..... 49-16  
Toulon b. Grantham ..... 25-12  
Brive b. Montfermeil ..... 24-13  
Tarbes b. Dax ..... 21-6  
Racing-CF b. Bayonne ..... 28-6  
Agen b. Grenoble ..... 14-10  
Bègles-Borde b. Mont-de-Mézières ..... 10-0  
Narbonne b. Perpignan ..... 24-21

(Clubs qualifiés en gras.)

Les quarts de finale auront lieu le week-end prochain : à Montpellier, samedi, 15 heures : Toulon-Toulouse ; à Agen, samedi, 20 h 30 : Brive-Tarbes ; à Toulouse, dimanche, 15 h 30 : Racing-CF-Agen ; à Tarbes, dimanche, 15 heures : Narbonne-Bègles-Borde.

**Tennis**

**TOURNOI DE HAMBOURG (terre battue)**

Demi-finale. — Leconte (Fr.) b. Becker (RFA), 2-6, 7-6 (7-3), 7-6 (7-2) ; Carlson (Sua.) b. Arrese (Esp.), 6-4, 6-2.

Finale. — Carlson (Sua.) b. Leconte (Fr.), 6-1, 6-2, 6-4.

gère les...  
de notre...  
A...  
solidarité

solidarité

ABONNEMENTS

Le Monde et son...  
Le Monde



# Economie

## SOMMAIRE

- Echec pour l'OPEP à Vienne. L'Arabie saoudite refuse de baisser sa production, comme le demandaient sept pays producteurs indépendants (lire ci-contre).
- La Compagnie P and O a choisi l'affrontement total avec le syndicat des marins de Douvres en grève depuis trois mois (lire page 29).
- Les défilés du 1<sup>er</sup> mai organisés par les syndicats ont été plus suivis que les années précédentes (lire page 9).
- Patronat et syndicats se retrouvent mardi 3 mai pour rechercher un accord sur des thèmes de négociations dans les branches (lire page 27).

● Record de vitesse sur rail en RFA. — La RFA a battu, le dimanche 1<sup>er</sup> mai, le record du monde de vitesse sur rail, jusqu'à présent détenu par le TGV français avec 380 kilomètres/heure. En effet, l'ICE (Intercity expérimental) a roulé à une vitesse de 406 kilomètres/heure sur la nouvelle ligne Fulda-Wurzburg, en Bavière. Le ministre des transports ferroviaires, M. Jergen Warnke, le ministre de la recherche, M. Heinz Riesenhuber, ainsi que le directeur général de la Bundesbahn, étaient à bord du train. L'ICE sera mis en circulation en 1991, sous le nom de Intercity Express. Il roulera à une vitesse moyenne de 250 kilomètres/heure. La Bundesbahn compte exploiter quarante rames de ce « super-train », ce qui représente un investissement compris entre 1,5 et 2 milliards de deutschmarks. — (AFP.)

## ÉNERGIE

La décision de l'OPEP reportée à la conférence du 8 juin

### L'Arabie saoudite fait échouer l'accord de coopération avec les exportateurs indépendants

Vienne de notre envoyée spéciale

Le vent de l'histoire a tourné. Après quatre jours de déchirements, l'OPEP, sous la pression de l'Arabie saoudite, a finalement décliné l'offre de coopération proposée le 26 avril par sept pro-

ducteurs indépendants, les « NOPEP » — Angola, Chine, Colombie, Égypte, Malaisie, Mexique et Oman. La première tentative d'élargissement du cartel depuis près de vingt ans a donc échoué. Incapables de s'entendre sur la réponse à donner aux « NOPEP », l'organisation, dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 mai, a préféré remettre toute décision

à sa prochaine conférence, prévue le 8 juin prochain à Vienne. « Il nous faut plus de temps pour clarifier la situation et consulter nos gouvernements sur la façon dont cette coopération doit se développer dans l'avenir », a expliqué le ministre nigérian du pétrole, président de l'OPEP, soulignant que les contacts se poursuiv-

ront d'ici à juin. La plupart des autres délégations se gardaient de toute déclaration publique pour ne pas effrayer les marchés internationaux, mais cachaient mal leur désappointement. Seuls les pays arabes du Golfe, derrière l'Arabie saoudite, tentaient de canaliser cet échec en « point de départ » positif et expliquaient que la proposition des producteurs indépendants, inacceptable en l'état, pouvait être améliorée pour permettre, en juin, de jeter les bases d'une « vraie » coopération à long terme.

Les sept « NOPEP » avaient proposé de réduire pendant deux mois leurs exportations de 5 %, soit 183 000 barils/jour, afin d'assainir le marché, mais à la condition que l'OPEP accepte de réduire ses ventes dans la même proportion, soit de 700 000 barils/jour.

Bien que le royaume saoudite ait clairement fait savoir d'entrée de jeu qu'il n'entendait pas se laisser ainsi « forcer la main » et refusait de réduire plus avant sa production, une majorité de pays membres, convaincus de l'utilité de cette coopération, allaient tenter quatre jours durant de fléchir sa volonté et de le pousser à faire un geste. En vain.

Alors que l'Algérie avait réussi à faire approuver par une majorité de huit pays une solution de compromis visant à réduire la production du cartel de 300 000 barils/jour, soit un peu moins de la moitié de l'effort demandé, l'Arabie saoudite, soutenue par les trois autres États du Golfe (Koweït, Qatar, Emirats arabes unis), faisait aussitôt une contre-proposition, jugée tellement inacceptable par les autres délégations qu'elle s'apparentait à de l'obstruction pure et simple.

Le royaume proposait en effet de répondre « baril pour baril » à l'offre des « NOPEP » et de réduire la production de 183 000 barils/jour. Il ajoutait de surcroît que cet effort devait être réparti de façon égale entre douze pays membres — l'Irak restant depuis près d'un an exclu des accords en raison de la guerre. Une proposition totalement « injuste », assuraient les petits pays qui, comme le Gabon ou l'Équateur, se voient ainsi imposer des coupes de 15 000 barils/jour environ, quantité équivalente à 10 % ou 7,5 % de leur production totale alors qu'elle ne représentait pour l'Arabie saoudite que 0,4 % à peine de son rythme d'extraction. En dépit d'intenses pressions, exercées au plus haut niveau par la plupart des États concernés, le royaume maintenait ses positions jusqu'au bout, provoquant ainsi le blocage et finalement l'échec.

qu'elle entendait d'abord rester « maître chez elle », c'est-à-dire obtenir une parfaite discipline au sein de l'organisation avant de se laisser contraindre à tout nouvel effort.

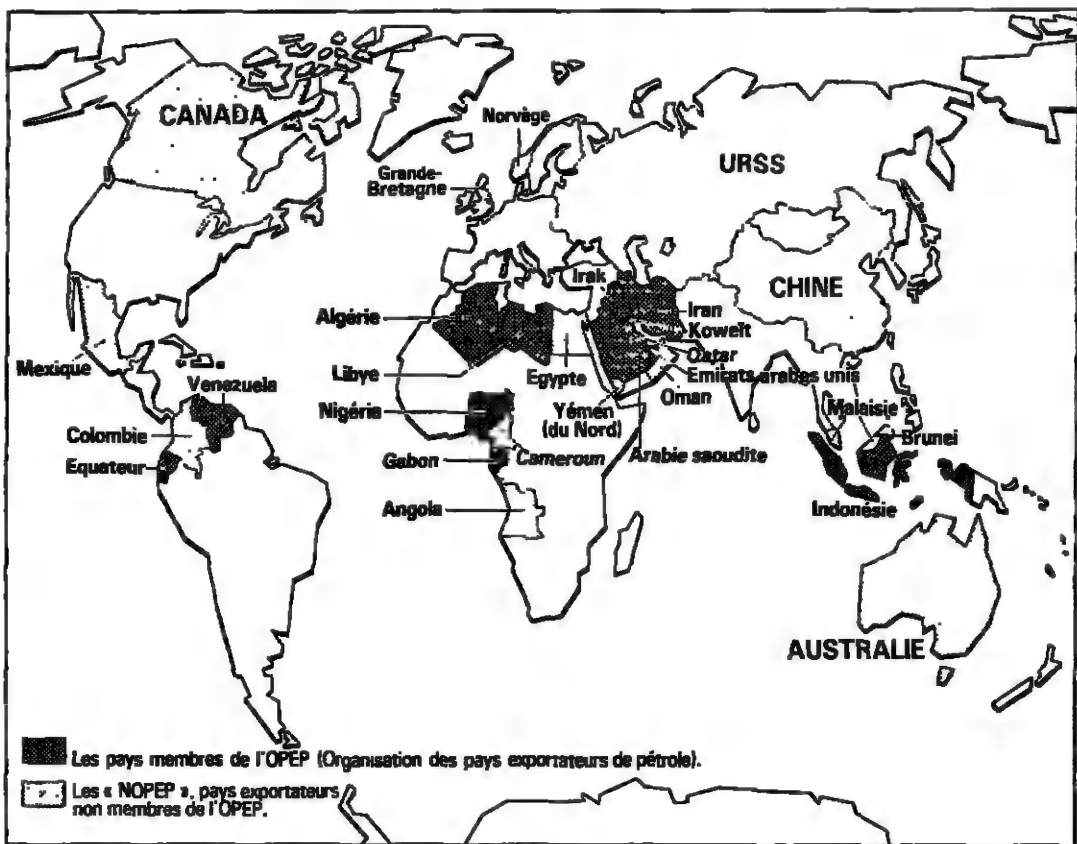
« L'échec de l'OPEP aurait été de se laisser imposer une décision de l'extérieur », assurait en privé un membre du clan saoudien. Les Koweïtiens, plus pratiques, expliquaient que la proposition des « NOPEP » était de toute façon inapplicable compte tenu du calendrier. « Pour moi les nominations [c'est-à-dire les commandes dans le milieu pétrolier] sont déjà faites et en juin le marché sera bloqué dans l'attente de la conférence de l'Organisation », assurait un membre important de la délégation.

Mais l'Arabie saoudite avait d'autres raisons pour refuser la proposition des « NOPEP ». L'accepter, en effet, eût provoqué une renouveau des cours du brut dont l'Irak aurait profité. Le bruit des canons du Golfe et l'éclat de la récente rupture des relations diplomatiques entre les deux pays se sont fait entendre à Vienne. Par ailleurs, l'Arabie saoudite, qui a déjà du mal à faire respecter la discipline dans un cartel composé de treize membres, a sans doute jugé qu'un élargissement de facto à vingt (13 + 7) permettrait d'autant moins d'y régler.

« La coopération [avec les « NOPEP »] se poursuit », a affirmé le président de l'Organisation; il veut mieux prendre son temps pour établir des bases à long terme plutôt que se précipiter dans un accord valable seulement un ou deux mois. Peut-être. Mais une occasion historique pour les pays du Sud de se souder face au « marché » a été perdue. Il n'est pas sûr que les indépendants n'aient été échaudés pour longtemps. En attendant, les cours du brut risquent une nouvelle glissade.

VERONIQUE MAURUS.

### Les principaux pays exportateurs de pétrole dans le monde



Parmi les quinze principaux pays exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP, sept ont accepté de se réunir à Vienne avec les treize pays de l'Organisation.

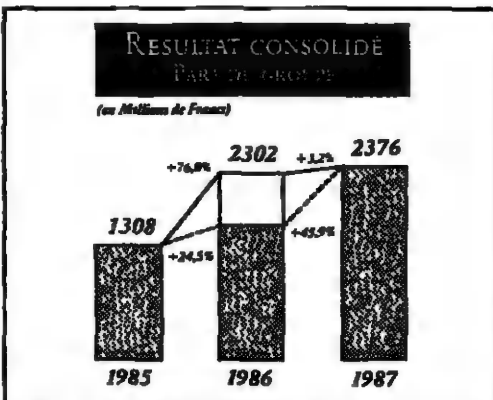
Ce sont ces sept qui ont proposé à l'OPEP une réduction concertée de 5 % des exportations. Il s'agit de l'Égypte, du Mexique, de la Chine, de l'Angola, de la Colombie, de la Malaisie et d'Oman.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VOUS ÊTES ACTIONNAIRE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.



NOUS AVONS PLAISIR À VOUS PRÉSENTER NOTRE ACTIVITÉ ET NOS RÉSULTATS 1987.



Plus-values exceptionnelles non récurrentes.

#### ACTIVITÉ 1987. FAITS MARQUANTS.

- **Marché des particuliers :**
  - Crédits : + 31,1 %; Dépôts à vue : + 10,1 %; (encours moyens déc. 87/déc. 86, maison-mère, métropole).
  - Nombre de clients - titres : un million (+ 57 %).
- **Marchés financiers :**
  - Développement du réseau international : à Tokyo, création d'une "Securities House" et obtention d'un siège en Bourse.
  - 1<sup>re</sup> place en France sur le marché des options, notamment des options de change avec 40 % du marché.
- **Financements spécialisés :**
  - Confirmation de notre position de leader : acquisition en Italie d'une société de crédit à la consommation disposant d'un réseau de 19 agences.

#### RÉSULTATS DU GROUPE 1987.

- Nouvelle progression du bénéfice, malgré un environnement financier peu favorable.
- Bénéfice consolidé réalisé sans cession significative de participation : 2 680 MF, dont 2 376 MF pour la part du Groupe.
- Hausse du résultat courant par du Groupe de 45,8 %
- Produit net bancaire : + 3,7 %. Accroissement des commissions qui atteignent 26 % du produit net bancaire en 1987; nos résultats deviennent moins sensibles à l'évolution des taux.

- Frais de gestion : + 10,9 %. À périmètre de consolidation comparable : + 7 %. Cette hausse tient pour une large part aux frais exceptionnels de privatisation et à un important effort d'investissements informatiques.

- Couverture des risques : poursuite de notre politique d'amélioration de couverture des risques pays avec un taux de provisions supérieur à 50 %. La dotation globale aux provisions a pu être réduite de 31 % grâce à la confirmation de l'amélioration de la situation financière des entreprises et à la part croissante de nos actifs à faible risque.

EN MILLIONS DE FF	1987	1987/86 %
PRODUIT NET BANCAIRE	28.647	+ 3,7
FRAIS DE GESTION	19.461	+ 10,9
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	9.186	- 8,9
DOTATIONS AUX PROVISIONS	4.960	- 31,0
BÉNÉFICE NET (PART DU GROUPE)	2.376	+ 3,2
CAPITAUX PROPRES	24.992	+ 15,0

- Proposition de distribution à l'assemblée des actionnaires du 31 mai : 559 MF (+ 21 % en 1 an, + 66 % en 2 ans), soit 23,5 % du bénéfice net part du Groupe. Dividende proposé par action on CIP : 10 F soit 15 F avant fiscal inclus.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
CONJUGUONS NOS TALENTS.

## CONSTRUCTION NAVALE

### Le ministère de la défense s'intéresse aux chantiers de La Seyne

M. André Girard, ministre de la défense, a annoncé, le 30 avril, à Aubagne (Bouches-du-Rhône), que son ministère allait déposer auprès de l'administrateur judiciaire un projet de reprise des chantiers navals de La Seyne, où travaillent huit cents personnes, près de l'arsenal de Toulon (Var).

Appartenant au groupe Normed, en dépôt de bilan, les chantiers de La Seyne (qui avaient fait l'objet il y a quelques mois d'une proposition de reprise partielle par un industriel marseillais, M. Maurice Génoyer) pourraient être utilisés comme sous-traitant par l'arsenal dans le cadre du développement de la flotte prévue par la loi de programmation militaire. Cette opération (qui s'accompagnerait de trois cent cinquante embauches en octobre) permettrait aux pouvoirs publics de garder (mais à quel prix ?) la main sur des terrains en bordure de mer, situés dans une zone stratégique et convoités par des promoteurs ou des industriels.

#### «Maître chez elle»

À la surprise générale, Ryad a ainsi fait la démonstration de son poids prépondérant dans l'organisation et, ce qui est plus inhabituel compte tenu de sa prudence légendaire, pris le risque « historique » de porter la responsabilité de cette occasion manquée. Pourquoi ?

Le ministre saoudite a expliqué qu'il considérait l'offre des « NOPEP » comme insuffisante et peu fiable, vu l'attitude passée de ces pays. L'assise des accords « bidon » conclus à l'intérieur même de l'OPEP et des « tricheries » incessantes de ses partenaires, l'Arabie saoudite a clairement laissé entendre

## GOVERNO QUÉRCIA

### AVIS D'APPEL D'OFFRES PUBLIC 8763

#### APPROVISIONNEMENT D'EQUIPEMENTS POUR LIGNE DE TRANSPORT

L'APPEL D'OFFRES PUBLIC 8763, de cadre international, se trouve ouvert et comptera sur des ressources du Prêt n° 194/C-88 consenti par la Banque Interaméricaine de Développement - BID, pour l'approvisionnement de 11.000 unités d'Entretentes - Amortisseurs; 2.589 unités de pièces métalliques pour Châssis de Suspension et Ancrage; 3.664 unités de Connecteurs et Jonction de Câbles. Cet APPEL D'OFFRES PUBLIC est limité aux fournisseurs de produits originaires des pays membres de la BID. Les normes qui établissent les conditions - spécifiques de cet APPEL D'OFFRES devront être retirées, par personne autorisée, moyennant le paiement de 10 000 (dix mille) cruzados, à la Divisão de Tecnologia, Cadastro e Licitação de Material, Rua Bela Cintra, 881, 4<sup>o</sup> andar, São Paulo, Brésil, de 9 heures à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 heures. Couverture des documents et des propositions aura lieu à 9 heures, le 7 juillet 1988, Rua Major Paolino, 126, São Paulo, Brésil.

Direction Administrative

SECRETARIA DE OBRAS

CESP

سكزا من الأصل







# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CONFORAMA

Le pays où la vie est moins chère.

### TRÈS FORTE PROGRESSION DES RÉSULTATS 1987

Chiffre d'affaires : + 16,4 %  
Bénéfice net courant : + 32,7 %

Le conseil de Surveillance de Conforama réuni le 7 avril 1988 sous la Présidence de Jean MGLL a examiné les comptes de l'exercice 1987 arrêtés par le Directoire présidé par Jean-Claude TATE.

CHIFFRES CONSOLIDÉS EN MILLIONS DE F	1986	1987	VARIATION %
CHIFFRE D'AFFAIRES H.T.	4764	5543	+ 16,4
BÉNÉFICE NET COURANT	150	199	+ 32,7
BÉNÉFICE NET	155	218	+ 40,6
DONT PART DU GROUPE	149	212	+ 42,3

Le Directoire proposera à l'Assemblée Générale mixte du 24/06/88 un dividende par action de 20 F, soit un revenu total de 30 F (13,50 F en 86).

Il demandera également l'autorisation de pouvoir procéder à l'émission d'obligations convertibles en actions et/ou d'obligations à bons de souscriptions d'actions, à concurrence de un milliard de francs.

#### PERSPECTIVES 88:

- prévisions : chiffre d'affaires : + 10% résultat net courant : + 20%
- activité commerciale 1<sup>er</sup> trim. 88/87 : + 15% (+ 12% à surface égale).

Dans le cadre de son développement international, Conforama vient de signer un accord avec le groupe portugais SONAE pour constituer une filiale commune dont l'objectif est de créer 3 magasins au Portugal. Le 1<sup>er</sup> magasin devrait ouvrir ses portes fin 1988.

## ASYSTEL

Le conseil d'administration d'Asystel du 28 avril 1988 a arrêté les comptes de l'exercice 1987. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé à 420,2 MF, en progression de 41 % sur l'exercice précédent. Le résultat net consolidé (part du groupe) s'établit à 19,7 MF, en progression de 6,5 % sur 1986. Ce décalage de 5 MF par rapport aux prévisions s'explique en partie par les conséquences de la consolidation des activités micro-informatiques rachetées au groupe IBL, en Grande-Bretagne et

en Belgique, ayant conduit à intégrer des pertes à hauteur de 5 MF. Ces pertes ont été compensées à due concurrence au niveau des capitaux propres de nos filiales étrangères par le groupe IBL. Par ailleurs, en regard de l'évolution du marché, la société a décidé d'accroître ses efforts sur le développement de l'activité micro-informatique. Celle-ci a représenté en 1987 66 % du chiffre d'affaires. Le renforcement de cette activité et les efforts d'internationalisation

déployés en 1987 ont pesé sur les marges du groupe et contribuent à expliquer l'écart constaté, tout en plaçant Asystel en position de jouer un rôle prépondérant en Europe et d'exploiter au mieux ses compétences reconnues dans ce créneau d'avenir.

En regard aux engagements pris à l'égard de ses actionnaires, le conseil a décidé de distribuer un dividende de 2,30 F par action soit 3,45 F compte tenu de l'impôt fiscal.

## IMETAL

Le conseil d'administration d'Imetal, réuni le 28 avril 1988 sous la présidence de M. Bernard de Villeméjane, a approuvé les comptes sociaux et examiné les comptes consolidés de l'exercice 1987. Les principales données consolidées du groupe peuvent se résumer ainsi :

(en millions de francs)	1987	1986 retraité
Chiffre d'affaires total	9 712	9 284
dont chiffre d'affaires des sociétés industrielles	3 930	3 231
Résultats (part du groupe) :		
Résultat courant	129	(172)
Résultat net	136	(586)
Situation nette (part du groupe)	2 307	2 288

Ces résultats consolidés ont encore été négativement affectés par ceux du groupe Penarroya qui ont pesé pour 85 millions de francs sur le résultat courant et pour 141 millions de francs sur le résultat net d'Imetal en 1987.

La consolidation des comptes de Penarroya par Imetal, faite par intégration globale à hauteur de 59 % jusqu'en 1986, a été réalisée par mise en équivalence à hauteur de 34 % en 1987, et les comptes de l'exercice 1986 ont été retraités en conséquence.

A la suite en effet de l'offre publique de rachat décidée par l'Age d'Imetal en janvier 1988, la participation d'Imetal dans Penarroya ramené autour de 16 %, et sort ainsi du périmètre de consolidation en 1988.

Pour la société Imetal, le résultat de l'exercice s'établit à 402 millions de francs compte tenu de produits exceptionnels nets de 293 millions de francs, d'une reprise nette de provisions financières de 68 millions de francs et d'un impôt sur les plus-values à long terme de 11 millions de francs.

Il sera proposé à l'assemblée générale du 16 juin prochain la distribution aux 10 720 100 actions formant le nouveau capital social d'un dividende net de 4 F par action, soit 6 F, avant fiscal inclus, contre 2,50 F net par action au titre de l'exercice 1986. Les actionnaires auront la possibilité d'opter pour le paiement en actions de ce dividende.

L'exercice 1987 a marqué une étape importante dans le redéploiement, activement poursuivi en 1988, du groupe Imetal dont on peut attendre, pour l'exercice en cours, une très forte progression du résultat consolidé.



## SQUIBB

CHIFFRE D'AFFAIRES ET BÉNÉFICES RECORD POUR LE PREMIER TRIMESTRE 1988 LES BÉNÉFICES DE 1988 DEVRAIENT ÊTRE SUPÉRIEURS AUX PRÉVISIONS

Par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 1987, le bénéfice par action a augmenté de 35 %, le bénéfice net de 31 % et le chiffre d'affaires de 27 %. Ces résultats laissent prévoir que l'augmentation du bénéfice par action en 1988 devrait être supérieure à 25 %.

RESULTATS CONSOLIDÉS 1 <sup>er</sup> TRIMESTRE en millions de \$ (excepté les chiffres par action)	Evolution		
	1988	1987	
Chiffre d'affaires	596,9	470,4	+ 27 %
Bénéfice courant	129,4	97,5	+ 33 %
Résultat avant impôt	131,8	99,2	+ 33 %
Résultat net	90,9	69,4	+ 31 %
Résultat par action	89 cents	66 cents	+ 35 %



## COMPAGNIE LEBON

Le conseil d'administration de la Compagnie Lebon s'est réuni le 22 avril 1988 sous la présidence de Roger Faluel-Marmont et a approuvé les comptes consolidés de la compagnie.

Le total du bilan s'élève au 31 décembre 1987 à 997 MF contre 890 MF au 31 décembre 1986.

Le résultat consolidé est en nette progression (+ 25 %), puisqu'il s'élève à 103 721 000 F contre 82 767 000 F pour l'exercice précédent.

Ces comptes sont tenus à la disposition du public au siège social de la société, 26, rue Marillat à Paris (8<sup>e</sup>).

Conformément à l'avis paru au Bulletin des annonces légales obligatoires du 18 avril 1988, l'assemblée générale ordinaire se réunira le 1<sup>er</sup> juin à 14 h 30 à Paris (8<sup>e</sup>), 26, rue de Londres.

## CANAL+

CHIFFRE D'AFFAIRES TRIMESTRIEL EN HAUSSE DE 35 %

Le chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre 1988 s'élève à 1,04 milliard de francs contre 0,77 milliard de francs pour la période correspondante de 1987, soit une augmentation de 35 %. Dans ce total, le chiffre d'affaires des filiales représente 2,4 % contre 0,4 % en 1987.

A fin avril 1988, le nombre d'actions individuelles actives s'élève à 2,33 millions, soit une progression nette de 160 000 actions par rapport à fin décembre 1987.

Situation au 31.03.1988

## Placez-vous bien en 1988.

### Sicav Groupe CIC

La force de la compétence



Les valeurs liquidatives de nos Sicav peuvent être consultées tous les jours sur Minitel 36.15 Code Astroc.

### GROUPE CIC

CIC Paris  
Lyonnaise de Banque  
Banque de l'Union Européenne  
Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine  
Crédit Industriel de l'Ouest  
Société Nancéenne Vanin-Bonmier  
Banque Scalbert-Dupont  
Crédit Industriel de Normandie  
Banque Régionale de l'Ouest  
Société Bordelaise de CIC  
Banque Régionale de l'An  
Banque Transatlantique  
Banque Bonasse.

Pour toute information complémentaire, adressez-vous à 3 Banques du Groupe CIC la plus proche de votre domicile ou au siège à Clouffe et Ripault, BP 209, 75449 Paris, Cedex 04. Tél. 01 42 92 90 00.

Sicav Actions	Valeur liquidative (en francs)	Performances (coupons inclus par rapport au 28.12.1984)	31.12.1987
CRÉDINTER (International diversifiée)	463,36	41,10 %	9,70 %
JAPACIC (valeurs du Pacifique)	171,83	70,66 %	11,71 %
AURÉCIC (valeurs liées à l'or)	1.367,57	40,89 %	2,07 %
S.N.L. (diversifiée)	1.077,55	28,36 %	4,76 %
TECHNOCIC (valeurs de croissance)	1.039,75	15,90 %	10,14 %
FRANCIC (CEA-Money, P.E.R.)	314,21	45,06 %	1,09 %
FRANCIC-RÉGIONS (CEA-Money, P.E.R.)	879,33	non comparable	1,48 %
FRANCIC-PIERRE (CEA-Money, P.E.R.)	88,70	non comparable	-3,89 %
Sicav Obligations	Valeur liquidative	Performances	
RENTACIC (revenus trimestriels, P.E.R.)	159,23	43,36 %	3,35 %
OBLICIC-RÉGIONS (obligations 1 <sup>er</sup> catégorie)	1.069,18	non comparable	4,82 %
JELINÉPARGNE (diversifiée)	232,94	non comparable	2,89 %
EUROCIC (obligations étrangères)	8.807,23	31,08 %	2,36 %
ÉCUCIC (obligations en Euro et monnaies européennes)	1.129,48	23,92 %	2,43 %
Sicav Court Terme	Valeur liquidative	Durée de détention minimale conseillée	Performances
SÉCURICIC (participations mixtes, très court terme)	11.404,55	1 semaine	1,77 %
ÉPARCIC (entreprises, associations mixtes, très court terme)	2.905,37	1 semaine	1,89 %
TRÉSORICIC (placements institutionnels, mixtes, très court terme)	104.359,14	1 semaine	1,84 %
MONÉCIC (régulier)	5.793,86	3 mois à 6 mois	2,91 %
ASSOCIC (variable)	1.124,91	6 mois à 1 an	3,82 %

D'autres Sicav court terme sont disponibles dans certaines banques du Groupe CIC.  
Veuillez m'envoyer une documentation sur les Sicav  
Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Cet avis ne paraît qu'à titre d'information seulement



## SOCIÉTÉ CHÉRIFIENNE DES PÉTROLES Kingdom of Morocco

US \$ 50,000,000 SHORT TERM LOAN

ARRANGED BY

### AL SAUDI BANQUE (A.S.B.)

and provided by

AL SAUDI BANQUE (A.S.B.)

BANCO DE BILBAO

BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR (B.M.C.E.) - PARIS BRANCH  
BANCO DE FOMENTO NACIONAL, BRUSSELS BRANCH  
BANQUE NATIONALE DE PARIS  
SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE  
BANCA DI ROMA  
ALJUBAF INTERNATIONAL BANK-TUNIS  
CREDIT LYONNAIS  
FEDERAL BANK OF THE MIDDLE EAST LTD «CYPRUS OFFSHORE BANKING UNIT, NICOSIA»  
BANQUE FRANCO-PORTUGAISE

BANCO EXTERIOR DE ESPAÑA, S.A.  
BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE & L'INDUSTRIE B.R.E.D.  
WAFABANK - SUCCURSALE DE BRUXELLES  
CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES  
BANQUE ARABE ET INTERNATIONALE D'INVESTISSEMENT (B.A.I.I.)  
BANQUE VERVES ET COMMERCIALE DE PARIS  
BANCO DI NAPOLI - SUCCURSALE DE PARIS  
BANQUE WORMS

Agent Bank

### AL SAUDI BANQUE (A.S.B.)



MARCH 1988

هكذا من الأصل



SOCIAL

Les partenaires à la recherche d'un compromis sur un « accord de méthode »

A la veille de la rencontre, le mardi 3 mai, entre les organisations patronales et syndicales avec l'ordre du jour une négociation interprofessionnelle sur un « accord de méthode »...

croient définitivement immuables», souligne M. Guillen, qui craint que les tentatives salariales ne finissent par faire tâche d'huile...

Le premier est politique. M. Guillen aurait préféré qu'une telle réunion vienne plus tôt, et il discute tous les inconvénients d'une négociation qui se situe si près d'une échéance politique...

Il est donc vraisemblable que les partenaires sociaux - du moins le CNPF, la CFDT, la CGC, sans doute FO et peut-être la CFTC - s'efforcent d'aboutir le 3 mai à un compromis sur l'ordre du jour...

Le deuxième problème tient au climat social, qui tend à se dégrader comme on peut le voir à travers une série de revendications salariales illustrées par les conflits de la SNECMA, de la Cogema et de Michelin...

Le vice-président du CNPF va devoir faire preuve de beaucoup d'habileté. Il devra d'abord montrer qu'il ne s'agit pas d'aboutir à une flexibilité des salaires...

TRANSPORTS

La grève des marins de Douvres s'étend à d'autres ports britanniques

Le trafic trans-Manche entre la Grande-Bretagne et le continent est très perturbé depuis le début février, les grèves des marins britanniques et français se succédant.

A Calais, deuxième port de voyageurs d'Europe après Douvres, le trafic des ferries a baissé de 27% pour les quatre premiers mois de 1988 par rapport à la même période de 1987...

Le trafic trans-Manche entre la Grande-Bretagne et le continent est très perturbé depuis le début février, les grèves des marins britanniques et français se succédant.

A Calais, deuxième port de voyageurs d'Europe après Douvres, le trafic des ferries a baissé de 27% pour les quatre premiers mois de 1988 par rapport à la même période de 1987...

DOUVRES de notre envoyé spécial

L'appui de la fenêtre et la porte d'entrée sont maculés d'inscriptions, peintes en rouge, en grosses lettres: «scabs» (trisseurs de grève)...

C'est désormais l'escalade. Le syndicat, dont les avocats bancaires vont probablement être saisis mardi 3 mai par décision judiciaire, a appelé à une grève générale dans tous les ports britanniques...

Bras de fer

P and O a choisi l'affrontement total avec le syndicat des marins. Les équipages traditionnellement syndiqués à 100% sur les navires britanniques assurant le trafic trans-Manche, et le syndicat dispose en fait du monopole de l'embarcadere...

lettres scabers. Je crois que la majorité aurait voté pour l'acceptation des nouveaux horaires de travail, explique un commentateur...

L'origine du conflit n'est pas salariale. Les nouvelles conditions proposées par P and O impliquent même des hausses de salaire appréciables...

Douvres vit au rythme de cette grève déjà vieille de trois mois. Il n'y a rien d'autre tel que les bateaux, mais le syndicat s'y oppose. Il aurait dû accepter un vote à bulletin secret.

Accusé d'être un provocateur, le président du syndicat, M. McCuskie, le président du syndicat...

Les autres compagnies observent avec intérêt l'évolution du conflit. Elles seraient évidemment tentées de s'engouffrer dans cette brèche si P and O remportait sa partie de bras de fer.

Il s'agit assurément d'un succès pour l'armateur, mais il est encore très limité. Le P and O, qui peut emporter mille trois cents passagers, trois cent cinquante voitures et soixante camions, n'avait, dimanche, à son bord que quatre-vingt-cinq passagers dont les trente-deux observateurs, une trentaine de voitures et vingt camions...

DOMINIQUE DHOMBRES.

Transformation contractuelle dans le commerce et la réparation automobiles Ancienneté, tabou grignoté

Un petit coup de tonnerre devrait se produire lundi 2 mai avec la signature d'un accord sur une transformation en douceur de la prime d'ancienneté dans le secteur du commerce et de la réparation de l'automobile...

Un accord comporte des contreparties justes opposables par les syndicats. En premier lieu, les salaires minima garantis - qui touchent 30% des salariés - sont revalorisés de 10% au 1er juillet (soit 4.800 F au coefficient 140 et 5.600 F au coefficient 240)...

Jusqu'à présent, le taux de la prime d'ancienneté, pour trois ans de présence dans l'entreprise, était de 3%, avec une augmentation de 1% par année jusqu'à 17% pour vingt ans ou plus.

En second lieu, le « capital de fin de carrière » pour le salarié qui quitte l'entreprise à soixante ans ou au-delà avec une ancienneté minimale de dix ans dans la profession (et non dans l'entreprise) est sensiblement amélioré.

A compter du 1er juillet 1988, les salariés qui seront embauchés ou qui n'auront pas trois ans d'ancienneté dans l'entreprise n'auront plus droit à la prime d'ancienneté. Mais ils pourront bénéficier à la même date d'une prime de formation-qualification s'ajoutant au salaire de base en fonction des stages de qualification suivis.

Majoritaires dans la profession, FO se plaît à souligner que les employeurs ne réaliseront aucune économie. Selon un calcul de la caisse de retraite, le nouveau système coûterait 149 millions de francs contre 147 millions actuellement.

Pour les salariés ayant au 1er juillet 1988 plus de trois ans d'ancienneté, la prime figurant « à part » sur le bulletin de salaire continuera à être versée, mais son évolution sera plus lente: + 0,8% au 1er juillet 1988, + 0,6% au 1er juillet 1989, + 0,4% au 1er juillet 1990 et + 0,2% au 1er juillet 1991. Au 1er juillet 1992, elle sera gelée.

M. N.

Chômeurs indemnisés

Baisse en mars

En France, le nombre de chômeurs indemnisés a baissé de 1,4% en mars, en données corrigées des variations saisonnières, 9,24 milliards de dollars en mars contre 9,39 milliards en février 1988.

La France dépasse son quota

Selon le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES), la France dépasserait de 430 000 tonnes son quota de production de lait fixé à 25,2 millions de tonnes pour la campagne 1987-1988, qui s'est achevée le 29 mars.

Commerce extérieur

Légère contraction de l'excédent japonais

L'excédent japonais des opérations courantes, non corrigé des variations saisonnières, s'est légèrement contracté pour représenter 8,12 milliards de dollars en mars, contre 8,49 milliards un mois plus tôt.

GOVERNO QUERCIA AVIS D'APPEL D'OFFRES PUBLIC 8764 APPROVISIONNEMENT D'EQUIPEMENTS POUR LIGNE DE TRANSPORT

ENFIN: LE PacProCOUNT-DOW... EST LANCÉ. UN LANCÉMENT QU'IL NE FAUT PAS QUE VOUS MANQUIEZ. VOUS ÊTES LES BIENVENUS.

COMPAGNIE LIBRA CANAL CHIFFRE D'AFFAIRES TRIMESTRIEL EN HAUSSE DE...

MAISON DES PÉTROLES Banque (A.S.B.)

109876543210



# Marchés financiers

## M. De Benedetti prend le contrôle du Credito romagnolo

M. Carlo De Benedetti a remporté de haute lutte, le samedi 30 avril, la bataille pour la prise de contrôle de la seconde banque privée italienne, le Credito romagnolo, plus connu sous le nom de Rolo, face à un groupe d'opposants réuni sous la houlette de Fiat.

L'enjeu était de taille : à la veille de la création du grand marché unique européen, il était important de s'assurer le contrôle du second établissement financier privé en Italie, dont le système est dominé par les

grandes banques d'Etat. Cela faisait plusieurs mois que l'«ingénieur» se battait pour obtenir le contrôle du Rolo, une banque d'Emilie-Romagne qui est de petite taille (dix-huitième établissement financier italien), mais affiche une très bonne rentabilité.

La bataille s'est déroulée à l'occasion du renouvellement d'une partie du conseil d'administration de la banque, dont les statuts interdisent à un actionnaire de détenir plus de 2%. M. De Benedetti a réussi à faire accepter par une longue et tumultueuse assemblée générale les cinq administrateurs qu'il proposait, ce qui lui permet maintenant de contrôler huit des treize sièges du conseil.

Mais il a dû pour cela se battre contre une «cordée des anciens actionnaires» soutenus par son principal adversaire dans la péninsule, Fiat, ainsi que par le «roi de la pâte», M. Pietro Barilla, le groupe textile Max Mara, la firme Martini et Rossi, l'Agas Khan et le constructeur d'automobiles Enzo Ferrari.

An-delà de son intérêt financier, la victoire sur le Rolo revêt un fort impact psychologique : c'est la première fois que M. De Benedetti remporte une bataille depuis son échec dans l'affaire de la Générale de Belgique. Au vu des difficultés qu'il rencontrait dans ce dossier, mais aussi des problèmes auxquels il se heurte pour s'emparer de la présidence du premier éditeur de la péninsule, Mondadori, de la tension entre Olivetti et ATT (le Monde du 27 avril), ou des tracas judiciaires sur Buitoni, les observateurs se demandaient si l'homme d'affaires italien avait perdu la «baraka». Le succès du Rolo les rassure peut-être, d'autant qu'une solution définitive pour tenter de donner satisfaction aux actionnaires minoritaires de Buitoni SA, en leur permettant de bénéficier d'une procédure de maintien des cours.

## L'Institut Mériex bloqué au Québec

Les commissions des valeurs mobilières du Québec et de l'Ontario ont ordonné, jeudi 28 avril, l'interruption de l'offre publique d'achat de 20 % du capital de la société pharmaceutique canadienne CDC Life Sciences par l'Institut Mériex, «jusqu'à ce que l'institut offre aux autres actionnaires un traitement égal à celui offert à la Caisse de dépôt et placement du Québec».

Le groupe français, filiale de Rhône-Poulenc, avait décidé en effet, au mois d'avril, de renforcer sa participation dans CDC Life Sciences qui était jusqu'alors de 12,6 %. Pour cela, il lançait une OPA sur la firme tout en négociant un accord de reprise des 19,95 % du capital détenu par la Caisse de dépôt et placement du Québec (le Monde du 15 avril). Les modalités de ce protocole, jugées trop avantageuses, sont à l'origine de la suspension de l'opération. Le président de CDC Life Sciences, M. Brian King, s'est félicité de la décision des autorités boursières. La direction de la firme canadienne est d'ailleurs hostile à une prise de contrôle de leur firme par l'Institut Mériex.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Le Conseil de Surveillance de Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction - CBC s'est réuni le 28 avril 1988 pour examiner les comptes de l'exercice 1987, sous la présidence de Gilbert SIMONET.

Le résultat du Groupe pour l'exercice 1987 s'est élevé à 30,1 millions de francs (en hausse de 36,2 % par rapport à 1986) et l'activité à 3,8 milliards de francs hors taxes (en hausse de 21,3 %).

L'évolution du Groupe CBC qui regroupe plus de 3 000 personnes peut s'analyser depuis sa création en 1962 de la façon suivante :

(en millions de francs)	1983	1984	1985	1986	1987
Activité	1 086	1 675	2 362	3 147	3 817
Résultat net	10,8	13,1	14,7	22,1	30,1
Troisième ou 31/12	108	273	440	523	574
Rentabilité sur capitaux investis	86 %	67 %	60 %	61 %	82 %

Les perspectives pour 1988 se présentent de façon favorable, le carnet de commandes s'élevant au 1<sup>er</sup> janvier 1988 à 3 293 millions de francs contre 2 778 millions de francs au 1<sup>er</sup> janvier 1987.

NOTRE PREMIÈRE RICHESSE, CE SONT LES HOMMES.



### Progression du chiffre d'affaires au premier trimestre 1988

Le chiffre d'affaires consolidé de Valeo pour le premier trimestre 1988 s'élève à 4 427 millions de francs contre 3 401 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent, soit une progression de 30,2 %.

Cette progression de plus de 30 % s'explique par l'entrée dans le périmètre de consolidation des activités thermiques de Chausson et du groupe Neimans, et par une conjoncture automobile très favorable. A structure comparable, le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 1988 de Valeo est en progression de 13,5 % par rapport au premier trimestre de 1987.

## Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

### BOUSSAC SAINT FRÈRES

Résultat net : 291 millions de francs

Le groupe Boussac Saint Frères (BSF) est constitué principalement de la société Christian Dior et d'activités industrielles. Ces dernières regroupaient en 1987 Boussac (produits textiles) Penadoux (articles d'hygiène) et Saint Frères (emballages plastiques, articles de protection).

Au niveau consolidé, le résultat courant après impôt a progressé de 72 %, passant de 75 à 129 millions de francs. Le résultat net s'est établi à 291 millions de francs contre 175 en 1986, en raison d'éléments exceptionnels comprenant notamment une économie concordataire résultant du remboursement anticipé d'une partie du passif moratoré. La part de BSF dans le résultat net est de 279 millions de francs.

La société mère BSF a enregistré un bénéfice de 213 millions de francs en 1987 contre 125 en 1986.

En 1988, les résultats seront marqués par la cession, intervenue le 7 avril, de l'activité Penadoux au groupe Molinatti pour un montant de 1,96 milliard de francs.

L'assemblée générale sera convoquée pour le 28 juin.

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100 : 31 décembre 1987

22 avril 28 avril

Valeurs franç. à rev. variable	107,7	108,9
Valeurs industrielles	116,3	117,6
Valeurs étrangères	107	107,7
Finances-Général	112,8	115,8
Chimie	108,4	108,5
Métallurgie, mécanique	110	117,8
Électricité, électronique	122,2	121,8
Bâtiment et matériaux	101,8	103
Ind. de consommation, non alim.	106,9	106,6
Agro-alimentaire	102,8	111,5
Énergie	117,1	101
Transport, biens matériels	117,1	117
Assurances	113,3	123,1
Crédit bancaire	98,9	100,1
Services	96,7	94,9
Industrie et Commerce	87,4	98,3
Investissement et portefeuille	112,9	114

Base 100 : 28 décembre 1984

Valeurs Franç. à rev. fixe

Base 100 en 1972

Valeurs Franç. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franç. à rev. fixe

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

21 avril

Total actif	680 812
Or	223 347
Disponibilités à vue à l'étranger	94 522
ECU	66 430
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 858
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	74 520
Concours au Trésor public	49 640
Titres d'Etat français et obligations	13 189
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	350
Effets publics	105 825
Effets en cours de recouvrement	24 695
Total passif	680 812
dont	
Billets en circulation	219 114
Comptes courants des établissements financiers et des établissements assimilés à la constitution de réserves	40 557
Compte courant du Trésor public	11 301
Rapports de liquidité	29 432
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux	8 180
ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	72 056
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	259 363

## TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offre	7,25 %
Taux des pénalités à sept jours	7,75 %
Taux d'escompte	9,50 %
Taux des avances sur titres	10,50 %

## SUISSE

Création d'un marché informatisé d'options

La SOFFEX (Swiss Options and Futures Exchange), une Bourse entièrement standardisée et informatisée d'options, sera lancée le 19 mai sur les Bourses suisses.

Les membres de la SOFFEX sont des banques, des banquiers financiers et des courtiers. Une simulation d'exploitation est actuellement en cours pour qu'ils puissent se familiariser avec le système. La nouvelle Bourse permettra de négocier les droits d'option et les options de vente sur les actions au porteur, les bons de participation et les bons de jouissance d'entreprises suisses. La liste définitive de ces titres n'a pas encore été arrêtée. Le système retenu pour les options SOFFEX correspond au schéma suisse en vigueur depuis les options d'achat (call) ou de vente (put) peuvent être réalisées à n'importe quel moment avant l'échéance fixée. Une prise d'option est accompagnée du versement d'une prime que l'auteur de l'option abandonne s'il renonce à la transaction. La SOFFEX appartient aux cinq principales banques suisses et à l'Association tripartite Bourses représentatives des places boursières de Zurich, Bâle et Genève. Une soixantaine de banques et de courtiers s'y sont affiliés.

## TOKYO, 2<sup>nd</sup> mai

Nouveau record

La Bourse a terminé en hausse pour la troisième séance consécutive, grâce à des achats de titres de haute technologie et de valeurs à forte capitalisation en retard sur le reste de la cote. L'indice Nikkei a gagné 106,16 points (+ 0,36 %) atteignant un nouveau sommet à 27 669,72. Il s'était déjà adjugé 75,42 points pendant la dernière séance le 30 avril. 900 millions d'actions ont été échangées contre 450 millions samedi. «La situation de l'offre et de la demande est favorable dans un environnement économique et social, les marchés japonais seront clos en raison de fêtes nationales. Cette Golden Week fait suite à un autre jour chômé (vendredi 29 avril) pour la célébration de l'anniversaire de l'empereur».

VALEURS	Cours de 30 avril	Cours de 2 <sup>nd</sup> mai
Asahi	821	840
Daicang	1 480	1 470
Fujitsu	1 510	1 540
Fuji	3 360	3 360
Honda Motor	1 830	1 850
Hitachi	2 780	2 830
Industrial Bank	1 740	1 740
Sanyo	6 950	6 950
Toyota Motor	2 420	2 410

## FAITS ET RÉSULTATS

Belgique : prolongation de l'OPA de l'AG au 27 mai. - Le troisième OPA lancé par le groupe belge des Assurances générales (AG) sur l'ensemble des titres d'Assurabel Vie a été prolongé jusqu'au 27 mai. La proposition à 7 380 francs belges (1 180 francs français) finit à 19,7 millions en montant du 20 avril au 2 mai (le Monde du 21 avril). Le groupe AG tente ainsi pour la troisième fois de prendre le contrôle d'Assurabel Vie. Cette offensive a débuté à la fin de l'année dernière après l'annonce du rapprochement de cette compagnie d'assurances avec les AGF.

Augmentation de 6,5 % du bénéfice d'Asystel. - Le groupe Asystel, société de services et d'ingénierie informatique, a enregistré en 1987 un résultat net en progression de 6,5 % à 19,7 millions de francs contre 18,5 millions en 1986. Le chiffre d'affaires consolidé en 1987 s'est élevé à 420,2 millions contre 298 millions en 1986, en hausse de 41 %. Ces chiffres s'expliquent par l'impact de la consolidation des activités micro-informatiques rattachées au groupe IBI en Grande-Bretagne et en Belgique.

Progression de 9,3 % des résultats des AGF. - Le groupe des Assurances générales de France (AGF) a enregistré un bénéfice net consolidé (part du groupe) pour 1987 en progression de 9,3 % sur l'année précédente, à 1,75 milliard de francs contre 1,601 milliard de francs en 1986. Le groupe a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 29,146 milliards de francs, en hausse de 15 % sur l'année précédente, dont 2,5 % sont dus à l'acquisition du groupe de compagnie d'assurances Sentry en Grande-Bretagne. Les fonds propres du groupe, y compris le résultat de l'exercice, sont passés de 7,553 milliards en 1986 à 9,142 milliards de francs en 1987.

Explosion des bénéfices. - 1987 a été une année faste pour la SABIC (Saudi Basic Industries Corporation), groupe saoudien chargé d'exploiter toutes les activités du royaume dans les matières de base, pétrole excepté. Ses bénéfices ont littéralement explosé pour atteindre 1,08 milliard de rials (1,64 milliard de francs), soit quasiment quatre fois plus que l'année précédente (243,89 millions de rials). La concurrence dans le pétrochimie a été excellente, il est vrai. Mais l'entrée en fonctionnements de nouvelles usines (butane, ammoniac) et l'augmentation de la capacité de plusieurs unités existantes, ont fortement accru les tonnages vendus. Le doublement du chiffre d'affaires en témoignage, qui est passé de 3,69 à 8 milliards de rials (de 6 à 12,15 milliards de francs). Pour la première fois de son histoire, la SABIC va donc verser des dividendes copieux à ses actionnaires, soit essentiellement le Royaume wabibite et quelques groupes occidentaux et extrême-orientaux mineurs impliqués dans des joint ventures, comme Enichem (Italie), Mobil (Etats-Unis), Mitsubishi (Japon), Shell Oil (Etats-Unis).

## PARIS :

Second marché (sélections)					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.S.A.	282 10	280	BOZ	141	141
Ansett & Ansett	400	400	Int. Metal Service	150	150
Ayrol	295	295	La Communauté Electra	125	125
B.A.C.	440	425	Le gél. des devis	227	240
B. Demarey & Assoc.	380	380	Lois Investissement	278	281
B.L.C.M.	620	620	Locam	146 50	146
B.P.F.	438	438	Marin Immobilier	297	297
Bolton	278	277	Métallurg. Miniers	100	101
Bouff. Technologies	688	700	Métrologie Informat.	215	220
Bolton	740	740	Mitsubishi	128 50	131
CBM de Lyon	1198	1180	M.J.B.A.	447	448
Cabasse	638	630	Molac	211 20	215
Cant. Fin.	485	487	Novels-Delmas	485	485
Cant. Fin.	1130	1140	Obvati-Lognon	167	170
C.A.I.-de-F. I.C.C.I.	248	250	On. Gas. Fr.	310	310
C.A.T.C.	127 40	127 80	Parabond (C. B. B. B.)	620	790
C.D.M.E.	788	790	Royal	1185	1186
C. E. G. P. A.	288 80	288	St-Gobain Construction	154	164
C.E.R.I.D.	540	540	St-Honoré Mangin	154	164
C.E.S.E.P.	184	180	S.C.E.P.M.	140	140
C.E.P. Communication	1125	1200	Segis	258	305
C.E.I. Informatique	880	888	Serve-Mérim	640	638
Chemins d'Orléans	460	461	S.E.P.R.	1185	1185
C.I.L.M.	300	298 50	S.E.P.R.	1100	1100
Comcast	258	258	Sigis	1380	1385
Condomors	580	580	S.M.T. Group	208	201
Crestal	350	347	Sofitorg	715	715
Dats	133 80	132 70	Sopis	270	286
Dauphin	9438	9430	TP1	188	180
Decelec	925	925	TP2	114	114 50
Duval	838	820	Union France de Fr.	448 50	448 80
Dunod-Lafont	940	945	Valeurs de France	323	323
Edilcom Belfort	122 30	117 80			
Elysees Invention	20 80	20			
Fisnar	420	428 80			
Gaillard	380	380			
Guy Degrange	880	880			
L.C.C.	230	226			
IMA	170	170			
I.G.F.	120	120			

LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 LE MONDE

## Marché des options négociables le 29 avril 1988

Nombre de contrats : 5 578

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Jun dernier	Sept. dernier	Jun dernier	Sept. dernier
Accor	400	48	68	18	48
CGE	280	3,35	8	-	-
EF-Agipchim	280	16	22	-	-
Lafarge-Coppée	1 180	93	-	35	-
Michelin	180	18	25	8	16,50
Midi	1 700	238	308	155	-
Paribas	360	16,50	32	31,50	-
Pengot	920	162	185	16	36
Saint-Gobain	440	6,15	14	-	42
Thomson-CSF	152	25	38	3	7

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 29 avril 1988

Nombre de contrats : 63 799

COURS	ÉCHÉANCES		
	Jun 88	Sept. 88	Déc. 88
Dernier	101,15	100,40	99,85
Précédent	101,60	100,85	100,25

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Jun 88	Sept. 88	Jun 88	Sept. 88
100	1,55	2	0,37	1,63

## INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 5,71 F ↑		PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)	
Le dollar a progressé lundi 2 mai à Tokyo où après avoir ouvert à 125,10 yens, il terminait la journée à 125,27 yens contre 124,82 yens jeudi 28 avril (le marché étant fermé vendredi dernier). A Londres, l'activité était incertaine en raison du Bank Holiday. A Paris la devise américaine décausait de 5,71 F, contre 5,6710 au closing de vendredi et 5,70 quelques heures plus tard à New-York.		28 avril 29 avril	
FRANCFORT 29 avril 2 mai		NEW-YORK (Index Dow Jones)	
Dollar (en DM)	1 678 1,48	28 avril 29 avril	
Dollar (en yen)	125,27	Industrielles	
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		2 441,28 2 632,32	
Paris (2 mai)	71/16-7 3/4	LONDRES (Index Financial Times)	
New-York (28 avril)	75	28 avril 29 avril	
		Industrielles	
		1 443,9 2 864,4	
		Fonds d'Etat	
		89,70 91,59	
		TOKYO	
		29 avril 2 mai	
		Nikkei Dow Jones	
		27 500,54 27 669,72	
		Indice général	
		2 195,39 2 213,88	

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS	SEPT. MOIS	
				Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-IL	5,7100	5,7130	+ 38	+ 45	+ 65
SE-DM	4,6442	4,6384	- 51	- 28	- 59
SE-YEN	4,9578	4,9538	+ 159	+ 179	+ 348
DM	3,3988	3,4086	+ 127	+ 145	+ 271
FF	3,6380	3,6324	+ 97	+ 108	+ 158
FB (100)	16,2447	16,2764	+ 213	+ 419	+ 469
PS					



صكنا من الأصل

Marchés financiers

BOURSE DU 29 AVRIL

Cours relevés à 17 h 30

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for 'Règlement mensuel' and 'Comptant'.

Comptant (selection) SICAV (selection) 29/4

Table of financial instruments including Obligations, Actions, and SICAV funds, with columns for Valeurs, Cours, and Rendement.

Cote des changes

Marché libre de l'or

Table of exchange rates and gold market prices, including columns for Cours, Cours 29/4, and Cours 28/4.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements: 45-55-91-82, poste 4330

PARIS Bourse du 29 avril. Includes 'Second marché' and 'Marché des options' sections with various stock listings.

MATIF and INDICES. Includes 'MATIF' market data and 'INDICES' section with various index values.

Table of exchange rates and gold prices under the heading 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or'.



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Un évêque maronite assassiné au Liban. 6 Le 1 <sup>er</sup> mai dans le monde.	8-9 La campagne présidentielle : le 1 <sup>er</sup> mai du Front national et les manifestations hostiles à M. Le Pen. 10 Les suites de l'effet Pasqua. 12 La situation en Nouvelle-Calédonie.	13 La vente libre des sérums à modifié le comportement des toxicomanes. - Un virus du SIDA a été découvert chez des chimistes. 14 Un ressortissant du Bangladesh est reconnu réfugié politique par la justice.	16 Un festival international de musique à Sarrebourg. - Danse : Neumeier vu par Béjart. 17 Calendrier. - Communication : le Marché international des programmes de télévision.	26 La décision de l'OPEP est reportée au 8 juin. 27 Le RES, antidote contre les OPA. - Sombres pronostics pour l'économie allemande. 29 La grève des marins de Douvres. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Campus ..... 20 Cartes ..... 20 Loto ..... 19-20 Météorologie ..... 19 Radio-télévision ..... 19 Spectacles ..... 18	● La Nouvelle-Calédonie dans l'œil du cyclone ● NC ● Présidentielle : faites votre pronostic... PRO ● Abonnez-vous au Monde ● ABO Actualités, International, Bourses, Jeux, FNAI, Campus. 3615 Tapez LEMONDE

## NICARAGUA : interruption des pourparlers

### Le président Ortega menace la Contra d'une nouvelle offensive militaire

MANAGUA  
de notre correspondant  
en Amérique centrale

Ce n'est pas encore la rupture, mais le ton a monté brusquement entre le gouvernement sandiniste et la Contra à la suite de l'échec de la réunion qui s'est tenue du 28 au 30 avril à Managua entre les représentants des deux belligères. Étonné par l'attitude des rebelles qui ont rejeté les propositions gouvernementales, le président de la République, M. Daniel Ortega, a menacé, dimanche 1<sup>er</sup> mai, de lancer contre les adversaires de la révolution sandiniste une offensive militaire d'une ampleur sans précédent.

S'adressant à plusieurs milliers de personnes dans le cadre des cérémonies de la fête du travail, M. Ortega a déclaré que si, le 30 mai - date de la fin de la trêve de soixante jours, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril - il n'y avait pas d'accord sur le cessez-le-feu définitif, le « peuple en armes » serait mobilisé tout entier pour infliger une défaite militaire à la guérilla antisandiniste. Au cours des derniers jours, on a pu constater de nouveaux recrutements massifs pour le service militaire, ce qui a provoqué des incidents de plus en plus de jeunes réticents à répondre à l'appel sous les drapeaux.

Les réservistes sont également convoqués en plus grand nombre que d'habitude, et le ton est rede-

venu nettement plus belliqueux dans les organes de presse officielle. Les autorités sandinistes ont été particulièrement agacées par la décision des cinq dirigeants de la Résistance nationale - le nom officiel de la Contra - de ne plus revenir à Managua tant que « le climat politique ne sera pas plus propice ». Le chef de la délégation rebelle, M. Adolfo Calero, faisait ainsi allusion aux divers incidents survenus ces derniers jours. Notamment le différend entre Tomas Borge, ministre de l'intérieur, et José Castillo, directeur de Radio Corporacion (opposition). Mécontent des commentaires favorables à la Contra sur cette chaîne de radio, M. Borge a convoqué vendredi le journaliste à son domicile pour lui signifier sa désapprobation à coups de poing...

#### Gagner du temps

Des incidents plus sérieux s'étaient également produits entre la police et des ouvriers du bâtiment qui ont entamé une grève de la faim pour obtenir des augmentations de salaires. Le syndicat du bâtiment est en grève depuis plus de deux mois, ce qui a provoqué une montée de la tension entre le gouvernement et les quatre centrales syndicales proches de l'opposition. Au point que plusieurs milliers de travailleurs nicaraguayens ont défilé dimanche dans les rues de la capitale.

Les Contras auraient souhaité rencontrer les dirigeants syndicaux et les partis d'opposition, mais les autorités avaient établi un cordon sanitaire efficace pour empêcher tout contact, estimant qu'ils étaient venus à Managua pour « négocier un cessez-le-feu définitif et non pour mener une campagne politique ». Les trois jours de négociations intenses n'ont cependant permis de parvenir à s'entendre sur les modalités de la trêve actuelle. La Résistance nationale a rejeté les offres du gouvernement qui proposait de recourir au service de la Croix Rouge internationale pour fournir une « aide humanitaire » aux guérilleros (6 000 à 10 000 hommes, selon les sources). Cette aide accordée à la Contra par le Congrès des États-Unis consiste essentiellement en produits alimentaires, médicaments et vêtements. Les rebelles estiment que seule une société privée bénéficiant de leur confiance peut mener à bien cette opération. Ils ont également refusé de prolonger la trêve jusqu'au 30 juin (au lieu du 31 mai), comme le proposaient les sandinistes.

En fait, on a pu constater une fois de plus que personne ne semble vraiment souhaiter le succès de ces négociations. L'une et l'autre partie cherchant à gagner du temps pour renforcer leur position sur le terrain et sur la scène internationale, en particulier aux États-Unis, où la campagne électorale a relégué pour l'instant le Nicaragua au second plan.

BERTRAND DE LA GRANGE.

## Accord salarial à la COGEMA

Le travail devait reprendre normalement dans toutes les mines de la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires) le lundi 2 mai. Après de longues discussions et notamment la nomination d'un médiateur par le tribunal de Versailles, un accord a été signé entre la direction et les syndicats CGT et CFDT, qui représentent la très large majorité des mineurs.

Cet accord reprend les propositions faites par la direction, d'augmentation des salaires de 2 % en avril (1,1 % au 1<sup>er</sup> avril, mais à compter du 1<sup>er</sup> février pour les bas salaires et 0,9 % au 1<sup>er</sup> novembre) et 3,7 % en masse. D'autre part, les mesures particulières sont prévues pour les salaires les plus bas, notamment un minimum de 80 000 F brut par an, hors avantages en nature; les indemnités de chauffage et de logement et les primes de rendement pour le personnel ouvrier vont être augmentées; enfin, la structure de rémunération des ouvriers sera simplifiée (les nombreuses primes représentant près de 40 % du total).

Après plusieurs mouvements de grève, 300 mineurs venus d'abord de Lodève (Hérault) puis de Crouzille (Haute-Vienne) et de Montagne (Vendée) avaient bloqué le siège de la société à Vélizy-Villacoublay (Yvelines), à l'appel de la CGT. Ils avaient libéré les accès jeudi 28 avril, à la demande du tribunal de Versailles et ils ont évacué les lieux après la signature de l'accord.

## Sur le vif

### A histrion, histrion et demi

Où on va, là ? Ils sont complètement déboussolés, les collègues dans les médias. Ou est-ce que c'est que ce cirque autour de Le Pen ? Oh ! pardon, de M'sieur Le Pen, enfin, je veux dire : de M'sieur le président du FN. Il y a dix jours encore, chaque fois qu'il passait à la radio, à la télé, fallait désinfecter le studio à la javal, on lui parlait en se bouchant le nez, on le balayait dans les coins, lui et ses quatre tondus et trois excités, bouffeurs de biots et de youpius.

Depuis qu'on sait combien ils sont, on s'aplatit, on s'écrase, on se tortille, on se contorsionne en courbettes, en genuflecteurs, et on se perd en conjectures stupéfiantes sur un score qui, pourtant, ne devrait étonner personne. Du coup, il ne se sent plus pêter, pèpère. On n'entend, on ne voit plus que lui, le gros bergeur de Domrémy porté, dopé par ses voix : les voix de ses partisans vociférant hier aux Tuileries sous une pluie battante pour sor-

tir cette pauvre France droguée, sidérée, cette France prostituée, de sa fange.

Faites gaffe, les confrères, n'allez pas vous interroger devant lui sur la fin du gaullisme : où c'est qu'il est passé, le grand Charles ? Déjà qu'il parle de lui-même à la troisième personne et qu'il porte sa résistance en écharpe, il va vous le retrouver vite fait : le général, c'est lui, le général Jean-Marie d'Arc.

Remarque, on n'a pas fini de rigoler. Avec l'OPA de Pasqua sur la boutique à mon Jacquot, pousse-toi de là que je m'y mette, ça va saigner, à droite. D'autant qu'on peut faire confiance à mon Mimi pour tourner voluptueusement le couteau dans la plaie, avant d'y verser généreusement le sel d'un retour à la proportionnelle. Un histrion, Le Pen ? Le plus cabot des trois n'est peut-être pas celui qu'on croit.

CLAUDE SARRAUTE.

● Un gendarme du GSPR tué au volant d'une voiture de M. Mitterrand. — Un gendarme membre du Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR) a été tué, dans la nuit du vendredi 29 au samedi 30 avril, dans un accident de la route. Au volant de l'une des deux Renault 25 blindées utilisées par M. François Mitterrand, il revenait de Lille, en direction de Paris, après le meeting tenu, vendredi soir, par le candidat socialiste. Cependant, le retour de M. Mitterrand avait toujours été prévu par avion, la voiture ne devant être utilisée qu'en cas

d'empêchement majeur, brouillard notamment. L'accident s'est produit vers 2 heures du matin, sur l'autoroute, à hauteur de Roye (Somme). La Renault 25, qui roulait à vive allure, a percuté un camion. Décédé, le conducteur, Robert Desplanche, âgé de trente-six ans, gendarme depuis douze ans, avait effectué plusieurs séjours à Beyrouth avec l'escadron parachutiste de la gendarmerie, avant d'être nommé à l'Elysée. Son passager, également gendarme et membre du GSPR, Maurice Laurent, âgé de trente-deux ans, a été légèrement blessé.

(Publicité)

UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE  
**APPRENEZ LE CHINOIS EN CHINE**  
dans une grande université  
Pékin, Shanghai, Canton...  
PLACES LIMITÉES  
Une année de septembre 88 à juin 89. Débutants et avancés  
de 18 à 40 ans - Clôture 25 mai - Doc. contre 3 timbres  
CEPES 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly 47.45.08.19 ou 47.22.94.94.

# SCIENCE & VIE

## LES DESSOUS DU TAPIS VERT

### 5000 millionnaires de trop!

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE MAI :

**CANCER : LES FAUX ESPOIRS NIÇOIS**  
Enquête exclusive

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

## TUNISIE

### Adoption de la loi sur le multipartisme

TUNIS  
de notre correspondant

La Chambre des députés a adopté, le jeudi 28 avril, une loi institutionnalisant le multipartisme. Le texte officiel de la nouvelle législation, la première du genre en Tunisie, n'a pas été rendu public. Selon les extraits qui ont été publiés par la presse, elle soumet la création d'un parti politique à un certain nombre de conditions dont on retiendra surtout que chacun devra respecter l'« identité arabo-islamique » de la Tunisie, mais qu'aucune formation proprement islamique ne sera autorisée.

L'article 3 dispose, en effet, qu'« aucun parti n'a le droit de se réclamer, dans ses principes, ses objectifs, son action ou son programme, ni à la religion, ni à la langue, ni à une race, ni à une région ».

En revanche, en vertu de l'article 2, tout parti devra s'engager à « agir dans le cadre de la légalité constitutionnelle et de la loi et est tenu de respecter et de défendre notamment l'identité arabo-islamique, les droits de l'homme, le régime républicain et tous les acquis de la nation, notamment le code du statut personnel ». Ce code, promulgué en 1956 et abolisant la répudiation de la femme au profit du divorce, est contesté par les islamistes.

Sur le financement des partis, la législation exige que « tout don ou offrande » soit signalé au ministre de l'intérieur afin, a expliqué lors des débats M. Slaheddine Baly, ministre de la justice, d'empêcher « toute ingérence étrangère ». Celui-ci peut être de toute sorte, mais les regards se tournent essentiellement vers les islamistes, accusés par le précédent régime d'infiltration à l'étranger.

Les trois principaux partis de l'opposition, le Mouvement des démocrates socialistes, le Parti communiste et le Parti de l'unité populaire, ne se sont pas encore prononcés en attendant de prendre connaissance du texte officiel. Néanmoins, cinq jours avant le vote, le MDS avait publié un communiqué reprochant au projet de loi de soumettre les partis reconnus à des « entraves, restrictions et contraintes » et d'« être en contradiction avec celui de pacte national dans la mesure notamment où, s'il est adopté et appliqué tel quel, il écarterait certains courants déterminés qui ont une présence réelle et les priverait de leur droit légitime d'exister ».

(Intérim.)

#### M. Ben Salah gracié

Le président tunisien Zine el Abidine Ben Ali a décidé, samedi 30 avril, de gracier l'ancien ministre de l'économie nationale, M. Ahmed Ben Salah, condamné en 1970 à dix ans de travaux forcés pour haute trahison, et qui s'était évadé de la prison le 5 février 1973. Le chef de l'État a décidé d'amnistier le reliquat de la peine à laquelle l'ex-ministre avait été condamné, a annoncé le ministre d'État à la justice, M. Slaheddine Baly, à l'issue d'un entretien avec M. Ben Ali. — (AFP).

[Agé de soixante-deux ans, M. Ahmed Ben Salah, qui vit en Suisse depuis quinze ans, a été l'artisan de la politique de développement de la Tunisie en tant que ministre de l'économie et du Plan de 1960 à 1969. A la suite de l'échec de sa politique de « coopération » à outrance, Bourguiba l'avait fait juger et condamner. Fondateur dans les années 70 du Mouvement de l'unité populaire (MUP), parti non reconnu mais toléré aujourd'hui encore, M. Ben Salah s'est vu restituer, il y a quelques jours, son passeport tunisien.]

Le numéro du « Monde » daté 2 mai 1988 a été tiré à 505 144 exemplaires

#### Inité ! Préciser VOLVIC.

« Et je ne suis pas le seul !... Chez mes amis sommeliers, VOLVIC fait des adeptes au grand plaisir des connaisseurs... »

**VOLVIC CHEZ PETRUS**  
Paris 17<sup>e</sup>

Elle accompagne les meilleurs plats de Paris

A B C D F G H

## EN BREF

● **CORÉE DU SUD** : prochain remaniement gouvernemental. Les principaux dirigeants du Parti de la justice et de la démocratie, au pouvoir, ont démissionné, lundi 2 mai, à la suite du revers électoral subi par la majorité gouvernementale lors des élections législatives du 26 avril. Le président Roh Tae Woo devrait, par ailleurs, remanier son gouvernement à la fin de la semaine. Enfin, de violents affrontements entre policiers et ouvriers réclament la liberté syndicale et ont eu lieu dimanche 1<sup>er</sup> mai à Seoul. — (Reuters, AFP).

● **INDE** : une clinique pour enfants s'effondre (50 blessés graves). — Au moins 50 enfants ont été grièvement blessés, le lundi 2 mai, lorsqu'une clinique s'est partiellement effondrée dans l'État de Jammu et Cachemire (nord de l'Inde), a rapporté l'agence de presse indienne PTL. Selon PTL, l'armée et les pompiers ont été dépêchés sur le lieu du drame pour tenter de sauver les enfants encore ensevelis sous les débris. Au moment de l'accident, quelque 200 enfants étaient hospitalisés. — (AFP).

● **ESPAGNE** : attentat à Barcelone : au moins onze blessés. — Au moins onze personnes, notamment des policiers et des pompiers, ont été blessés, lundi 2 mai à Barcelone, lors d'un attentat à l'explosif revendiqué par l'organisation catalane Terra Lliure (Terra libre), annonce-t-on de sources policières. Une explosion a eu lieu lundi peu après 2 heures du matin dans les locaux d'une succursale de banque. Un appel à un journal, fait au nom de

Terra Lliure, indiquait qu'un deuxième engin avait été déposé. Ce dernier a fait explosion quelques minutes plus tard lorsque la police et les pompiers se trouvaient sur place. — (AFP).

● **Trois membres présumés de l'ETA** écroués à Paris. — Après José Félix Perez-Alonzo, inculpé vendredi, notamment de tentative d'homicide sur la personne d'un fonctionnaire de police (le Monde du 2 mai), trois autres membres présumés de l'ETA ont été transférés de Bayonne à Paris samedi matin 30 avril. Il s'agit de Maïté Bergère, vingt-neuf ans, Chantal Bomsdette, vingt-trois ans, et Nadine Soronto, vingt-quatre ans, interpellées quelques jours avant dans le cours de l'enquête qui a fait suite à l'arrestation de Perez-Alonzo. Elles ont été inculpées par M. Michel Legrand, juge d'instruction chargé de la lutte antiterroriste, d'association de malfaiteurs et écrouées. D'autre part, un Basque espagnol, Aitor Othiza-Otsabal, vingt-six ans, soupçonné lui aussi d'avoir été en relation avec Perez-Alonzo, a été arrêté vendredi et placé en garde à vue à Hendaye.

● **Attentats en Corse** contre cinq villes en construction. — Cinq pavillons en cours de construction ont été fortement endommagés dans la nuit du 30 avril au 1<sup>er</sup> mai à Ghisonaccia (Haute-Corse). Ces bâtiments étaient destinés à des cadres d'électricité de France. Les policiers ont découvert sur les lieux des inscriptions signées FLNC et proclamant : « Non à la politique EDF ! »

**GÉOPOLITIQUE AFRIQUE**

## FRANCE AFRIQUE LE SEPTENNAT DÉCISIF

« GÉOPOLITIQUE AFRICAINE N° VIII »

- Quand l'importance nouvelle du multilatéral oblige la France à passer une vitesse.
- Quand les entreprises s'engagent à Paris (le CNPF) et à Bruxelles (le groupe des 7).

En librairies : 80 FF (diffusion : éditions Albin-Michel).  
Par correspondance : 100 FF fco. au « Livre-Poste », 2, rue H.-Heine, 75016 Paris.  
Abon. : France et Europe : 300 FF. Afrique francophone : 350 FF. Règlement des abonnements : chèque bancaire ou postal à l'ordre de : Eurafrica News, à faire parvenir à : « Géopolitique africaine ».

6 & 8, square Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie - 75004 Paris

مكتبة من الأصل